



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Après la Conférence de l'OMC à Cancún (Mexique):

Ni échec - ni succès!

La Conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'est terminée sans résultat concret. Faut-il s'en réjouir, comme d'aucuns le font? Certainement pas! Cancun n'était ni succès, ni échec. Au cours d'un point de presse commun à leur retour du Mexique, les deux députés luxembourgeois présents à la Conférence, MM. Laurent Mosar et Jean Huss, ont préféré qualifier le rendez-vous d'"étape transitoire" ou encore de "moratoire" dans la quête d'un compromis: "Les négociations au sein de l'OMC continueront après Cancún. Mais pour aboutir, elles devront se dérouler dorénavant de manière plus transparente!"

MM. Mosar et Huss ont fortement déploré ce déficit démocratique qui caractérisait la Conférence, tout comme il caractérise le travail de l'OMC en général: réunions à huis clos, peu d'informations, aucun contrôle parlementaire, ... autant de raisons à inspirer peu de confiance à un nombre croissant de pays membres de l'Organisation.

Selon les députés luxembourgeois, un accord multilatéral redéfinissant de manière équitable les règles du commerce entre les pays industrialisés et les pays en



M. Laurent Mosar et M. Jean Huss

voie de développement reste possible - malgré Cancún - même si les délais envisagés (accord final avant fin 2004, ndlr) ne pourront très certainement pas être respectés. Pour M. Huss, il va sans dire qu'un tel accord ne se fera pas sans solutions en matière d'agriculture.

Finalement, les deux députés ont insisté sur la nécessité d'une plus grande prise de conscience de

l'enjeu des négociations - dans l'opinion publique, mais également dans le milieu politique national - sachant que les règles dictées par l'OMC priment le droit national, voire européen. Voilà pourquoi ils suggèrent l'organisation d'un débat annuel à la Chambre des Députés sur le vaste sujet du commerce mondial. Le premier devrait avoir lieu en octobre ou novembre.

Visite du Président de l'Assemblée de l'UEO:

Entrevue collégiale

Que le Président d'une Assemblée parlementaire internationale soit reçu dans l'enceinte d'un Parlement national n'a rien d'extraordinaire. Mais que ce Président soit également membre de l'institution qu'il visite, est beaucoup moins habituel. Le 16 septembre passé, c'était pourtant le cas à la Chambre des Députés, où une délégation de parlementaires luxembourgeois présidée par M. Jean Spautz recevait le Président de l'Assemblée de l'UEO, à savoir M. Marcel Glesener.

M. Marcel Glesener a été élu à la tête de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) le 3 juillet dernier. Au cours d'un entretien collégial (au sens propre du terme), les délégations de l'UEO et de la Chambre des Députés ont discuté de politique commune de sécurité et de défense européenne, le "chantier le moins avancé de l'Union eu-

ropéenne" comme s'est exprimé M. Ben Fayot - un avis qui n'était d'ailleurs pas contesté.

Les entretiens ont également porté sur l'avenir de l'UEO en général et de son Assemblée parlementaire en particulier. En effet, l'Union de l'Europe occidentale est quelque peu en quête d'une nouvelle identité suite au démantèlement de ses compétences décidé sous la Présidence française au second semestre 2000.

La Chambre des Députés était représentée par son Président M. Jean Spautz, ainsi que par Mme Mady Delvaux-Stehres et MM. Ben Fayot, Gusty Graas et Norbert Hauptert. M. Marcel Glesener était accompagné de M. Colin Cameron, Secrétaire général, et de M. Roger Loutz, Secrétaire général adjoint de l'Assemblée de l'UEO.



Dépôt du projet de budget pour l'exercice 2004:

La dernière ligne droite



Le Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Lucien Weiler remet le projet de budget pour l'exercice 2004 au rapporteur, M. Jean-Marie Halsdorf (à gauche)

Chaque année, le dépôt du projet de budget marque la reprise des travaux parlementaires. L'année 2003 ne fait pas d'exception. Le 10 septembre à 10.30 heures, la Chambre a officiellement lancé l'année parlementaire, la dernière avant les élections du 13 juin prochain. L'ouverture officielle de la session 2003-2004 aura lieu - comme le prévoit notre Constitu-

tion - le deuxième mardi du mois d'octobre, c'est-à-dire le 14 octobre 2003 à 15.00 heures précises.

Au cours de la séance de dépôt du projet de loi 5200 - mélange entre réunion d'information à l'attention des député(e)s et conférence de presse - MM. les Ministres d'Etat et des Finances et du Budget ont remis le projet vo-

lumineux au Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, qui en a saisi de suite la commission parlementaire compétente, la Commission des Finances et du Budget présidée par M. Lucien Weiler. Celle-ci avait désigné M. Jean-Marie Halsdorf rapporteur du dernier projet de budget de la législature.

Un projet dont la préparation était "particulièrement difficile" vu le contexte économique peu favorable, comme l'a rappelé le Ministre du Budget M. Luc Frieden au cours de son exposé, avant d'insister sur "la grande retenue" que le Gouvernement s'était imposée - retenue que le Premier Ministre M. Jean-Claude

Juncker qualifiait même de "prudence extrême".

Rappelons que le projet de budget pour 2004 prévoit des dépenses de 6.477,9 millions d'euros et des recettes de 6.390,1 millions d'euros, soit un déficit de 87,8 millions d'euros.

	2003 Budget définitif	2004 Projet de budget	Variation en %
Budget courant			
Recettes courantes	6.305,3	6.161,8	-2,28%
Dépenses courantes	5.521,4	5.802,8	5,10%
Excédents	783,9	359,0	...
Budget en capital			
Recettes en capital	44,4	228,3	414,19%
Dépenses en capital	827,9	675,1	-18,46%
Excédents	-783,5	-446,8	...
Budget total			
Recettes totales	6.349,7	6.390,1	0,64%
Dépenses totales	6.349,3	6.477,9	2,03%
Excédents	+0,4	-87,8	...

(en millions d'euros)

(SIP)

Ordre du jour

- 1. 5059 - Projet de loi
 - 1) portant création de l'Université du Luxembourg;
 - 2) modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;
 - 3) abrogeant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur;
 - 4) modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales;
 - 5) modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;
 - 6) modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant
 - a) réforme de la formation des instituteurs,
 - b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et
 - c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire;
 - 7) modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- 4540 - Proposition de loi autorisant le gouvernement à créer

- 1. l'établissement public "Université européenne Terres Rouges" et
 - 2. autorisant cet établissement public à participer comme membre fondateur au groupement européen d'intérêt économique "Campus universitaire européen Terres Rouges" à Esch-sur-Alzette
- (Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Erna Hennicot-Schoepges et Anne Brasseur, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.04 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.
Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)
Dat ass net de Fall.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5059 iwwert d'Universitéit vu Lëtzebuerg, zesumme mat der Proposition de loi 4540 iwwert d'Schafung vun engem Etablissement public «Université européenne Terres Rouges».

D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Fayot, Schroell, Greisen, Urbany, d'Madame Delvaux, déi Häre Krieps a Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honnabel Madame Nelly Stein.

- 1. 5059 - Projet de loi
 - 1) portant création de l'Université du Luxembourg
 - 2) modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public
 - 3) abrogeant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur
 - 4) modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales
 - 5) modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
 - 6) modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant
 - a) réforme de la formation des instituteurs,

- b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et
- c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire
- 7) modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

4540 - Proposition de loi autorisant le gouvernement à créer

- 1. l'établissement public „Université européenne Terres Rouges” et
- 2. autorisant cet établissement public à participer comme membre fondateur au groupement européen d'intérêt économique „Campus universitaire européen Terres Rouges” à Esch-sur-Alzette

Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, Dir Damme Ministeren, ech muss soen, haut schlësse mer eng honnertjäreg Debatt of, eng Debatt iwwert d'Opportunitéit vun enger eegener Universitéit zu Lëtzebuerg. D'Debatt ass eriwwer, well mer elo eng Universitéit an eist Land kréien, an dat ass och ganz gutt esou. Mir kënnen a mir sollen dese Moment duerchaus als historesch fir Lëtzebuerg bezeichnen.

Et ass e couragéierte Schrëtt, deen d'Madame Hennicot gemaach huet, mä et ass e Schrëtt, dee gutt iwwerluecht ass. Et ass e Schrëtt, deen eist Land a senger Entwéck-

lung wäert weiderbréngen an deen nei Modeller schaaft an der Lëtzebuerger Héichschoulpolitik. Et ass e Projet, deen op déi Atouté setzt a baut, déi eist Land haut auszeechen. D'Uni Lëtzebuerg wäert hir Roll an der wirtschaftlecher Entwécklung spillen, an hei virun allem um Niveau vun der ökonomescher Diversifizierung.

Et ass e Projet, dee sech un de Virgawe vun der Europäescher Unioun orientéiert, déi hirsäits en ambitiööst Zil verfolgegt, an ech zitéieren: «devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale». D'Uni Lëtzebuerg ass aus deemem Verständnis eraus net nëmme vun nationalem Interesse, mä e Beitrag fir den Zilsetzung vum Lissaboner Sommet vum Mäerz 2000 an doriwwer eraus den Objektivier aus dem Prozess vu Bologna gerecht ze ginn, an deem sech net manner wéi 29 europäesch Staten, dorënner Lëtzebuerg, dozou verflicht hu fir en eenheetlechen europäeschen Héichschoulraum ze schaffen.

Här President, éier ech weiderfuer weillt ech als Rapporteur e puer Wieder verléieren iwwert déi gutt Aarbecht, déi am Kader vun deemem Projet gelescht gouf. Den 3. Dezember 2002 huet d'Madame Hennicot, Minister vum Enseignement supérieur, de la Culture et de la Recherche, de Projet de loi 5059 am Parlament deponéiert. Mä schonns virdrun, virun deem Dépôt do, den 18 November, hat d'Kommissioun zwee Expären ageluuede fir iwwert de Projet de loi ze schwätzen.

Et waren dat de Luc Weber, ancien recteur vun der Université de Genève an den Här Roger Downer, President vun der University of Limerick an Irland. Weider hu mer den Här Lucien Capella, ancien recteur vun der Universitéit d'Aix-Marseille héieren, an zwar den 10. Mäerz bei Geleechtheit vun eisem ganzdeegegen Hearing, dee mer organiséiert hate mat Berufschamberen, Associatiounen, déi hir Meinung zum Projet konnten ervirbréngen.

D'Kommissioun huet sech a 16 Sitzung mat dem Projet de loi ausernee gesat. Mir hunn, an dat ass extra ervirzehiewen, Artikel fir Artikel, an et kann ee soen le crayon à la main, duerchgeholl, eng ganz gewëssenhaft Aarbecht gemaach, wat dozou gefouert huet, datt mer bis de 14. Mee 55 Amendementer adoptéiert haten, déi dem Statsrot den 21. Mee zougestallt goufen. Eng zweet Serie vun Amendementer, 12 des Kéier, sinn den 18. Juni un de Statsrot gaangen.

Ech weill och emol eng Kéier, dat gétt oft vergiess, mä ech weill hei dem Statsrot merci soen, datt hien trotz eise villen Amendementer, 67 un der Zuel, eis dach nach a leschter Minutt säin Avis zougestallt huet. De schrëftleche Rapport ass den 11. Juli an der Kommissioun uegheoll gi mat de Stëmme vun der Majoritéit.

Verschiede Membere vun der Opposition hunn d'Kritik ubruecht, dass eigentlech d'Aarbechte vun der Kommissioun an deem Rapport net zum Droe komm wären. Ech hu fonnt, dat war eng ganz verstänneg Iddi, eng ganz verstänneg Propos an d'Kommissioun ass och deem Wunsch nokomm. Wuel waren d'Aarbechte vun der Kommissioun beim Commentaire des articles eenzel erwähnt, mä et ass scho gutt, an ech sinn deene Leit dankbar, déi dat gefrot hunn, dass

mer elo ee Kapitel iwwert d'Aarbechte vun der Kommissioun am Rapport hunn. Dese Rapport complémentaire ass dunno och mat alle Stëmmen, mat Ausnahm vun enger, ech weill den Numm elo net soen - ech hat jo op déi richtig Säit gekuckt - uegheoll ginn.

D'Aarbechten an der Kommissioun hu wierklech Freed gemaach a si bewiesen, wat eng Chamberkommissioun, wa se seriö a kontinuerlech un engem Text schafft, zesummen als hiren eegenen Apport erabringe kann. Dat war eng eemoleg Erfahrung muss ech soen. Schéi wär et, datt ass dat wat ech aus där Erfahrung kann zéien, wa mer all eis Gesetzestexter an deemselwechte konstruktiven, kolleegialen a souguer frëndschafleche Klima kéinten iwwert d'Bühn bréngen. Merci alle Membere vun der Kommissioun fir hiert Matschaffen a fir hire gudde Wellen.

Merci, der Madame Hennicot. Si war a ville Sitzungen dobäi, mä Si war besonnesch do, an dat war dat Wichtigst, wann et geheesch huet Décisiounen ze huelen a si huet sech äusserst flexibel gewise bei eisen Amendementer, well soss wäere mer sécher net esou wäit wéi mer haut sinn.

Merci och hiren zwee Fonctionnaires aus dem Ministère, dem Här Dondelenger an der Madame Faber, äusserst kompetent Fonctionnaires, déi och an der Kommissioun mat vill Gedold eng helle Wull vu Froe beantwärt hunn an nimmools gesot hunn: Dat do ass awer eng Fro! Also wierklech, ech hunn déi zwee Beamten do bewonnert.

Merci och eise Mataarbechter am Pool vun der CSV-Fraktioun a merci der Kommissiounssekretärin.

Här President, léif Kollegeen, als éischt weill ech op eng ganz Partie Acquisen agoen, déi den Héichschulstanduert ausmaachen an déi ouni Zweifel hiren Afloss hunn op d'Uni Lëtzebuerg. Och wann et bis haut zu Lëtzebuerg nach ni eng Uni ginn ass, esou kënnen mer dach op eng kleng a bescheiden Héichschoukkultur opbauen, an d'Ofschafung vum 96er Héichschulgesetz war eng wichteg Zwëschenetapp a Richtung Uni Lëtzebuerg.

Wat beispillsweis d'Studentenzuel ueget, déi an der zukünftiger Uni sollen hir Studien absolvéieren, esou agencéiert déi sech em eng Gesamtawunnerzuel vu 500.000. Am akademesche Joer 2001/2002 ware ronn 3.000 Studenten an de Lëtzebuerger Héichschoulen ageschriwwen. D'Zuel vun de Studenten, déi beim Stat eng finanziell Hëllef uegfont hunn, loung bei 5.700. No der Volkszählung vun 2001 duerch de Statec huet eist Land elo ronn 7.700 Studenten. D'Uni Lëtzebuerg huet nom Entwécklungsplang wëlles 4.000 Studenten an engem Zäitraum vu siwe Joer an 8.000 an engem Zäitraum vu 15 Joer bei sech weillkomm ze heeschen.

Wéi schonn erwähnt gétt d'Gesetz vun 1996 duerch den neien Text ausser Kraaft gesat an déi existéierend Formatiounen an Ofschloss gi weider während der Iwwergangsphas bis 2007/2008, respektiv 2008/2009 uegebueden. Wat den ISERP awer ubelaangt, esou ass virgesinn d'Formatioun enger Reform ze ennerzéien, déi mat engem Bachelor professionnel ofgeschloss gétt. Datselwecht géllt fir d'Étude vum Educateur gradué, déi am Moment un IES zu Léiweng ennerbruecht sinn, déi kënnen och do ofgeschloss ginn, mä den IES wäert op en anere Site transféréiert ginn, a fir en net ze nennen, et ka jo bal nëmme Walfer sinn.

Och an der Recherche hu mer an de leschte Jore Schrëtter ennerholl fir de Fuerschsstanduert Lëtzebuerg auszobauen. Ech erënnere an deemem Kontext un d'Gesetz vum 9. Mäerz 1987 iwwert d'Fuerschung an déi technologesch Entwécklung am Kader vun den

CRPen. An der Zwëschenzäit sinn hei Fuerschsresultater entstanden, déi e wegweisende Charakter hunn.

Mam Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert de Fonds national de la recherche, deen innovativ Programmer betreit an initiéiert, krut d'Recherche e weideren Odriff. Säit 1999 huet eist Land en Héichschul- a Fuerschsministère. Am Koalitionsaccord vum August 1999 huet d'Regierung sech den Objectif gesat d'Part vum PIB fir Investitiounen an d'Fuerschung op e Prozentsaz vun 0,3% am Joer 2004 eropzehiewen. Et geet drëm, besonnesch mat Hëllef vun der Uni Lëtzebuerg, de Standuert Lëtzebuerg fir d'Fuerschung nach méi attraktiv ze maachen.

Duerch d'Kooperatioun teschent der Uni Lëtzebuerg, dem Fonds national de la recherche, den CRPen, esouwéi mat de grouse Firmen, kann de Fuerschsstanduert Lëtzebuerg zu deem ginn, wat mer am Koalitionsaccord vun 1999 festgehalen hunn. Wat d'Kollaboratioun vun der Uni mat de Lëtzebuerger Fuerschsinstitiounen ubelaangt, esou huet d'Kommissioun drop gehalen, datt d'Institiounen aus dem Gesondheitsberäich missten an d'Gesetz integréiert ginn, an zwar de Statslaboratoire an de Centre Hospitalier.

An elo zu der Europäescher Kommissioun, déi an deem Kontext seet, an do ass d'Zitatioun vum 5. Februar 2003: «Les universités se situent au croisement de la recherche, de l'éducation et de l'innovation et détiennent la clé de l'économie et de la société de connaissance.» Grad aus demem Iwwerleeungen eraus ass et evident, datt d'Regierung d'Uni Lëtzebuerg an engem gesamtueuropäesche Kontext muss gesinn.

Här President, ech hu versicht an demem Ausféierungen op de Kontext anzegoen an dee sech déi zukünftige Uni Lëtzebuerg afüge wäert, an dat, well et wichtig ass demem Prämissen am Aen ze behalen, wann et an den nächste Méint lassgeet an d'Uni Lëtzebuerg mat Lieven erfüllt gétt.

En éischt grouss Kapitel, an dat ass déi éischt Fro, déi ee sech ka stellen: Wéi gesäit d'Uni Lëtzebuerg aus?

- Si besteet aus dräi Fakultéiten:
- 1. Droit, Economie a Finanzen;
 - 2. Sciences, Technologie, Kommunikatioun;
 - 3. Lettres, Sciences humaines, Arts, Sciences d'éducation.

D'Fakultéit vum Droit an déi vum de Sciences, der Technologie an der Kommunikatioun si par excellence déi Fakultéiten, déi hëllef Standuertpolitik ze maachen. Dat heescht, déi vum Droit, der Economie an de Finances kënnen sech jo op d'Bankeplaz, op europäesch Institutiounen stäipen, an déi vun de Sciences, der Technologie an der Kommunikatioun hunn zum Beispill den Technoport Schlassgoart.

D'Fakultéit vun de Lettres, den Sciences humaines, den Arts an de Sciences d'éducation ass déi, déi hëllef d'Gesellschaft weider ze driewen an och ze erforschen, sief dat iwwert d'Geschicht, sief dat iwwert d'Geographie, sief dat am Allgemengen iwwert eis Schoul, mä déi soll den Enseignement erfuerschen.

A fir datt mer an der Uni keng Maueren opbauen a fir datt d'Leit matenee schaffen a schwätzen, ass et wichtig, datt mer eis do dernieft och nach a Centres interdisciplinaires erëmfinden.

Déi zweet grouss Fro: Wat fir Diplomer kréien d'Studenten?
Et gétt dräi Niveauen: De Bachelor, de Master an den Dokter.
Et kann ee sech froe firwat elo déi englesch Terminologie. Do ass d'Antwort, datt mer jo wellen d'Uni

an de Prozess vu Bologna setzen. Ech erënnere drun, datt Lëtzebuerg zu deenen 29 Länner gehéiert, déi 1999 d'Declaratioun vu Bologna ënnerschriwwen hunn. Déi an der Zwëschenzäit 31 Länner, virdru waren et der 29, wëlle bis d'Joer 2010 de Prozess vu Bologna ëmgasat hunn. En attendant behale mer och eng Phase de transition bai, wou d'Uni kann Diplomer wéi zum Beispill d'Maitrise ubidden. D'Maitrise, dat si véier Joer. Dat ass net datselwecht wéi de Master, dee fënnef Joer huet. An deem Fall hu mer also de Prinzip vun der Virsicht ugewant. Dat erlaabt eis och déi al Diplomer géuerdnet auslafen ze loosnen.

E weideren Aspekt, deen déi Uni an den europäesche Kontext setzt, ass d'Aféierung vun ECTS-Kreditte. ECTS ass d'Ofkierzung fir European Credit Transfer Systems. De Bachelor entsprécht 180 bis 240 Kreditte. De Master 60 bis 120 Kreditte, awer nom Bachelor.

Wat sinn elo d'Avantagë vun deesen ECTS-Kreditte? Mir definéieren d'Studien net méi duerch d'Dauer, mä duerch dat, wat ee muss wësse fir en Diplom ze kréien. Mir brauchen och ECTS-Kreditte, fir dat eis Studenten op aner Uniën kënnen weider studéieren ouni Zäit ze verléieren. D'Organisatioun vum System ECTS erlaabt et och, datt d'Mobilitéit net méi à sens unique geet, mä datt och auswäerteg Studenten sollen op Lëtzebuerg kommen.

D'Mobilitéit vun eise Studente muss erhalte bleiwen, well et wichteg ass, datt si sech de Bléck op auslännesch Kulturen a virun allem op aner Héichschoulsystemer am Ausland net verwiere. Duerfir ass am Kader vun de Formatioune, déi op der Uni Lëtzebuerg ugebuede ginn, eng Period virgesinn, wou d'Studente mussen op eng auslännesch Uni goen. Dat war an der Kommissioun. Et ass en Amendement do, dee vun der Majoritéit komm ass, mä deen net unanimement ugeholl ginn ass. Am ursprünglechen Text war et esou, datt eng gewëssen Zäit am Ausland fir all Niveau virgeschriwwen war.

D'Kommissioun huet fonnt, datt dës Virschrëft mat villen Nodeeler a Schwieregkeete fir d'Studente verbonne wier. Op déi Manéier hätt zum Beispill e Student, deen en Dokter mécht, misse während deenen dräi Niveaue dräimol eng Wunneng sichen, dräimol plënnere, wat sécher vill Käschten an och sécher vill Zäitverloscht mat sech bruecht hätt. Dofir huet d'Kommissioun deen Amendement erabruecht vun deem ech virdru geschwat hunn, dat heescht all Student muss eemol am Ausland sinn an deenen éischte Joren, an zwar virun dem Diplom vum Bachelor. Vun deene Studenten, déi spéider wëlle Sproochen enseignéieren, gétt allerdéngs erwaart, datt se sech an engem Land op d'Uni aschreiwene, wou déi Sprooch och permanent geschwat gétt.

En drëtt grousst Kapitel. Wéi gesinn d'Programme op der Uni Lëtzebuerg aus?

Eng weider Charakteristik vun der Uni ass, datt se ënner engem Daach eng professionell an eng akademesch Filière ubitt. Déi akademesch Filière mat klaseschem universitären Unterrecht ass eng theoretisch a wëssenschaftlech, méi wëssensorientéiert Formatioun, während déi professionell Filière direkt op e Beruff virbereet. Dat do ass selbsterständlech och vill diskutéiert ginn, mä ech ginn ze bedenken, datt dat haut eigentlech schon esou ass.

Mir hunn haut op franséischen Unien en DEA, en Diplôme d'études approfondies, en DESS, en Diplôme d'études supérieures spécialisées, also Diplomer, déi e fënnef Joer op der Uni verlaangen an déi tëschent akademescher a professioneller Ausriichtung ënnerscheeden. Den DEA ass akademesch, den DESS ass professio-

nell. Mir selwer bidden elo schon um CUNLUX, also um Centre universitaire en DESS am Contentieux communautaire un a mir profitéieren dofir selbsterständlech vum europäesche Geriichtshaff.

Iwwregens erlaabt den Ënnerschied tëschent Filière professionnelle a Filière académique och d'Strukturatioun vu verschiddene Beruffer ze respektéieren. Ech denken dobäi un de ganze Beräich vun den Ingenieuren a vun den Enseignanten. D'Organisatioun vun der Uni, d'Organisatioun vum Programmer nom ECTS-Prinzip, d'Distanzierung tëschent professioneller an akademescher Filière kënnen och eng enorm Hëllefstellung si fir lifelong learning. An deem Kontext ass et wichteg, datt Leit mat Berufserfahrung kënnen op d'Uni zrëckgoen, fir sech weider ze qualifizéieren. Grad esou wichteg ass et, datt d'Uni Passerellen organiséiert fir vun enger Filière professionnelle zum Beispill op eng Filière académique ze goen a selbsterständlech och ëmgedréint.

Véiert Kapitel, véiert Fro: Wat geschitt elo?

(Hilarité)

D'Uni Lëtzebuerg gétt en Etablissement public. Dat ass jo nach ëmmer nëischt Neies. Si kritt d'Personnalité juridique a gériert sech no privatrechtleche Methoden a kann esou déi verfügbar Geldmittel optimal a mat enger gewësser Fräiheet asetzen, wat esou zu enger Autonomie de gestion féiert. D'Relatioune tëschent dem Stat an der Uni ginn duerch e pluriannuelle Contrat d'établissement festgeschriwwen, deen d'Objektiver an d'Prioritéiten am Domän vum Enseignement, vun der Recherche a vun der Verwaltung festsetzt. Dese Kontrakt ass immens wichteg, well en der Uni erlaabt e Partner vum Stat ze ginn.

Eng Fro, déi ëmmer erëm gestallt gétt an déi mer eis och an der Kommissioun gestallt hunn, ass déi, wat d'Uni kascht. Et muss ee ganz einfach wëssen, datt d'Uni Lëtzebuerg net bei null ufänkt. Elo schonns hu mer véier bestehend Institutioune ze finanzéieren. An deene leschte Jore goufen d'Budgetsmittel fir dës véier Héichschulstrukture staark opgestockt, esou datt mer en zollidd Polster hunn op dat mer zrëckgräife kënnen. A weider stellt de Véierjoresplang e géeeegent Mittel duer fir déi finanziell Entwécklung vun der Uni duerch de Stat, duerch d'Regierung mat ze steieren. An da wësse mer als Politiker och allegueren, dass de Finanzvolumen eng Fro ass vum politesche Willen. A bei Wëlle géif ech dobäi setzen «a Kënnen».

Et ass och gewosst, datt de Projet vun der Uni op d'Schinn gesat gouf fir de Standuert Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen. Eng Uni kann nämlech dozou bäidroen nei Firmen an Entreprisen op Lëtzebuerg ze bréngen, a bekanntlech bedeit dat jo nei Steierrechten. Et wier also falsch ze soen, datt eng Uni nëmme kascht. Ech denken, dass d'Madame Hennicot eis méi Detailler ka ginn iwwert dat wéi si de Finanzplang gesäit.

D'Autonomie, déi d'Universitéit iwwert den Etablissement public kritt, gétt hir natierlech eng gewësse Fräiheet, wat och gutt ass, an esou kann d'Uni selwer decidéieren, wat fir eng Recherche zum Beispill se wëllt maachen, wéi eng Leit se astellt an ënner welleche Konditioune. Et muss een natierlech ervirhiewen, datt d'Autonomie vun der Uni ageschränkt a geregelt ass a souguer muss sinn iwwer Règlements grand-ducaux, am Fall wou et ëm Enseignement geet. Mir dierfen net vergiessen, an dat war och eng ganz laang Diskussioun an der Kommissioun, an ech mengen den Här Fayot ass nach net ganz...

(Interruption)

Hien ass d'accord, awer...

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Awer net ze fridden.

Mme Nelly Stein (CSV), rapportrice. - ...net ze fridden. Dat war d'Wuert. Merci, Här Krecké, fir de Flüsterkasten.

Mir dierfen net vergiessen, datt den Artikel 23 vun der Constitution aus dem Enseignement eng Matière réservée mécht an do duerch den Artikel 36 vun der Verfassung kee weidere Pouvoir réglementaire wéi dee vum Gesetz an zum Deel dee vum Grand-Duc zouléist.

Déi éischt Etapp, dat ass déi nächst Fro, déi fënneft Fro, déi ee sech ka stellen: Wéi geet et weider op der Uni? Mir fueren natierlech séier iwwert déi eenzel Etappen. Déi éischt Etapp vun der neier Uni besteet an der Schafung vun enger éischer Equipe, déi nei Strukturen an d'Liewe rufft a se mat Liewen erfëllt an déi den éischte Contrat d'établissement ausschaft mat den Haaptforschungsachsen an de Prioritéite vun den Enseignements. Déi éischt Equipe muss och kucken, datt déi Formatioune, déi elo bestinn, an d'Uni erageholl solle ginn, eng gewëssen Zäit weiderlaffe sollen, an da selbsterständlech évaluéiert ginn.

Dat lescht grousst Kapitel: Wat sinn d'organen vun der Uni? Et sinn der zimlech vill.

Éischtens, de Conseil de gouvernance besteet aus siwe Memberen a setzt d'Politique générale an déi strategesch Choix vun der Uni fest, kontrolléiert a superviséiert d'Aktivitéite vun der Uni. De Conseil de gouvernance développéiert de pluriannuelle Entwécklungsplang vun der Uni.

Zweetens, de Rektorat ass den Exécutif vun der Uni, dee sech aus dem Recteur a maximal aus dräi Vice-recteuren an dem Directeur administratif zemesetzt. De Recteur gétt duerch de Grand-Duc ernannt op Proposition vum Conseil de gouvernance an op Consultatioun vum Conseil universitaire. Hie presidéiert de Rektorat an de Conseil universitaire a féiert seng Décisionen aus. Hien ass den hierrarchesche Chef vum Personal vun der Universitéit. D'Vice-recteuren an den Directeur administratif, dee sech ëm déi technesch an administrativ Servicer këmmert, ginn och allegueren vum Grand-Duc ernannt.

Drëttens, d'Commission consultative scientifique beréit de Rektorat an der Fuerschungspolitik vun der Uni, grad wéi och bei den Enseignements a beim Programme pluriannuel d'établissement.

Déi Fro vum Rektorat a vum Recteur ass ganz laang, an zwar vum Ufank un, an der Kommissioun debattéiert ginn. Den initiale Projet huet e ganz groussen Deel vum Pouvoir exécutif op de Recteur konzentréiert. Schlussendlech war d'Chamberkommissioun frou d'Proposition vum Statsrot unzehuelen, deen aus dem Recteur eigentlech eng kolleegial Direktioun gemaach huet, de Rektorat, esou dass de Pouvoir vum Recteur jo awer elo vill méi kleng ginn ass.

Véiertens, de Conseil universitaire regelt déi pedagogesch a wëssenschaftlech Affäre vun der Uni an assistéiert de Rektorat bei den AUSAARBECHTUNGE VUM PLURIANNUELLEN ENTWÉCKLUNGSPLANG. De Conseil universitaire setzt sech zesummen aus gewielte Vertrieeder vu verschiddene Kategorie vu Leit aus der Uni, an zwar Vertrieeder vun den Enseignants chercheurs, Vertrieeder vun de Studenten, Vertrieeder vum administrativen a technesche Personal, ee Vertrieeder vum Corps intermédiaire, maximal zwee Direktreure vun de Centres interdisciplinaires. Am Conseil universitaire, an

dat ass interessant, fanne mer elo och en oder eng Délégué(e) aux questions féminines oder de la Promotion féminine. D'Kommissioun huet d'Schafung vun deemem Posten als enorm wichteg fonnt an dat als Amendement eraginn.

D'Diskussioune an der Kommissioun hunn och laang an oft ëm d'Studentevertriebung gedréint. Mir hu jo nach ee Member an der Kommissioun, deen net esou wäit vun der Studentenzäit ass, a schlussendlech - ech brauch en net ze nennen, et gesäit een dat jo scho vu wäitem wien dat ka sinn - sinn elo zwee Studente pro Fakultéit am Conseil universitaire. Weider huet d'Kommissioun d'Noutwendegkeet vun enger Charte vun de Studenten hire Rechter a Flichter am Gesetz verankert, an déiselwecht Charte huet och elo dat akademesch Personal.

D'Kommissioun huet festgehalten, datt de Conseil universitaire déi Instanz ass fir Recours géint Décisionen, déi d'Studente betreffen, anzeleeën. De Conseil universitaire kann doriwier eraus eng Ethikkommissioun aberuffen, déi sech virun allem mat ethesche Froen am Kontext vun der Fuerschung ausernee setzt.

D'Kommissioun huet des Weideren drop gehale fir Dispositiounen am Gesetz ze verankeren, déi eng Disziplinärprozedur virgesinn, am Fall wou en Enseignant seng professionnell Obligatioune net anhält. Déi dräi Fakultéiten hunn hiren Doyen, deen Unisproff ass, an dee vun engem Conseil facultaire assistéiert gétt.

(Interruption)

Ech hunn nach eng hallef Minutt. Den Här Vizepräsident huet mer schonnen en Zeeche gemaach.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech hunn elo den Tour gemaach iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun, iwwert deenen historeschen, ech betounen et nach eng Kéier, historesche Gesetzestext. Ech wëll nach eng Kéier ënnersträchen, datt et sech hei ëm e Kaderegesetz handelt, dat nëmme Richtlinne gétt. Den Inhalt bleift a groussen Deeler festzelleeën an dofir léisst d'Gesetz vill Méiglechkeeten op.

De Ministère, de Rektorat an de Conseil de gouvernance hunn nach ganz vill Aarbecht ze bewältigen. Ech wënschen der Madame Minister eng gutt Hand beim Choix vun deene verantwortleche Leit, déi spéider d'Uni Lëtzebuerg féiere sollen. Weider halen ech drop der Madame Hennicot e grouse Merci ze soen, datt si de Courage hat, an d'Aarbecht an d'Méi net gescheit huet, déi nun emol erfuerdert waren, an dat hu mer gesinn, fir dést waarmt Eisen unzepakten.

Ech ruffen lech allegueren op dese Projet ze stëmmen, well e viles erméiglecht a well en d'Diere kann opmaache fir de groussen Ambitiounen gerecht ze ginn, dat heescht eng Qualitéitsuni zu Lëtzebuerg ze hunn.

Ech wëll ofschléisse mat folgendem Saz un dee mer eis an der Zukunft ëmmer an ëmmer erëm sollen erënnere, wa mer iwwert d'Uni Lëtzebuerg schwätzen: „Ayons le courage de nos idées!“ Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

Mme Nelly Stein (CSV), rapportrice. - Dir wart äusserst brav.

(Hilarité)

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Auteur an de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorablen Här Robert Garcia.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG), auteur et rapporteur. - Här Hären, ech wëll mech direkt entschëllegen, dass ech de Flux vun deenen historeschen Debatten hei

duerch déi kleng Werbeeinlag muss stéieren, mä ech wëll souwuel der Kommissioun vum Enseignement supérieur wéi och der Conférence des Présidents merci soen, dass se mer et erméiglecht hunn déi Proposition de loi hei nach eng Kéier virstellen, quite dass se net zum Vote kënn.

Fir net ze vill Duercherneen opkommen ze losse bei de Leit hei ënnen, hei uewen an och dobausse wëll ech nach eng Kéier kuerz rappeléieren, dass dës Proposition de loi sech net als eng Alternativ oder eng Géigeproposition zu deem Projet de loi, dee mer haut de Moien hei diskutéieren, versteet, mä zu engem Beräich gehéiert, deen eigentlech dat behandelt, wat no der normaler Universitéit, also no den éischten zwee Cyclé kënn, also alles wat postgraduate ass an zweetens e Segment vun den Thematike behandelt, déi op enger Universitéit hei oder op Universiteiten zu Lëtzebuerg kéinte behandelt ginn, nämlech déi Studien iwwert d'europäesch Integratioun.

Dës Proposition de loi ass de Mäerz 1999, also viru véier Joer, hei déposéiert ginn, zu enger Zäit wou eigentlech iwwer eng Universitéit zu Lëtzebuerg net méi vill diskutéiert ginn ass, well et ware knapps zwee Joer vergaangen nodeem d'Gesetz vun 1996 a Kraaft getruede war. Déi Proposition de loi ass éischer an dem Kontext vun der Diskussioun iwwert d'Revitalisatioun an d'Reutilisatioun vun de Friche-industrielle geschitt a si sollt eigentlech e Beitrag si fir eng europäesch Iddi an de Kontext vun enger transfrontaliärer Notzung vun Industriebroochen ze bréngen.

Wat bedeit dës Proposition de loi? Ech wëll se eng Kéier kuerz resüméieren. Et ass vläicht e bësse komesch vu wéi engem Auteur déi heiten Nischepolitik kënn, mä et ass ganz kloer, déi heite Proposition de loi situéiert sech scho bal an eng klasesch Philosophie vu Lëtzeburger Nischepolitik. D'Lëtzeburger Nischepolitik huet sech an der Vergaangenheet, nodeem déi autogen Nischen eriwwer waren, nämlech déi vun den Eisenerzer, jo éischer op Souveränitéitsnische baséiert, nämlech déi Souveränitéit, déi Lëtzebuerg als Stat hat fir gewësse fiskalesch an aner Incitatioune an Erliichterungen ze ginn a fir doduerch ekonomesch Aktivitéiten ze incitéieren.

Mat der europäescher Integratioun ginn déi Nischen ëmmer manner. Si ginn ëmmer méi schwéier ze besetzen a Lëtzebuerg fänkt un eigentlech an Europa eng ganz normal Region ze ginn, wéi aner Regionen och, an all Regionen an Europa versichen Nischen ze besetzen an déi mussen si, wa seng keng national Souveränitéit hunn, mat Inhalter besetzen, déi endogen sinn, also déi se aus hirem eegene Kontext kréien.

Et ass elo esou, dass wann een als Nisch eng europäesch Universitéit proposéiert, da kann een net soen, dass Lëtzebuerg do schon eng gewësse Viraarbecht gelescht hätt, well zu Lëtzebuerg gétt et keng richteg Universitéit, et gétt och keng europäesch Universitéit an et gétt keen europäesch Institut, wéi et dat zu Florenz oder zu Bruges oder op anere Plaze gétt.

Zousätzlech ass et jo och esou, dass de Lëtzeburger akademesch Milieu relativ beschränkt ass. Mir hunn eng relativ geréng Proportioun vun Akademiker zu Lëtzebuerg. Mir hunn awer, an dat ass eben de Contrepoids dozou, éischtens ganz vill Lëtzeburger Akademiker, déi aus ganz verschiddenen akademesche Kontexten hei op Lëtzebuerg zrëckkomm sinn, déi op verschiddenen Universitéite souwuel déi normal Cyclé wéi och déi postgraduate Cyclé matgemaach hunn, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi awer keng Méiglechkeet hu fir éischtens hir Connassancë weider ze verdéieren an och hir Connassancë weiderzeginn.

Dann hu mir och eng ganz héich Proportion vum auslännescher Main-d'oeuvre vun Akademiker, déi och aus verschiddenen akademesche Kontexten kommen an déi och kéinten zu enger potenzieller europäescher Universitéit hiren Accord bréngen. Last but not least hu mir hei scho säit Jorzéngten europäesch Institutiounen, déi eigentlech kéinten dozou bäidroe fir Lëtzebuerg op deem Echiquier vun enger europäescher Universitéit ze positionéieren.

Elo muss een natierlech soen, dass et och an Amerika, an de Vereenegte State keng national Universitéit gëtt, déi elo representativ ass fir Fuerschung an Enseignement an de Vereenegte Staten, esou dass et och an Europa wahrscheinlech ni eng très grande université européenne gëtt, wou ee quasi kéint soen, dass do all d'akademesch Kräfte vun Europa géife gebündelt ginn. Wat et awer muss an Europa ginn, menger Meinung no zumindest, ass eng Plaz, wou déi Akademiker an Akademikerinnen aus de Memberstaten, aus deene 15 Memberstaten, déi et schonn de Moment gëtt, plus aus deenen, déi och an nächster Zäit bäikommen, sech mussen akademesch wéi och inhaltlech méi nokomme kënnen.

Dat heescht et muss eng Méiglechkeet ginn, dass Studenten a Studentinnen aus Lettland, aus Schweden, aus Spuenien, vu Malta sech kënnen op enger Plaz zesummefannen a Connaissance créeé vun der europäescher Integratioun. Dat net nëmmen op dem juristeschen an op dem politeschen Gebitt, mä och an aneren Disziplinen, well wann een zum Beispill Psychologie studéiert huet an England oder an Däitschland oder a Frankräich oder an der Schwäiz, da mengt een, dat wär eng ganz aner Disziplin, well do ginn et nach ganz staark Divergenzen. Een Zil vun esou enger Institutioun kéint et sinn, fir och op dem akademeschen Plang eng europäesch Integratioun erbaizeféieren.

Dat ass also d'Grondiddi vun där heiter Proposition de loi. Lëtzebuerg géif vu senger multikulturellen, vu senger linguisteschén Atouté profitéieren an hei op sengem Territoire der europäescher Union quasi proposéieren eng Stell ze schafen, wou ee kéint europäesch Fuerschung, europäeschén Enseignement praktizéieren.

D'Proposition de loi gesäit dann och vir, dass esou eng Iddi net soll op engem Terrain vague académique stattfannen, och wa se op engem Terrain vague industriel géif demarréieren. Et wär wichteg an esou engem Kontext, dass de Lëtzebuurger Stat fir d'éischt géif e puer Instituter schafen, fir dass eng Zort vu Keimzell géif bestoen, an dass een an enger zweeter Phas da géif aner Institutiounen op Lëtzebuerg kréien.

Et war eben an der Proposition de loi deemools proposéiert gi fir op dem Terrain vun der Lentille Terres rouges eng éischt Keimzell ze baue mat e puer Instituter, wou Lëtzebuerg schonn eng gewëssen Expérience hätt, zum Beispill en Institut iwwer Droit an Economie comparée, en Institut iwwer soziologesch Phenomeener an Europa, iwwert déi europäesch Geschicht, iwwer Migratioun an Ähnleches an eventuell och aner Instituter an Domäner, wou Lëtzebuerg eng gewëssen Notoriétéit hätt.

Wann no enger Zäitspan déi Instituter eng gewëssen europäesch Renommee kriit hätten, dann hätt ee kënnen higoen a quasi eng, ech hunn dat genannt eng ZAU, eng Zone d'activité universitaire, ähnlech wéi eng Zone d'activité économique, opmaachen, an zu auslänneschen Instituter, zu auslänneschen Universitéiten soen, ma wann Der interesséiert sidd op Lëtzebuerg ze kommen, fir an Ärem Beräich oder a Beräicher, déi lech interesséieren, europäesch Studien unzebidden, souwuel am En-

seignement wéi och an der Fuerschung, da kommt hei op de Lëtzebuurger Site. Dir kritt Facilitéiten am infrastrukturelle Beräich an Dir fannt hei en Terrain, wou Der kënt mat aneren Universitéiten Echange hunn.

Dat kënnen natierlech verschidden Institutiounen sinn. Dat kënnen Dépendancé si vun öffentlechen Universitéiten. Valencia kéint hei zum Beispill en Institut schafen, wou se versiche vläicht mediterran Studie méi no un Europa erunzebréngen. Et kann awer och eng Universitéit vun Helsinki oder Uppsala sinn, déi einfach interesséiert sinn am europäesche Recht hir Studenten hei op Lëtzebuerg ze schécken an do nei Kompetenzen auszebilden. Déi Iddi ass eng Iddi, déi eigentlech och kompatibel ass mat der Universitéit wéi mir se hei zu Lëtzebuerg schafen. An esou sinn dee Moment och d'Diskussiounen an der Kommissioun verlaf. Den Auteur vun der Proposition de loi huet nach eng Kéier déi Proposition erkläert.

Wat elo e bësse penibel war, dat war, dass de Statsrot scho wëlles war fir en Avis ze maachen zu där Proposition de loi, mä de Statsrot huet jo a leschter Zäit d'Gewunnecht nëmmen Avisen ze maachen zu Propositions de loi, wa schonn eng Stellungnahme vun der Regierung virläit. Do louch mysteriéiereweis, an ech gleewe kaum, dass dat schlechte Wëlle war, mä vläicht en Oubli oder eng Selbstläufererfahrung, op alle Fall keng Stellungnahme vun der Regierung vir, also och keen Avis vun Statsrot, an also kann des Proposition de loi och net haut zum Vote bruecht ginn.

Et war awer kloer an den Diskussiounen vun der Kommissioun, dass et éischtens zwar e largé Konsens gouf vun deene meeschte Membere vun der Kommissioun fir ze soen, dat doten ass e Créneau vun europäeschen Studien, deenen ass fir Lëtzebuerg héchst interessant an e kann an den nächste Joren a Jorzéngte Gewënn bréngen, net nëmmen ekonomesch, mä och kulturell Répercussiounen zu Lëtzebuerg kréien.

Zweetens, an dat war och e largé Konsens an der Kommissioun, wa mer elo eis konzentréieren op den Opbau vun der très grande université du Luxembourg, dann hu mer weder Kraaft nach Zäit, nach déi néideg Disziplin fir nach parallell eng zweet Universitéit opzeiechen.

Drëtens, wann een d'Struktur vun der Universitéit kuckt, wann een déi eenzel Fakultéite kuckt a virun allem och d'Centres interdisciplinaires, dann ass et duerch méiglech fir deen dote Créneau an déi aktuell Struktur vun der Universitéit eranzebréngen. Dofir huet dunn och den Auteur vun der Proposition de loi gesot: Okay, da gëtt verzicht fir déi Proposition de loi nach weider duerchzeboxen.

Mir hunn eis du géeneegt, dass eng Motioun sollt vun der Kommissioun presentéiert ginn, déi ausseet, dass éischtens d'Regierung sollt kucken, dass de Kontexte europäen an d'Strukture vun der künftiger Universitéit sollt integréiert ginn, an zweetens dass sollt am Laf vun Opbau vun der Universitéit eng Rei vun Offere vun Enseignement a vu Recherche an deem Domän vun der Intégration européenne ugebuede ginn. Déi Motioun huet den Appui vun alle Fraktiounen vun der Kommissioun fonnt. Ech wëll se heimadde déposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *saluant la finalisation du projet de loi portant création de l'Université de Luxembourg;*

- *considérant la proposition de loi 4540 portant création d'une Université européenne;*

- *considérant que ses atouts linguistiques et multiculturels ainsi que son expérience dans l'intégration européenne - et notamment la*

présence d'institutions communautaires - prédestinent le Luxembourg à devenir un carrefour des activités d'enseignement et de recherche autour de l'intégration européenne;

- *saluant la vocation européenne et interdisciplinaire de la future Université de Luxembourg;*

invite le Gouvernement

- *à veiller à l'intégration du contexte européen dans les structures de la future Université de Luxembourg;*

- *à promouvoir le développement d'offres d'enseignement et d'activités de recherche autour de l'intégration européenne au sein de l'Université de Luxembourg.*

(s.) Robert Garcia, Ben Fayot, Ferdinand Greisen, Marco Schroell, Nelly Stein.

Här President, ech wëll domat ofschléissen, dass ech nach eng Kéier merci soen, dass ech déi Proposition de loi konnt déposéieren. Ech wäert a menger Stellungnahme d'Méiglechkeet hunn nach eng Kéier méi subjektiv op déi Proposition de loi anzegoen.

Ech sinn der Iwwerzeegung, dass et an der neier Universitéit wäert méiglech sinn e groussen Deel vun deenen Iddien eranzebréngen, mä ech sinn awer trotzdeem, an dat soen ech dann herno, der Iwwerzeegung, dass mer an zéng Joer nach eng Kéier iwwer en ähnleche Projet kënnen hei schwätzen, zumindest déi Leit, déi dann nach hei sinn. Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als éischten Diskussionsrieder ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'wuert.

Discussion générale

■ M. Claude Wiseler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun, déi haut an der Chamber gefouert gëtt, ass eng Diskussioun, déi schonn am Fong säit ganz ville Joren dobausse gefouert gëtt.

Ech ka mech erënneren, dass déi Zäit wéi ech Student war - et ass schonn eng Zäitchen hier -, mer schonn iwwert déi dote Problematik diskutéiert hunn, an dat op eng relativ passionéiert Aart a Weis a ganz laangen Diskussiounen, wéi een dat eben als Student mécht. Ech hunn esou vague Souveniren, dass wéi ech op Première war - et war awer net beim Här Fayot - ech eng Dissertation geschriwwen hunn iwwert d'Avantages an d'Désavantages vun enger Universitéit hei zu Lëtzebuerg, wou och schonn déi Zäit eng ganz Rei Argumenter an déi eng Richtung an eng ganz Rei Argumenter an déi aner Richtung geschwat hunn. Ech soen awer elo net wat meng Konklusiounen déi Zäit waren.

(Hilarité)

Et ass laang hier an ech kommen duerno e weineg op dee Sujet zréck an op d'Evolution vun där ganzer Problematik.

D'Héichschulpolitik ass u sech eng Problematik, déi am Ausland relativ vill Passiounen ausléist. Wann ee kuckt, wat an deene leschte Méint fir Diskussiounen an Däitschland waren, an Irland, wou eng Diskussioun iwwert d'Finanzéierung an d'Aschreiwungsgebühren op den Universitéit war, da gesäit ee wéi héich d'Passioun bei deem Sujet kenne schloen. Wann een de Sujet vun der Kreatioun vun enger Universitéit zu Lëtzebuerg am Ausland mat auslänneschen Spezialisten ugeschwat huet, dann ass een ëmmer op extrem vill Interesse gestouss. Dann hu sech d'Ouere gespézt.

Ech war virun e puer Méint an de Vereenegte Staten, wou ech

d'Méiglechkeet hat 10, 12 Universitéiten ze besichen, wou ech dann och ëmmer probéiert hunn, well et eben d'actualité war, dee Sujet mat deene Leit unzeschwätzen, an do kouw ëmmer als éischt Reaktioun, wat erstaunlech ass, dass se sech emol fir d'éischt gewonnert hunn, dass mir als Land net souwisou schonn eng full-fledged university zu Lëtzebuerg hätten, well dat dohannen einfach eng Normalitéit ass a vill méi an d'Normalitéit vun enger Organisatioun vun engem Land, vun engem Stat, vun enger Stad ageet, wéi dat hei an Europa de Fall ass.

Et ass eng Normalitéit. Et ass e Must. Et ass natierlech och kloer, dass dohannen ewidenterweis an aner Gréisstenerndungen iwwerleucht gëtt wéi hei, wann ee gesäit, dass déi meescht Universitéiten an déi normal Campusen an Amerika téschent 20.000 an 30.000 Studenten hunn, dass eng University of California, wann een déi zéng Siten zesummerechent, bis zu 300.000 Studenten huet, an dass se no der Salvation Army dee gréisste Fundraiser an Amerika ass, da weess een, dass dat aner Dimensionen si wéi hei.

Wann een an aneren Nopeschlänner, an Däitschland zum Beispill déi Fro stellt, da gëtt do oft d'Fro gestallt: Hutt Der dann en Anzugsgebitt, wat gross genuch ass? Déi 400.000 Leit zu Lëtzebuerg, geet dat dier als Anzugsgebitt? An da muss een d'Explikatioun ginn, dass mir eis Universitéit jo net just fir eist Land maachen, mä se fir eng ganz Region ronderëm eis ass. Et gëtt een och an Däitschland gewarnt, well eben do net ëmmer déi finanziell Situatioun esou evident ass bei den Unien, dass ee misst oppassen, wat ee mécht, dass ee sech net soll verbludden. Op där anerer Säit gëtt awer de Fait, dass mer wëllen eis Universitéit als eng oppen Universitéit a Kollaboratioun an am Austausch mat deenen anere gesinn, als een extrem positive Punkt direkt ervirgehewen.

A mir haten d'lescht Woch hei an der Chamber d'Geleeenheet bei der Visite vun dem französische Premierminister, dem Här Raffarin, mat enger Rei französische Deputéierten, haaptsächlech aus der Région lorraine ze schwätzen an och de Sujet Universitéit unzegoen. Aus deenen Diskussiounen si ganz kloer an däitlech d'Interessen eraskomm vun deene politesche Responsablen aus der Émgéigend a se hu gesot, dass et interessant wär, wat mer do wëllt maachen, an dass eng Uni zu Lëtzebuerg sech géif aschreiw an de Kontext vun dem universitären Tissu an der Groussregion. Weider hu se gesot: Mir sinn nach net komplett. Mir brauchen nach eppes. Et muss ee probéieren d'Konkurrenz ze éviéieren. Et muss ee probéieren dat Ganzt an en Tissu universitaire vun der Groussregion anzuschreiw, fir dass mer duerno als Groussregion eppes kënnen ubidden an attraktiv als Region sinn.

Also iwwerall Interessen. Et gëtt am Ausland op eis gekuckt. Et gëtt gekuckt, wat mer haut amgaange sinn ze maachen. Et gëtt haaptsächlech gekuckt, wat mer an deenen nächste Méint a Jore bei demsem Projet wäerten an d'Realitéit ëmsetzen.

Firwat elo eng Äntwert op eng Fro, déi am Fong scho laang gestallt ass. Firwat seet Ärt Partei, mä soen och aner Partei - ginn ech gefrot - elo jo zu enger Universitéit zu Lëtzebuerg, wou dat net ëmmer an deene leschte Joren de Fall war, wou och heiansdo aner Argumenter bruecht gi sinn? Et gëtt Argumenter op där enger Säit an et gëtt Argumenter op där anerer Säit. Ech wëll och déi Fro probéieren ze beäntweren. An zwou Etappe wëll ech dat maachen.

Déi éischt Äntwert ass déi, dass mer haut net eng Universitéit aus dem Néischt schafen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng kleng, mä awer trotzdeem eng universitär Ge-

sellschaft, déi 1686 ënnert dem Louis XIV ufängt, deen d'Cours de philosophie agefouert huet an domat erméiglecht huet eng Inscription directe op d'Université de Louvain ze maachen.

Da mam Gesetz vum 23. Juli 1848, wou d'Integratioun vun de Cours supérieurs an dem Athénéium geschitt ass, bis sech dat am Laf vun de Joren a Cours universitaires ëmgeännert huet, bis et den 18. Juni 1969 de Centre universitaire ginn ass.

Mir hunn d'Ecole normale pour instituteurs et institutrices vum Joer 1848 un, den IST, deen 1916 entstanen ass, an an de 70er Joren d'Formation vun den Educateuren, déi 1990 an d'Gesetz komm ass.

Haut liewe mer ënnert dem Regime vum Gesetz vum 11. August 1996, wat de CUNLUX op där enger Säit, den IST op där anerer Säit regelt, den ISERP mam Gesetz vum 1983, an dem IESS mam Gesetz vum 1990, woubäi een och nach muss soen, dass mer duerch den Text vum 1996 eng ganz Rei Saachen iwwert d'Recherche an der Gesetzgebung ëmgesat hunn.

Mir hunn also eng universitär Gesellschaft, virun där mer eis net brauchen hei zu Lëtzebuerg ze schumen. Dat, wat mer haut hei scho maachen an deem Land, ass am Ausland unerkannt, an eleng de Fait, dass eis Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg op d'Universitéite ginn, hir Admissiounen ouni ze vill Probleme op deenen auslänneschen Héichschoule fannen, ass dee beschte Beweis dovun.

Et huet eis och an deene leschte Joren ëmmer ofgeséchert, dass mer déi Studenten, déi mer gebraucht hunn hei am Land, fir einfach eist Land funktionéieren ze doen, fir einfach eis Économie, mä och eis Gesellschaft funktionéieren ze doen, dass mer d'Méiglechkeet hatten, duerch de Fait, dass en Deel vun der Universitéit hei zu Lëtzebuerg existéiert huet, dass mer eis Studenten an d'Ausland kriit hunn, dass mer eis jonk Leit ausgebild kriit hunn, an dass se duerno zréckkomm sinn, fir déi Gesellschaft hei um Dréinen ze behalen.

Fir eist Land war dat noutwendeg, an et war fir eist Land och zu engem gewëssen Deel genügend, wat mer an deene leschte Joren hatten. Mir hunn eng Geschichte, déi eis eng Rei Erfahrungs ginn huet. Mir brauchen also net, wa mer elo haut hei e Gesetz stëmmen, am initio alles nei unzufänken. Dat erlichtert sécher, mä dat ass heiansdo zwar och schwéier, well et ass heiansdo méi einfach, et fängt ee vu vir un, an et huet een net e ganze Bagage. Et ass also eng Erlichterung op där enger Säit an eng Rei erschwéiert Saachen op där anerer Säit, mä ech mengen d'Erlichterung ass sécherlech dat: Et ass méi einfach unzufänken, andeem een op eppes, wat elo awer Erfahrung huet, opbaut, wéi wann een alles misst frësch ufänken.

Deen zweeten Deel vun der Äntwert, dat ass deen, dass mer an engem neie Jordaussen, an enger anerer Welt awer momentan sinn, wéi dat an deene leschte Jorzéngten de Fall war. Mir sinn an enger globaliséierter Welt, mir sinn an enger Europa wat zesummewiisst, mir sinn an engem Lëtzebuerg, dat sech sécherlech an deene leschte Joren enorm internationaliséiert huet. Wat heescht dat? Mä dat heescht, dass Erasmus zum Beispill zur Normalitéit ginn ass, an dass d'Goe vun enger Universitéit op déi aner eppes Normales ass bei de Studenten haut. Viru Joren, wann Der op eng Uni gaange sidd, normalerweise sidd Der dann op déi Uni gaange fir do Äert Studium unzufänken a fir do och, ausser e puer Ausnahmen, Äert Studium ofzeschléissen. Haut ass dat net méi esou. Haut ass et fir vill Studenten eng Normalitéit, dass se duerch Europa en Tour maachen, dass se net nëmmen hir Studien op enger Plaz, mä zumindest op zwou Plaze maachen.

Déi Overture, déi Reesen, déi aner Kulture gesinn, ass vill méi zur Normalitéit ginn, an d'Besoine sinn dee Moment anescht. Eis ekonomesch Besoinen an deem Land mengen ech sinn och anescht. Mir brauchen haut Recherche fir eis Entreprises, déi qualifizéiert Leit mussen fannen, a sécherlech ass eng Universitéit eng Attraktioun, och um ekonomesche Beräich. Éischtens well Leit dann um Marché sinn, zweetens well et och kloer ass, datt déi Fonctioun vun der Recherche fir eis Wirtschaft, an dee Moment dat och eng Attraktioun fir eis Economie hei zu Lëtzebuerg ka sinn.

Mir mierken och, datt mer hei zu Lëtzebuerg, duerch de Fait, datt mer eng Rei europäesch Institutiounen hunn, duerch de Fait, datt mer eng Rei Entreprises hunn, duerch de Fait, datt mer eng ganz dévéléppéiert Finanzplaz hunn, hu mer och hei sur place eng Rei Potentialitéiten, eng Rei Know-how, deen eis op der Universitéit immens wäertvoll ka sinn, deen eis och kann op där anerer Säit hëllefen dës Universitéit nach méi ze dévéléppéieren. Ech mengen deen Know-how, deen mer hei sur place hunn, solle mer och benotze fir en Input an d'Universitéit eranzeginn a fir an deem Dévéléppement vun der Universitéit en hëllef kënne ze loosse.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg vläicht an deene leschte Joren en anere kulturelle Besoin wéi mer en déi Jorzéngte virdrun haten. Et ginn haut méi wéi jee wëssenschaftlech Aarbechten iwwer eis, iwwer eis Kultur, iwwer eist Land, iwwer eis Geschicht, déi keen anere fir eis mécht, a wa mer se net selwer maachen, da gi se net gemaach. Eis Kultur, eis Sprooch, déi Integrationsgeschicht, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi verlaangt eng Opschaffung, déi verlaangt eng wëssenschaftlech Bearbechtung. Wa kee se fir eis mécht, dann hu mer se net, an ech mengen de Besoin ass do, datt mer och op deem Terrain selwer aktiv ginn.

Dofir denken ech, datt e Kadergesetz iwwer eng Universitéit zu Lëtzebuerg haut scho richtig ass, well eng Universitéit eis Entwicklungspotenzialitéite gëtt, well se eng gewëssen Dynamik, e gewëssenen Dynamismus entwéckele kann a well se sécherlech eng Beräicherung vum kulturellen an ekonomesche Liewen hei zu Lëtzebuerg ass.

Wat fir eng Roll spillt eng Uni haut an enger Gesellschaft, zu Lëtzebuerg oder an allen anere Gesellschaften? De Philip Altbach, deen e Spezialist an der Etüd vum Fonctionnement vun Universitéiten ass, um Boston College, gëtt eng ganz einfach Antwort. Hie seet a sech, datt Universitéite ganz besonnesch Institutiounen sinn, well se gemeinsam historesch Wurzelen hunn, déi déif an der Gesellschaft dra sinn. Am Mëttelalter waren se, seet hien op jiddfer Fall, en Instrument wat Wësse weiderginn huet a wat eng Rei Beruffer ausgebilt huet. Am 19. Jorhonnert hu se a sech ugefaange fir och basic research, dat heescht fundamental Recherche ze maachen.

(Interruption)

An déi Universitéite vun haut sinn a sech esou, datt se sech an déi komplex Processusen, wat haut awer d'Entwécklung vum Wëssen ass, aschreiw. Mä net nëmme d'Entwécklung vum Wëssen. An dat ass vläicht dat wat anescht ginn ass par rapport zu deene Jorzéngten an deene Jorhonnerte virdrun, datt se net nëmme an der Entwécklung vum Wëssen, mä och haaptsächlech an der Distributioun vum Wëssen eng eminent an eng préminent Roll an der Gesellschaft kritt hunn, well se a sech dat Wëssen erlabt weltwäit weiderze ginn.

Elo an deem Gesetz wat mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn: Wat seet deen Text? Wat sinn déi Akzenter, déi do gesat sinn? Sinn dat richteg Akzenter? Wat soen ähnlech Texter am Ausland? Wann een e wéineg d'Situatioun am Ausland kuckt, da gesäit een, datt en général och do esou Kadergesetzter bestinn, déi Richtlinne festsetzen, wéi Universitéite solle funktionéieren, déi Diplomer regléieren. Dat ass awer ganz verschidde vun deenen eenzelne Länner. Esouguer an de Vereenegte Staten ass et statenohängig an et gëtt an engem Stat zum anere ganz anescht geregelt, well mer do och de Prinzip vun der Fräiheet vun der Universitéit als e primäre Prinzip ageschriwwen hunn. Mir kennen déi Universitéite wat Statsuniversitéiten, souguer Stad-Universitéiten, City Universities sinn, déi deelweis ganz oder guer net staatlech finanziéiert sinn. Mir kennen och Privatuniversitéiten, och mat deelweis staatlech Finanzement oder reng privatem Finanzement.

Wat fir een Text hu mer elo hei haut virleien? Mir hunn en Text virleien, deen eis och e Kadergesetz gëtt. An et muss ee sech dees bewosst sinn, et ass e Kadergesetz, wéi den Text et seet, datt just e Kader gëtt. E Kader, dat ass vill, mä dat léisst awer och nach eng ganz Rei Saachen op. Dat heescht haaptsächlech, datt mer haut an deem Text stoen hunn, datt mer en Etablissement public maachen. Dat hu mer schonn, dat kenne mer. Mä et heescht awer och, datt mer een Etablissement public maachen, an ech mengen dat ass vläicht déi zentral Ausso, an ech kommen duerno nach op déi Ausso zrëck.

Et gëtt d'Definitioun vun de Fakultéiten, d'Madame Stein huet dat schonn an allen Detaillere geschriwwen, ech ginn net nach eng Kéier dorobber an. Et gëtt eis Méiglechkeete fir Centres interdisciplinaires ze maachen, et gëtt d'Definitioun och vun deene Branchen, déi kënnen - dat heescht net mussen - op der Universitéit enseignéiert ginn, et gëtt eis Gestionsstrukturen, et verdeelt Responsabilitéiten, et definéiert Finanzmodusen, et gëtt eis och e Kader vum Personal mat de Modalitéiten, a mat enger Rei, net alleguerten, Aussoe wéi deen Aarbechskader vun den Enseignanté soll op der Universitéit Lëtzebuerg an Zukunft sinn.

Dat ass vill an dat ass net vill, et ass e grouse Kader. D'Madame Delvaux huet eng Kéier gesot et wär e Faass, an engem Interview, wann ech mech richteg drun erënnere, e Faass dat een nach muss mat Contenu fëllen. Ech well awer elo net dat Bild als positiv oder negativ jugéieren. Et ass richtig datt et e Kader ass, an ee Kader, deen muss een nach mat Inhalt fëllen, an dat ass vläicht eppes wat mer och an aneren Domänen kennen, esou Kadergesetzter. Mir hu Kadergesetzter am Sport, mir hu Kadergesetzter an der Agriculture, zum Beispill, an och nach an aneren Domänen.

Mä bei deem Kadergesetz mengen ech awer, datt e ganz grousen Ennerscheid do ass, an datt et sech a sech, par rapport zu anere Kadergesetzter, doduerch enerscheid, datt déi aner Kadergesetzter an enger zweeter Etapp duerch Règlement grand-ducal oder duerch aner Saachen da preziséiert ginn an applizéiert gi vun de Ministären. Hei hu mer déi Notioun vun der akademescher Autonomie, déi och nach zousätzlech erakënnt. Mir ginn also e Kader an deem ka geschafft ginn a setzen dann eng Rei Leit mat ganz grouse Kompetenzen an. Bon, dat huet elo wéineg eng aner Nues kritt säit de Conseil d'Etat eis eng Rei Suggestiounen gemaach huet, och dorobber kommen ech nach zrëck. Mä dat soll awer de Prinzip sinn, an da vertraue mer deene Leit, déi mer dohinne gesat hunn. Mir ginn hinnen d'Fräiheet eng ganz Rei Fräiheeten, mir ginn eis och als Stat eng Rei Kontrollmoyenen, mä

haaptsächlech soll den Opbau vun där neier Universitéit an der Fräiheet an der Autonomie académique gemaach ginn.

Dat ass ongewinnt a sech fir Lëtzebuerg, datt mer déi Steuerbarkeet deelweis aus den Hänn ginn, mä ech mengen dat ass awer just d'Definitioun vun der akademescher Autonomie a mir müssen dat akzeptéieren, wa mer och wëllen, datt deen noutwendegen Dynamismus an déi Uni Lëtzebuerg erakënnt, deen noutwendegen Dynamismus, deen et erlaabt och iwwer Jorzéngte sech an e Konkurrenzkampf, deen net einfach ass, anzeschreiw.

Wat seet deen Text dann? Deen Text definéiert d'Missiounen an d'Objektiver. Do seet en haaptsächlech, datt et eng Uni ass, wou enseignéiert muss ginn, dat ass evident, eng Uni wou Recherche fondamentale et appliquée muss gemaach ginn, datt ass net grad esou evident, mä et ass richtig, an da seet en hannendrun, dass et eng Uni ass, déi muss «contribuer au développement social, culturel et économique du Luxembourg». Dat ass fir Lëtzebuerg normal, dat ass vläicht an anere Länner net esou normal. Et ass awer honnertprozenteg richtig, well et déi eenzeg Uni ass, déi elo hei gemaach gëtt, an datt deen Aspekt besonnesch dällech an de Missionne vun der Uni Lëtzebuerg ervirgestrach gëtt.

Da ginn eng Rei fundamental Prinzipien definéiert. Niewent dem Fait, datt déi Universitéit eng Rigueur scientifique erabréngt, dass se Respekt muss zeugen, wat evident ass, schreift dann den Text, wat net esou evident erëm ass, vir, datt Interdisziplinaritéit muss do sinn, an dass d'Interdisziplinaritéit am Fong Partie intégrante vun där neier Universitéit soll ginn.

Ech fannen dat e wesentleche Punkt vun deem Text, deen mer hei virleien hunn, well mir kennen alleguerten eng ganz Rei Universitéiten, déi am Laf vun de Joren zu schwéierfälligen Apparate gi sinn, well se iwwer d'Joren eraus eng ganz rigid Andeelung vun hire Fächer haten, vun deene Branchen, wou gesicht ginn ass oder wou weidergeschafft ginn ass, a well se Schwierigkeeten haten deene modernen Evolutioun standezehalen, well si et net fäerdig bruecht hunn iwwer déi Striktheet an déi fix Délimitatioun vun deene Fächer, vun deene Recherchen, déi gemaach gi sinn, erauszubrieche.

Mir wëssen awer haut, datt d'Aspekter vun der Wëssenschaft net méi unidimensional kënnen beliicht ginn, datt eben d'Zesummesetze vu verschidde Fächer, vu Biologie an Informatik zum Beispill an der Bioinformatik oder vu Sprooch an Informatik duerch de Fait, dass een dat Schrëftlecht an dat Mëndlecht matenee verbënnt, och nei Techniken kann entwéckelen, oder an der Gesellschaffuerschung duerch d'Zesummesetzung vu Sprooch, Sociologie, Psychologie, Economie, Statistiek, an esou weider, ee vill méi wäit an der Recherche kënt, wéi wann een all déi eenzel Elementer och géng eenzel huelen.

Dofir fannen ech et wesentlech, datt déi Interdisziplinaritéit an deen Text ageschriwwen ass. Ech regrettéiere ganz kloer, datt mer elo eng Limite iwwer de Conseil d'Etat vun dräi esou Centres interdisciplinaires ageschriwwen kritt hunn. Ech hätt léiwergéit mir hätte kënnen den Originaltext vum Ministère bäibehalen, mä mir wollten dës Uni awer elo an d'Realitéit ëmsetzen, dofir hu mer dat akzeptéiert.

Ech regrettéieren och, datt soen ech ganz kloer, datt mer net méi dee Renouveau no siwe Joer vun de Centre-indisciplinaires am

Text stoen hunn an de Maximum vun enger Kéier renouvelable, well dat eis et erlaabt hätt wierklech eng Limite drop ze setzen a wierklech d'Garantie ze hunn, dass mer évitéieren do déi fix Institutiounen ze kréien, déi dann erëm nëmme a sech selwer schaffen, mä dat hätt eis eng Garantie gi fir kënnen eis no enger Period vu siwe Joer oder zweemol siwe Joer, wat laang ass, automatesch ze renouvelléieren.

Ech regrettéieren, dass et net méi am Text steet, mä de Fait, dass et net méi am Text steet, heescht awer net, dass mer et net kënnen maachen. Ech vertrauen do ganz staark deene Responsablen, déi elo wäerten déi Uni do opbauen, datt dee Geesch...

(Interruption)

Neen, ech kennen se nach net, Hür Garcia.

Mä dass dee Geesch vum der Mobilitéit, dee Geesch vum der Erneuerung, dee Geesch vum der steter Erneuerung och muss an déi Uni erakommen, wa mer wëllen datt se se Succès gëtt. Ech hätt et léiwergéit am Text gehat, mä Haaptsaach et ass duerno an der Réalitéit.

Den drëtten Prinzip, deen ageschriwwen gëtt, ass deen vum der Symbios zwëschen Enseignement a Recherche. Dat ass a sech fir eng Uni eng absolut Evidenz, datt déi zwee Aspekter vun dem Enseignement an der Recherche, déi komplementär sinn, déi wesentlech sinn, och zesammen an den Text ageschriwwen sinn. D'Recherche ass d'ailleurs dat, wat oft d'Renommée vun enger Uni mécht, wat och de Geesch, den Esprit universitaire ausmécht. Mä et muss ee soen, datt et net iwwerall d'selwecht ass. Mir hunn Universitéiten, déi méi spezialiséiert sinn op den Enseignement, wou de gréissten Deel vun der Aarbecht den Enseignement ass. Mir hunn och Universitéiten, Research Universities, déi haaptsächlech op Recherche fokusséiert sinn. An dat ass en Ennerscheid, ob een deen ee Choix mécht oder deen anere Choix.

Et ass kee Jugement de valeur, ob een et esou oder anescht mécht, mä et ass en Ennerscheid wéi een dat upéckt, et ass en Ennerscheid am Recrutement vun den Enseignanten, et ass en Ennerscheid am Recrutement de der Studenten, et ass en Ennerscheid am Choix vun de Filiären, déi ee mécht, an et ass sécherlech eng Fro vum Equilibre zwëschen dem engen an deem aneren, zwëschen deene Choix vu Recherche an Enseignement, déi ee mécht, deen wesentlech ass.

Wat awer a mengen Ae kloer ass, dat ass, datt d'Identifikatioun vun enger Uni evidentierwees dovunner ofhänkt, wat fir e Choix ee mécht a wéi een et fäerdig bréngt de Choix, deen ee gemaach huet, och no baussen kloer an dällech duerstellen, fir dass déi Leit, déi sech fir d'Universitéit Lëtzebuerg interesséieren, wësse firwat fir eng Uni se sech interesséieren a wat déi Uni ze bidden huet.

Den Exposé des motifs vum Gesetzestext ass do kloer, e seet, dass d'Universitéit, ech maachen d'Citation hei: «Elle donne la priorité à la recherche pour en décliner ensuite les enseignements.» Dat ass eng kloer Ausso, déi ech och esou kann ennerschreiw, an déi och esou soll an d'Realitéit ëmgusat ginn.

E véierte Punkt, deen deen Text festsetzt, ass deen vum der obligatorescher Kooperatioun mat aneren Universitéiten. Och dat ass eng Evidenz haut. Wann ee wellt Recherche maachen, da mécht een déi net ganz eleng, déi mécht een an der Kooperatioun. Do probéiert ee fir déi bescht Partner ze kréien op deem Gebitt, wou een ebe wellt schaffen, fir Kooperatioun ze maachen.

Et ass och eng Evidenz, wa mer vun den Erasmus-Programme schwätzen, well do eng Koopera-

tioun einfach noutwendeg ass an Ofkonomie mat aneren Unien noutwendeg sinn. Et ass och eng Evidenz, wa mer wëllen eis Proffen och an Echange mat eraginn, wat hautzedags eng Normalitéit an eng Noutwendegkeet ass, an et ass och eng Evidenz, wa mer Studentenaustauscher wëllen organiséieren.

Nach ass d'Auswiel vun der Partner eng wesentlech, well och d'Auswiel vun der Partner an d'Akzeptanz, déi een als Uni Lëtzebuerg oder als Uni am Allgemenge bei anere Partner no bause fënnt, och eng Beschreiwung ass vun deem wéi aner Partner-Universitéiten ee selwer als Uni wäerte jugéieren. Do muss een ebe ganz gutt oppassen, wat fir eng Partner een an deene verschidde Domänen sech eraussicht, a mat wat fir enge Partner-Universitéiten een an Zukunft wëllt schaffen, well dat ass e wesentlechen Aspekt vun dem Fait wéi ee sech an d'international Konkurrenz aschreift.

De fënnefte Punkt ass deen vum der Mobilitéit, deen och en Deel vun der Uni Lëtzebuerg soll ginn, well en tel quel als Definitioun vun der Uni am Gesetz steet. Dat war jo d'ailleurs soss komescherwees en Haaptargument géint d'Uni Lëtzebuerg, well gesot ginn ass eis Studenten zu Lëtzebuerg müssen an d'Ausland goen, an dofir solle mer hei zu Lëtzebuerg keng ganz Uni oprichten, well dat déi Auslandsfreedegkeet oder deen Besoin, deen eis Studenten hunn, deen eis Gesellschaft d'ailleurs huet, et sinn net nëmme d'Studenten, déi eis Gesellschaft huet, fir an d'Ausland ze goen, déi Erfahrungen déi se do kréien, anenkt, well dat eis an der Lëtzebuerger Kichen, déi mer da maachen, erstécken deet.

Haut hu mer an deen Text geschriwwen, datt déi Obligatioun fir an d'Ausland ze goen en Deel vun de Studien ass, déi e Lëtzebuerger Student maache muss. Dat fannen ech wesentlech. Ech muss awer och soen, datt dee Besoin fir haut an d'Ausland ze goen vläicht e Besoin ass, deen och haut en anere Kontext huet, well d'Overture no baussen, de Fait, dass mer eis anere Kulturen opmaachen, de Fait, dass mer eraus aus Lëtzebuerg ginn, dass jonk Leit aner Saache gesinn, vläicht awer en aneren Aspekt kritt huet an deene leschten zéng, zwanzeg Joer, dat kann een net leegen, wéi dat an de sechzeger oder siwenzeger Joren nach de Fall war.

Da muss ech och soen, wann ee sech als Zilsetzung gëtt, datt eis Lëtzebuerger Studente müssen an d'Ausland goen, müssen auslännesch Kulturen, müssen auslännesch Gesellschafte kenne léieren, da muss een awer natierlech och gutt oppassen, datt ee bei deenen Austesch, déi een organiséiert, déi Immersiou an aner Kulturen fäerdig bréngt. Ech weess net, ob dann en Austausch oder Studenten op der Universitéit Metz, déi sécher als Universitéit hir Kompetenzen huet, oder d'Universitéit Tréier, déi sécherlech och als Universitéit hir Kompetenzen huet, eis zumindest dat assuréieren, d'Immersion an aner Kulturen, well ech si mer net sécher, ob mer dat mat Metz a mat Tréier dee Moment errechen.

Eis Universitéit seet och, datt se de Caractère multilingue wäert hunn. Eng Spezifitéit vun der Uni ass déi, datt do a verschidde Sproocher enseignéiert gëtt. Dat ass sécherlech eng grouss Qualitéit, well et e wéineg an Europa gëtt, a well mer do mat eisen Diplomen en internationale Charakter ginn, deen anescht ass wéi bei aneren Universitéiten. Ech fannen dat wichteg. Auer Universitéite probéieren et och, setzen et sécher och an d'Praxis ëm, mä hei gëtt et vill méi konsequent an als eng Normalitéit, e Must an de Curriculum ageschriwwen.

Dat bréngt natierlech och eng Rei Problemer mat sech. Et bréngt e Problem vum Recrutement mat, well déi Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg sinn, dann och Studenten mussen sinn, déi zu engem Deel Kompetenzen schonn hunn a verschiddene Sproochen, eier se kommen, esou dass dat d'Zuel vun de Studenten limitéiert, déi kënnen op d'Uni Lëtzebuerg goen. Ech fannen et trotzdeem e wesentlechen Aspekt, just aus deem Grond, well et eis kann ënnerscheede vun anere Länner, a well et den Diplomer, déi mer ausdeelen, déi Spezifisitéit gëtt, déi se kann op dem internationalen Plang als eppes Besonnesches aschreiwelen.

Den nächste Punkt, deem d'Uni festschreift, ass d'Obligation vum Tutorat, wat e weening den angelsächsige System ass, wou dat säit ëmmer existéiert. Et ass net eis Traditioun. Ech mengen, et ass awer wichteg, notament wa mer eng international Uni wëlle ginn, wa mer och de Gescht vun engem Campus wëllen errechen, datt mer esou en Tutorat probéieren ëmzesetzen a probéieren en duerno konsequent durchzeféieren. Ech si just gespaant, wéi mer dat mat deem Individualismus, dee mer awer als Lëtzebuerg nach ëmmer hunn, opgeweicht kréien, wéi mer dat an d'Realitéit durchgesat kréien. Ech fannen et wichteg an och richtig, datt mer et maachen. Ech hoffen, datt et geet.

D'Andeelung an dräi Fakultéite vun eiser Uni war jo eng Diskussioun, déi laang gedauert huet. Ech fannen déi Solutioun vun dräi Fakultéite schonn eng Solutioun, déi logesch ass, déi iwwersiichtlech ass, déi deem entsprécht, wat mer actuellement maachen, an déi och deem waert entsprechen, wéi ee sech kann eng zukünftig Universitéit Lëtzebuerg virstellen.

En anere Punkt, dee vill diskutéiert ginn ass, ass dee vum Rektorat, vun den Organes de gestion. D'Organes de gestion sollen, denken ech, eng Mëschung sinn tëschent Matbestimmung, Matsproocherecht vun alle Partner, Enseignant, Studenten engersäits, an deem wat jo définéiert ass an de Missioun vum dem Conseil universitaire, vum Rektorat, vun der Direction administrative, wou a sech, wann een déi Amendement kuckt, déi d'Chamberkommissioun elo bruecht huet, do eng Rei Rektifikatiounen, déi ech als positiv, wat Matsproocherecht ugeet, betruechten, plus nach déi Amendement, déi de Conseil d'Etat an dem Fonctionnement vum Rektorat suggéiert huet - d'Madame Stein huet dat richtig beschriwwen -, wann een dat elo kuckt am Gesamtergebnis, et e korrekten Equilibre ergëtt vun op där enger Säit dem Matsproocherecht, an op där anerer Säit, an dat ass grad esou wesentlech, der Décisionsfähigkeit vun enger Universitéit, eng Décisionsfähigkeit, déi et eis erlaabt d'Universitéit schnell, korrekt an uerdentlech an deenen nächste Joren an d'Realitéit ëmzesetzen. Déi Décisionsfähigkeit mat alle Matsproocherechter brauche mer op enger Universitéit, haaptsächlech wann et eng Universitéit gëtt, déi déi Gréisst an dee Kaliber krit, déi mer mat deem Text ustriewen.

Dofir soen ech, d'Gesetz bréngt e Kader, dee sécherlech funktionsfähig ass, e Kader, deem awer nach an deenen nächste Méint a Jore muss mat Liewen opgefëllt ginn, e Kader, dee ka Succès bréngen, e Kader, deem awer nach kee Garant vum Succès ass, well dee Succès hänkt vun den Décisionen of, déi an nächster Zukunft kommen.

An da wëll ech nach agoen op déi kruzial Froen, déi sech wäerten an deenen nächste Jore stellen. An datt sech wäerten eng Rei Froen stellen, wann een d'Gesetz an d'Realitéit ëmsetzt, dat ass kloer.

Hei mussen sécherlech Weiche gestallt ginn. An déi Antworten, déi mer an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren op déi Froen ginn, déi wäerte Konsequenzen hunn. Et geet drëm an deenen nächste Joren, an deenen nächste Méint, kee Feeler ze maachen.

Mir mussen wëssen, datt d'Universitéit zu Lëtzebuerg net wéi de Primärschoulrecht oder de Secondaireschoulrecht oder de Enseignement ass, dee sech intern bei eis an d'Land aschreift, deem och seng Vergläicher net nëmmen intern kriit. PISA war - vu datt d'Madame Brasseur hei ass - eng vun deenen éischte Studien, déi eis a sech an den internationale Verglach gestallt huet, wat de Secondaire ugeet. Och de Cours supérieur war bis elo e Cours, deem haaptsächlech fir Lëtzeburger Studenten op war.

Datt wat mir elo maachen, dat ass eng Universitéit, déi sécher net nëmme fir Lëtzeburger Studenten do ass, se däerf dat net ze sinn, mir klasséieren eis also kloer an d'äitlech an den internationale Kontext, an dat ass e Kontext, wou d'Qualitéit gemooss gëtt. Dat ass e Kontext, wou Konkurrenz existéiert. Dat ass e Kontext, ob mir dat wëllen oder net, wou Ranking gemaach ginn, wou Universitéite klasséiert ginn. Déi Ranking kann ee richtig oder falsch fannen, mä d'Wourecht ass, datt se gemaach ginn, an d'Realitéit, obwuel keen et zougëtt, ass, datt duerno gekuckt gëtt. Also muss ee kucken, datt een och an deem Ëmfeld korrekt ka bestoen, sech korrekt ka placéieren, an datt ee seng Plaz kann anhuelen, well wann een dat net mécht, dann ass een op verluerenem Posten. Dovu sinn ech iwwerzeegt.

An do ass viles, wat schwéier bemossbar ass, wat awer, wann et och schwéier bemossbar ass, gemooss gëtt. Viles leeft iwwer Psychologie. Viles leeft iwwer Bouche à oreille, an et ass wesentlech, datt een e gudden Ruff als Universitéit huet. Op wat dee sech ëmmer berout ass schwéier déterminabel, wesentlech ass awer, datt een en emol huet.

A mir hunn a sech, well mer elo eng nei Universitéit opbauen, eng formidabel Chance, well mer eis kënnen e gudden Ruff maachen, an dofir muss een immens oppassen, datt dat och an deenen nächste Méint korrekt iwwert d'Bühn geet, datt mer net schlecht ufänken, well e schlechten Numm ass ëmmer vill méi schwéier ewechzëken, wéi et ass fir sech en neien ze schafen, wann ee vun näischt ausgeet.

Mer haten och eng grouss Diskussioun, ob déi Uni Lëtzebuerg sollt eng Institution ginn, en Etablissement public, oder dräi oder véier separat Etablissements publics. Hei hu mer véier Stéck elo zesummebruecht. Et hätt en et kënnen anesch upaken. Déi Trennung an dräi oder véier Etablissements publics hätt sécherlech och Avantagé gehat, an dat, wat mir elo maachen, dat gëtt eis eng grouss, heiansdo schwéier identifizabel Entitéit. Den Emrëss ass wahrscheinlech an Zukunft net ëmmer esou kloer an esou däitlech. Et ass haaptsächlech, well mer hei akademesch a professionell Filialen zesummebréngen: Dat wat fréier Fachhëchschoule waren, mer vun der Pedagogie zum Droit iwwert d'Informatik an d'Wissenschaften ginn, an dat op verschidde Levelen. Dat ass vläicht eng Schwierigkeit, awer eng Schwierigkeit, déi ee kann an de Griff kréien. Ech wëll e puer Remarken dozou maachen.

Dat éischt ass, datt déi Diskussioun net däerf gesi ginn als eng Ausso zu enger ganz aler Polemik, déi hei zu Lëtzebuerg existéiert, an déi de Sujet huet, wat dann elo hei zu Lëtzebuerg Universitaire ass, Universitaire wuel verstane mat engem groussen U geschriwwen. Säit Jore ginn Etiketten hin

an hier gerappt, wat ech trotzdeem als onnéideg fannen.

Fir mech ass dat am Fong guer keng Fro. Dat Wuert universitaire huet a mengem A keng Wäertschätzung a sech. Dat ass a waert an Zukunft nach ëmmer méi de Contenu an haaptsächlech d'Qualitéit vun der Formation sinn. Säit Joren ass den Ënnerschied tëschent dem Universitaire an dem Non-universitaire ëmmer eppes méi Flouës ginn. A wann ech kucken am Frankräich zum Beispiel, well dat eisen Noper ass, den Ënnerschied tëschent „université“ a „grande école“, oder „université“ an „IUT“, do weess een net wuerfir dat genau steet. Dofir mengen ech soll net iwwert déi Wieder eng Polemik ausbrechen. Et soll een déi Enseigner, déi mer maachen, an der Qualitéit moossen, déi se intrinséquent hunn an domat huet et sech.

A wann ee kuckt den Avis iwwert d'Uni Lëtzebuerg, deem den CRP Henri Tudor geschriwwen huet, do ass eng grouss Auswärtsetzung, déi ganz interessant ass, mat deem Sujet, déi zu ähnelche Konklusionen kënn wéi déi, déi ech elo gesot hunn, an déi ech recommandéieren ze liesen.

Déi zweet Reflexioun, déi ech wëll dozou maachen, ass déi vun der Transition, wéi se gemaach gëtt vun deem, wat elo besteet op dat, wat an Zukunft kënn. Den Här Fayot a senger Motioun, déi mir alleguer zesummen, mengen ech, virun dräi Jore ofgestëmmt hunn, hat méi eng „transition douce“ virgesinn. Dat hätt erlaabt, douce opzebauen op deem Bestehenden an duerno au fur et à mesure den Ausbau vun eise Stärkten ze maachen.

Dese Projet huet e weening en anere Choix geholl, well en de Choix hält fir nei Strukturen opzebauen, quitta datt en dat Aalt natierlech eriwuerhélt a bestoe léisst. Dat huet och en Advantage. Dat huet den Advantage, well et eis méiglecherweis vereinfacht de Sprong vun engem Niveau op deen anere méi einfach ze maachen an eis obligéiert en ze maachen.

Mir mussen eis effektiv bewosst sinn, datt des Strukturen sech an eng international Kompetitioun aschreiwelen, an datt dofir vill Changeementer, fir deene Qualitätsspréich gerecht ze ginn, einfach noutwendig an deenen nächste Jore wäerte ginn. Dese Agréff, deem elo gemaach gëtt an d'Strukturen, erlichtert dat sécherlech, mä desen Agréff vollbréngt et natierlech net. Mir sinn obligéiert eng Rei aschneidend Changeementer schnell ze maachen a mir mussen se och maachen, wa mer den Uschloss elo net wëlle verpassen.

Drëtt Reflexioun ass iwwert déi Identifikatiounsschwierigkeiten, déi een eventuell duerch de Fait krit, datt viles zesummegeluicht gëtt op der Uni, een do awer muss wëssen, datt mer verschidde Formationen hu mat verschiddenen Zilsetzungen. Et muss een et kloer gesinn, wann een duerno d'Uni an d'Praxis ëmsetzt.

Mir hunn eng Rei Formationen, déi haaptsächlech Formationen si fir eise Besoins internes ze entspriechen. Dat ass normal. Dat ass och richtig esou. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Besoin fir déi méi professionaliséierend Filiären, ob dat elo den ISERP ass, den IESS, déi déi praktesch Formationen vun eise Professoren maachen, wou also méi enseignéiert gëtt, quitta datt do och Recherche selbstverständlech noutwendig ass, mä méi eng spezifesch Recherche an eng Formation, déi méi breet ass. An dann hu mer déi universitär Filiären, déi sech méi an de Besoin international aschreiwelen,

an d'europäesch an an d'international Ëmfeld sech aschreiwelen a wou och en anere Recrutement vu Studenten virgesinn ass. An do geet et drëm ganz kloer performant ze sinn, do geet et drëm unzeseien, vu baussen unzeseien, do geet et drëm der Konkurrenz standzehalen, do geet et drëm anescht ze sinn, spezifesch ze sinn, besser ze si wéi aner Universitéiten, fir datt et duerno esou ass, datt d'Ausländer an d'Lëtzeburger, oder d'Lëtzeburger an d'Ausländer, wéi een d'Reiefolg och wëllt maachen, op d'Uni Lëtzebuerg ginn, well den Diplom, deem se do kréien, en Diplom ass, deem se wëllen an deen hinnen hëllef weider ze kommen, well et en unerkannten Diplom ass. An datt et net esou ass, datt d'Lëtzeburger op d'Uni Lëtzebuerg ginn, well et méi einfach ass, well se da keng Wunneng am Ausland mussen sichen oder well et vläicht méi bëlle ass. Dat däerf et net sinn. Et muss een op d'Uni zu Lëtzebuerg kënn goen, well een den Diplom gären hätt, an net well et just méi einfach ass. Ech mengen, datt ass eng vun de groussen Zilsetzungen, déi d'Realisation vun deser Uni vun eis an der Zukunft verlaangt.

Et ass also, mengen ech, eng Erausforderung déi zwou Saachen ënnert een Hutt ze kréien, well se a sech deelweis anere Logiken entsprechen. Déi eng fir eis Besoins internes, déi aner déi sech an dem internationalen Ëmfeld méi kloer an däitlech aschreiwelen. Dat Ganz ass elo mat deemselwechte Gesetz ofgedeckt, dat Gesetz léisst dat d'ailleurs och zou. Ech mengen zwar, datt et eng vun de Schwierigkeiten vun der Realisation wäert ginn, keng onléisbar Schwierigkeit, mä trotzdeem. An do ass fir déi Instanzen, déi, déi d'Uni an Zukunft wäerten dirigéieren, vill Spillum, mä ech mengen, datt se awer och vill Réckgrad an eng kloer Visioun mussen hu fir dat an d'Realitéit an deenen nächste Méint a Joren ëmzesetzen.

Eng aner Diskussioun, déi dobaussen gefouert ginn ass, ass déi vun der Fro: Wat fir eng Uni wëlle mer? Mir hunn alleguerent Artikeler gelies, vill Artikeler gelies, Konferenzen héieren iwwert d'Universitéit Lëtzebuerg, wou déi eng eng Research University gefrot hunn, eng kleng Universitéit, haaptsächlech nëmme Recherche mat e puer Studenten drop, wou déi aner gesot hu mir mussen elo en Topdown-Opbau maachen, vun uewen no ënnen. Dann hu mer d'Expère vun Aix héieren, vu Limerick, vu Genève. Ech denken, wann ech den Exposé des motifs liesen, wat dee seet, datt déi Ausso am Exposé des motifs relativ kloer ass. Do steet: «L'Université de Luxembourg est une université spécialisée ayant recherche et enseignement de taille réduite et à rayonnement international.» Fir mech ass déi Ausso an där ganzer Kierzheet, déi se do huet, awer enorm kloer. Zumindst ass se kloer fir deen Deel vun der Uni, dee sech an den internationale Kontext aschreift, an et ass och esou wou ech se wëll gesinn. An dat ass och sécherlech mat deem Gesetzestext, dee mer hei virleien hunn, méiglech.

Et geet awer net onbedéngt als Obligation aus deem Gesetzestext ervir, mä d'Emsetzung wäert weisen, ob déi Zilsetzungen och hei hire Wee an d'Realitéit kënn fannen, datt awer déi Zilsetzung, déi richtig ass, an déi Zilsetzung och muss sinn, dat gëtt och an all deenen Avisen, déi zum Gesetzestext komm sinn, ënnerstrach a begréisst. Ech zitieren elo hei just de Conseil d'Etat, dee seet: «Ceci implique», iwwert d'Universitéit, «donc qu'elle n'a pas vocation à offrir toute la palette de disciplines universitaires, ce que le Conseil d'Etat ne peut qu'approuver dans les circonstances actuelles.»

Datt ass kloer an däitlech. Mir kënnen, wëllen, sollen net alles maachen. Mir wëllen a sollen dat maachen, wou mer stark sinn, a wat

mer kënnen an d'Realitéit ëmsetzen. Datt muss kloer an den Ae vun engem zukünfteger Rektorat sinn. Datt kann d'Regierung och zu engem Deel steieren iwwert déi véier Joresprogrammen, déi se da mat där zukünfteger Universitéit wäert aushandelen. Alles maachen, ze grouss gesinn, ze vill wëllen, ze schnell ze vill wëllen, ka souguer der Uni an deenen nächste Joren eng ganz Rei Problemer schafen. Et ass och eng Fro vu Finanzen, déi sech an deem Kontext stellt.

An da vläicht eng Remarque zu der Fiche financière, well do mat Berkeley duerno verglach gëtt, an der Finanzopdeelung vun der University of California, wou ech awer trotzdeem d'Remarque wëll maachen, datt dat e ganz geféierleche Verglach ass, d'Opdeelung vun deem wat d'Universitéit am Fonctionnement braucht a wat se dann als extern Einnahmen erakritt, well trotzdeem Berkeley, deem 19% iwwer Tuition and fees erakritt, Aschreiungsgibühre vun 13.009 Dollar d'Joer freet, wat enorm ass, awer ee vun deene gréisste Fundraiser an Amerika ass. Ech weess net, ob mir direkt esou vill Fundraising fäerdege bréngen wéi Berkeley dat fäerdege bréngt. Et géing mech wonneren, wann ech mech emol esou däerft ausdrécken, a well et awer och eng Research University ass, déi eng laang Traditioun huet.

Ech mengen, déi Zilsetzung kann a soll een sech vläicht setzen, vun dem Research an dem Fundraising, ob mer déi awer esou schnell erreiche wéi Berkeley dat huet, do géinge mir awer emol nach e Fragezeichen hannendru stellen.

Mir mussen oppassen, datt dat wat mer maachen an déi Selektioun vun Domänen, déi mer ubidden, datt mer do d'Qualitéit ofsécheren. Den Text gesäit do eng Rei Saache vir. Notament seet den Artikel 43, wat jo a mengen Aen en enorm wichtigen Artikel ass, datt eng Evaluatioun virgesinn ass, an datt mer regelméisseg Qualitätskontroll maachen. Qualitätskontroll vun allen Aktivitéiten vun der Uni, souwuel vun der Administratioun wéi vun den Enseignementen, wéi vun der Recherche a vun dem Enseignement, deem de Corps enseignant mécht.

Ech fannen dat richtig, an dat ass extern virgesinn. Och dat ass richtig. Dat ass d'ailleurs op aneren Universitéiten eng absolut Normalitéit. An de Vereenegte Staten ass et esou, datt déi sou genannten Accreditation Commission op deene groussen Universitéiten aus- an ageet, datt do all Joers Evaluatioune gemaach ginn, och Universitéite wéi Berkeley eben oder wéi Harvard, oder wéi Stanford, maachen dauernd Evaluatioune, vun allem, wat se maachen, ganz einfach mat der Zilsetzung, net fir e Jugement fir do 50 vu 60 ze kréien, neen, oder 60 vu 60 ze kréien, mä ganz einfach well et deen eenzege Wee ass fir ëmmer an ëmmer sech ze erneieren, fir ëmmer an ëmmer besser ze sinn, an dat ass an der universitärer Welt eng absolut Obligation, wann ee sech wëllt op deem Niveau halen op deem ee sech muss halen, fir net ënner ze goen.

Mä domat geet et net duer. Ech hat d'Geleeenheet kuerz mat dem Vizepräsident vun der University of California virun e puer Méint ze schwätzen. Mir hunn och do d'Fro gestallt: Mä wat mécht een da fir eng Qualitätssuni ze maachen? D'Antwort war ganz simpel, ganz einfach. Et muss ee kucken, datt ee gutt Proffen a gutt Studenten huet. Bon, dat mag elo eng einfach Antwort sinn, mä och déi doten Antwort, wann een denkt wat heescht dat doten, wat dann elo geäntwert gëtt, dat ass ebe just wahrscheinlech déi grouss Schwierigkeit, well do stellt sech d'Fro vun de Modalitéiten vum Recrutement vun Enseignanten, déi sech evidenterweis mussen an internationalen an am europäesche Kontext aschreiwelen. Et stellt sech och d'Fro vun der Admissioun vun

de Studenten op der Universitéit Lëtzebuerg, an dat ass a mengem Aen eng zentral Fro. Wéi ginn déi Admissiounen gemaach? Huele mer do e System, wou jiddferen erakéint, wou duerno an deenen éischte Joren eng Selektioun gemaach gëtt? Maache mer eng Selektioun à l'entrée a kucke mer dann, wa mer se bis eran hunn, alлегuer duerch ze kréien?

Dat eenzegt, wat ech wëll soen, dat ass, dat et fir mech en zentrale Punkt vum Geschehe vun enger Universitéit ass. Wann ee kuckt wat eng Universitéit wéi Harvard zum Beispill fir Efforté mécht, fir de Recrutement vun hire Studenten esou ze assuréieren, dat se einfach sécher sinn, dat se déi richteg Studenten op hir Universitéit huelen, da gesäit een, dat dat e wesentlechen Aspekt vun hirer Politik ass. Mir wëllen net Harvard ginn. Dat ass eis absolut evident, dat ass och net eis Zilsetzung. Dohinner brauche mer och net ze steieren.

Nach, muss ech soen, ass d'Regelung vun der Admissioun, d'Admissionenpolitik, déi mer maachen, awer en Aspekt vun der Politik vun enger Universitéit, an et muss ee kucke wéi een dat hékritt, fir déi Ziler, déi ee sech da selwer als Universitéit setzt, och duerno kënne ze errechen. An do muss ee soen, dat ass och vu Filière zu Filière verschidden, well mir hu jo, an dat hu mer virdu gesot, verschidden Typen vu Filièren, also muss een och dat net als eng global Politik gesinn, mä eng ganz kloer typéiert Politik, déi sech vu Filière zu Filière adaptéiert. An do ass et och wesentlech, dat do an deenen nächste Méint déi richteg Décisiounen geholl ginn. De Gesetzestext gëtt engem do déi Méiglechkeeten, déi ee braucht, fir déi richteg Décisiounen ze huelen.

D'Madame Hennicot huet eng Kéier - et ass awer scho laang hier - op enger Pressekonferenz gesot, oder bei engem Exposé gesot: «Mir brauchen eng Uni, déi „small but beautiful“ ass.»

Ech fannen dat richteg. Dat heescht, mir kënne net alles maachen, mä dat wat mer maache mussen mer gutt organiséieren.

Mir haten eng Rei Hearings hei an der Chamber, wou mer déi verschidde Partner vun der Universitéit komme gelooss hunn, déi hir Iddien développéiert hunn. Do hu mer eng ganz Rei vun Iddien kritiert, an dat war och gutt a richteg esou an enger éischer Etapp. Et huet een awer och gesinn, dat all déi Iddien, déi komm sinn, esou wéi se komm sinn, net alleguer direkt an d'Realitéit émsetzbar sinn, dat do eng Rei Choixen ze huelle sinn, dat do eng Rei Richtungen unzegi sinn, dat et do eng Rei Décisiounen ze huelle ginn, an ech denken, dat dat de Rektorat plus den ausgehandelte Plang vun der Regierung an där nächster Zäit muss maachen, Prioritéite setzen do wou se musse gesat ginn, fir dat déi Universitéit small a beautiful haapt-sächlech ka ginn.

Ee vun deenen leschte Punkten, deenen an der Diskussioun steet, ass dee vun de Siten. Och dat ass eng grouss Diskussioun gewiescht. Et ass evidentere ideal, wann ee Site an engem Campus do ass. Et gëtt awer alles dobaussen an anere Länner. Wann ech kucke wéi eng Universitéit Sorbonne an eng Universitéit Heidelberg organiséiert sinn, wat awer grouss Universitéite sinn, déi sech duerch d'ganz Stad éparpilléieren, dann ass dat ee Modell, op där anerer Säit, wann een d'amérikanesch Universitéite kuckt, déi alles op engem Campus zesammen hunn, dann ass dat en total anere Modell, dee sech do opbaut. Déi zwee Modeller kënne, wann een se gutt upéck, funktionéieren. Ech mengen dee Choix, deenen elo haut an enger éischer Etapp geholl ginn ass, ass e Choix vun der Réalitéit vun haut.

Mir hunn haut dräi Siten. Mir kënne net alles aus der Äerd nei schaffen. Mir kucken, dat mer mat

deene Siten, déi mer hunn, elo an Zukunft sollen ufänken. Dat ergëtt d'Logik. Ech muss als Schaffe vun der Stad Lëtzebuerg och soen, dass ech wierklech frou sinn, dat ee vun deene Siten och momentan virgesinn ass, fir an der Stad ze bleiwen, well ech ka mer eng Stad Lëtzebuerg net gutt ouni Universitéit virstellen, an ech wëll mer se och net ouni Universitéit virstellen. Ech mengen, dat et Sënn huet, dat eng Universitéit, wou Ekonomie gemaach gëtt, wou Juristerei gemaach gëtt, an eng Haaptstad vu Lëtzebuerg einfach passt. Ech sinn och der Meenung, dat en Technologiezentrum op d'Fiches industrielles vu Belval passt. Dofir gëtt déi Proposition a mengem Aen, esou wéi se elo do steet, Sënn.

Dann nach ee Wuert iwwert d'Autonomie. Och dat ass e wesentleche Punkt. Wann Universitéit wëll funktionéieren, da muss se Fräiheet hunn, fir ze funktionéieren. All Universitéiten, déi um Stat en Deckel opgesat kréien, hu Problemer fir weider ze évoluieren. Dat gesäit ee scho ganz eleng un deem Beispill vun den däitschen Universitéiten an der Nazizäit, déi net méi déi akademesch Fräiheet haten an déi domat och net méi dee Rendement an der Recherche, an der Wëssenschaft haten, dee se virdu haten. Dat gesäit een och un den engleschen Universitéiten, déi zum Beispill, dat ass zwar scho laang hier, an der englescher industrieller Revolution net dee Rôle gespilt hunn, dee se normalerweise hätte misse spillen, ganz einfach well se enger Gesellschaftsschicht, der Aristokratie, an deem Fall ze vill ennerstallt waren. Alles dat bremst d'Uni. Dofir ass d'akademesch Fräiheet fir d'Entwécklung vun der Uni eng absolut Nécessitéit.

D'akademesch Fräiheet, et ass just eng Fro: Wéi definéiert een se? D'Amerikaner definéieren se duerch dräi Typen vu Fräiheiten. D'Fräiheet vun de Studenten an den Enseignant fir op d'Uni ze kommen. D'Fräiheet fir iwwer Curricula, Diplomen an iwwert d'Standarden ze decidéieren. A Fräiheet fir hir Fongen esou ze géréieren wéi si et als richteg fannen a fir Recherchen, Enseignement esou ze organiséieren wéi si et als richteg emfannen. Dat heescht eng grouss Fräiheet gëtt do designéiert, an dat ass e wesentleche Bestanddeel vun hirer Compétitivitéit.

Mir mussen déi Autonomie och kréien. Mir sinn net gewinnt un Institutionen mat vill Autonomie. Ech regrettéieren, an ech soen dat och ganz kloer an d'itlech hei, dat de Conseil d'Etat, andeem hie sech referéiert huet op den Artikel 23 a 36 vun der Constitution, wat och constitutionnel - den Här Meyers kuckt mech - wäert richteg sinn, wann de Conseil d'Etat dat seet. Ech regrettéieren et just, well ech mengen, dat déi Autonomie, déi d'Uni misst kréien, awer hei duerch de Fait, dat mer elo deenen Artikel vun der Constitution musse Rechnung droen, e wéineg ageschränkt gëtt, mä et kann ee sech nach an deenen nächste Joren iwwerleeen, ob een déi Situation net anescht gebéit kritiert. Ech sinn op jiddde Fall Partie prenante dovunner.

De Professor McDonnell vu Berkeley schreift, dat Autonomie awer net kann absolut sinn, mä dass Autonomie muss en héije Grad vun Independenz hunn, an dat heescht fir d'Collegen an d'Universitéiten, dat se kënne hir Zilsetzungen welen, an dat se sech kënne a musse d'Moyen ginn, fir déi Zilsetzung, déi se sech gewéilt hunn, och ze errechen. Hie schreift zwar da vun enger ganz grousser Ausernanerung zwëschen dem Equiliber vun der Autonomie op där enger Säit a vu Rechenschaft ofliwweren, „Accountability“ nennt hie et, op där anerer Säit. Och dat ass eng Iwwerleeung, déi elo net am Gesetzestext beinhaltet ass, déi wahrscheinlech awer an deenen nächste Méint nach vill wäert

kommen. Wéi kann déi Autonomie a Rechenschaft ofliwweren op där Universitéit zu Lëtzebuerg hei stattfinden?

Dann e lescht Wuert - an dann halen ech op, well et schon enorm laang war - iwwer Bologna. Mir schreiw eis resolut mat deem Text, an ech fannen dat wesentlech richteg, an deen neie Prozess vu Bologna an, an den ECTS-System, deen d'Madame Stein scho richteg beschriwwen huet, well dat nun einfach déi europäesch an déi international Zukunft ass. A fir déi, déi soe mir géingen eis mat deene Bezechnungen amerikaniséiere, da muss ech soen, dat souwuel de Bachelor wéi de Master Bezechnungen waren, déi schon op de méttelalterlechen Héichschoulen hei an Europa bestanen hunn an dofir dat eng al europäesch Tradition ass, déi mer zrëckhuelen.

Mä et implizéiert awer och nach eng Rei aner Saachen. Mir hunn hei déi Reflexioun vun deenen Titele Master a Bachelor op d'Universitéit Lëtzebuerg gemaach. Mir definéieren se, an dat ass absolut richteg, och net onbedéngt a Joren, mä an Zilsetzungen, wat mer mat deenen Diplome wëllen errechen. An da ginn et Bacheloren, déi dräi Joer hunn, déi 180 oder 240 Kredit hunn, déi dräi oder véier Joren hunn, et gi Mastere, déi een oder zwee Joren hunn, an dat ass och richteg, well et hantk jo einfach vun deem Inhalt of, vun de Fächer of, déi ee léiert, wann een dat mécht.

Ech soe just, dat do ass eng Reflexioun vu Flexibilitéit, fir Studien net méi a Joren ze gesinn, mä an den Inhalt ze gesinn, déi awer net op der Uni däerf stoe bleiwen. Mir definéieren haut nach zum Beispill an der Fonctioun publique, mä och nach op anere Plazen, eis Studienzycel mat quatre années universitaires accomplies, oder wéi och immer dat heescht, oder e Cycle de formation complet de quatre années accomplies. Och do muss déi Reflexioun, déi mer elo hei an d'Uni aféieren an déi eng richteg Reflexioun ass, iergendzwooch eng Kéier gefouert ginn. Ech regrettéieren, dass se net parallell gefouert ginn ass, mä ech mengen, dat wa mer do en anere Prinzip aféiere wéi just dee vun de Joren, och dat eng Reflexioun ass, déi hei an op anere Plazen muss hiren Émschwong fannen. Dat schéngt mer kloer an dat schéngt mer och d'itlech ze sinn.

Da just d'Konklusioun, déi ech wëll soen, mir schafen ons hei e Kadergesetz, wat ons erlaabt e Quantensprung fir d'Universitéitswelt zu Lëtzebuerg ze maachen, e Kadergesetz wat grouss Linnen opzeechent téschent deenen sech eng zukünfteg Uni Lëtzebuerg kann opbauen, e Kadergesetz, wat elo muss mat Inhalt gefüllt ginn, an dat ass normal. Ech hoffen, dat déi Leit, déi an deenen nächste Méint d'Responsabilitéite kréien, och déi richteg Hand hu fir deenen Inhalt esou ze gestalten, dat et funktionäres ass, an dat en eis an déi international Konkurrenz korrekt a gutt kann aschreiw. Meng Fraktioun wäert deenen Text stëmmen an ech soenlech merci fir d'Nolauscheren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech wëll behaupten, dass d'Gesetz dat wichtigst vun der ganzer Legislatur ka sinn. Et ka sécher e Meilesteen an der intellektueller a kultureller Geschicht vu Lëtzebuerg sinn, ennert der Bedingung, dass d'Ausféierung vum Gesetz réusséiert.

Allgemeng, et ass schon de Moie gesot ginn, wesse mer, dass laang Joren d'Eliten an och d'Bildungsbiergertum, wann een dat esou kann nennen, zu Lëtzebuerg contestéiert hunn, dass et eng Uni hei zu Land kéint ginn. Haut gëtt et nach vill Leit, déi énnert de verschidde Prétexten esou eng Uni refuséieren. Dofir wëll ech des prinzipiell Astellung vum Conseil d'Etat zu der Uni zitéieren, eng vu villen, déi an deene ville Rapporten an Avisa stinn: «Le Conseil d'Etat constate avec satisfaction que le débat plus que centenaire sur l'opportunité d'un enseignement universitaire à part entière pour notre pays est clos», a weider, «le fait de ne pas disposer d'une véritable université constitue un sujet d'étonnement voir d'incompréhension à l'étranger et un inconvenient majeur pour le développement de notre pays dans de nombreux domaines.»

Et freet mech, dass de Conseil d'Etat, dee jo net als e revolutionäert Organ bekannt ass, déi Linn vertritt. Ech sinn iwwerzeegt, dass deen intellektuelle Potenzial, deen eng Uni schafft, déi Expertise, déi do entsteet, an déi intellektuell Emulatioun, onst Land weiderbréngt.

Allerdéngs, wann d'Gesetz och dat wichtigst ass oder ka sinn, ass et net dat bescht, trotz, muss ech soen, deene villen Effort, déi an der Kommissioun énnert der Leeding vun der Madame Presidentin Stein gemaach gi sinn. Et huet menger Usicht no vill Mängel, déi vun de politeschen Optiounen an och vun der Method ofhänken, déi d'Regierung gewéilt huet, an och vun der Héit mat där et behandelt gouf. Et bleiwen och vill Onklarheiten.

Här President, mir Sozialisten hunn iwwer 20 Joer, wäit iwwer 20 Joer, fir esou eng Uni geschwat a gehandelt. Mir hunn an onsem Wahlprogramm vun 1999 ausféierlech dozou Stellung geholl. Mir hu fir eng international Universitéit zu Lëtzebuerg plädéiert, déi op sollt si fir Studente vu Lëtzebuerg a vun der ganzer Welt, an ech zitéieren aus onsem Programm: „Kein Land kann auf die Dauer ohne ein leistungsfähiges Hochschulwesen auskommen.“ Mir hu plädéiert fir eng autonom funktionéierend Universitéit zu Lëtzebuerg, an där sech Fuerschung an Enseignement géigesäiteg géife befruchten, a mir hunn déi Spezialitéiten opgezéit an deenen een an der Zesammenaarbecht mat den Universitéiten vun der Groussregion esou eng Universitéit schafe kéint. Schliesslech hu mer fir en dezentrale Modell plädéiert, dee lues a lues opgebaut an organesch wuesse soll.

Vill manner prezis war den DP-Programm an där Hinsicht, dee sech fir „eine hochwertige Universität in Luxemburg“ ausgeschat huet. E bësse vague, muss ee soen, gouf do vun enger Universitéit, déi de Besoinen an de Fäegkeeten vum Land géif entsprechen, geschwat.

D'CSV, interessant och festzhalen, war méi virsichtich a méi prezis züglich. Ech zitéieren aus dem CSV-Programm: „Die CSV ist für den Ausbau der Hochschulstrukturen so wie im Gesetz vom August 1996 vorgesehen.“ Manifestement wüllt d'CSV, ausser enger Partie klenger Reformen, net iwwert dat erausgouf wat bestong.

D'Onprezision vum DP-Wahlprogramm an déi konservativ Astellung vun der CSV zu deem Thema erklären, dass d'Astellung vun der CSV/DP-Regierung vun Ufank un negativ a frillös gepréigt war.

Am Numm vun der Regierung huet de Statsminister den 12. August 1999 gesot: „Mir wëlle keng voll émfänglech Universitéit zu Lëtzebuerg“, an dat Joer drop am Etat de la Nation: „Lëtzebuerg braucht keng komplett Uni“. Wou een natierlech immer erëm dat Wuert komplett gehéiert huet an nach ni erkläert krut, wat eigentlech eng komplett Uni soll sinn.

Deen eenzege Programm vun der Regierung op deem Plang war et d'Gesetz vun 1996 auszuféieren, also den CSV-Programm duerchezeféieren. D'Gesetz gëtt haut ofgeschaf an domat, muss een allerdéngs politesch constatéieren, maachen d'CSV an och d'CSV-Ministesch eng komplett Kéiertwendung säit hirem Wahlprogramm vun 1999.

Ufanks 2000 hat d'Regierung e Wäissbuch iwwert d'Fuerschung an d'Héichschulwesen erausginn, dat grad wéi d'Gesetz ouni iergendeng Consultatioun vun den interesséierten Milieue geschriwwen gouf. D'Wäissbuch huet allerdéngs näischt méi hiergi wéi de Regierungsprogramm selber.

Am Juni 2000 hunn ech d'Regierung iwwer hir Héichschulpolitik interpelléiert. Meng Fraktioun huet sech deemools erëm eng Kéier kloer an d'itlech fir eng Uni zu Lëtzebuerg ausgeschat. D'Motivatioun vun der LSAP fir eng Uni zu Lëtzebuerg war an ass: Eng Uni zu Lëtzebuerg bréngt méi Chancéglichheit fir all Jugendlech. Si erlaabt hinnen Unisstudien am Land ze absolvéieren. Onst Land muss méi Universitair forméieren. D'Uni zu Lëtzebuerg kann dofir och en Ustouss ginn. Mir leien nach immer énnert der Moyenne vun den entwéckelte Länner, wat ons Héichschulabsolventen ueget. Mir hätten nom Statec 7.689 Studenten am Joer 2001 - dat sinn nach immer keng 2% vun der Populatioun -, während den Duerchschnitt vun Europa bei 2,5% läit.

Ganz allgemeng ass d'Verlängerung an d'Verdéierung vun der Formatiou ongem méiglechst héijen Niveau eng wirtschaftlech, eng sozial a kulturell Noutwendegkeet. Dorunner miest e Land säin Niveau a sai Fortschritt. Déi sukzessiv CSV/LSAP-Regierungen hunn zwëschen 1984 an 1999 no an no wichtig Instrumenter geschaf fir souwuel d'Fuerschung wéi d'Héichschulwesen zu Lëtzebuerg auszubauen. Dozou huet d'Gesetz vun 1987 iwwert d'Fuerschung gehéiert, d'Gesetz vun 1996 iwwert d'Héichschulwesen, an d'Gesetz vun 1999 iwwert en nationale Fuerschungsfong. Während d'Gesetz vun 1996 an der Emsetzung stieche blouf, hunn d'Gesetz vum 1987 an 1999 gutt Resultater bruecht.

No der Motioun, déi d'Chamber eestëmmege no menger Interpellatioun mam Accord vun der Regierung ugeholl hat, hätt d'Chamber eigentlech eppes ganz aneschters decidéiert wéi dat, wat elo am Gesetz 5059 steet. An där Motioun gouf virgeschloen, dat auszebaue wat besteet, et zesammen ze bréngen an duerch déi Federatioun vun deem Bestehenden eng nei Dynamik ze développéieren.

D'Uni Lëtzebuerg sollt en Netz vun autonomen Institutoren ginn, wou jiddfer Deel seng Autonomie behale géif a sech weiterentwéckele sollt. D'Regierung dergéint mécht Tabula rasa. Esou kritiert mat deem Gesetz den IST den Doudesstouss, wann een dat esou ka soen. Den ISERP verschwennt à terme. An och den Institut d'études sociales, grad wéi de CUNLUX. Si ginn allegeren an d'Uni Lëtzebuerg, beziehungsweise an déi verschidde Fakultéiten integréiert an opgeléist. Dat wat se ausgemaach huet, also och hir Avantagen, déi mat der Zäit gewues sinn, ginn da mat engem Coup verluer. Et besteet ab der Rentrée 2004 näischt méi vun den heitege Strukturen. Dat ass eng risikant Operatioun, déi also kee Recht op lertum oder Echech gëtt, well mer soss virum Näischt stinn.

D'ass d'Konsequenz vum politesche Choix vun der Regierung. D'ass Choix gouf, muss ech leider soen, net duerch en öffentliche Débat getraff, mä hanner verschlossenen Dieren, trotz dem eestëmmege Wunsch vun der Chamber am Joer 2000. D'Ministesch an hir Conseillere mat auslänneschen

Expären, den Här Downer a Weber engersäits, an dem Här Capella anerersäits, hu sech eppes ausgeduecht. Den CNES, de Conseil national pour l'enseignement supérieur, dee vum Gesetz vun 1996 als berodent Organ fir Héichschoulfroen agesat gi war, gouf net gefrot. Dofir huet säi President, den Här Mackel, eng öffentlech Konferenz gehale fir seng Meenung duerzeleeën.

(Coups de cloche de la Présidence)

Och d'Chamber gouf am Virfeld net zur Debatt invitéiert. Si gouf mat engem fäerdege Projet konfrontéiert un deem se gréisstendeels nëmme reng technesch Detailler ännere konnt. Et gesäit allerdéngs esou aus, wéi wann d'Madame Minister wësentelech keen öffentlechen Débat organiséiert hätt, si hat anscheinend genuch Aarbecht fir hir Koalitionären an hir eege Leit ze iwwerzeegen.

Et waren zwou verschiddenen Zorten Expären um Wierk. Déi eng hu fir eng Fuerschungsuniversitéit mat héije Spezialisatioun plädéiert, an déi aner fir eng traditionell Universitéit mat Fakultéiten. An de gudde Här Dondelinger huet déi zwou grondverschidde Piste misen iergendwou zesummebréngen.

Et gëtt verschidden Optioune fir eng Uni Lëtzebuerg. Déi eng hätte gären eng reng Fuerschungsuniversitéit an héchstens postgraduate Studien. Den Här Mackel, ech hunn e schonn zitéiert, President vum CNES, huet dat gefrot. D'FEDIL huet drop insistéiert grad wéi eng Partie Wirtschaftkreesser, déi den direkte wirtschaftleche Gewinn vun enger Uni gesinn, an dofir ass jo och d'School of Finance als Deel vun der Uni gegrennt ginn, éier iwwerhaupt d'Uni bestanen huet.

Och d'Chambre des Métiers wiert sech dergéint, dass Berufsausbildungen an d'Uni intergréiert ginn, well si fäert doduerch méi héich Lounfuenderungen och op anere Gebidder spéider. Déi Kreesser gleewe net drun, dass een zu Lëtzebuerg eng héich qualitativ Uni fir Fuerschung a fir Léieren zugleich schaffe kann, a si mengen, et wär nach ëmmer besser a méi béleg, besonnesch d'léierend Formatioun op den auslänneschen Unië maachen ze loossen. Dat ass awer wierklech e bèsse kuerz gegräff.

Lëtzebuerg huet Bedürfnisse vun eegene Formatiounen am schuleschen, am technologeschen an am soziale Beräich. D'Chambre des Employés privés insistéiert ganz richtege op d'Besoin vum Land vun Ingénieurs industriels, Educateurs gradués, Formatiounen am Gesondheetssecteur, also Fachhéichschoulformatiounen, déi de private wéi den öffentleche Sec-teur braucht. Datselwech gëllt fir de lifelong learning. Iwwregens ass net evident, wat elo op der Uni domat geschitt. Dat bestehend verschwinnt mat engem Fiederstréich. Nei eegen Instituter en formation professionnalisante am Ufank an en formation continue ginn net geschaf. D'Chambre des Employés privés, déi op deem Gebitt vill gelescht huet, proposéiert dofir en Institut de formation continue, dat un d'Uni rattachéiert géif, an am Kader vun den Initiativ vum aneren Institutioun méiglech bléif.

Zum Projet selwer. Ursprünglech, well de Projet huet jo trotz allem évoluéiert - an ech wäert gläich soen a wéi engem Sënn -, war virgeginn, am Géigesaz zum Gesetz vun 1996, dass dëst Gesetz sollt eng méi grous Flexibilitéit bidden. Et sollt net alles am Gesetz figéiert ginn. Et sollten nei Pisté méiglech ginn, wann dat sech als néideg géif erweisen.

Zweetens: D'Grundlagefuerschung sollt virun der wirtschaftlecher netzlecher Fuerschung mat direkter praktescher Uwendung stoen.

Drëtters: D'Uni sollt d'Initiativ kréie fir Formatiounen vum drëtten Cycle

mat ze maachen oder selwer ze organiséieren.

Véiertens: D'Uni sollt als eenzeg Institutiuon fir Fuerschung a Formatioun eng kritesch Mass kréien, amplatz dass viles verspreet ass, raimlech wéi administrativ.

Fënneftens: D'Lëtzebuurger Héichschoulwiesen sollt endlech international visibel ginn.

Sechstens: D'Struktur sollt esou sinn, dass net deiselwech Leit organiséieren a sech kontrolléieren, wéi dat zum Deel am Gesetz vun 1996 war, a viles dovunner ass wéi gesot ennerwee verluer gaangen.

Eng vun den Haaptpräoccupatiounen, déi vu villen direkt Interessierte ervirbruecht gouf, vun de Studente vun der ACEL, vun den Enseignants chercheurs, vun de Gewerkschaften a vun de Berufschamberen, ass dee staarken Zentralismus, deen dem Recteur an dem Conseil de gouvernance ganz vill Muecht gëtt.

Bekanntlech, dat muss ech kuerz rappeléieren, gëtt et jo dräi Organer fir d'Féierung vun der Uni: de Conseil de gouvernance, de Rektorat an de Conseil universitaire. De Conseil de gouvernance steet un der Spëtzt vun den Organer vun der Uni. Et ass e bessen, ech géif e vergläichen, eppes wéi de Conseil européen an der Europäescher Unioun. E bestëmmt d'Strategie vun der Uni an e kontrolléiert d'Ausféierungen. Dëse Conseil besteet aus siwe Leit. Ech mengen de Choix fir e kleng Conseil ass gutt, well et jo net nëmme e Kopfnickerconseil gëtt, mä een, deen nodenken a schaffe muss.

D'Zesummesetzung wäert spannend ginn. Vun deene siwe Leit hängk gréisstendeels of wat aus der Uni gëtt. Dem Gesetz no solle véier dovunner Verantwortung an engem Unisbetrib hunn oder gehat hunn. Si dürfen also keng Funktioun an der Lëtzebuurger Uni hunn, an et ass ze hoffen, dass d'Regierung dobäi aktiv a kreativ Leit féint. Et geet net drëm Leit, déi schonns op ville Plaze Posten a Conseilé cumuléieren, nach eng weider Plaz ze ginn. Et geet drëm Leit ze fannen, déi sech fir d'Uni asezten, an et geet drëm Leit ze fannen, déi am Unisliwen dra sinn, déi wesse wéi d'Tendenzen iwwerall sinn, an déi erabréngen. An et geet drëm, dass déi dräi aner, niewent deene véier, de Kapp genuch op hu fir fortschréttlech an innovativ ze sinn.

Natierlech stellt d'Fro sech och - zwëschent Klammeren - wéi déi Leit, déi net an der Uni dra sinn, dat heescht an der Uni Lëtzebuerg dra sinn, hir Informatiounen kréie fir hir Aarbecht am Conseil de gouvernance ze maachen. D'Onofhängegkeet huet hir gutt Säiten, mä och hier Désavantages, wa se net gutt genuch informéiert ginn.

D'Fro stellt sech och, wien niewent deene véier Unispersonalitéiten an de Conseil de gouvernance komme soll. Nom Wonsch vum Conseil d'Etat, wéi ëmmer bei de Gesetzler iwwert d'Établissements publics, däre keng Leit, déi an der Verwaltung den Etablissement public ze kontrolléieren hunn, Member vum Conseil ginn. Et wier net gesond, wann niewent dem Commissaire an där streng zentralistescher Struktur och nach Fonctionnaire vum Ministère am Conseil de gouvernance sëtze géifen. Vill méi solle Leit aus dem kulturellen, sozialen a wirtschaftleche Liwen dra sinn. Mä nach eng Kéier, wann ech gelift, keng Cumularden.

Wat de Recteur ugeet, sollt hien déi wichtegst Exekutivperson ginn. Vill hu gefäert e géif ze vill Pouvoiré kréien. D'Regierung, nom relativen Echec vum CUNLUX, wollt awer Neel mat Käpp maachen, esou interpretéieren ech déi Optiou, dofir wollt se de Recteur zur Haaptfigur maachen. Dat sollt e Mann oder eng Fra gi mat engem direkten Drot zur Regierung.

De Recteur ass net nëmme den Haaptchef, e kann och nach direkt en Departement ënner sech hunn, iwwregens an domat d'Fakultéite kuerzschléissen. De Statsrot war dergéint enger eenzeg Person de ganze Pouvoir exécutif ze iwwerloossen. En huet dofir de Recteur duerch de Rektorat ersat, also eng Führungsequipe vum Recteur an zwee Vice-recteurs an den administrativen Direkter.

Dëst vereinfacht d'Saach net. Niewent de villen aneren Organer, déi et scho gëtt, kënt dann elo awer nach en Organ dobäi. Zielt een dann nach de Regierungscommissaire dobäi, deen onser Meenung no ze wäit räichend Pouvoiré kritt, dann ass domat de Kär, deen de Pouvoir an der Uni huet, ëmschriwwen.

Deem géigeniwwer steet de Conseil universitaire, deen aus der Uni eraus kënt. Dëse Contrepouvoir besteet aus 30 Leit, wovunner der 21 gewielt ginn, am Géigesaz zu all deenen aneren, déi direkt vun der Regierung bezeechent ginn. Vun deenen 21 si sechs Professere vun de Fakultéiten. Déi wichtegst Leit vun der Uni sinn also an der Minoritéit, muss e constatéieren. Mir begrësse selbstverständlech och d'Vertriedung vun de Studenten an deem Conseil.

Dëse Conseil universitaire huet an der Haaptsaach konsultativ Fonctionen. E soll dat demokratescht Géigegewicht zum Rektorat an zum Conseil de gouvernance sinn. Ech mengen e schwach Géigegewicht. Dat ëmsou méi wéi de Recteur de Conseil universitaire presidéiert. Dee Recteur, deen de Chef hiérarchique vun de Leit ass, déi am Conseil universitaire sëtzen. Wéi soll do, froen ech mech, eng offe a kritesch Diskussioun iwwert d'Gestioun vum Rektorat entstoen?

Ech mengen, et wier vill méi richtig, wann de President aus dem Conseil universitaire erausgewielt géif. Dësen Déséquilibr vum Pouvoiren ass fir mech eng Haaptcharakteristik vun der Uni Lëtzebuerg. En erkläert de staarken Zentralismus, deen an deem Gesetz vun der Struktur hier ass.

Iwwregens verschwënt natierlech och den CNES, de Conseil national pour l'enseignement supérieur mat dem Gesetz vun 1996. Dësen onofhängege Gremium mat Spezialisten aus dem universitäre Beräich war der Regierung wuel ze ofhängeg. Ech weess et net. En ass iwwregens och bei de Virarbechten zu deem Gesetz ni ëm en Avis gefrot ginn, ech hat et scho gesot.

Eng praktesch Fro stellt sech an deem Zesummenhang: Den CNES war de Régulateur fir den Droit d'établissement vun neien Instituter am universitäre Beräich. Wien iwwerhëlt an Zukunft déi Fonction?

Mä zréck zum Zentralismus. De Conseil d'Etat huet deen Zentralismus nach verstärkt. Wat huet de Conseil d'Etat nämlech gesot? De Conseil d'Etat huet jo offiziell eigentlech näischt gesot, oder net vill, mä en huet sech bei der Regierung gemellt - oder d'Regierung huet sech beim Conseil d'Etat gemellt, ech weess dat net -, mä herno war de Conseil d'Etat irritéiert, wéi mer a sengem Avis liesen. Op jidde Fall huet d'Regierung sech mam Conseil d'Etat getraff an de Conseil d'Etat huet d'Regierung drop opmierksam gemaach, dass senger Meenung no den ursprüngleche Projet net mat den Artikelen 23 a 36 vun der Verfassung kompatibel wär. Dorobber huet d'Regierung den 18. Juni 2003 im vorseilenden Gehorsam der Kommissioun en décke Koup Amendemente virgeluecht, déi d'Majoritéit vun der Kommissioun mat deemselwechte Gehorsam un de Statsrot weidergereecht huet.

Mir Sozialisten hunn des Amendementen net matgedroen, well se d'Autonomie vun der Uni op eng drastesch Manéier aschränken. Wat den Artikel 36 ugeet, do ass jo ons institutionell Kommissioun angaangen sech domat ze befaassen.

Ech wëll awer eppes zur Interpretatioun vum Conseil d'Etat iwwert deem Artikel 23 soen. Ech wëll virausschécken, dass ech mam Conseil d'Etat senger Interpretatioun net d'accord sinn. De Conseil d'Etat seet nämlech, dass alles wat mat Schoul ze dinn hätt iwwer Gesetz bestëmmt misst ginn an en zéit dat aus dem Paragraph 3 vum Artikel 23, ech zitéieren deen, eraus: «La loi détermine les moyens de subvenir à l'instruction publique ainsi que les conditions de surveillance par le Gouvernement et les communs. Elle règle pour le surplus tout ce qui est relatif à l'enseignement et prévoit selon les critères qu'elle détermine un système d'aide financière en faveur des élèves et étudiants.»

Da gëtt am Avis vum Conseil d'Etat, oder, neen, dat war net den Avis vum Conseil d'Etat, dat war deen Text, deen mer vun der Regierung kritt hunn, déi subtil Distinction gemaach zwëschent der pedagogescher Organisatioun an der administrativer Organisatioun vun der Uni.

Déi pedagogesch Organisatioun misst per Gesetz geschéien an déi aner net. Et ass fir d'éischt wou ech dat héieren an enger Schoullaffar. Et ass fir mech ëmsou méi erstaunlech wéi de Conseil d'Etat jo awer deen Artikel 23 net invoquéiert huet, wéi zum Beispill fir d'staatlech Finanzéierung eng Partie Privatschoulen uerkannt goufen, deenen hir pedagogesch Organisatioun eng komplett aner ass wéi déi, déi duerch d'Gesetz zu Lëtzebuerg bestëmmt gëtt. An dofir verlaangt dann de Conseil d'Etat, dass den Artikel 4 zum Beispill all déi Fächer opzielt, déi d'Uni eng Kéier kann offréieren. An da wonert e sech, dass ee Fach vergiess gëtt. Dat sinn natierlech d'Problemer vun all Opzielung.

Da muss de Contrôle de connaissance iwwer e Règlement grand-ducal genee beschriwwen ginn. D'Departementer dürfen net Departementer heeschen, mä mussen Sous-structure genannt ginn. D'Zuel vun de Centres interdisciplinaires gëtt dann op dräi festgeluecht an esou weider. Alles gëtt méi rigid, méi festgefuehert. Fir mech eng Katastroph fir e Rahmegesetz, wat par essence flexibel fir déi zukünftig Entwécklung muss sinn.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Ben Fayot (LSAP). - Natierlech ass d'Regierung dem Conseil d'Etat ausgeléiwert. Den Timing, deen se onbedéngt wëllt duerchzéien, nämlech am Joer 2003/2004 d'Uni op d'Schinnen ze setzen, erlaabt et der Regierung net sech géint de Conseil d'Etat duerchzesetzen. Domat ass d'Autonomie vun der Uni gestuerwen. Et gëtt eng staark zentraliséiert Struktur, an dat ass net ons Virstellung vun enger oppener kreativer, kritescher an innovativer Uni.

En aneren ongeléiste Problem ass d'Zesummespill vun der Fuerschung an der Formatioun op der Uni. D'Uni Lëtzebuerg wëllt laut Exposé des motifs eng spezialiséiert Uni sinn, déi Schoul a Fuerschung verbënt a sech international duerch Héichleeschunge positionéiere soll. Dobäi soll d'Fuerschung eng Prioritéit kréien an dann eréischt sollen d'Léierfächer bestëmmt ginn. Dat entbiert allerdéngs net enger gewëssener Blauäugegkeet, well déi éischt Jore vun enger Uni och meeschtens Grondwesse vermittelen, dat net all gudde Broutdag duerch d'Fuerschung erneiert gëtt.

Natierlech féiert d'Fuerschung zur Innovatioun. Déi huet als Eegenheit och déi traditionell Kaderen ze

sprengen, an dofir mussen d'Grenze vun de Fächer iwwert de Wee vun der Interdisziplinaritéit iwwerbréckt ginn. Och hei gëtt et eng Besonneschkeet am Gesetz. Den Artikel 16 definéiert déi Centren. De Statsrot limitéiert se op dräi, an den Exposé des motifs leet der schonn zwee ganz prezis fest, dovunner een iwwert d'europäesche Intéegratioun, d'Globalisatioun kënt do dobäi, an nach en aneren. An deem Zesummenhang iwwregens kann een och nach d'Fro stelle wéi d'Regierung d'Zesummenaarbecht mat deenen aneren Instituter gesäit, déi och am Budget émergeieren, wéi zum Beispill den ENA-System, also den european navigator, an de Centre Robert Schuman, den Institut d'études internationales an esouguer zu engem gewëssenen Deel den CEPS/INSTEAD.

Et gëtt Fuerschungszellen zu Lëtzebuerg, an dat säit Joren. Bekanntlech gëtt et laut Gesetz vun 1987 Centres de recherche publics, och CRPe genannt, déi net vun deem Gesetz beréiert ginn. Si bleiwe bestoen. Den Artikel 13 seet just d'Uni an d'CRPe géifen sech konzertéieren. Datselwech gëllt fir den CEPS/INSTEAD. Dobäi kënt och den CHL an den LNS. Zwee Vertrieeder vun der Uni sollen am Conseil vum Fonds national de la recherche sëtzen.

Am Exposé des motifs kann een da liesen, dass d'Relatiounen vun der Uni an den CRPe déi si vun deus structures extrêmement perméables l'une à l'autre. Mä dovunner ass net ganz vill am Gesetz ze fannen. Haut gëtt et jo schonns am CUNLUX Fuerschungszellen, ob dat fir Soziologie, Philologie, Geschicht, fir Ekonomie, Géographie, Biologie oder fir Mathematik ass. Déi bleiwe sécher bestoen a ginn och ausgebaut. Niewent deesen Etablissementer, déi ech zitéiert hunn, gëtt et Deeler vun der Verwaltung, wéi de Statec, wéi den LNS fir Medezin a Sécurité alimentaire, déi och mat Fuerschung ze dinn hunn.

Ech mengen, et wär un der Zäit, dass d'Regierung sech eng horizontal Innovatiounsstrategie géif gi fir déi verschidden Efforten, déi op ville Pläng geschéien, well ech mengen des Strategie géif d'Innovatioun méiglech maachen a géif och déi verschidde Gebitter net als Rivalen, mä als e komplementär ukucken. Natierlech, d'Fro stellt sech, ob esou e fromme Wonsch duergeet fir Rivalitéiten an double emploi ze verhënneren. Et gëtt jo elo schonns Mouvementer an deem Milieu.

Den CRP Lippmann, deen un de CUNLUX rattachéiert ass, huet schonns eng Partie Chercheuren un d'Uni verluer. Et schéngt wéi wann den CRP Lippmann herno nach just déi technologesch Fuerschung behale géif. Den CRP Tudor an den CRP Lippmann, mengen ech, sollten op deem Plang zesummeschaffen. D'FEDIL iwwregens mécht do eng Partie interessant Suggestiounen, zum Beispill proposéiert d'Industrie e Centre de recherche des surfaces et revêtements, deen d'Kompetenzen vum Laboratoire d'analyse des matériaux vum CRP Lippmann an och vum LTI vum CRP Tudor zesummeffaast an internationaler Kontakt ophëlt, ouni natierlech de Kontakt mat de private Laboren zu Lëtzebuerg ze vergiessen.

De LIASIT, also d'Luxembourg international advanced studies of information technologies, ass eng interessant a wichteg Zesummenaarbecht vum Ministère, dem CUNLUX, dem IST an deenen zwee CRPen: Tudor a Lippmann. D'Gesetz verännert iwwregens och d'Situatioun vum CRP Tudor a vum CRP Lippmann. Den CRP Tudor sengersäits huet jo bis elo eng enk Relatioun mat dem IST gehat an déi verschwënt jo elo, well den IST opgeet an d'Uni. Den CRP Lippmann war un de CUNLUX adosséiert a wann deen an d'Uni integréiert gëtt, dann huet och

deen CRP keng direkt Bezéiung méi zu enger Héichschoul.

Ech mengen, et d'äerf net sinn, dass iwwert de Wee vun der Uni de Problem vun den CRPen iwwert e kale Wee geléist gëtt, dat heescht duerch e luest Opgoe vun den CRPen an d'Uni. Ech mengen d'CRPe solle bestoe bleiwen. Et ass e gutt Instrument, mä d'Relatiounen zwëschen Uni an CRP muss kloer geregelt ginn. Dat geschitt net duerch d'Gesetz, op jidde Fall einsteilen net.

Iwwregens, mengen ech, ass hei och nach d'Geleeënheet kuerz e Wuert iwwert d'Konditiounen vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ze soen. Ech erënneren drun, dass ons Chamberkommissioun Ufanks 2001 véier Recherchesitéit besichtig huet: den CRP Tudor, den CRP Santé, den CRP Lippmann an de Laboratoire national de santé. D'Konklusiounen dovunner waren ongenügend Infrastrukturen, Problemer vu Statut a Finanzen, Personalproblemer, gesetzlech Problemer.

Et gëtt kee Statut vun Fuerscher. D'Aarbechtsbedingung vum Fuerscher zu Lëtzebuerg sinn net attraktiv. D'Prozeduren, fir auslännesch Fuerscher aus Drëttlänner e Permés de séjour ze ginn, si schwierig. Et gëtt vill ennerschiddlech Aarbechtskontrakter. D'Dauer vun den Aarbechtskontrakter ass beschränkt op Projeten, an dat heescht meeschtens dräi Joer, wat natierlech fir d'Fuerscher Précaritéit heescht. Esou laang och de Laboratoire national de santé eng Verwaltung a keen Etablissement public ass, ass d'Fuerschung do administrativ komplizéiert.

Och wat d'Raimlechkeeten ugeet, huet d'Kommissioun constatéiert, dass et vill Mängel gëtt. Am CRP Santé, am Centre hospitalier, sinn d'Laboen a Kellereen an a Gäng, se sinn ze enk an ze kleng. An och den CRP Lippmann hat deemools wéi mer kucke waren, vläicht ass et an der Zwëschenzäit besser ginn, ze kleng Raimlechkeeten, d'Immunologie vum Laboratoire national de santé ass a Containeren ennerbuecht.

Ech hat och, dat wëll ech hei och nach soen, Madame Minister, de Gesondheitsminister den 20. Dezember 2000 an dëser Chamber gefrot, wéini dass fir den CRP Santé en neit Gebai bei de Centre hospitalier fir d'Recherche gebaut géif ginn. Deemools hat den Här Wagner mer versprochen, dat kënnt 2003 bezuchsfäerdig sinn. Ech hunn dovunner nach ëmmer näischt gesinn. Ech hunn emol nach kee Projet hei gesinn, esou dass ech...

(Interruption)

Jo, ech wollt dat soen.

Mä ech wollt awer rappeléieren, dass den Här Wagner mer 2000 versprochen huet et géif 2003 bezuchsfäerdig ginn an ech hunn elo gehéiert, an ech hunn dat och matkritik, dass dat also 2007/2008 géif an d'Rei goen an da géif bezuchsfäerdig ginn. Ech wollt just nëmmen op déi verschidden Aussoe vun dem Här Wagner a vun der Bauteministesch hiweisen.

Här President, ech wëll hei keng Miesmacherei bedreiwen iwwert de Fuerschungssektor zu Lëtzebuerg. Ech erkenne gären un, dass an den CRPen eng interessant Aarbecht gemaach gëtt, an dass de Fonds national pour la recherche scientifique eng gutt Aarbecht mécht, mä déi materiell Konditiounen vun der Recherche an de Chercheurë sinn net ëmmer brillant a verdéngt schnell verbessert ze ginn.

Här President, et gëtt och nach aner Problemer, déi ee kënnt hei évoquéieren, wéi den zum Beispill vun der Villsproochegkeet, déi jo als Tromp vun der Uni ugepriese gëtt, wou menger Ansicht no nach keng Reflexioun driwwer gemaach ginn ass. Ech hoffe jo net, dass herno Englesch, wa mer Studente vu verschiddene Länner heihinner

kréien, als Koinè wäert gebraucht ginn, well se sech net am Franséischen oder am Däitschen oder an enger anerer Sprooch ausdrécke kënnen.

Och d'Problemer vum Accès zur Uni a vun dem Minerval sinn eigentlech nach net ugeschwat ginn an och nach net geléist.

Wuel huet misse Klorheet geschafeginn, mä de Passage fir d'Professeren aus dem Secondaire eriwuer an de Supérieur, natierlech mat den néidege Qualifikatiounen an Diplomer, sollt méiglech bleiwen. Et ass eng wichteg Sortie no uewe fir d'Professeren, bedauerlech ass awer, dass bei der Operatioun vum Gesetz vun 1996 vill Professeren aus de Lycéeën, déi jorelaang am Centre Universitaire enseignéiert hunn, ouni Rücksicht op hir Expérience eliminéiert goufen.

Här President, ech hunn ufanks gesot, dass d'fir mech dat wichtigst Gesetz vun der Legislatur ass oder jiddefalls ka ginn, dass et awer net dat besch ass. Ech hunn dat a menger Ried ausféierlech beleucht. Déi excellent Avisé vun de Berufschambere stelle méi Froe wéi d'Gesetz Äntwerten huet. Och dee gudden a wichtige Rapport complémentaire vun der Madame Stein, weist eng grouss Zuel vu Punkten op, déi an der Kommissioun opgeworf goufen an ni eng Äntwert fonnt hunn.

D'LSAP kritiséiert déi zentralistesche a staatlech dominéiert Verwaltungsstruktur vun der Uni, déi vill ongeléiste Problemer um Gebitt vun der Fuerschung, déi och duerch d'Uni net geléist wäerte ginn, d'Feele vun enger Strategie fir Fuerschung a Léieren zesammenzebréngen an insgesamt d'Feele vun enger Innovatiounsstrategie vun dëser Regierung, de Mangel vu klore Virgabe wéi zum Beispill d'Villsproochegkeet op der Uni funktionéiere soll, de Mangel u Flexibilitéit am Gesetz, deen duerch de Statsrot nach verschäerft gouf, an d'Hektik an den Duercherneen am Virfeld, d'Dunkelkammer an där d'Uni entstanen ass.

Dir verstitt, Här President, dass mer als Fraktioun an enger schwieriger Lag sinn. Bei esou engem wichtige Gesetz kann ee sech net enthalten. Et muss ee Faarf bekennen. Trotz onse ville Kriticke wäerte mer d'Gesetz stëmmen, well et den Astieg an eng eegestänneg Uni zu Lëtzebuerg ass. D'fir ass fir Lëtzebuerg wesentlech. Et ass e virrangeg politescht Zil vun der LSAP zu Lëtzebuerg méi Leit, Jonken an Erwuessenen, Zougang zu Unisstudien ze ginn. Dofir hu mer déi zoustänneg Ministerin, ech wëll dat hei soen, vun Ufank u vun deem Prozess ennerstëtzt, souguer, mengen ech, géint muncher vun hiren eegene Koalitiounskolleegen.

Mir behalen eis awer vir, an domat kommen ech zum Schluss, sollte mer erëm eng Kéier politesch d'Méiglechkeet dofir hunn a sollt d'Ausféierung déi Mangel vum Gesetz bestätegen, fir d'Gesetz erëm op de Métier ze huelen, eng breet Debatt opgrond vun enger Bestandsopnam ze organiséieren an et da grondlegend ze reforméieren.

Här President, ech wollt nach fënnel Motiounen hei virleeën, déi am Zesammenhang mat deem sinn, wat ech ausgefouert hunn a wat d'Madame Delvaux nach wäert ausféieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi 5059 portant création de l'Université du Luxembourg;

- considérant le choix politique du Gouvernement pour une structure à trois facultés plutôt que pour une fédération d'établissements existants et à créer;

- considérant que dès sa publication au Mémorial ledit projet de loi abrogera la loi du 11 août 1996

portant réforme de l'enseignement supérieur, et abolira partant toutes les structures d'enseignement universitaire et supérieur existantes;

rappelant dans ce contexte que deux établissements publics (IST, CUNLUX) sont appelés à disparaître;

- considérant la nécessité absolue de garantir la transition sans heurts entre les structures existantes et celles à créer;

- considérant que la nouvelle équipe dirigeante, qui aura pour tâche d'élaborer le plan pluriannuel pour le démarrage de la nouvelle université en 2004 et de gérer les structures existantes appelées à disparaître, ne pourra pas être mise en place immédiatement après la publication de la loi;

invite le Gouvernement

- à informer la Chambre dans les meilleurs délais sur les mesures spécifiques prises pour assurer la transition entre les structures existantes et celles à créer;

- à mettre en place rapidement la nouvelle équipe dirigeante, sinon une équipe de transition;

- à clôturer de façon transparente l'activité des deux établissements publics en question.

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Georges Wohlfart.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi de 1987 a organisé le secteur de la recherche au Luxembourg et que celle de 1999 a complété ces structures par le Fonds national de la recherche;

- considérant que le projet de loi 5059 abolit les institutions d'enseignement supérieur auxquelles s'adossaient le CRP Henri Tudor (IST) et le CRP Gabriel Lippmann (CUNLUX) depuis leur création par les règlements grand-ducaux respectifs du 31 juillet 1987;

- considérant la volonté affichée du Gouvernement de promouvoir la recherche-développement en tant que créneau économique et d'y consacrer 0,3% du PIB d'ici 2005;

- considérant que le potentiel de tout système de recherche repose sur l'ampleur des investissements consentis mais aussi sur une masse critique suffisante au niveau des chercheurs et des étudiants;

- considérant que l'approche retenue dans le projet de loi 5059 portant création de l'Université de Luxembourg comporte le risque réel d'une fragmentation de la recherche, voire l'apparition d'une concurrence dommageable entre les CRP et les secteurs de la recherche dans l'Université du Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à préciser quelle sera la situation juridique des CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann après la mise en vigueur de la loi portant création de l'Université du Luxembourg;

- à clarifier le rôle de chacun des CRP en relation avec la future Université;

- à éviter de déstabiliser les acquis importants de la recherche et de l'innovation obtenus grâce à la loi de 1987, et

- à fédérer les instituts de recherche subventionnés par les deniers publics, autres que les CRP, dans une structure intégrée à l'Université du Luxembourg.

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Georges Wohlfart.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 5059 crée trois facultés et trois centres interdisciplinaires;

- considérant qu'il est de l'intention du Gouvernement d'implanter les facultés à Luxembourg-Limpertsberg, à Walferdange ainsi qu'à Esch-Belval;

- considérant que le choix de trois sites différents comportera de nombreux désavantages, aussi bien d'un point de vue logistique que d'un point de vue académique, et qu'il entraînera des gaspillages de temps et d'argent;

- considérant que cette approche empêchera notamment de créer une grande bibliothèque universitaire de haut niveau;

- considérant que de nombreux services sociaux, culturels et techniques devront être répliqués à trois endroits différents;

- considérant que l'ouverture aux étudiants étrangers exigera la mise à disposition de nombreux logements, dont une résidence universitaire à implanter de préférence dans un milieu urbain;

- considérant enfin que toutes les possibilités pour le regroupement des trois futures facultés sur un site unique n'ont pas encore été épuisées;

invite le Gouvernement

- à engager les études pour réunir à terme sur un site universitaire unique les différentes structures universitaires, et notamment à explorer la disponibilité d'emplacements autres que les trois sites mentionnés ci-avant

et

- souhaite que l'on évite de ghettoïser le campus universitaire à créer et que le site unique à déterminer soit en contact étroit avec la vie urbaine et facile d'accès par le transport collectif.

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Georges Wohlfart.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 5059 intégrera l'Institut Supérieur de Technologie dans la future Université du Luxembourg;

- considérant que le diplôme d'ingénieur industriel, dont la formation a été étendue à 4 années par la loi de 1996, sera ainsi aboli;

- considérant cependant l'intérêt de ce diplôme;

regrette la disparition du diplôme d'ingénieur industriel et

invite le Gouvernement

- à prévoir la possibilité, après l'obtention du bachelor d'engineering dans la filière professionnalisante (3 années), d'un prolongement des études (1 année) pour obtenir le diplôme d'ingénieur industriel.

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Georges Wohlfart.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 5059 prévoit une formation des enseignants préscolaires et primaires de 180 ECTS au moins, ce qui correspond à trois années d'études;

- considérant la nécessité d'approfondir la formation des enseignants du préscolaire et du primaire, étant donné la complexité des situations psychologiques, sociales et culturelles auxquelles se trouvent confrontés les enseignants;

- considérant, comme indiqué dans l'exposé des motifs du projet de loi 5059, qu'une des caractéristiques des pays qui ont obtenu de bons résultats dans l'étude PISA est la formation universitaire de type long (240 à 300 crédits) des enseignants;

demande que la formation initiale des enseignants préscolaires et primaires soit portée à 240 ECTC,

et qu'elle soit approfondie et adaptée aux besoins de l'enseignement;

insiste pour qu'une passerelle soit intégrée dans la faculté de pédagogie pour passer de la filière professionnalisante à la filière académique afin de permettre à ces enseignants de se spécialiser au niveau du diplôme de master et

demande au Ministère de l'Enseignement national de définir, dans les meilleurs délais, le profil des enseignants du préscolaire et du primaire.

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Georges Wohlfart.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Marco Schroell agedroen. Den Här Schroell huet d'Wuert.

M. Marco Schroell (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e ganz grossen Dag, jo, en histoersch Dag fir de Legislatuer hei zu Lëtzebuerg: Mir grënnen d'Uni Lëtzebuerg.

No engem Jorhonnert alen Débat iwwert de Pro an de Contra ass et elo am Ufank vum 21. Jorhonnert endlech esou wäit. Lëtzebuerg als eng europäesch Hauptstadt, Lëtzebuerg als Finanzzentrum, Lëtzebuerg als industriell an audiovisuell Héichbuerg, Lëtzebuerg mat senger geokultureller Situatioun tëschent dem francophonen a germanophonen Europa, Lëtzebuerg als Zentrum vun der Groussregioun, Lëtzebuerg kann einfach net méi ouni Universitëit auskommen. Dofir ginn et vill Ursaachen awer och Opportunitéiten, déi dës Regierung erkannt huet, a si huet zesumme mat enger, mengen ech, ganz aktiver Chamberskommissioun dëse Projet de loi préparéiert.

Ganz besonnesch muss ech d'Madame Nelly Stein als Presidentin vun der Kommissioun an als Rapportrice vum Projet de loi félicitéiere fir hir fachkundig a konvivial Leedung vun de Kommissiounsdebatten a fir hir excellent Rapporten, ouni dobäi d'Kompetenz vun de Mataarbechter aus dem Ministère, dem Här Dondelinger an der Madame Faber, an och d'Opgeschlosseneheet vun der Madame Minister Erna Hennicot-Schoepges ze vergessen.

D'Opportunitéite fir d'Grënnung vun der Uni Lëtzebuerg leien op der Hand. Si gi vun de Berufskummeren a vum Conseil d'Etat ennerschiddlech mä ouni Ausnahm positiv ervirbuecht. Do gëtt emol ënnerstrach, dass d'offentlecht Erziehungswiesen zu Lëtzebuerg an enger Kris steet, esou wéi d'PISA-Étud dat gewisen huet. Elo kann ee soen, PISA huet näischt mat der Uni Lëtzebuerg ze doen, an dach. Eise Erziehungswiesen, huet et ni u Moyene gefeelt, mä éischer un innovativer Konzepter, un Iddien, dofir d'Noutwendegkeet vun der Bildungsoffensiv.

Eng Universitëit zu Lëtzebuerg kënnt dem socio-pedagogesche Milieu hei am Land eng Bouffée d'oxygène bidden. Eng Uni zu Lëtzebuerg am Zentrum vum educative Réseau ka sech nëmmen positiv auswierken, zum Beispill an der Entwécklung vun neie pedagogesche Konzepter. Ech mengen d'Uni Lëtzebuerg wäert an der Zukunft eng grouss Roll an eisem Erziehungswiesen ze spille kréien.

Här President, wat d'Héichschoulwiesen ubelaangt, war Lëtzebuerg bis elo net souverän. Seng Kadereen an d'Élite mussen zënter ëmmer an d'Ausland studéiere goen, an op där anerer Säit muss d'Lëtzeburger Économie och Universitären aus dem Ausland eranhuelen. Mir ginn dowéinst oft dat Bild vun engem parasitärer Stat of, dee vun de Rendite vu friemem Kapital liewe géif, an dee seng Kompetenzen aus dem Ausland importéiert. Et kann een natierlech soen, dat wär gutt esou, dat wär jo bis elo ëmmer gutt gaangen, kommt mir fueren esou weider.

Éischtens ass et vill méi bëlleg. Zweetens profitéiere mer jo vun deem multikulturellen Input aus dem Ausland, an dréttens gi mer och net mat engem PISA-Debakerisiko op Héichschoulniveau konfrontéiert. Mir mengen awer, dass dat haut net méi de Fall ka sinn, net nëmme wat dee rengen Aspect enseignement ubelaangt, mä och aus gesellschaftspoliteschen Ursachen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, mir liewen an enger Gesellschaft, wou d'Wëssen e steigend gréissere Stellwäert kritt, wou d'Medien an d'Kommunikation grouss geschriwwen ginn, eng Gesellschaft, déi de Savoir-émmer méi als Basis huet, ouni natierlech de Savoir-faire an de Savoir-être ze négligéieren, zwou Tugenden, déi indirekt och vun enger Universitéit gefördert ginn.

Eng Universitéit ass dofir do, fir sengen Studenten d'Kapassitéit vun der Kreatioun, der Inventioun, der Innovatioun, der Autonomie an der Responsabilitéit ze développéieren, iwwerregens alles fundamental liberal Wäerter.

Gesellschaftspolitesch gesinn ech och e positive kulturellen, sozialen an ekonomeschen Apport vun de Studenten an den Enseignanté fir eist Land. Och d'Formation continue, de lifelong learning, mat deenen de Bierger e Liewe laang sai Wëssen um héchsten Niveau hält, gëtt duerch eng Universitéit dohem favoriséiert oder souguer eréischt erméiglecht, grad esou wéi eng Université du troisième âge, déi wichteg ass an engem Land, wou d'Majoritéit vun de Bierger mat 55 Joer an d'Pensioun geet.

Déi interdisziplinär Fuerschung iwwer eist Land, iwwer eis national Identitéit oder iwwer d'Problemer vun der Integratioun gi méiglech. Nei Léisungen zu aldeegleche Problemer kënnen proposéiert ginn.

Här President, niewent dem intellektuellen Défi stellt d'Uni Lëtzebuerg och eng materiell Erausforderung duer, well och eiser Wirtschaft kënn eng Universitéit zéngt. Virun deene limitéierte Lëtzeburger natierlechen territorialen an demographesche Ressourcë muss eis Économie sech an d'Richtung vun industrieller Produktioun a Serviceleeschtunge mat vill Innovationsgeescht bewegen, fir sech an der Zukunft am Kader vun der Globalisatioun vun de Mäert géigeniwwer enger nach méi staarker Konkurrenz kënnen ze behapten.

Eng enk Kollaboratioun tëschent der Universitéit an den Entrepreneure kann nëmme déi technologesch Innovation begünstigen. D'Präsenz vu Fuerschungs- a Léierinfrastrukture ass oft entscheidend bei engem ekonomeschen Invest. Eis nach ëmmer zimlech monolithesch Wirtschaft war baséiert op d'Landwirtschaft, duerno op d'Sidérurgie an elo ass se baséiert op eng Souveränitätsnischepolitik am Finanzsecteur. Mat der Kreatioun vun der Uni Lëtzebuerg anticipéiere mer eigentlech déi ekonomesch an déi sozial Entwécklung vum Land, well an Zukunft wäert d'Wäertschöpfung vermehrt do entstoen, wou de Capital humain valoriséiert gëtt.

D'Universitéit ass dofir do, selwer Talenter ervirzebréngen, déi einheimesch intellektuell Eliten am Land ze halen a friem Kapassitéiten unzeziehen. Si ass dofir do, nei Créneuen ze entwéckelen, am industriellen an am Serviceberäich. Si ass dofir do, nei Kompetenzen am Land ze entwéckelen, am Beräich vun der Wëssenschaft, der Kultur, dem Recht, de Finanzen an esou weider.

Eng interessant Perspektiv ass den Domän vun der Formation, deen als Serviceleeschtung och kann exportéiert ginn. An Amerika zum Beispill kënn den Domän vun der Wëssensvermittlung, also de

Schoulbetrieb am breede Sënn a véierter Position wat d'Exportatiounen ubelaangt.

Här President, d'Universitéit Lëtzebuerg soll et och fäerdeg bréngen fir eise Land seng Plaz am Zentrum vun der Groussregioun ze confirméieren, duerch eng ganz positiv Image de marque, an op déi Aart a Weis de Site Lëtzebuerg ze valoriséieren. Wéinst dem Transfert vum Pouvoir op eng supranationale Ebene spillen an der Europäescher Union d'Regiounen ëmmer méi eng grouss Roll. Lëtzebuerg huet d'Ambitioun e Leadership a senger Groussregioun ze spillen. En unerkannte Pôle universitaire zu Lëtzebuerg kann um internationalen Niveau e kulturellen, sozialen an ekonomeschen Apport bréngen, am Sënn vun engem nohaltege Standortvirdeel.

Här President, historesch gesi gëtt ech d'Joer 1987 ervirsträchen, als den Ufank vun der Entwécklung a Richtung Uni Lëtzebuerg. 1987 ass fir d'éischt an déi öffentlech Fuerschung investéiert ginn, duerch d'Kreatioun vun de Centres de recherche publics. Zween Joer no dem CRP Henri Tudor, dem CRP Gabriel Lippmann an dem CRP Santé gouf op enger ähnlecher Basis den CEPS/INSTEAD gegrënnt, mat der Aufgab demographesch a sozioökonomesch Studien ze maachen. Duerno 1996 ass en éischt Héichschoulkadergesetz votéiert ginn, mat deem d'Mission vum Enseignement supérieur definéiert gouf. Nieft dem CUNLUX sinn den IST, den ISERP an den IEES autoriséiert ginn, fir en öffentliche Enseignement supérieur ze dispenséieren. 1999 koum et dann zur Kreatioun vum Fonds national de la recherche.

Zënter 1999 gëtt et och e Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche zu Lëtzebuerg. Dat kuerzfristeg Zil vun där Regierung ass et 0,3% vum PIB an d'öffentlech Fuerschung ze investéieren. Bis 2010 sollen insgesamt 3% vum PIB an d'Recherche et développement investéiert ginn, dovun en Drëttel vun der öffentlecher Hand.

D'Success story vun den CRP-Instituter gëtt och doduerch illustriert, datt si allen dräi nei Gebälchkeete kréien. D'CRPen an déi zukünfteg Uni Lëtzebuerg, mat hire ganz perméable Strukturen, sollen sech géigesäiteg befruchten, um Niveau vun de Programmer an am Echange vun den Enseignanten an de Fuerscher.

Här President, op international europäescher Ebene huet sech och esou munches geden. De Conseil vu Lisbonne am Mäerz 2000 huet d'Strategie fir d'Realisatioun bis 2010 vun engem Europa „fondé sur la connaissance“ definéiert. D'Objektiv dat sech d'Europäesch Union deemools gesat huet, ass net geréng, ech zitieren: „Devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde“. D'Haaptpillieren, op deenen dësen ambitiöse Projet berout, sinn d'Recherche, d'Innovation, d'Formation an natierlech d'Education. Et schéngt mer kloer, datt d'Universitéiten hei eng Schlësselroll spillen.

D'Deklaratioun vun der Sorbonne vun Mee 1998 insistéiert op d'Noutwendegkeet, en Espace européen de l'enseignement supérieur ze kreéieren an esou déi kulturell an intellektuell Dimension méi an d'europäesch Integratioun anzebannen. Dës Approche, en vue vun enger Homogénéisatioun vum europäeschen Uniswies, gouf dat Joer drop am Juni 1999 fortgefouert, mat der Déclaration commune vu Bologna, mam Zil eng besser Compatibilitéit a Comparabilitéit vun den Unisystemer an Europa ze schafen.

D'Lëtzeburger Regierung ass doropshin op de Wee gaange fir eng Université du Luxembourg ze kreéieren, obschonns dës Iddi net am Koalitionsofkommes vun 1999 festgeluecht war. Si huet virge-

schloen, eng modern, spezialiséiert, qualitativ héichwäerteg an international orientéiert Universitéit ze kreéieren. Dës Universitéit muss selbstverständlech baséieren op d'Fuerschung an d'Léier. Si soll de Lëtzeburger Kontext, déi gesellschaftlech an ekonomesch Besoiné vun eise Land an eis Méisproochegkeet berücksichtigen, oder sech dorop baséieren, awer och d'Mobilitéit vun de Studenten grad esou wéi déi vun den Enseignanten an net zulescht den europäeschen an internationale Kontext berücksichtigen.

Domat wär de Kader vun der Uni Lëtzebuerg gesat, an déi éischt Fro, déi sech stellt huet, war déi vun der Integratioun vun deenen existenten Héichschulstrukturen, déi eng méi oder weiniger laang Traditioun an der Ausbildung vun den Ingénieurs industriels, vun de Schoulmeeschteren, vun den Educateurs gradués hunn. Trotz dem Bedenke vu ville Säiten, ass d'Optioun zréckbehalen ginn, dës Fachhéichschoulen integral an d'Uni Lëtzebuerg ze integréieren.

E Corollaire vun där Décisioun war och, datt d'Uni Lëtzebuerg op dräi verschidde Site soll etabléiert ginn, mat jee enger Fakultéit. Eng Finanz-, Rechts- a Wirtschaftsfakultéit, eng Fakultéit vun den Erziehungswissenschaften an eng Fakultéit fir Wirtschaft, Technologie a Kommunikatioun. Och dës Décisioun vum Eparpillement ass contestéiert a villersäits wär e Site unique, zum Beispill op der Industriebrooch Esch-Belval, virgezu ginn.

D'Struktur vum Enseignement an hir Diplomer baséieren op de Processus de Bologne. D'Organisatioun vun der Uni a seng Gestiou ginn an deem Gesetz, wat eng Loi-cadre duerstellt, definéiert. Mäi Fraktiounskolleg Alexandre Krieps wäert dës Konzept nach méi genee kommentéieren.

Déi kollateral Effekter vun enger Uni wéi d'Wunnen, den Transport vun de Studenten an den Enseignanten, hir Mobilitéit an hier Zesummeliewe mat der einheimesch Bevölkerung wäerte vu mengem Fraktiounskolleg Xavier Betel nach méi am Fong diskutéiert ginn.

Här President, e lescht Wuert mengersäits iwwer d'Finanzéierung vun der Uni Lëtzebuerg. Eng Fiche financière zu deem Zäitpunkt kann net prezis sinn. Si gëtt awer interessant Zifferen, woubäi ech eng eenzeg wëll nennen. Dës Joer gi ronn 0,5% vum Statsbudget ausginn, fir déi etabléiert Héichschoulinstituter, dat si ronn 34 Milliounen Euro. Bis 2010, dat heescht a siwe Joer, mat der Uni Lëtzebuerg, sollen d'Moyené fir den Enseignement supérieur par rapport zu haut verduebelt ginn.

Här President, d'DP-Fraktioun wäert deem historesch Projet de loi zoustëmmen. Mir triede prinzipiell fir d'Schafe vun enger Uni hei am Land an, 915 Joer no der éischer Universitéit iwwerhaupt, där vu Bologna, 829 Joer no där vu Paräis a 794 no Cambridge. D'Zukunft wäert weisen, wat an dëser Loi-cadre gutt ass a wat muss duerch eng Gesetzesännerung verbessert ginn.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schroell. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Hår Fernand Greisen. Hår Greisen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR).- Hår President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och vun eiser Säit e Merci un all déi, déi un deem Projet matgeschafft hunn. E besonnenesche Merci fir d'Beamten

aus dem zoustännege Ministère an aus der Chamber, déi hei eng enorm Aarbecht geleescht hunn.

Meng Interventioun wëll ech an e puer Kapitel opdeelen. Am éischen Deel wëll ech Positioun bezéien zur Fro, ob eist Land eng Uni braucht a wéi eng Uni dat sollt sinn. Am zweete Kapitel wäert ech drop agoen, wou dës Uni sech am europäeschen Héichschoulsystem entspreichend dem System vu Bologna vun 1999 erëmfindt. En drëtten Deel befaasst sech mat der Prozedur, wéi un deemem Projet geschafft ginn ass. E véierten Deel mam Avis vum Statsrot. E fënneften Deel mat der Struktur, déi d'Regierung an hirem Projet virgesinn huet. E sechsten Deel dann zum Prinzip vun der Mobilitéit, an zum Schluss wëll ech nach kuerz zur Recherche, zum IST an zum Käschtpunkt schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi speziell Situatioun vu Lëtzebuerg op ville Gebidder: Geschicht, Sprooch, Kultur, am Enseignement, am Droit, an der Économie an esou weider, werft berechtigt Froen op. Braucht eist Land eng Uni? Och wann d'Fro net nei ass, sinn souzeosen all d'Argumenter, dofir an dogéint, vun de spezialiséierten a betraffene Kreesser an der Öffentlechkeet ausgebreit ginn.

1996 huet den ADR déi iwwerfällg Reform vum Héichschulgesetz an der Chamber matgestëmmt. Et war dës en éischt Schrëtt an eng Richtung fir zu Lëtzebuerg en Héichschoulsystem am europäesche Raum eranzepassen. D'Aussoe vum ADR bei där Geleeenheet kéint ech an deem Zusammenhang hei nach eng Kéier ervirbréngen.

Schonn deemools huet den ADR op d'Noutwendegkeet vun enger weiderer Upassung vun deem Gesetz higewisen. 1997 huet den ADR zur Institutoun Uni Lëtzebuerg folgend Aussoe gemaach: „Wann ee berücksichtegt, dass eng richteg Uni mat dräi Cyclé vun héijerem Unterrecht mat Labo, Bibliothék a villen aneren Infrastrukture fir Formation a Fuerschung e komplette Fächer vu Branchë misst offréieren, ugefaange vun enger Fakultéit Philosophie et lettres iwwer Medezin, Sciences naturelles, Droit, Économie an aner Instituter fir Ingénierie, da bedeit d'Schafe vun esou enger Uni eng enorm Investitioun, déi eis Mëttel bei wäitem iwwerschreit. Dobäi ass eist Land vu gudden Unien emginn, esou dass selbstverständlech eng Lëtzeburger Uni op d'mannst déiselwecht Qualitéit am Enseignement an an der Recherche bidde misst. Et ass also illusoresch ze behapten, mir kënnen esou en Effort fäerdeg bréngen an alle Sparten, déi noutwendeg sinn, fir zu enger respektéierter international unerkannter Uni ze gehéieren.“

Domat wollt mir deemools net gesot hunn, dass Lëtzebuerg all Ambitiounen an deem Domän opgi sollt. Am Géigendeel. Weiderhin muss mir d'Formation an d'Recherche a verschidde Fächer förderen duerch Weiderentwécklung vun den éischen an drëtten Cyclen am Kader vun de bestehenden Instituter. An enker Zesummenaarbecht mat auslänneschen Unie ka Lëtzebuerg sech eng zolidd Réputatioun opbauen an ausgewielte Secteuren, déi senger Économie ugepasst sinn.

Weider hu mir deemools festgehalten, mir hunn all Intérêt, dass d'Jugend hiren Know-how aus de verschiddesten auslänneschen Héichschoulsystemer an d'Land bréngt. Dës ass e Räichtum op dee mir net därefer verzichten.

Donieft sollen d'Instituter am Land genuch Konventiounen mat den auslänneschen Autoritéiten ofmaachen, an domat de Lëtzeburger Studenten eng fräi Wiel bei den internationalen Unie garantéieren. Haut stelle mer fest, dass d'Aussoe richteg waren a vun alle Säiten esou oder ähnlech gedroe ginn.

D'FEDIL seet dozou dat hei, ech zitieren: «Il existe certes des arguments forts qui plaident contre pareil établissement», domat ass d'Uni Lëtzebuerg gemengt, «dans le contexte d'un pays de la taille du Luxembourg. D'un autre côté, une série d'arguments tout à fait valables sont invoqués pour justifier dans notre contexte économique et sociétal, la création d'une université dans des domaines d'enseignement et de recherche bien ciblés au Luxembourg».

Dir Dammen an Dir Hären, mir mengen et wär iwwerhiefléich ze behapten, mir wäeren an der Lag also eng komplett Uni opzebauen. Et kann ee feststellen, dass eleng de Käschtpunkt fir déi noutwendeg Investitiounen eis finanziell Mëttel bei wäitem iwwerschreide géifen. Trotzdem si mer der Meinung, dat widerhuele mer, dass elo scho verschidde Leeschtungen a Kapassitéiten aus Wëssenschaft an Économie eis berechtigt Ambitiounen erlaben, fir a spezifeschen Deelberäicher un héchst international Uspréich erunzekommen.

Net zulescht lieie Virdeeler an der Beräicherung, déi esou wéi bis elo d'Absolventen an de villfältigsten Héichschoulsystemer an aller Welt mat hire verschidde Sproochen a Kulture fir eist Land duerstellen. Awer den Zougang zu de beschten Héichschoulen an allen Deeler vun der Welt muss fir eis Jugend weiderhin ausgebaut a gefördert ginn. D'Virbereedung dozou muss an eise nationale Schoul- an Héichschoulsystem geschafen a verbessert ginn, fir dass déi jonk Leit och mat Erfolleg bestoe kënnen.

De Projet vun der Regierung, deen den allgemenge rechtliche Kader festleet fir eng Uni zu Lëtzebuerg, léisst ze vill Froen op. Entscheedend fir d'Réussite vun där Entrepreneurie, déi fir eist Land séier wichteg, awer séier gewot ass, sinn déi sëllegen nach onbekannten Ausféierungsbestimmungen. Entscheedend ass d'Auswiel vun de führende Perséinlechkeeten, Enseignanten a Chercheuren, besonnenesche am Rektorat an an de Conseilen. Entscheedend wäert och d'Standfestegkeet vun de Politiker bleiwen, wann et géllt duerchzehalen a sech ongerechtwaertegte Fuerderunge vu Stammesorganisatiounen a politesche Günstlingen ze widdersetzen, am Intérêt vun der Allgemeenheet. Well nëmme wann déi strikt Regeln an Auswahlkritäre fir Mataarbechter an Direktioun, Enseignanten an esou weider agehale ginn, kann den erfuenderlechen internationalen Niveau erreicht an agehale ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, an deem Zesammenhang muss een op déi europäesch Entwécklung am Beräich vun den Héichschoulsystemer zréckkommen. D'Realisatioun vun de wichtigsten Objektiv vun den europäeschen Educationministernen ass fir d'Joer 2010 virgesinn. Et geet em d'Schafe vun engem europäesche Raum fir héijer Studien, fir d'Kooperatioun tëschent den Héichschoulinstituter an Europa ze förderen. Mam Zil gemeinsam Strukturen an déi europäesch Héichschoulsystemer eranzekréien, hu mëttlerweil vill Länner, 33 oder 29, hunn ech hei héieren, 1999 am Kader vum sou genannte Bologna-Prozess eng Rei vu gemeinsamen Objektiv erennschriwwen.

D'Mobilitéit vun de Studenten an den Enseignanten, grad esou wéi d'Unerkennung vun de Graden an d'Qualitéit vun de Studieprogrammer sollen domat verbessert ginn. Weiderhin ass geplangt eng gemeinsam Struktur baséiert op zwee Haaptcyclen an e System vu Studententransferkreditter anzeféieren. Dës leschtgenannte System, en ass hei schonn erkläert ginn, the European Credit Transfer System, ass e Wee fir d'Léiererfolger ze moossen an ze vergläichen a fir se vun engem Institut an dat anert ze transféieren. Et soll domat e wirksaamt Instrument liwweren, fir akademesch Unerkennung ze er-

lichteren an eng europawäit Mobilität ze ënnerstëtzen.

En zousätzlech wichtegt Element fir d'Qualitéit am Héichschulunterricht ze garantéieren ass virgesi mat der Evaluatioun vu baussen a vu bannen vum System, mat dem Vergläiche vu Studieninhalte, Grader a Programmer. D'Struktur vun de Cyclen awer bedeit fir eist Land eng Erausforderung. De Projet vun der Regierung awer féint keng fäerdeg Léisung dozou. Nom europäesche System soll den éischten Niveau mam Bachelor ofgeschloss ginn no dräi oder véier Joer. An den zweeten Zyklus mam Ofschloss Master kann een nëmme kommen nom positiven Ofschloss vun deem éischten. Dësen zweeten Zyklus ass mat fënnf Joer déi eenzeg Studiendauer, déi net kontestéiert gëtt vun de Länner aus dem europäesche Raum. En drëtten Niveau gëtt dann nach fir den Doktorat festgeluecht bei aacht Joer.

Verschiede Länner wëlle beim System véier plus eent bleiwen, dat gëtt der dann och fënnf. Anerer si bei véier plus zwee an esou weider. An Däitschland gesinn se eng sou genannte Regelstudienzeit vu fënnf Joer mam Ofschloss Master vir, mä dobäi gëtt en Opbau vun zwee Cyclen akzeptéiert, dee bāi drāi plus zwee oder bāi véier plus engem Joer läit. Et kann de Moment nach kee soen, wat sech duerchsetzt, an ob sech iwwerhaapt en eenheetleche System duerchsetzt.

Wéi et bei eis funktionéiert, mat zwee plus zwee Joer mindestens, dat passt net an deem neie System vun drāi Joer Bachelor an zwee Joer Master nom Bologna-Prozess eran. Do hëlleft deem neie Credit Transfer System mat Transfertscredittter och net weider. D'Regierung gesäit vir, dass deem éischten Zyklus mam neien Ofschloss Bachelor mat Studiemoduler vun 180 bis 240 Unitéiten net manner wéi drāi Joer Studiendauer soll hunn.

(Interruption)

Den Zougang zum héijere Staatsdénkscht huet bei eis eng Barrière vu véier ofgeschlossenen Unijoren als ënnescht Limite. Fir dës Zougangsbedingungen haut ze erfëllen, schreiwen d'Batchelore sech fir een zousätzlech Joer beim Centre universitaire an, krute mer gesot. De Projet definéiert d'Studien also net méi an Termé vu Joren, mä schwätzt vun Efforten, déi ee muss gemaach hunn, fir eng bestëmmte Formation ze errechen a vu Graden, déi mam Ofschloss vun deene Formationen verdeelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder ass de Kader situéiert an deem dësen neie Projet sech misst erëmfannen. Ech kommen elo zur Aart a Weis wéi un demem Projet geschaff gouf.

Et ass, mat Ausnahm vum Här Ben Fayot, esouvill hei gelueft gi wéi d'Aarbecht an der Kommissioun an an der Regierung gemaach ginn ass, an d'Regierung ass och gelueft gi fir hiert Entgéintkomme gégeniwwer den Deputéierten hiren Annerungswënsch.

(Interruption)

Mat Ausnahm vum Här Fayot, dat hunn ech dāitlech gesot.

Ech wollt dofir soen, dass een d'Euphorie awer net sollt iwwerdreiwen. D'Wierklechkeet ass anescht, an den Här Ben Fayot huet se besser duergestallt wéi ech dat kann.

D'Regierung huet e Projet virgeluecht an hir Iddi duerchgesat, ouni aner Iddien iwwerhaapt zouze-loossen. Dat beweist net zulescht den Avis vum Statsrot, op deem ech nach zrëckkomme wäert, wann e schreift: «Plusieurs autres solutions auraient été envisageables pour faire évoluer les structures existantes.» De Statsrot nennt och als Beispill e puer Varianten. Déi bestoend Strukturen hätt ee kënnen weiderentwëckelen, zousätzlech Fächer aféieren, verschidde Formationen jee no Bedarf verlänge-

ren oder weiderhin ausschlieslech Formationen vum éischten Cycle, deem ee mat zwee oder drāi Joer soll ubidden, maachen.

Et hätt een och kënnen mat eisen Noperen ufänken eng grouss international oder eng Saar-Lor-Lux-Uni opzeriichten. An et hätt ee kënnen, firwat net, eng kleng spezialiséiert Uni mat héich qualifizéierter Recherche upellen. Net zulescht beweist d'Proposition de loi vum Här Garcia, dass et nach weider gutt Iddien an deem Beräich gëtt.

Här President, d'Realitéit wéi an der Kommissioun geschaff ginn ass an esou wéi d'Majoritéit dat ze verantworten huet, ass ze vergläiche mat engem Feld wou ronderëm en elektreschen Drot ass. Soubal iergendeen ze no un den Drot erukënn, ginn d'Alarmer un. Bannen ass fräie Spillraum, ronderëm Barriären an de Fräiraum ass kloer begrenzt. D'Virrag zum Gesetz vum leschte Joer vun der Regierung selwer liwwert dozou genuch Argumenter. Beispill d'Centres de recherche. Si bleiwe separat nom Gesetz, wat elo nach a Kraaft ass. Beispill Verdeelung vun de Gebaier uechter d'Land. De Statsrot freet och do: Firwat net ee Site? Beispill Strukturen, wéi den Här Ben Fayot se hei erkläert huet. Beispill Mobilitéit. Op dës Punkte kommen ech nach zrëck.

Verschiede vun dësen Theme si wuel an de Kommissiounssätzungen ugeschwat ginn, mä vun der Majoritéit direkt iwwergaange ginn. Vum Dezember d'lescht Joer u bis an de Mee dëst Joer huet et geheescht, nun améséiert lech emol schéi mat Klenggekeen an Textverbesserungen, mä bleibt op der Linn vun der Regierung, alles aneschters kréie mer net duerch, géint de Widerstand vun Interesséierten.

Här President, d'Realitéit wéi an der Kommissioun geschaff ginn ass, esou wéi d'Majoritéit dat also ze verantworten huet, weist sech an zwee verschidde Berichter an eleng schonn an der Tatsaach, dass der zwee produzéiert gi sinn. Kee vun de Rapporten hunn ech matgestëmmt.

Am éischten Bericht fanne mer eng ganz gutt Aarbecht erëm mat enger Beschreiwing vum Zil, dem Zweck an dem Wonsch vun der Regierung fir eng Uni Lëtzebuerg, mä do feelt all Ausso iwwer Varianten, aner Méiglechkeeten, aner Virschléi, an och keng vun den Deputéierten aus der Kommissioun.

Am zweeten zousätzleche Bericht steet dann, dass verschidde Membere vun der Kommissioun villes ugefrot hunn a se och ëmmer Äntwerte kritt hu vun der Ministerin oder hire Beamten, mä ouni dass doduerch iergendeppes ugeholl oder geännert gouf.

An deem zweete Bericht gëtt dann och geschwat vun deene 55 éischten Amendementer, déi d'Kommissioun gemaach hätt, mä et gëtt net gesot, dass et haaptsächlech Klenggekeete waren, déi geännert goufen, an dofir och vun der Regierung ugeholl goufen.

Et steet weider net dran, dass déi zweet Serie vun Amendementer op Drock vum Statsrot oder vun der Regierung gemaach gouf, an nëmme vun de Majoritéitsdeputéierte gedroen ass.

Och déi onverantwortlech Zäitnout, deem Drock mat deem dëse wichtige Projet zum Schluss vun der Regierung duerchgedréckt ginn ass, ass net ze vertrieben. Zweemol hu mir bal iwwer Nuecht Amendementer vun der Regierung, Avisé vum Statsrot, Rapporté vun der Kommissioun duerchkämen an den Dag drop Position dozou bezéie mussen. D'Verhaltensweis vun der Regierung, wéi alles ofgelaf ass, gesäit esou aus wéi wann dës Regierung alles gemaach hätt, fir der Opposition a vläch och den eegenen Deputéierten d'Freed un dësem Projet ze versauern. An dat ass schued well d'Héichschulwiesen zu Lëtzebuerg hätt Besseres verdéngt.

Mir gleewen der Madame Minister, wa si seet, wann ech dës Projet elo virun der Vakanz net duerchréien, da kréien ech e guer net duerch. Mä dës Ausso vun der Madame Minister ass kee Grund an deem Tempo ze verfuere, wéi dat hei geschitt ass. Et ass just de Beweis, dass d'Regierung hir Majoritéit net ënner Kontroll huet, an dass dës Projet och net an hirer Majoritéit onwiddersprach ass. Mä wéi ëmmer wäert jo och hei kee Fraktionszwang bestoen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum 18. Juni, deem hei schonn ugeschwat ginn ass. Mir sinn do stënterlech zu enger aussergewéinlecher Kommissiounssitzung zesummegeruff ginn, fir iwwer eng Rei vun Amendementer vun der Regierung ze befannen. Dobäi hate mer jo awer am Mee eréischt eng éischt Serie vun Ännerungen, déi zesumme mat der Regierung festgehale goufen, a vun deenen ech scho geschwat hunn, un de Statsrot geschéckt.

■ M. Xavier Bettel (DP). - Wat hätt Dir da besser gemaach? Dir hutt an der Kommissioun ni eppes gesot.

■ M. Fernand Greisen (ADR). - Här Bettel, dat stëmmt net. A wann Der nogelauschert hätt, dann hätt Der ganz gutt héieren, wat d'Iddi vum ADR sinn.

(Interruption)

Här Bettel, ech kéint och emol eng Kéier soen, dass Der just an d'Kommissioun erakommt, eng Zigarette ufänkt, ënnerschreift an erëm gitt.

(Interruption)

Ech war ëmmer do.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 18. Juni si mer stënterlech zu enger aussergewéinlecher Kommissiounssitzung zesummegeruff gi fir iwwer eng Rei vun Amendementer vun der Regierung ze befannen. An ech hu gesot, mir hate jo eréischt virdrun eng éischt Serie Amendementer festgehalten.

Déi Ennerlagen dozou hu mer den Dag virdu vun der Regierung owes an eisem elektronische Courrier erëmefanne kënnen. D'Ursaache dovun krute mer esou erkläert: Opgrond vun engem inoffizielle Gespréich tëschent Membere vum Statsrot an der Madame Ministerin hätt sech erausgestallt, dass d'Virrag vun der Regierung net conforme wär zu eiser Constitution, haaptsächlech wéinst den Artikelen 23 a 36, a wéinst engem kierzleche Gerichtsuerdeel vun der Cour constitutionnelle. Doropshi sinn zwielef Amendementer virgeluecht ginn. Et gong am Prinzip ëm den Artikel 23, wou steet: «Tout ce qui est relatif à l'enseignement est réservé à la loi», an ëm den Artikel 36: «Les actes réglementaires d'exécution de la loi sont réservés au seul Grand-Duc.»

Am Klortext, d'Regierung stellt elo eréischt fest, dass déi gewollte Selbstständigkeit vun der Uni, op déi ech nach zrëckkomme muss, e wichtegt Argument ass, mä si dāierf net géint eng aussergewéinlech streng juristesche Ausleeung vun der Verfassung goen, soss riskéiert d'Regierung eng formell Opposition vum Statsrot mat der Konsequenz, dass de Projet net méi virun der Vakanz ka gestëmmt ginn, mam Risiko, deem d'Madame Minister genannt huet, nämlech hirer Angscht de Projet dann zerriert an net méi gestëmmt ze kréien.

D'Resultat dovunner kenne mer. Ech kann et net besser erkläere wéi den Här Ben Fayot. Et geet drëm, dass déi verschidde méiglech Fächer, déi enseignéiert ginn, net méi dāierfe vun der Uni festgeluecht ginn, mä si sinn am Gesetz opgezielt. Et geet drëm, dass och de

Kontrakt, deem ausgehandelt gëtt tëschent Stat an Uni fir jeeeweils véier Joer, aus dem Text verschwénnt. D'Uni dāierf keng Reglementer festleeën. Regele fir d'Kontroll vu Kenntniser stinn elo am Gesetz.

D'Uni kritt d'Recht ofgeholl nei Fakultéiten ze schafen, wa Bedarf do ass. D'Uni kritt d'Recht ofgeholl nei Centres interdisciplinaires ze schafen an aler ofzeschaffen. D'Uni kritt d'Recht ofgeholl nei Filiären am Unterrecht ze schafen oder an der Recherche nei Weeër anzeschloen oder aler opzehalen. D'Uni kritt d'Recht ofgeholl Reglementer betreffend d'Studien an Examen festzeleeën. Si dāierf de Minister just nach beroden. Och d'Unerkennung vun den Diplomer an d'Méiglechkeete vum Recours vum Student dāierfen net méi per Règlement d'ordre intérieur vun der Uni festgeluecht ginn.

Datselwecht gëllt fir d'Autorisation, Recherchen ze dirigéieren. D'Uni kritt d'Recht ofgeholl de pedagogesche Programm an de Programm fir Recherché festzeleeën. Si dāierf just nach Propositionen maachen.

Den Impakt vun esou Ännerungen op eng Héichschul, déi internationale Modellcharakter soll hunn, kënn Der selwer feststellen. Dobäi wiere genuch aner Méiglechkeete op bliwwen. Déi sinn och schonn hei genannt ginn. Et hätt ee kënnen déi betreffend Artikelen an der Verfassung emänneren. Ech weisen drop hin, dass et net fir d'éischt ass, dass d'Regierung d'Verfassung ännert, fir se hire Gesetzer unzepassen, amplaz emgekéiert.

(Interruption)

Ech kann lech e Beispill zielen.

(Interruption)

Beim Traité vu Maastricht zum Beispill, do ass d'Verfassung nodréiglech ugepasst ginn. Dir hat e gestëmmt.

(Interruptions diverses)

■ M. le Président. - Keng Zwiesgespréicher, wann ech glift. Här Greisen, fuert Dir weider!

(Interruption)

Här Mehlen, Dir och wann ech glift. Et ass Schluss mat den Zwëschebemierkungen.

■ M. Fernand Greisen (ADR). - Här President, d'Regierung hätt zum Beispill sech och kënnen iwwer d'Opposition vum Statsrot ewechsetzen. Wann also d'Regierung Courage bewisen hätt, wier se op e Wee gaangen, dee méi korrekt gewiescht wier. Déi nei Héichschul hätt zwar déi nächst Rentrée da verpasst, mä dat war der Regierung d'Autonomie vun enger Uni mat Fräiheet am Enseignement a Recherchen net wäert.

Wat de Statsrot ubelaangt, waren et also a Wierklechkeet zwee verschidde Avisen, déi mer kritt hunn. Op deem eigentleche schriftlechen Avis brauch ech net méi zrëckzekommen.

E weidere Punkt, deem am Kontext vun der Uni sécherlech och an der Zukunft wäert fir Diskussioun suergen, ass déi virgesinne Verwaltungsstruktur. Meng Virriedner hunn dëst schonn erkläert, esou dass ech mech op méi prinzipiell Froe beschränke kann.

Vun deem Moment u wou de Projet de loi virgestallt ginn ass, gouf et Diskussiounen iwwer de Grad vun der Autonomie, deem dës Uni zougestane gëtt. Den SEW-OGB-L war séier do fir an engem Pressecommuniqué ze behaupten, déi wäit reechend Autonomie vun der Uni géing vill ze wäit goen. Domadder géing de Stat an engem wichtige politesche Beräich en Deel vu senger Virrechter opginn. Déi neoliberal Tendenz géing mat dem virgeschloene System nach verstärkt ginn. De Message war also kloer. Vill ze vill Autonomie an ze weéng Stat.

Op där anerer Säit hu sech am Géigendeel vill Organisationsformen driwwer opgereegt, dat grad deem do System iwwerhaapt net genuch Autonomie fir déi zukünfteg Uni géing beinhalten. Den allgemengen Tenor war deem, dass hei de Stat déi absolut Kontroll behält an dës Uni keng Autonomie huet. Dëst Gefill ass nach doduerch verstärkt ginn, weil d'Madame Minister bei der Presentatioun vum Projet mat Vehemenz drop bestanen huet, ech zitieren: „que de toute façon le Gouvernement garde toujours le dernier mot. Nous ne voulons en aucun cas émettre un chèque blanc à une instance incontrôlable.“ Dat liese mer am Lëtzeburger Land vum 6. Dezember. Vun Autonomie ass keng Spuer.

Dës méi wéi dāitlech Wieder hunn natierlech Reaktiounen provoziert. Esou huet d'UNEL, also d'Studenten, gesot, ech zitieren: «que le problème dans le projet de loi présenté est le fait que justement la communauté universitaire soit totalement dépourvue de tout pouvoir de décision sur sa propre destinée. Ceci nous semble contraire à un principe de l'autonomie, tel qu'il est communément accepté. L'Etat n'est pas en droit de dérober la communauté universitaire de tout droit de décision sur l'orientation future de l'université qu'elle forme. Un tel dirigisme étatique en matière académique est en effet contraire aux us et coutumes de la démocratie parlementaire, et rappelle plutôt la situation sous des régimes autoritaires.»

Dat ass och schonn hei vu menge Virriedner, an nach méi dāitlech gesot ginn.

Och d'APESS huet ganz dāitlech Wieder fonnt. Esou schwätzt d'APESS ënner anerem dovunner, dass „ohne Ministerium und Regierung läuft nichts an der Université de Luxembourg“, an „statt für authentische Autonomie und Freiheit von Forschung und Lehre zu bürgen, machen sich unsere politischen Verantwortlichen stark für die permanente Einmischung und die totale Gängelei.“

Och d'Association vun den Enseignants et chercheurs schléisst sech dëser Kritik un a seet: «Qu'il n'y a pas de séparation de pouvoir.»

An engem Artikel am Forum bréngt e Grupp vun Héichschulprofessoren den allgemengen Androck nach eng Kéier dāitlech ervir. Ech zitieren: „Die Tatsache, dass die Regierung eine Verfassungsänderung in Anbetracht der Ablehnung der Autonomie der zukünftigen Universität durch den Staatsrat nicht zurückbehalten hat, lässt sich nicht nur mit der unbegründeten Eile bei der Schaffung der Uni erklären, sondern deutet darauf hin, dass sie eigentlich über die Bedenken des Staatsrats nicht unerfreut war, kann sie doch nun die Alibiautonomie ganz abschaffen und dem Staatsrat den schwarzen Peter zuschieben.“

Man kann die beabsichtigte Universitätsgründung nur mit solchen im ehemaligen Ostblock vergleichen, deren Leitungsgremien wie Forschungsvorhaben auch allein vom Staat bestimmt wurden.“

Här President, wann ech dës Zitate hei alleguerte virdroen, dann ass et fir de Leit dobaussen ze weisen, dass hei vun Autonomie a Wierklechkeet keng Spuer ass. Wat awer genee esou bemierkenswäert ass, ass d'Tatsaach, dass sech déi ënnerschidde Positionen zum Deel nach komplett widersprechen.

Esou wéi dës Struktur presentéiert ginn, ka jiddereen dra liese wat hie wëllt. Fir déi eng huet de Stat op der Uni guer nāischt méi ze soen a fir déi aner bestëmmt de Stat, also d'Regierung, alles an d'Uni huet nāischt ze soen.

E Gesetzestext, deem esou ënnerschidde Presentatiounen zouléisst, ass e schlechten Text an e kann eis Zoustëmmung net fannen.

Mat enger moderner an autonomer Uni huet dat näischt méi ze dinn. D'Lëtzebuenger Land huet et op de Punkt bruecht. Ech zitieren: «L'approche défensive, les nombreuses clauses et limites devant empêcher ceux qui visiblement ne sont toujours pas pris au sérieux, ces prototypes de chercheurs fous, de dépenser les deniers publics. L'érudit, le savant reste toujours un peu suspect.»

Dir Dammen an Dir Hären, fir den ADR ass et kloer, datt de Conseil de gouvernance just e Kontrollorgan däerf sinn, an datt de Rektor gewielt gëtt, an zwar vum Conseil universitaire, dee sech zesummesetzt aus Verrieder vun de Proffen, vum administrativen an technische Personal a vun de Studenten.

Här President, ech kommen zum Punkt vum Problem vun der Mobilitéit.

Dee Prinzip ass als ee vun den Hauptcharakteristiken vun der neier Uni festgeschriwwen. Mir sinn eis allegeren eens heibannen, dass dese Mobilitätsprinzip begréissenswürdig ass. Et ass och fir den ADR e wichtige Prinzip, an ech hunn dat a menger Aféierung nach eng Kéier bestätegt. Esou wéi en allerdéngs elo festgehale gëtt, et ass eng absolut Obligatioun fir all Student, an desen zwingende Charakter gëtt zu Recht hannerfrot.

Esou seet de Statsrot a sengem Avis: «Le Conseil d'Etat est à se demander si le caractère contraignant de cette mesure n'est pas trop rigide et ne devrait pas par conséquent concerner les seules disciplines où la mobilité est un atout fondamental pour la formation et la vie professionnelle ultérieure. Le Conseil d'Etat renouvelle l'expression de sa réticence envers le caractère intangible du principe de mobilité. Le fait de le situer au début des études ne lève pas les réserves émises.»

An d'Chercheuren an d'Enseignanté waren an enger anerer Stellungsnam ganz daitlech: «Nous préférons que la mobilité soit encouragée, notamment par des bourses, et non forcée. En la matière, nous souhaiterions que cela se déroule en fin de cycle.» A weider: «La situation des enseignements courts (bac+3) qui devraient former, en termes de nombre d'étudiants, le fonds de commerce de l'université, se précarise.»

Pour les étudiants étrangers venant d'un pays limitrophe, une université qui les obligera déjà pendant le premier cycle de leurs études de retourner dans leur pays natal sera peu attrayante.

Et l'étudiant luxembourgeois qui sera obligé de partir déjà au début de ses études à l'étranger, ne se décidera-t-il pas d'office pour une université étrangère?

En outre, la mobilité telle qu'elle est envisagée dans le texte coordonné nécessitera une gestion administrative extrêmement lourde et pénalisera les étudiants venant d'un pays lointain qui devront en peu de temps s'adapter à deux systèmes d'enseignement et à deux environnements culturels différents.»

Och d'Héichschoulprofessere ginn an déiselwecht Richtung wa se soen an engem Text aus dem Forum: „Hingegen werden die Studenten per Gesetz gezwungen, innerhalb des ersten Zyklus ein Jahr an einer ausländischen Uni (Trier, Metz, ...) zu verbringen, statt dass man diesen Zeitpunkt ins Ermessen der Betroffenen beziehungsweise von abzuschließenden Kooperationsverträgen mit anderen Universitäten abhängig machen würde.“

Wann ee sech dës Kritik virun Ae féiert, da muss ee bedauern, datt de Mobilitätsprinzip hei vun der Regierung op esou eng restriktiv Aart a Weis interpretéiert gëtt, datt et am Endeffekt der Uni méi schuet wéi nützlich ass.

Am Kader vun enger Table ronde vun der ACEL organiséiert, also vum Cercle des étudiants, huet e Professor a Chercheur um IST zu Recht drop higewisen, dass grad den IST zum Beispill schon zënter laangem e komplette Studienzyklus ubitt, an dass et do méi wéi schued wier, wann een déi Offer zu Gonschte vun deem Mobilitätsprinzip géing opginn. Wann een also bedenkt, datt et bis elo zu Lëtzebuerg komplett Studienzyklen am Beräich IST, ISERP a bei den Educateur gëtt, an datt jo och vill auslännesch Studente sollen op Lëtzebuerg kommen, ass et onverständlech fir desen Absolutismus anzeféieren. Dat kann also beim beschte Wëllen eiser Uni net hëllefen. Hei ginn d'Studenten éischer ofgeschreckt fir hir Studien am Ausland ze maachen, anstatt dass se ugelackelt gi fir se zu Lëtzebuerg ze maachen.

Wa mer dann nach bedenken, datt mer zu Lëtzebuerg am europäesche Vergleich déi mannsten Unisofgänger hunn, da kann een iwwer esou Bestëmmungen nëmmen de Kapp rëselen. Och wa verschidde Leit hei am Land dat net wëlle wouer hunn, esou ginn hei Studenten, déi keng Unistudie maachen, well se net wëllen an d'Ausland, déi also virzéie mat enger Première schaffen ze goen, och net ugezunn.

Ouni dat wëllen ze bewäerten, muss een awer festhalen, dass op déi Manéier erëm anerer verluer ginn. Mat deem Uniprojet, dee mer also virleien hunn, kréie mer net all Studenten erfaasst esou wéi mer dat wëllen. Do stellt sech also déi prinzipiell Fro, ob een e Student iwwerhaupt däerf zwénge fir Studien am Ausland ze maachen, wann et e kompletten Zyklus hei am Land gëtt. Ass dat iwwerhaupt mat eiser Constitutioun an Aklang ze bréngen, déi jidderengem et erlaabt fräi seng Studien ze wäelen?

Dir gesitt also, dass och bei der Fro vun der Mobilitéit absolut keng Klorheet besteet a sech méi Froen ergi wéi Äntwerten. Och erëm e Grond méi, fir dese Projet net ze stëmmen. Ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen.

Den ADR huet schon e puermol hei an der Chamber gesot, bei verschidde Projeten, bei verschidde Voté vu Projeten zum Enseignement a fir Gebaier: All Frang, dee mer an d'Zukunft vun eiser Jugend, der Ausbildung richtig investéieren, ass gutt ugeluecht. Ob dat hei dee richtigen Invest ass, bleift nach feststellen. Op alle Fall kascht et emol deier a mir kennen nach laang net all Ausgaben.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech wëll nach kuerz op den IST, op eng méi wéi 85 Joer laang Geschicht vun deser Formatioun zrëckkommen, déi jo, wéi den Här Fayot hei och gesot huet, elo den Doudesstouss kritt. A Wierklechkeit ass de Profil vun deser 85 Joer aler Formatioun awer weiderhin nach gebraucht, a mir froen eis wéi et op deem Gebitt soll weidergoen. Hei ass méi Konkretes ofgerappt wéi opgebaut ginn.

Här President, ech hunn nëmmen e puer Punkte kënnen opziele vun Ongereimtheeten, vun Onsécherheeten a vu Problemer, déi och nach duerch en onbegrennten Zäitdrang verstärkt ginn. Aner Riedner hunn nach méi an nach vill aner Problemer opgezielt a sinn dann awer zum Schluss komm dese Projet ze stëmmen. Ech kann esou eng Attitud net verstoen.

D'Konklusioun, déi den ADR zitt, no net ganz einfachem Ausweie vun alle Vir- an Nodeeler a mat grousem Virbehalt wéinst villen Onbekannteren, ass déi hei: Jo zur Héichschoul Lëtzebuerg, mä awer net esou. Et deet eis am Fong leed, mä den ADR wäert sech beim Vote enthalen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Den Här Garcia huet d'Wuert.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, et si scho verschidde Virriednerinnen a Virriedner, déi hu vun engem historesche Moment geschwat, an et géif ee sech elo provinziell hei virkommen, wann een net vun engem historesche Moment géif schwätzen. Dofir soen ech och, mir sinn an engem historesche Moment mat der Kreatioun vun der Université du Luxembourg.

Ech hunn awer a weiser Virausicht keng Ried virbereet fir desen historesche Moment, net nëmme well ech mer ongeféier konnt denken, datt ech an der Mëttesstoun hei géif optrieden, mä och well meng Virriednerinnen a Virriedner schon esou vill vun deene Wourechte gesot hunn, wann ech déi och nach géif hei verzielen, da géifen se eng Palissade eroffalen an et géife Lalapalissades oder Vérités de la palice ginn. Dofir wëll ech net nach eng Kéier déiselwecht Wouchten hei widerhuelen.

Ech ralliéiere mech un déi Wouchten an och un déi Kriticken, déi vu verschidde Virriedner a Virriednerinnen hei geäussert gi sinn. Ech wëll trotzdeem soen, dass et en historeschen Abléck ass, an ech wëll och der Rapportrice, der Madame Stein, merci soe fir hir excellent Aarbecht, och der ganzer Kommissioun, wat ech normalerweis net esou gär maachen.

Ech wëll awer och hei souwuel d'Majoritéit oder Deeler vun der Majoritéit wéi och Deeler vun der Oppositioun würdegen, well ech meng a mer keng Ministesch gehat hätten, déi esou stramm hannert deem Projet gestanen hätten, mä vläicht de Projet just e bëssen esou pro forma ënnerstëtzt hätten, a wa mer och keng Oppositioun gehat hätten, alle virun den Här Fayot, déi dee Projet scho säit Jore gebetsmühlenartig an d'Diskussioun bréngen, wéi wa mer eng Oppositioun gehat hätten, déi schon e bësse méi retizent gewiescht wier, da wier dee Projet haut net op den Ordre du jour komm an och vläicht net an d'nächst a lescht Joer vun deser Legislaturperiod.

Dat muss ee gesinn, well mir hunn zu Lëtzebuerg oft esou en emgékeierte Solerasystem wéi de Sherry, deen a Spuenien gemaach gëtt, wou jo da mat deem Solerasystem de Wäin ëmmer méi staark gëtt. Zu Lëtzebuerg gëtt et en emgékeierte Solerasystem, wou d'Diskussiounen dozou féieren, dass aus engem staarke Wäin herno just nach e Fusel erauskënn, deen een net méi drénke kann.

(Hilarité)

Et ass och aus deem Grond, wou mir trotz alle Retizenzen, déi mir bei deser Universitéit hunn an déi vum Här Fayot brillant hei resümeiert gi sinn, dese Projet wäerte stëmmen.

Am Géigesaz zum Här Wiseler hat ech den Här Fayot net als Franséischprof an hunn och dann net misse viru 25 oder 30 Joer Dissertationen iwwert d'Oppositioun vun enger Universitéit schreiwen. Ech hat den Här Fayot als Geschichtspröf, dofir interesséieren ech mech därmoosse fir Resistenzler am spuenesche Biergerkrich.

(Hilarité)

Ech hat den Här Albert Decker als Franséischprof, an deen huet mer ëmmer mat Genoss Anekdote verzielt aus den 20er, 30er Joren, wat fir Resistenzen et deemools scho gouf, an och an de 50er Joren, géint eng Universitéit vu Lëtze-

buerg. Do huet en ëmmer verzielt, dass verschidde konservativ Milieue geduecht hunn hei zu Lëtzebuerg géif et herno eng Atmosphär wéi um Montmartre ginn, wou éiweg Studente mat laangen Hoer an ouni Krawatt a mat Hiemer mat kuerzen Ärem géifen Onrou an d'Lëtzebuenger offiziell Uerdnung bréngen.

(Hilarité)

Dat ass also eng Horrordisziplin, déi während 60, 70 Joer d'konservativ Milieue hei ëmmer verfollegt huet, an dofir ass et schon e Quante-sprong, wéi den Här Fayot, oder wie war et, gesot huet, dass mer elo, trotzdeem et net an der Regierungserklärung steet, hei zu enger wichtiger Universitéit zu Lëtzebuerg kommen, an dat muss awer och emol eng Kéier hei gewürdegt ginn.

Lëtzebuerg hat et jo och eigentlech bal ni néideg fir eng Universitéit ze kreéieren, genau wéi Lëtzebuerg et och bal ni néideg hat fir eng Bildungsreform an anere Secteuren ze maachen. Déi Aarbechtskräften, déi mer gebraucht hu fir déi onagräbel Aarbecht ze maachen, hu mer aus dem Ausland kritt, an déi akademesch Tätegkeeten, déi hu mer entweder vu Lëtzebuenger, déi am Ausland studéiert hunn, kritt oder mir hunn e Brain drain am Ausland gemaach a Fachkräften hei op Lëtzebuerg geholl, well mer eis dat konnten opgrond vun deem héijen Niveau vun de Rémunératiounen erlaben.

An dofir huet d'Lëtzebuenger akademesch Liewe sech ëmmer beschränkt op Gebitter, wou de Lëtzebuenger Stat wollt eng gewësse Mainmise op hir Zöglingen aus dem Ausland halen: d'Collation des grades, den ISERP oder d'normal School, oder den IST, wou d'Lëtzebuenger Industrie eigentlech ëmmer wollt Fachkräften hunn, déi e bësse méi bëlle ware wéi déi, déi am Ausland ausgebild ginn, déi awer eng ganz gutt Aarbecht an der Sidéurgie an op anere Gebitter gemaach hunn.

Dofir ass déi Diskussioun zu Lëtzebuerg ëmmer verflaacht an all déi Initiativen, wéi och déi vum Gaston Schaber an de 50er Joren, sinn dann ëmmer ënner den Dësch gekiert ginn. An och déi an de 70er Joren, do ass jo och déi Iddi vun enger Universitéit zu Lëtzebuerg ëmmer erëm opkomm, ass eigentlech ëmmer am Sand verlaf, well keng Nécessitéit bestanen huet. Et ass eréischt elo wou Lëtzebuerg mierkt, dass gewësse Souveränitéitsnischen, vun deenen ech jo schon haut de Moie geschwat hunn, ëmmer méi zerbréckelen, dass d'Nécessitéit erkannt ginn ass, dass mer zu Lëtzebuerg och missten e Standbeen an dem universitären Enseignement an an der universitärer Fuerschung hunn.

1996 - ech hunn déi Riede vun deemools nogelies - ware mir och eigentlech schon agetratt fir d'Tabula rasa. Mir haten eis zwar hiräisse gelooss, iwwerens och wéi haut, dann de Projet awer ze stëmmen, well mer geduecht hunn, et ass awer e Fortschritt, an et ass ëmmer besser e klenge Fortschritt wéi e grouse Stillstand, mä schon deemools hu mer gesot, dass déi Reform vun 1996 net duergeet fir deen entscheidende Schrëtt ze maachen, fir e seriösen universitären Territoire hei zu Lëtzebuerg ze implantéieren.

Et huet eigentlech bis d'Joer 2000 mat der Interpellatioun vum Kalleeg Ben Fayot gedauert bis et emol erëm e bësse gebrodelt huet. Ech ka mech erënneren, mir hate vun der Zeitung WOXX eng Table ronde eng Kéier am «Wëlle Mann» gehat, wou och d'Madame Ministerin an den Här Fayot drun Deel geholl hunn, do war den Interesse par rapport zu anere Sujete wéi Structures d'accueil minimal. Déi Diskussioun huet op enger klenger Flam gebrodelt, an eréischt wéi dat ominéist Wäissbuch komm ass, do hunn emol d'Leit gewot sech ze positionéieren an déi Kritik, déi na-

tierlech deemools ganz richtig war, dass dat Wäissbuch am stillen Kämmerlein gestréckt gi wär, déi ass nach haut gültig. Mir hätten och vläicht léiwer duerno e Gréngbuch gehat oder en anert Wäissbuch, wat méi déck gewiescht wier a wou nach vläicht Positione vun aneren Elementer dran agefloss wieren.

Dat ass elo en ofgeschlossene Prozess, mä ëmmerhi muss ee soen, dass et säit dem Joer 2000, dat si jo awer knapp dräi Joer hier, en enorme Fortschritt an der Diskussioun ginn huet an all déi Defiziter, déi schonn hei opgezielt si ginn, déi am Gesetz herno sech répercutéiert hunn, déi Onklarheeten, och déi Irritatiounen, déi do entstane sinn duerch Conciliabulen zwëschen der Regierung an dem Conseil d'Etat, alles dat ass ganz richtig gesot, mä dat verhënnert net, dass ee muss iergendwann eng Kéier Faarf bekennen, au risqué dass een a fënné Joer seet, mir hunn eis géiert, muss een iergendwann eng Kéier net nëmmen e «peuple épris de sécurité» sinn, mä och kënnen e Wagnis agoen, wat effektiv dann all déi Risike beinhalt, déi hei scho gesot gi sinn, mä mir kënnen net verlaangen, egal wéi eng Regierung dass et ass, dass déi hei e Projet virleet, deen eis op zéng Joer alles virgëtt wat an dem universitären Paysage ze geschéien huet, an dass do keng Incertituden a keng Risike bestinn.

Dat gesot, Här President, wëll ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn, wëll awer nach ganz kuerz op zwee, dräi Punkten agoen, besonnesch op deen, dee mer ganz wichtig erschénge, dee vun de Centres interdisciplinaires.

Fir d'éischt wëll ech nach eng Kéier kuerz rappeléiere wéi eng Finalitéiten een hatt kënnen deser Universitéit ginn. Ech gesinn do eigentlech dräi Grondsätz. Entweder eng hauggestreckten Universitéit, déi jo am Ufank och am Gespräch war, déi sech haupsächlech u Lëtzebuenger Studenten a Studentinnen gericht hatt. Et hatt ee sech kënnen, an dat war ëmmer eis Position, an der Groussregioun positionéieren, e Partage du travail maache mat deenen Universitéiten, déi ronderëm eis sinn, kucken dass déi eng oder aner Filière net méi an deem Mooss do ugebuede gëtt an déi op Lëtzebuerg kéim, an dann aner Saachen, déi zu Lëtzebuerg vläicht waren, dass ee géif soen, okay, mir maachen dat net weider a mir schécken eis Leit, souwuel eis Studenten a Studentinnen wéi och eis Enseignanten op déi Nopeschuniversitéit.

Déi drëtt Variant, déi war jo och ganz staark am Gespräch an ass och medieméisseg méi gepusht ginn, dat war déi fir an dem Zäitgeescht vun der Elitebildung hei zu Lëtzebuerg eng Harvard- oder Princeton-, oder wat och ëmmer, Universitéit ze maachen, wou dann awer nëmmen postgraduated Ugeboter géife gelescht ginn an deen Tronc énnendrenner vernoléisseg géif ginn.

Et gouf an der Kommissioun vun Ufank u gewësse Konsensschinnen. Zum Beispill déi, dass d'Majoritéit vun de Lëtzebuenger Studenten a Studentinnen weiderhi sollt an d'Ausland goen. Dat ass liicht gesot, mä wann een awer d'Debatten haut verfollegt, ass dat nach ëmmer net ganz kloer, well verschidde Riedner a Riednerinnen hu gesot, et misst een och Lëtzebuenger Studenten a Studentinnen, déi bis elo léiwer am Hotel Mamma doheim souzen oder iwwerhaupt net studéiere goe wollten, d'Méiglechkeit gi fir e Studium ze maachen. Ob dat elo méi gefördert gëtt do duerch dass si dann op Walfer fueren oder op Belval anstatt op Tréier, Metz oder Léck, dat woen ech ze bezweifelen, mä ech denken, dass mer iergendwann awer och musse vläicht soe wéi eng Proportioun vu Studente mer maximal wëllen zu Lëtzebuerg halen a wéi eng Proportioun vu Studente weiderhi sol-

len de groussen Deel vun hirem Studium am Ausland maachen.

E weidere Konsens besteet doran, fir ze soen, et ass keng Lëtzeburger Uni, an d'Madame Ministerin huet dat an der Kommissioun jo och temperamentvoll vertratt, et ass eng interregional, et ass eng europäesch Uni. Dat ass natierlech liicht gesot, well jiddereen ass domadder d'accord, mä wat awer och an deem heite Gesetz elo net richteg erauskent a wahrscheinlech eréischt duerch d'Praxis sech wäert definéieren: Awéiwäit si mer an dee regionale Spektrum agebonnen? Heiansdo liest een esou Artikelen a regionalen Zeitungen, dass Recteure vun de benachbarten Universitëte sech Suerge maachen, well Lëtzebuerg weinst sengem staarke Finanzvolumen, dee jo nach de Moment present ass, kéint tentéiert si fir gewësse Kapazitéiten aus der Regioun op Lëtzebuerg ze zentraliséieren. Do sinn nach net alleguerten d'Ängschten ofgebaut, an do muss déi nei Universitéit sech och virsiichteg eruntaaschten, fir dass déi Kollaboratioun an enger gewëssener Fairness ofleef.

Den drëtten Konsens, deen an der Kommissioun bestanen huet, war dee vum héijen Niveau. Dat ass och liicht gesot, well et ass natierlech méi einfach en héijen Niveau anzeféieren, dass ee just postgraduatierten Studien ubitt, en Numerus clausus aféiert an nach en décke Minerval, wou just Leit erakommen, déi iergendeng Bourse vun der Zigarettenindustrie kréien, während wann een eng Uni mécht, déi zum Deel awer op ass fir all Mënsch, oder zumindest fir all Mënsch, deen dozou befäeigt ass, dann ass et méi schwéier deen Niveau schonn a priori ze definéieren. Da kann ee sech just als Zil setzen, well soss kéint et zu esou Banalitäten, dass ee seet, wéi den Här Wiseler och schonn zitëiert huet, dass eng Uni gutt ass, wa se gutt Enseignanten a gutt Studentent a Studentinnen huet. Ech denken, dass an deem Beräich nach muss ganz vill Feinmechanik gemaach ginn.

Dissens gouf et och an der Kommissioun, awer vläicht manner an der Kommissioun wéi an der Öffentlechkeet zu deem Punkt, deen ech scho gesot hunn, dass ee misst eng Universitéit maachen, déi wierklech eng Elite-Universität wär.

Dissens gouf et och iwwert d'Cohabitatioun vu Filières professionnalisantes a Filières strictement académiques. Ech ka mech erënnere, dass wéi eng Motioun vun eis ugeholl ginn ass am Joer 2000 bei der Interpellatioun Fayot iwwert d'Integratioun vun dem pedagogesche Bildungsweg an déi Universitéit, dass do verschidde Leit gemurrt hunn, wéi een dat op schéin Däitsch seet, an dass dat och net evident war. An do sinn natierlech d'Argumentatiounen verschidden. Do si Leit, déi fäerten, da missten si hir Ingenieure méi déck bezuelen, an anerer fäerten, dass dann eng Lawin beim Stat ukéim, wou d'Schoulmeeschteren, d'Léierinnen an och d'Educateurs gradués an d'Educatrices graduées de Statut universitaire hunn an deementspreechend méi rémunéréiert wëlle ginn. Dat sinn natierlech Saachen, déi mer ëmmer versicht hunn an der Kommissioun ze vermeiden an der Diskussioun, well dat jo eng Hypothék gewiescht wier op d'Sachlechkeet vun den Diskussiounen, mä déi natierlech ëmmer als en Damoklesschwert iwwert den Diskussiounen geschwieft hunn.

An dann e leschten Dissens, mä dat ass en typesch lëtzeburgereschen Dissens, an dee wäert an den nächste Joren nach oft opkommen - ech hu schonn erëm eng Motioun hei gesi leien -, dat ass natierlech dee vun de Siten.

Fir d'éischt war et d'Universitéit an Luxembourg, an dann huet dat missen zu Lëtzebuerg sinn. Dunn

ass awer d'Provënz an d'Spill komm mat Belval a mat Walfer. Et ass d'Universitéit du Luxembourg ginn, a scho sinn erëm Stëmme deé schwätze vun engem Campus an der Stad, deen et iwwerhaapt net gëtt. Déi aner soen alles op Belval. Dat gëtt nach eng lëschteng Diskussioun, wou da jiddereen regional patriotesch sech wäert positionéieren. Mir wëllen eis an där Diskussioun net weider positionéieren. Mir sinn der Meinung, dass et am 21. Jorhonnert mat allen elektronische Medië méiglech ass op dräi verschidde Siten, déi deelweis manner wäit ewech leie wéi a Grousstied d'Sit vum den Universitëten - den Här Wiseler huet dat jo scho gesot -, eng Zesummenaarbecht ze kréien. Si wäert méi schwéier sinn, mä ech denken, dass mat e bësse gudden Willen, dat kee Problem wäert sinn.

Deen zweete Punkt niewent dem Inhalt an de Finalitéiten, wou ech wollt kuerz drop agoen, ass natierlech dee vun de Strukturen. An do ass d'Diskussioun jo och schonn hei gelaf zwëschen enger Universitéit, déi méi staark ënner de Fittiche vun dem Stat steet an enger, déi méi dereguléiert ass. An do weess een net esou richteg, wat ee soll soen. Déi eng schreiwen et géif eng Ostblockuniversitéit ginn, anerer wéi main Noriedner, déi wäerte wahrscheinlech mat schwéierem Geschütz oprieden an eng neoliberal Universitéit witteren, wou heru McDonald's federführend wär. Dat ass evident, wann een den Text gesäit, besonnesch an der éischter Versioun vum Text war dat vill méi offen.

Duerch déi Amendementer vum Statsrot ass effektiv e méi not Réckelen erëm bei d'staatlech Responsabilitéit komm. Ech hat am Ufank domadder relativ grouss Problemer, hu mech dun awer erënnert, dass mir als Gréng ëmmer fir d'öffentlech Schoul agetratt sinn, wat net wëllt heeschen, dass een net aner Optiounen op léisst, a wann een d'Originalversioun vum Projet bäibehalen hätt, hätt dat sécherlech ganz vill Virdeeler fir d'Universitéit beinhalt, hätt awer och gewësse Risike fir verschidden ekonomesch net esou attraktiv Fächer beinhalt, well d'Universitéit an hirem Autonomieprozess op eemol fageicht gewiescht wär gewësse Fachgebieder méi ze favoriséieren wéi anerer.

Ech hu selwer op enger Universitéit main zweet Studium gemaach, wou lues a lues gewësse Fachberäicher anerer ewechgrignéiert hunn, zum Beispill a Saache wéi Pedagogik, Sociologie a Geschicht, déi lues a lues d'Moyenen ewechgeholl kritt hunn, well et jo am Zäitgeescht geheescht huet, et muss méi an d'Ekonomie an et muss méi an d'Elektronik investéiert ginn.

Dofir gesinn ech déi Zréckverstaatlechung vun der Uni duerch de Statsrot, wat jo schonn e bësse kuriéis ass, net mat engem alarméierenden Aen. Et muss ee kucken, an dat ass, mengen ech, och an enger Motioun enthalte vum Här Fayot, dass d'Chamber vläicht de Prozess vun der Universitéit méi staark observéiert, wéi se dat bei anerer Institutioun gemaach huet, dass wann et sech opdrängt fir eng Annerung vum Gesetz ze maachen, déi da vläicht prozedural méi schnell geet wéi dat kéint befäert ginn.

E grouss Problem hate mer an hunn ech en och nach deelweis mat den autoritären Strukturen vun der Universitéit. Et si souguer Leit, déi dat e bësse méi frech als Hannibal Rektor mat senger siwen Elefante bezeecht hunn. Et ass effektiv kloer, dass een e bëssen Ängschten huet, wann een aus Erfahrung weess, wéi gewësse Leit en fin de carrière no hirem leschte Kéisplateau nach en Dessert a Form vun engem Conseil d'administration oder vun engem universitärer Bairoer zerwéiert kréien. Mir hoffen, dass bei der Kompositioun vun deem Gremium gekuckt gëtt,

dass net no esou Kritären, déi fréier méi de mise waren, verfuert gëtt.

Datselwecht, wat d'Positioun vum Rektor war an ass. Déi ass zwar elo e bëssen derduerch geschwächt ginn, dass aus dem Rektor e Rektorat ginn ass, mä trotzdem muss ee soen, dass déi Aflossméiglechkeete vum Conseil universitaire nach ëmmer relativ beschränkt sinn. De Statsrot war souguer a Panik verfallen, wéi en op eemol gemierkt huet, dass d'Studenten an der Majoritéit waren. Do hunn déi nach méi gro Hoer kritt an hunn dat rektifizéiert, esou dass een elo en Equiliber huet zwëschen Enseignanten, Studenten an deene Leit vum Apparat.

D'Befugnisser vum Rektor sinn zwar beschnidde ginn, awer déi vun de Leit um Terrain sinn net proportionell augmentéiert ginn, an dat ass eppes woumat mir awer nach ëmmer Problemer hunn a mir hoffen, dass wa sech no e puer Joer erausstellt, dass déi autoritär Strukturen zu engem gewëssene Blocage vun den Diskussiounen a vun den Transferts d'idées gefouert hunn, dass do vläicht dann eng kleng Rectification de tir geschitt.

Ganz gutt fanne mer, dat wëll ech awer och als Remarque soen, dass eng Fraebeoptraagten nach a leschter Minutt agefügt ginn ass. Ech ka mech erënnere an eng Statistik aus dem Joer 1990 - ech weess net wéi et haut ass -, dass an Däitschland an dem iewegten Niveau vun den Universitëten, also Rektoren, Dekanen, an an der ieweichter Stuf vu Proffen, 98% Männer waren. Also ass déi Geschicht mat der Fraebeoptraagte vläicht net elo eppes wat een als Luxus betruechte kann, an et ass scho beschämend, dass grad an esou Milieue vun universitärer Strukturen esou eng Ennerrepresentation vu Fraen ass, déi nach méi staark ass wéi an anere Branchë vun der Gesellschaft.

Wat de Choix vun de Fakultéiten ubelaangt, wëll ech soen, dass mer eigentlech dee Choix kënnen begrëssen. Am Ufank ware jo méi Fakultéite virgesinn. Et ass och esou, dass verschidde Fakultéiten e bësse e Fourre-tout sinn. Well sech d'Nimm, déi dra stongen e bësse verlängert hunn, muss ee kucken, dass déi awer esou gestrafft ginn, dass een herno nach kann erkennen, wat dann de Schwéierpunkt vun dem Enseignement a vun der Fuerschung ass.

Ech hunn et scho virdu gesot, dass dat, wat net evident war, nämlich d'Integratioun vun de professionnalisante Formatiounen an d'Uni, mir dat als wesentlechen Acquis vun dësem Gesetz ugesinn. Ech wëll elo net esou platt sinn a soen, well a Finnland d'Schoulmeeschteren an d'Léierinnen 310 ECTS-Kreditter hunn, a mir zu Lëtzebuerg hunn der 180 ongeféier, dass doduerch Finnland besser ofschneit, mä trotzdem huet d'Ausbildung vun de Léierinnen a Schoulmeeschteren, den Educatrices an Educateurs, den eppes mat dem Niveau ze dinn, deen à la base offéiert gëtt, an awer och natierlech mat de Méiglechkeete vu Weiterbildung fir déi Leit, déi déi künfteg Ausbildung net matgemaach hunn. Dofir begrësse mir engersäits, dass déi Ausbildungen, déi ech genannt hunn, en universitärer Charakter hunn, sinn awer och der Meinung, dass een net ka bei 180 ECTS fir gewësse Formatiounen, wéi zum Beispill Schoulmeeschter a Léierinn stoe bleiwen. De logesche Sprong wär natierlech deen op 300, mä dat ass e Sprong vu bal 80%, an ech gleewe kaum, dass mer hei zu Lëtzebuerg bereet sinn esou e grouss Sprong ze maachen.

Mir soen an engem Otemzuch, mir verfolge strikt de Bologna-Prozess

mat deenen dräi, fënnf, aacht, an anerer entspreechenden ECTS-Kreditter, an da baue mer op eemol nach esou Zwëschesaachen a wéi véier Joer fir d'Léierinnen an d'Schoulmeeschteren, hei 240 Punkten an do nach anerer. Dat gëtt awer herno eng Spaghetti bolognaise, déi vu ganz ënnerschiddlechen Tellere giess gëtt, an dofir fannen ech, dass een iergendwini soll eng Diskussioun dorüwer féieren, dass een an deene professionnalisante Filiären och e Quantensprung mécht an iwwert déi bestehend Kreditter erausgeet.

Ech kommen dann zu engem weidere Punkt, dee fir mech an dëser Debatte ganz wichteg ass, dee vun de Centres interdisciplinaires. Dat ass och erëm eng Keier e Paradebeispill fir all d'Gemengen. All Mënsch féint et wichteg, dass interdisciplinaire geschafft gëtt. All Mënsch féint et wichteg, dass déi verschidde Branchen sech géigesäitig befruchten a se Projete gemeinsam maachen. Et gouf Initiativ wéi den ISIS um Centre Universitaire. Dat ass alles ganz schéin a gutt, mä de Problem stellt sech, wat ass „interdisciplinaire“?

Wann ech de Statsrot kucken, dee schreift, et dierfen nëmmen dräi Centres interdisciplinaires ginn, da gëtt et schonn e Reflex: Elo kritt all Fakultéit säi Centre interdisciplinaire. Deen een ass jo schonn an de Startlächer, anerer sinn amgaang zesummegeat ze ginn, an do stellen ech mer d'Fro: Sinn déi Centres interdisciplinaires net dofir geduecht, dass tëschen de Fakultéiten eppes soll gemaach ginn? A firwat déi Limitatioun op dräi? Wann op gewëssene Punkten innerhalb vun de Fakultéite soll interdisciplinaire geschafft ginn an och iwwergräifend, kéint een op eemol mieren, dass et mat dräi net duergeet, oder et pucht een alles an déi dräi, esou dass herno aus deene Centres interdisciplinaires e Centre pluridisciplinaire oder multidisciplinaire gëtt. Dofir hätte mir léiweger gesinn, dass an dem Gesetz déi Limitatioun net virgesi wär.

Da komme mer zu deem spezifische Punkt vun de Centres interdisciplinaires am Beräich vun de Sciences humaines oder vun de Sozialwëssenschaften, wéi een et och ëmmer nennt.

Et war jo esou, dass mer vergiess hate Représentantë vu Centres interdisciplinaires bei eisem Hearing anzulueden. Dat ass awer nach nógoholl ginn. An där Diskussioun huet den Här Raymond Weber, dee jo ee vun deene Leit ass, déi op deem Terrain schaffen, eis vu sengem Projet Centre interdisciplinaire, deen als Schwéierpunkt d'Integratioun huet, geschwat. An dee Schwéierpunkt kann een natierlech alles integréieren, wat mat gesellschaftleche Problemer ze dinn huet.

Et huet sech an der Diskussioun an der Kommissioun erausgeschiet, dass vill Deputéierte sech d'Fro gestallt hunn: Musse mir net zu Lëtzebuerg endlech dozou kommen eng Fuerschung iwwer Lëtzebuerg oder Lëtzebuerg an d'Groussregioun am Allgemengen an am Spezifischen iwwert déi wichteg gesellschaftleche Défiën ze instauréieren?

Mir hu souguer nach gesichter héieren, dass all Kéiers wann eng Motioun hei gestëmmt gëtt, wou gesot gëtt „invite le Gouvernement à faire faire une étude“, ëmmer erëm gesot gëtt, elo muss mer an der Schwäiz oder soss wou eng Etüd iwwert d'Lëtzeburger Mobilitéit oder d'Lëtzeburger Sécurité sociale, oder ech weess net wat, commandéieren. An do ass an der Kommissioun gesot ginn, dass mer zu Lëtzebuerg och schonn e puer Instituter hunn, déi aus Acquis eraus gewuess sinn, an déi zu Déifferdeng, zu Walfer oder a Clausen schaffen. Zweetens, soll jo hei e Centre interdisciplinaire geschaffe ginn, deen op engem spezifische Punkt vun Integratioun schafft, deen awer net alles cou-

vréiert, wat zu Lëtzebuerg néideg wär recherchéiert ze ginn.

Wann ech nëmmen all déi Daten, déi Statistike kucken, déi zu Lëtzebuerg feelen, an haaptsächlech déi Analysen, déi een aus de Statistiken an aus den Date kann zéien, da kéint ee schonn e Centre interdisciplinaire nëmmen iwwert dat schafen. Déi zweet Optioun, déi och an der Kommissioun ëmmer erëm opkomm ass: Ass et net iergendwann eng Keier vergiess ginn zu Lëtzebuerg e Centre de recherche public iwwert d'Lëtzeburger Gesellschaft ze schafen?

Et ass kloer, dass mir net kënnen parallel zu deem heite Projete eng europäesch Universitéit maachen, an net och Centres de recherche, mir hunn awer gemengt, dass et wichteg wär, dass déi nei Uni als Optat mat op de Wee kréich, wa se dee Centre interdisciplinaire géif schafen, deen elo de Moment provisoresch Integratioun heescht, wat awer net definitiv ass, ob een net an dee Centre interdisciplinaire, dee spezifesch iwwer sozial Wëssenschaften ass, soll e positiven Ersatz fir e Centre de recherche public iwwer Lëtzebuerg maachen.

De Statsrot seet datselwecht, ech zitieren: «salue que dans l'Université du Luxembourg l'apport de forces intellectuelles susceptibles de jeter un œil objectif sur la société luxembourgeoise et permettant d'en questionner les structures, le fonctionnement et les valeurs comblera une lacune patente.»

Dat ass och erëm gutt gesot. Mä do kënnen natierlech bei deem Oeil objectif iwwert d'Strukturen an de Fonctionnement och e puer désagrèabel Saachen erauskommen, mä ech mengen, dass mer et der Objektivitéit vum Erkenne vun der Lëtzeburger Gesellschaft schëlleg si fir an déi dote Richtung ze goen an dofir sinn ech och frou, dass déi Motioun, déi ech preparéiert hunn an déi seet an der Substanz, dass d'Regierung, déi jo net all Afloss op d'Uni huet, mä awer e groussen Afloss, dass si soll kucken, dass innerhalb vun de Strukturen vun der Uni a vun deem Centre interdisciplinaire déi Aspekter vun de Recherches pluridisciplinaires iwwer Lëtzebuerg solle berücksichtegt ginn an ech si frou, dass ech d'Ennerschrëfte vun allen an der Kommissioun vertruedene Fraktiounen fir déi Motioun kritt hunn an ech wollt se hei déposieren.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- *saluant la finalisation du projet de loi portant création de l'Université du Luxembourg;*

- *saluant la création de centres interdisciplinaires;*

- *rappelant une motion votée unanimement par la Chambre des Députés le 12 juillet 2000 et invitant le Gouvernement à soutenir activement la mise en œuvre d'un programme de recherche pluridisciplinaire et pluriannuel sur le Luxembourg;*

- *partageant l'opinion du Conseil d'Etat qui salue que dans l'Université du Luxembourg „l'apport de forces intellectuelles susceptibles de jeter un œil objectif sur la société luxembourgeoise et permettant d'en questionner les structures, le fonctionnement et les valeurs comblera une lacune patente“;*

invite le Gouvernement

- *à veiller, dans le cadre de son apport au fonctionnement de l'Université, que la recherche pluridisciplinaire sur le Luxembourg devienne un élément important des activités de l'Université;*

- *à soutenir l'idée que l'un des centres interdisciplinaires soit consacré entièrement ou en partie à ces programmes de recherche pluridisciplinaire sur le Luxembourg.*

(s.) Robert Garcia, Ben Fayot, Fernand Greisen, Marco Schroell, Nelly Stein.

En zweetleschte Punkt, deen ech nach wollt opwerfen, ass dee vun enger Kategorie vu Leit, déi oft an den Diskussiounen vergiess ginn, dat sinn nämlech d'Studenten an d'Studentinnen. Et ass ganz oft, dass een ëmmer iwwert d'Recherche an iwwert d'Enseignanté schwätzt, déi jo och ganz wichteg sinn, mä d'Studenten an d'Studentinnen sinn doranner vergiess.

Ech hunn an deem Gesetz nach net richtig erkannt wien déi Studenten a Studentinnen do wäerte sinn. Well et gëtt jo gesot, dass mer sollen an den nächste siwen oder 15 Joer e wesentleche Sprong no vir maachen an der Zuel vun de Studenten. Mir wëllen awer och verhënneren, dass ze vill Studenten hei zu Lëtzebuerg bleiwen an net méi an d'Ausland ginn, an do hunn ech e bësse Problemer déi Zilgrupp auszemaache vun deenen, déi herno sollen op där Universitéit beléiert ginn oder fuerchen.

Ech denken, dass et schon zu Lëtzebuerg schwéier ass Ressortissanté vun der Première ze fannen, déi an dräi Sproochen, déi dann hei och wäerten enseignéiert ginn, nämlech däitsch, franséisch an englesch, esou fit ze sinn, dass se direkt kënnen op engem akademeschen Niveau sinn. An ech woen ze bezweifelen, ob mir vu Bitburg oder vu Saarbrécken oder vun Hettange-Grande ganz vill Studenten heihinner kréien, déi och kënné Coursen an deenen dräi Sproochen suivéieren.

D'Alternativ wier natierlech all Coursen an den dräi Sproochen unzibidden. Do weess ech awer net, ob dann de Budget, deen d'Madame Ministerin eis presentéiert huet, géif duergoen. Also, do ass nach relativ vill Aarbecht vu Feinmechanik ze maachen, dass mer kucken, dass zwar ganz vill Studente kënnen kommen, awer och dass mer kënnen vun deem Atout plurilinguistique profitéieren, dass déi Studenten, déi heihinner kommen, wa se och vläicht net an allen dräi Sproochen topfit sinn, dass se awer och vun hirem Séjour zu Lëtzebuerg kënnen profitéieren, fir zousätzlech zu deene fachleche Kompetenzen och en aner Apport zu Lëtzebuerg ze loosson an och en aner Apport bei sech mat Heem ze huelen. Ech denken do besonnesch u Studenten, déi aus net-europäesche Länner heihinner solle kommen.

E leschte Punkt, deen ech wollt kuerz uschwätzen, ass deen, dee vläicht iwwert de Projet eraus kënné. Et ass nämlech dee vum Impakt, deen d'Universitéit hei zu Lëtzebuerg op d'Gesellschaft soll hunn. Wann een am Zuch mat de Leit schwätzt, déi soen, oh fréck, elo kréie mer och nach eng Uni op Lëtzebuerg: Wat maache mir mat enger Uni zu Lëtzebuerg?

(Interruption)

Et gëtt awer eng ganz staark Proportion vun der vox populi, déi sech einfach froen: Wat kënnen mir als Eenzelne mat esou enger Universitéit ufänken? An dofir war ech zum Beispill frou wéi de Raymond Weber bei eis an der Kommissioun war a gesot huet, hie géif et gutt fannen, wann aus dem Centre interdisciplinaire kéint, wann net de Centre interdisciplinaire dat selwer mécht, zumindest d'Iddi vun enger Vollekshéichschoul erauskommen, dass ee seet, mir zéien aus där Aarbecht, déi op der Universitéit gemaach gëtt, zumindest Elementer eraus, déi och engem grand public accessibel sinn.

Dat kënnen professionnalisant Elementer sinn am Fong vu Weiterbildung, et kënné awer och dat, wat ëmmer als Formation citoyenne bezeichent gëtt, déi Elementer sinn, an ech denken, dass dat awer och soll en Opdrag vun der Universitéit sinn, fir e Rayonnement an der Population non-académique vu Lëtzebuerg a vun der Groussregioun ze leeschten.

Ech wëll iwwregens nach rappeléieren, dass ech virun 1999 eng Kéier eng Interpellatioun hat iwwert déi Formation citoyenne, also iwwert d'Vollekshéichschoul an do ass eng Motioun gestëmmt ginn, dass déi nofolgend Regierung, nämlech déi heiteg, sollt e Wäissbuch driwwer maachen a mir als Chamber sollten en Débat doruwer virbereeden. Dat ass net geschitt an ech hoffen, dass et méiglech ass, wann net an dëser Legislaturperiod, dass awer weinstens déi Leit, déi an der nächster Legislaturperiod heibanne sinn, nach dee Problem kënnen opgräifen, an dass et da vläicht zu engem weidere Wäissbuch kënné, des Kéier am Beräich vun der Formation citoyenne.

Ech wëll elo net zum Schluss nach op verschidde Problemer agoen, déi hätte kënnen dozou féieren, dass ee gesot hätt, kommt mir verschieben de Vote vun deem Gesetz op den Hierscht. Ech hunn nach déi Beispiller genannt vu Leit, déi elo net wëssen, ob se hir Reagenzglieder nach solle virun der Vakanz all bestellen, eng grouss Reserv an de Keller maachen, well se net wëssen, ob se am Hierscht zwou Signaturé fäerdig bréngen, well déi Strukturen nach net richtig sinn. Et ass zwar och ganz wichteg, wéi mer dunn déi zwee Représentanté vum Ministère, d'Mme Faber an den Här Dondelinger, gefrot hunn, ob se géifen domat rechnen, dass dat géif sechs bis aacht Méint dauere bis se e Rektor oder eng Rektorin géife fannen, well et war am Ufank e bëssen am Gespéich, dass dat net esou einfach wär, dunn hunn se sech verschwöresch ugegrinst an dunn hu mer scho geduecht, et ka vläicht net méi esou laang dauere bis e Rektor vläicht am Hierscht genannt ass, an dass dann déi strukturell Problemer geléist sinn, déi do entstinn.

Dofir wier et awer vläicht interessant, dass een déi Fro an de Raum werft, well d'Mme Minister vläicht kann eng Äntwert dorobber ginn, ob de Ministère domadder rechent, dass de Recrutement vun der Rektorin oder vum Rektor méi séier iwwert d'Bühn geet wéi se dat nach virun e puer Méint gerechent hatten, well do war an der Kommissioun gesot ginn, dass opgrond vun Annoncen am „Monde“ an an der „Zeit“ et kënné ganz laang dauere bis esou Persounen géife fonnt ginn. Et wier vläicht interessant ze wëssen, ob do scho Prospektionsaarbecht gemaach ginn ass an ob do scho Perspektive bestinn.

(Interruption)

Ah sou, da musst Der mer dat emol soen.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech awer nach eng Kéier ganz kuerz op déi Proposition de loi agoen, déi den Auteur an de Rapporteur haut de Moien objektiv virgestallt huet an déi och hiren Nidderschlag an enger Motioun fonnt huet.

Ech muss natierlech elo als Spriecher vu menger Fraktioun soen, dass ech et gutt fannen, dass déi Elementer vun der europäescher Integratioun Agank fannen an des Uni, hätt et awer als Spriecher vu menger Fraktioun besser fonnt, mir hätte kënnen och déi europäesch Uni scho virun e puer Joer méi seriö diskutéieren an op de Wee bréngen. Ech sinn iwwerzeegt, dass et ähnelech geet wéi bei anere Créneauën, déi zu Lëtzebuerg ëmmer eng gewësse Retizienz fonnt hunn, dass een awer a fénnef Joer méi verstärkt an déi Richtung geet, fir endlech eng Nisch ze occupéieren op dem europäeschen Terrain, wou mer wierklech eegen Atouten hunn an net nëmme déi vun der Souveränitéit oder déi vun de Buedemschätz, déi zoufälleg ënnert dem Buedem fonnt gi sinn.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wëll ech matdeelen, dass ech trotz den Etats d'âme, déi ech mam Här Fayot a

senger Fraktioun deelen, d'Zoustimmung vun eiser Fraktioun zu dësem historesche Projet ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut soll eent vun deene wichtegste Gesetzer vun dëser Legislaturperiod gestëmmt ginn. Engem Anachronimus gëtt domat en Enn gesat. Lëtzebuerg ass endlech am Mëttelalter ukomm, do wou an eisen Nopeschlänner déi éischt Universitéite gegrënnt gi sinn.

An deenen éischten Universitéiten huet entsprechend dem oniwverschreibaren Horizont vun där Zäit d'Relioun eng grouss Roll gespilt. Gläichzäitig hunn déi Universitéiten awer och duerch hiren universalisteschen Usproch de Grondsteen geluecht, fir iwwert deen Horizont eraus kënnen ze goen.

D'Relioun vun eiser Zäit ass den Neoliberalismus. Déi Universitéit, déi mer hei um Dafsteen leien hunn an op den Numm Uni vu Lëtzebuerg deefen, ass e Kand vun hirer Zäit. An ech fäerten, dass d'Dafpättere vun hir manner am Statsrot unzesidele sinn, wéi den Här Garcia gemeengt huet, mä éischer bei der FEDIL a bei der ABBL.

Mä aus Kanner gi Leit a wann d'Uni Lëtzebuerg an 20 Joer, vläicht och schon éischer, bis grouss ginn ass, dann ass si dat wat déi Leit draus maachen, déi dann dra schaffen a léieren. An deen universalisteschen Usproch, deen eventuell duerch d'Dier erausgehät gëtt, dee kënné dann erëm duerch d'Fenster an duerch all Ritze vun deem Haus eran. Well en ass de Menschen einfach eegen. An dann heescht et vläicht erëm eng Kéier, wéi einst im Mai: Weg mit den alten Zöpfen! An da gëtt d'Demokratisierung vun der Uni Lëtzebuerg vläicht endlech definitiv op d'Dagesuerdnung gesat. Dann ass et eriwuer mat Mëttelalter. Da steet d'Renaissance virun der Dier. Ech hoffen et weinstens, well ech sinn eigentlech keen Unhänger vum historeschen Determinismus.

Mä zréck zu deem Projet hei. Wann esou e wichtege Projet wéi deen heiten zur Ofstëmmung virläit, dann hätt ee sech kënnen erwaarden, Dir Dammen an Dir Hären, datt dat geschitt wier a Kollaboratioun mat alle Partner vun universitäre Milieu, Organisatiounen vun Enseignanten, Studentenorganismen a Perséinlechkeeten, an zwar vun Ufank an hätt kënnen do e gudden Text ausgeschafft ginn. An net an aller Confidentialitéit, wéi elo vun engem oder zwee Fonctionnairen, ënnert der Kontroll vun hirer Ministesch.

D'Absurditéit an der Preparatiounsphas ass souguer esou wäit gaangen, dass verschidde Gewerkschaftler hu missen sech den Avant-projet erauskropen, fir iwwerhaupt kënnen sech eppes drénner virstellen, wat mat deem Projet Uni Lëtzebuerg geplangt ass. D'CSV huet leider Jore gebraucht fir ze verstoen, datt Lëtzebuerg eng Uni braucht, an elo op eemol, ee Joer virun de Wahlen, muss hei ganz séier ofgestëmmt ginn.

(Brouhaha général)

Ech wëll domat...

(Brouhaha général)

Ech kommen nach dozou, Madame Stein. Ech wëll domadder awer näischt soen, Madame Stein - dat hat ech souwisou hei stoen, net well Der elo eppes gesot hutt - iwwert déi Aarbecht, déi menger Meinung no awer ganz gutt ënnert

der kompetenter a virun allem sympathescher Leedung vun der Madame Stein an hirer Kommissioun do gemaach ginn ass.

Plusieurs voix.- Ah! Très bien.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ech wëll näischt géint déi Aarbecht do soen, selbstverständlech, well déi, mengen ech, esou wäit ech dat vu bausse konnt verfolge, ass ganz seriö verlaf an a ganz villen intensiven Aarbechtssitzungen. Mä virun hätt misse méi eng breet Kollaboratioun vun alle betraffene Kreesser geschéien.

(Interruptions)

Et ass also net nëmme déi Aart a Weis wéi dee Projet hei zu Stane komm ass, mä och den Inhalt vun deem Projet hei, dee menger Meinung no awer bedenklech ass. Op enger Konferenz huet en héije Fonctionnaire vum Ministère emol gesot: «60% des fonds de l'enseignement supérieur sont engloutis dans l'enseignement pour des jeunes de 18 à 22 ans». Mä vläicht gi jo och gewësse Gedankespiller gemaach fir sech eng Uni ouni Studenten oder op d'mannst ouni de Gros vun de Studente virzustellen, well deeselwechte Beamten huet och nach deklaréiert: «L'ère de la démocratisation universitaire est derrière nous.» Dovunner muss een och emol Akt huelen.

Am Joer 2000 am Livre blanc vum Enseignement supérieur gouf jo och schon de Kader dofir geschafen. «L'enseignement supérieur», heescht et doranner, «devient une activité commerciale où il se crée un marché de l'enseignement supérieur sujet aux règles de la concurrence».

Domadder misst och eigentlech Lëtzebuerg keng gréisser Problemer hunn, well elo jo de Stat nëmme zu 7,4% an d'Recherche an an d'Développement investéiert, géint eng europäesch Moyenne vu 34,5%, och wa sech als Zil gesat gëtt bis zum Joer 2010 déi Kredite an d'Luucht ze setzen. Allerdéngs mussen anscheinend zwee Drëttel dovunner aus dem private Secteur kommen. Do muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wou déi öffentlech Souveränitéit bleibt wat d'Recherche ubelaangt, an op Dauer kann dat jo nëmme dozou féieren, dass nëmme déi Recherche finanziert ginn, déi och lukrativ sech fir eng gewësse Kategorie vu Leit an Zukunft erweise wäerten.

Här President, ech si prinzipiell der Meinung, dass déi Uni hei ganz anescht misst op d'Atouté vu Lëtzebuerg agoen. Lëtzebuerg bitt duerch seng geographesch Situation tëschen dem germaneschen an dem romanesche Sproocheraum, duerch seng kosmopolitesch a multikulturell demographesch Zesummesetzung, duerch seng linguistesche Spezifitéiten, duerch seng Geschicht an där et nach vill ze bëakere gëtt, an duerch seng Verankerung am Häerz vun Europa e fantasteschen Nährbuedem, am Fong geholl, fir déi sozial an human Wëssenschaften a fir de Studium vun de Sproochen och zum Beispill. Den André Roux an de Guy Scoffoni schreien an hirer Etüd iwwert de Rôle de l'Etat au Luxembourg Folgendes: «La recherche en sciences sociales apparait cependant comme le parent pauvre des projets de développement en cours de la recherche au Luxembourg.»

Mat enger Uni, déi sech vill ze vill, weinstens nodeem wat een elo kann agesinn, op d'Finanzen, den Droit an d'Ekonomie konzentriert, wäerten déi human Wëssenschaften sech kaum entfale kënnen. Zum Beispill gëtt och Pedagogik net als eng prioritär Achs unerkannt, menger Meinung no, an deem Projet hei. Dobäi gëtt et zu Lëtzebuerg e Jorzéngten ale Problem an der Schoul opgrond vu sozialer Diskriminatioun, déi meeschtens och mat sproochleche Probleme

mer verbonden ass. Do wier et ubruecht an héchstdringlech, fir d'Recherche an deen Domän ze entwéckelen.

Fir déi Moyené fénnt een natierlech keng privat Ennerstétzung. Mä et wier awer eng Investitioun à long terme an d'Zukunft vum Land, an d'Zukunft vun eiser Educatioun an et wier souguer vläicht méiglech nei pedagogesch Mëttele op esou eng Manéier ze entwéckelen. An dat géif sech dann och op d'nationale Ekonomie auswirken, well et erlabe géif méi Kanner besser Chancen duerch d'Schoul ze ginn, déi spéiderhi wahrscheinlech dann och studéiere géife goen. An dass grouss Deeler vun de Jugendleche studéiere wëllen, dat huet eng rezent Etüd erginn. Esou awer gëtt näischt Wesentlech un där bestehender an als ongenügend erkannter pedagogescher Ausbildung geännert. Et bleibt bei deenen dräi Joer, déi och de Moment um ISERP enseignéiert ginn, an dat ass wierklech menger Meinung no e grouss Mangel vun deem Projet hei, an ech froe mech wat fir Interessen do derhannert stinn.

D'Uni soll sech anscheinend viranegen op den Terrain konzentriieren, wou sech souwisou schonn hei am Land villes konzentriert, d'Banken. Ech wëll net hei e Katastrophismus maachen, mä et kéint jo awer sinn, dass d'Bankeplaz emol eng Kéier an Zukunft net méi déiselwecht Roll spillt wéi haut, an da géife mer et nach vläicht batter bereien net méi ambitiéis hei gewiescht ze sinn an net méi op aner Fächer gesat ze hunn.

Niewent deene pedagogesche Fächer misst een iwwregens och vill méi Wäert leeën op déi technesch a wëssenschaftlech Ausbildung. Déi misst nach vill méi ausgebaut ginn, obschonn ech awer och natierlech weess, dass et do och scho gutt Usätz hei am Land ginn.

Ech froe mech och, ob d'Struktur vun den Diplomer selwer net ze vill kuerzfristegen Interessen entsprécht, andeem zum Beispill e Cycle court vun dräi Joer agefouert gëtt, andeem zum Beispill d'Diplomer a professionnalisant, dat ass dann déi ënnescht Kategorie wahrscheinlech, an an akademesch, dat ass dann d'Elite, agedeele ginn.

Des Weidere mengen ech och, dass déi Précarisation, de private Statut vun den Enseignants chercheurs, deen hei agefouert gëtt, net richtig ass. E gëtt begrënnt mam internationale Charakter vun den Aktivitéiten vun der Uni. Ech fannen dat Argument awer relativ schwach. Dat seet iwwregens och de Statsrot, well d'Majoritéit vum Unipersonal an eisen Nopeschlänner an der Fonction publique ass an déi Länner haten och ëmmer international Aktivitéiten. Dat huet menger Meinung no näischt mam Statut vum Personal ze dinn. Am Géigendeel mengen ech, datt dee private Statut sech éischer zu Ongonschte vum Enseignement a vun der Recherche wäert auswirken, an ech mengen och, dass Flexibilitéit a Performance och am öffentleche Secteur méiglech sinn.

De Charakter vun dësem Projet weist sech och am Émgang mat de Studenten. D'Schafung vun der Uni soll jo dozou bäidroen, deen am europäesche Verglach niddregen Taux vun Héichschoulabolventen zu Lëtzebuerg ze erhéien. An ech fannen dat och ganz richtig, well menger Meinung no ass och den Ennerscheid tëschen enger moderner an enger archaesch Uni deen, datt eng modern Uni méiglechst oppen an demokratesch ass, an eng archaesch nëmme fir eng Minoritéit vun der Bevölkerung zougänglech ass.

Ech fannen och, eng Uni muss e Service public sinn, dat heescht si muss gratis sinn, fir sécher ze stellen, dass d'Finanze vum Student kee Selektiounskriterium kënnen sinn. Dat seet iwwregens och d'Etüd iwwert de Stat, déi ech elo virun zitéiert hunn. Kaum ass d'Tënt awer dréische mat där se gedréckt ginn

ass, ass déi Etüd schonn, wéinstens wat d'Uni Lëtzebuerg ugeet, Makulatur.

Ech hunn also den Androck, dass dee Projet hei eendeiteg a Richtung Eliteschoul steiert, net a Richtung breet demokratesch Schoul, wéi se awer de Bedürfnis vum de jonke Leit vum haut géif entsprechen. E gesäit zum Beispill Admissiounen sur dossier vir. En Diplom eleng muss also an Zukunft net onbedéngt duergoe fir an déi Schoul opgeholl ze ginn. E gesäit Aschreiwungsgebühre vir. De Montant ass zwar net festgeluecht, mä wat feststeet ass, dass d'Uni zu 20% soll iwwert de Wee vum deene Gebühre finanziert ginn. Zum Vergläich, d'Luxembourg School of Finance, déi jo anscheinend schonn an d'Université de Luxembourg integréiert ass, obschon dat Gesetz hei nach guer net gestëmmt ass, freet, esou wäit ech informéiert sinn, ech hunn dat emol héieren, 17.500 Euro Aschreiwungsgebühren d'Joer. Dat si 700.000 Frang.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Nopeschlänner hu während Jorzéngten, scho bal Jorhonnerten, onentgeltlech eis Studentinnen a Studenten opgeholl, se an hir Sécurité sociale ageschriwwen a se zu staatlech subventionéierte Wun-

nengen, Studentewunnengen, zougelooss. Haut nach maachen all Joer Dosende vum erwuessene Leit hir Première zu Metz no, zum Beispill, wou zu Lëtzebuerg absolut näischt an där Richtung besteet. Dofir ass deen elitäre Projet hei och menger Meenung no e Schlag an d'Gesicht vum deene Länner ronderëm eis, wou de Secteur public ëmmer eng dominant a regulativ sozial Roll gespillt huet. Sollen si da weider zoustänneg si fir déi allgemeng Héichschoulausbildung fir déi Leit, déi net hei zougelooss ginn, a mir picken eis just d'Korinthen aus dem Kuch?

E Kennzeeche vum der Uni Lëtzebuerg soll och d'Mobilitéit vum hire Studente sinn. Dat ass vill kritiséiert ginn. Bei all deenen Argumenter, déi do dergéint gebraucht gi sinn, muss een awer och soen, als weidert Argument, dass déi Obligatioun, net de Choix, mä d'Obligatioun d'Land ze verlosse fir ee Joer an deem Sënn och schlecht ass, well ee jo net därer vergiesen, dass vill Studenten eng Aarbecht hei zu Lëtzebuerg hunn oder eng Famill hei zu Lëtzebuerg hunn.

Weider hätte mer léiwer eng komplett Uni gesinn, haaptsächlech op engem Site konzentréiert, mat där ganzer Atmosphär, mat engem

richtegen Unisliwen. Nieft dem demokrateschen Aspekt, also wat den Zougank ugeet, wéll ech awer och nach e puer Saache soen iwwert déi demokratesch Strukturen, déi hei geschafen oder net geschafe ginn.

Et gëtt zwar am Projet behaupt d'Université de Luxembourg géif vum der Autonomie profitéieren. Ech hunn am Dictionnaire nogekuckt, wat dat d'Wuert Autonomie dann elo wierklech heescht, dat ass Liberté de se gouverner soi-même. Ech fannen, dass dee Projet hei an eng Géigerichtung geet, Dir Dammen an Dir Hären. Do gëtt zum Beispill e Conseil de gouvernance vum der Regierung agesat, deen aus externe Persounen besteet, Leit also, déi net am alldeegleche Liewe vum der Uni dra sinn, vläicht awer an engem aneren alldeegleche Liewen, wou méi d'Affären oder de Boursicotage eng Roll spillen, ech weess jo net wéi dee Conseil an Zukunft wäert zesummegeesat sinn. Dat ass awer dee Conseil, deen déi wichteg an déi grouss politesch a strategesch Richtlinie vum der Uni Lëtzebuerg zesumme mat der Regierung an Zukunft wäert festleeën.

E Vertrieeder vum den Enseignanten an ee vun de Studente sinn zwar

an deem Conseil virgesinn, allerdéngs hunn se do nëmmen eng Voix consultative. Déi konkret alldeeglech Gestiou vum der Uni soll assuréiert gi vum engem Recteur, dee quasi diktatorial Kompetenzen huet. De Statsrot huet dat och net ofgeschaf. Här Garcia, wéi hat Dir e genannt?

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Den Hannibal.

■ M. Serge Urbany (déli Lénk).- Den Hannibal Raptor, oder wéi?

(Interruption)

Rektor? Raptor, géif ech éischer soen.

(Hilarité)

Also an der Universitéit vu Lëtzebuerg gëtt et kaum demokratesch Géigegewichter dozou. Et gëtt wuel e Conseil universitaire, wou all d'Komponente vum der Uni sollen dra vertrat sinn, anscheinend elo besser nodeem verschidde Reklamatiounen vum de Studenten a vun de Leit, déi do schaffen, komm sinn, mä ech froe mech wat eng besser Verriedung bréngt, wann dee Conseil am Fong geholl awer nëmme konsultativ Kompetenze behale soll.

Déi Leit kënnen Avisen ofginn, si kënnen och Projekte virschloen, dobäi bleift et awer. Et huet een den Androck, wéi wann d'Auteur vum Projet souwuel den Enseignant wéi de Chercheuren, dem Personnel administratif, technique et scientifique an de Studenten déi Fäegkeet ofschwätze wéllte matbestimmen, wat an där Uni soll geschéien an där si awer an Zukunft Dag fir Dag musse schaffen oder an d'Schoul goen.

Ech wäert trotzdem net mat Nee bei deem Projet hei stëmmen, well ech och fannen, dass dat heiten en historesche Moment ass, dass déi Uni do iwwerhaupt geschafe gëtt. Fir deem Ausdrock ze ginn, wéll ech also op jidde Fall net mat Nee stëmmen. Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir wieren elo um Enn vuer Sitzung vum haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg um halwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.58 heures)

Ordre du jour

1. 5059 - Projet de loi

- 1) portant création de l'Université du Luxembourg;
- 2) modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;
- 3) abrogeant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur;
- 4) modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales;
- 5) modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;
- 6) modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant
 - a) réforme de la formation des instituteurs,
 - b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et
 - c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire;
- 7) modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)

4540 - Proposition de loi autorisant le gouvernement à créer

1. l'établissement public "Université européenne Terres Rouges" et
2. autorisant cet établissement public à participer comme membre fondateur au groupement européen d'intérêt économique "Campus universitaire européen Terres Rouges" à Esch-sur-Alzette (suite)

(Discussion générale - suite - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motions - Votes)

2. 5130 - Projet de loi modifiant le chapitre V "Relations avec les prestataires de soins" du livre I^{er} du Code des assurances sociales

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motions - Votes)

3. Discours de M. le Président
4. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Henri Grethen et Carlo Wagner, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

■ M. le Président.- D'Setzung ass op.

Mir fuere weider mat der Diskussioun vum Projet de loi 5059 iwwert d'Universitéit vu Lëtzebuerg zesumme mat der Proposition de loi 4540 iwwert d'Schafung vum engem Etablissement public «Université européenne Terres Rouges». Et sinn nach ageschriwwen: d'Madame Mady Delvaux-Stehres an d'Hären Alexandre Krieps a Xavier Bettel. D'Wuert huet elo d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

1. 5059 - Projet de loi

- 1) portant création de l'Université du Luxembourg;
- 2) modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;
- 3) abrogeant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur;
- 4) modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales;
- 5) modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;
- 6) modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant

- a) réforme de la formation des instituteurs,
- b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et
- c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire;

7) modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)

4540 - Proposition de loi autorisant le gouvernement à créer

1. l'établissement public „Université européenne Terres Rouges“ et
2. autorisant cet établissement public à participer comme membre fondateur au groupement européen d'intérêt économique „Campus universitaire européen Terres Rouges“ à Esch-sur-Alzette (suite)

(Discussion générale (suite))

■ Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Interventioun, déi fëgt sech an an dat, wat den Här Fayot de Moien am Numm vum der LSAP gesot huet. Ech brauch dat also net ze widderhuelen. Hien huet déi grouss Froe behandelt an ech behandelen déi kleng Froen.

(Hilarité)

Dat ass Aarbechtsopdeeling. Ech kann lech awer berouegen, et ass alles zesummen ofgeschwat, och déi Motiounen, déi den Här Fayot de Moien ofginn huet. Et si siwe Punkten, fir déi déi sech wëllen astellen op d'Längt vum der Ried. Si sinn allerdéngs vum enger ënnerschiddlecher Gewichtung.

Deen éischte Punkt ass dee vum der Mobilitéit, wou ech nach eng kéier wëll widderhuelen, dass mir als Sozialisten ëmmer fir d'Mobilitéit vum de Studente plädéiert hunn, an elo wou se europawäit pronéiert a promovéiert gëtt, ass et sécher net fir drop ze verzichten. Allerdéngs ware mir ëmmer fir eng fräiwëlleg Mobilitéit vum de Studenten, déi sollt vum Stat begleet an encouragéiert ginn, an net fir déi obligatoresch Mobilitéit, wéi se elo hei am Gesetz virgesinn ass.

Ech fannen iwwregens déi Diskussioun ëm d'Mobilitéit ganz interessant an och opschlossräich, well laang ass jo behaupt ginn zu Lëtzebuerg, mir wëllten op kee Fall eng Uni, well et war gutt wann eis jonk Elite an d'Ausland géif goen, fir do de Wand vum der grousser Welt ze erliewen. Dat ass jo och net falsch. Dat ass awer och nëmme bedéngt richtig, well deemno wou ee studéiert ass de Wand vum der grousser Welt jo och net esou interessant. Dat hat awer zur Konsequenz, dass ganz vill jonk Leit sech net konnten en Unisstudium leeschten, oder jiddefalls laang net, a mir hu jo och nach nëmme haut en niddrege Prozentsaz vum Universitären hei zu Lëtzebuerg.

Elo ass eng nei Asicht komm a mir brauchen eng Uni zu Lëtzebuerg. Ech wëll d'Ursaachen net allegueren nach eng kéier widderhuelen, déi si jo de Moien opgezielt ginn. Si stinn an all den Avisen an am Exposé des motifs. Mä dann traue mer eis där Saach awer net esou richtig a mir soen, déiselwech Leit, déi virdu géint eng Uni waren, déi soen elo, eis Studenten mussen awer an d'Ausland geschéckt ginn, fir dass se dee Wand do mat kréien.

Ech froe mech heiansdo, ob mer eigentlech e Minderwärtgeekeskomplex hei zu Lëtzebuerg hunn an eis et net richtig zoutrauen, dass mer dat géife fäerdeg brénge fir eng Uni opzebauen. Ech wëll elo awer keng Psychologie maachen, eigentlech just op d'Formulatioun vum deem Artikel agoen, deen eiser Meenung no iwwert dat gesichent Zil eraus geet, well dee jo zréckbehält, dass all déi Leit, déi zu Lëtzebuerg e Bachelor maachen, eng obligatoresch Period vum Auslandséjour mussen hunn, ouni op där anerer Säit ze preziséiere wéi laang déi Period kann oder muss sinn. Dat kënnt à la limite duergoe mat engem Mount, wat awer sécher net d'Absicht ass vum deene Leit, déi d'Mobilitéit pronéieren.

De Moien ass scho vill geschwat ginn iwwert déi Problemer, déi dat opwerft fir déi bestehend Formatiounen, déi elo dräi Joer hunn an déi exklusiv hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Et ass sécher gutt, dass déi Formatiounen obligéiert gi sech nei ze iwwerdenken, mä ob et

sénnvoll ass an alle Fäll, och bei Formatiounen, déi zum Beispill elo ganz rezent nei gemaach gi sinn, an ech denken do u verschidde Formatiounen um IST, ob et do sénnvoll ass déi ze obligéieren alleguerten hir Leit während enger Zäit an eng auslännesch Institutoun ze schécken, dat fanne mir iwwerdriwwen. Et ass eigentlech komesch, dass mer engersäits der Uni esou eng grouss Fräiheet ginn an hir dann awer esou ganz rigid Virlage ginn, déi et deene Leit, déi d'Formatiounen mussen organiséieren, ganz schwéier mécht. Et si scho vill Problemer nei Konzepter ze fannen, an dést wäert et nach méi schwéier maachen fir déi Konzepter dann ëmzesetzen.

Deen zweete Problem, deen ech an der Fro vun der Mobilitéit gesinn, dat ass dass et en erkläertent Zil vun der Uni ass, auslännesch Studenten op Lëtzebuerg unzezéien. Wat ech och e richteg Prinzip fannen. Wa mer d'Lëtzebuurger net an d'Ausland kréien, dann huele mer d'Ausland op Lëtzebuerg eran, wat och interessant ass a guff fir d'intellektuell Liewen a fir d'Liewe vun der Uni. Et mécht awer net vill Sënn, wa Leit aus dem Ausland heihinner kommen, déi mer dann obligéieren direkt am éischten Zyklus erëm an d'Ausland ze fueren, à moins dass déi da géifen en Diplom kréie vun zwou verschiddeenen Unien. Deen Diplom hätt dann eng Valeur ajoutée, mä dat schéngt mer um Niveau Bachelor schwéier.

Den drëtten Problem ass méi eng praktesch Fro, déi déi eenzel Studenten ueget. Fir en Diplom ze kréien, deen ee bis elo ganz zu Lëtzebuerg konnt maachen, muss een an Zukunft an d'Ausland goen. Dat verdeiert egal wéi deen Diplom. Natierlech kann een do e Méttel fannen iwwer Boursen an Hëlfe, mä ee ganz praktesche Problem, an ech schwätzen do aus Erfahrung, et ass immens schwéier eng Studentewunneng fir dräi oder véier Méint am Ausland ze fannen, well alleguerten d'Propriétaires, an och d'Foyere fir d'Studenten, déi si vill méi interesséiert een ze hunn deen e Joer bleift, wéi een deen nëmme fir zwee oder dräi Méint dohinner kënnt.

Déi véiert Fro, déi ech an dem Kontext wollt opwerfen, déi huet net direkt eppes mam Artikel 6 vum Gesetz ze dinn, et ass eigentlech eng ëmgedréinte Fro. Ech wollt do vun der Formatioun vun de Sproochproffschwätzen.

Bis elo bidde mer an de Sproochen um Cours Universitaire een oder zwee Joer un: Däitsch, Franséisch oder Englesch. An da mussen déi Studenten an d'Ausland studéieren goen, an zwar an dat Land wou se d'Sprooch studéieren. Dat ass guff, well dann hu se eng besser Praxis vun der Sprooch. Dat dréit sécher bäi zur Qualitéit vun de Sproochproffen hei zu Lëtzebuerg. Dat ass esou wichtig, dass mer am Gesetz stoen hunn, wann een en Diplom an där Sprooch aus engem Land huet, wou d'Sprooch net geschwat gëtt, dann därfer een zu Lëtzebuerg net Sproochproff ginn. Dat heescht praktesch, een deen en Doktorat am Däitschen huet aus Frankräich, deen därfer zu Lëtzebuerg net Däitschproff ginn.

Elo maache mer, theoretesch du moins, d'Méiglechkeet op, dass ee ka fennef Joer op der Universitéit Lëtzebuerg Sprooch studéieren mat enger kuerzer Période de mobilité, an da géife mir als Land wat d'Uni huet net zouloossen, dass dee mat deem Diplom an engem Lëtzebuurger Lycée kennt enseignéieren. Ech wëll elo net hei soen, dass dat onbedéngt muss geschéien, mä d'Méiglechkeet schaffe mer iwwert dat Gesetz.

Déi Froen do sinn alleguerten eigentlech net beäntwert. Si sinn net am Gesetz beäntwert a si bewiesen a mengen Aen, dass d'Iddi vun der obligatorescher Mobilitéit wahrscheinlech net bis zum Enn duerchduecht ginn ass, och mat all

deene gudden Absichten, déi bestanen hu fir dat an d'Gesetz anzesetzen.

Deen zweete Punkt, deen ech wollt opwerfen, dat ass dee vun deenen Diplomer, déi op der Uni ausgestallt ginn, an hire Wäert.

Am Text steet, an dat liest sech och ganz schéin, et gi Formations académiques an et gi Formations professionnalisantes. Et ass eigentlech relativ einfach sech virzustellen, wat eng Formation professionnalisante ass. Schoulmeeschter, Ingenieur si kloer Formations professionnalisantes. Ech hunn allerdéngs meng Problemer mat der Definitioun vun enger Formation académique, well déi meescht Studenten, déi déi zwee Cyclé gemaach hunn, déi ginn herno an de Beruff. Déi mannt vun hinne gi jo Chercheur. An och wann ëmmer méi Leit en Doktorat maachen, kennen ech der awer ganz vill, déi do Wierker schreiwen, déi eigentlech méi praxisbezu si wéi dass si elo an der Recherche pure wäeren.

Ech fannen dofir déi Diskussioun ëm „académique“ a „professionnalisant“ éierlech gesot e bëssen akademesch, an ech ka mech deem net esou ralléieren, mä vu dass awer déi Optioun festgehale ginn ass am Gesetz, och aus Ur-sachen déi ech deelweis verstinn, mengen ech wär et awer ganz wichtig opzepassen, dass Passerellen zwëschen där enger Formatioun an där anerer géife geschafe ginn. Ech denken, dass dee ganze Processus vu Bologne, deen de Moie laang erkläert ginn ass, et ka méi einfach maachen, an haapt-sächlech de Système ECTS.

Et ass also eng Formatioun, déi a Punkten ausgedréckt gëtt, fir dass se europawäit vergläichbar ass, an net méi a Joren. An den Hauptintéret vun deene Punkten, déi do en Diplom wäert sinn, dat ass jo, dass eng Institutoun, déi wëllt hir Diplomer unerkannt kréien, muss eng Demande maachen, fir dass se eng gewëssen Zuel vu Punkte kritt. Fir dass si déi ka kréien, muss se dokumentéiere wat enseignéiert gëtt, de Programm an d'Qualitéit dovunner. Ech mengen, dass dat also bäidréit zur Qualitéit an dass dat och e gewëssen Niveau vun der Formatioun garantéiert.

Ech fannen dat eng interessant Perspektiv an ech wëllt hei och een Niewepunkt domadder illustréieren. Ech mengen, dass et immens wichtig wär fir zum Beispill de Stage pédagogique vun de Proffe vum Secondaire, dee jo am Département vun de Sciences de l'Éducation, huelen ech un, ugesiedelt gëtt an deen de Moment reng professionnalisant ass, wou keng ECTS-Punkten drop stinn, an ech géif dann en Appel maachen, dass déi responsabel awer déi ECTS-Punkten do ufroen, fir dass Perspektiven opgi fir déi Leit, déi hei am Stage wäeren a vill theoretesche Bagage matkritt hunn, dass dat awer géif eventuell als Equivalent vun engem DEA unerkannt ginn, dass domat d'Entrée an en Doktorat fir déi géif méi einfach ginn.

Dat also fir ze soen, dass ech dee Processus de Bologne eigentlech positiv fannen. Allerdéngs ass dee Prozess eréischt am Ufank. Mir brauchen nach vill Zäit bis en an alle Länner duerchgesat ass, net nëmme verbal, mä och praktesch. An et sinn esouguer Leit déi behaupten, e Land wéi Frankräich géif sech deem ni ënnerleeën, déi géifen net op hir Maîtrise mat véier Joer verzichten, an et muss ee jo éierlech soen, mir hunn och Problemer, net wat d'Formatioun ueget, mä wat den Accès zum Beruff ueget. Eis ganz Fonction publique ass dorobber opgebaut, dass een e Bac+4 huet an net e Bac+3 an e Bac+5. Dat stellt also och d'Lëtzebuurger Gesetzgeber viru Problemer.

Aner Leit soen awer, dass wann ee seet e Bachelor, dat sinn dräi Joer, an e Master, dat sinn der fennef, dass een dat eigentlech ze enk géif interpretéieren, a Bologna géif

Mindeststandarde festsetzen. Dat heescht, e Bachelor si minimal 180 Kreditter, kënnen der awer och méi sinn. Zum Beispill kënnen et der 240 sinn.

D'Formulatioun vun eisem Artikel 6 schwätzt sech net doriwwer aus. Si seet, dass deen éischten an zweete Cycle zesumme fennef Joer hunn. Si seet net wéi laang de Bachelor ass.

Jiddefalls stellen ech fest, dass mir eis also net iwwert de Bachelor ausschwatzen. Mir soen, mir sinn d'accord mam Bachelor, mä mir preziséieren net wéi laang. Sinn dat dräi Joer oder méi Joren? Et ass awer net esou dass d'Politik sech kennt do eraushalen. Éischens gëtt all Diplom iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht, suite vun deenen Amendementer wéinst de konstitutionnelle Bedenke vum Conseil d'Etat. Zweetens gëtt e Kontrakt zwëschen der Uni an dem Ministère ausgehandelt, wou jo d'Programmer, d'Enseignementer festgeluecht ginn. An drëtens ass jo mat engem Diplom den Accès zum Beruff nach ëmmer net geregelt. D'Chamber muss sech herno an engem Gesetz awer iwwert den Accès zum Beruff ausschwatzen.

Wann also dat Gesetz sech net festleest prinzipiell op d'Durée vum Bachelor, da kann et awer net esou sinn dass dat eis näischt méi ueget. An do kennt dann déi éischt Fro. Ech froe mech ob et richteg ass, wéinst der Ästhetik vum Prinzip, op bewäerten Titelen ze verzichten, wéi zum Beispill - ech mengen den Här Greisen hat de Moie laang dovunner geschwat - dee vum Ingénieur industriel. Dat ass eng Formatioun, déi um IST relativ nei ugebuede gëtt. Deen Ingenieurtitel ass och unerkannt a mir mengen, et wier guff iwwert de klassische Bachelor eraus ee Joer, eventuell wann et e Bachelor 3 ass, drun ze hänken, fir den Ingénieur industriel nach ëmmer ze erméiglechen, an eng vun deene Motiounen, déi den Här Fayot ofginn huet de Moien, beschäftigt sech mat där Fro.

Déi zweet Fro an deem Kontext, an dat ass main drëtten Punkt, ass d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen. Dat wat mer wëssen nom Gesetz, dat ass dass et vun der Rentrée 2004 un, dat ass also net esou wäit ewech, eng nei Formatioun gëtt fir Schoulmeeschteren a Léierinnen, primaire a préscolaire, a mir wëssen och, well dat am Exposé des motifs steet, dass déi Formatioun e Minimum vun 180 ECTS-Punkte wäert kréien. Wat ass et dann? Meéi steet net am Gesetz. Do bleiwen awer da ganz vill Froen, iwwert d'Dauer vun de Studien, awer och iwwert den Inhalt vun de Studien. Hei am Haus ass vill bei de PISA-Debatten iwwert d'Wichtigkeet vun der gudder Ausbildung vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen geschwat ginn. Elo gëtt dës Formatioun geännert an an der politescher Welt weess eigentlech kee wéi. Den Här García huet de Moie gesot, et wier Zäit iwwer e Quantensprung och an där Formatioun nozedenken, mä wa mer dat d'nächst Joer sollen ufänken zu Lëtzebuerg, da géif et awer elo héich Zäit ginn, dass mer eis doriwwer géifen ënnerhalen. Do ginn et natierlech Problemer.

De Ministère vum Enseignement supérieur këmmert sech ëm d'Uni. Deen huet awer keng Kompetenz iwwer e Recht vun de Schoulen, net iwwert d'Primärschoul, net iwwert d'Lycéeën. Dee kann also net e Profil vun Schoulmeeschteren a vun der Léierin festleeën. De Ministère vun der Education nationale huet d'Kompetenz iwwert d'Primärschoulen an de Secondaire, ass awer net zoustänneg fir d'Uni, an deen huet sech bis elo vornehm

ausgeschwiegen iwwert deen dote Sujet.

Éierlech gesot, ech fannen dat net seriö, an ech géif mengen dass et Zäit gëtt, dass mer prezis Indikatiounen géifen zu dëser Fro kréien. Wou gëtt de Schwéierpunkt vun der Ausbildung geluecht? Ass dat Allgemengwëssen, gëtt et Fachwëssen, ass et méi pedagogesch, ass et méi praktesch oder ass et e bësse vun allem? Wou ass dat Konzept vun der Regierung dozou?

Ech weess, dass déi Fro vill diskutéiert gëtt, an Aarbechtsgruppen, zesumme mat Expären, um ISERP. Ech hunn och zimlech prezis Virstellungen doriwwer. Fir mech ass e Schoulmeeschter nämlech net e Wëssensverméttler, mä et ass e Pedagog, an dat heescht een dee weess, fir dass e Schüler iwwerhaupt ka léieren, muss en an eng Situatioun versat ginn, dass en och wëllt léieren. Et ass een, deen also seng Schüler ka begleeden a motivéieren. Et ass een, dee kann op déi Persoun agoen, deen d'Schwieregkeeten, d'Problemer an d'Stärkte vun engem Schüler, vun engem Kand erkennt. Et ass een, dee kann am Team schaffe mat all deenen anere Leit, déi sech ëm d'Kanner këmmere. Et ass een, deen op genuch ass a sécher genuch ass fir mat den Elteren och kënnen ze schwätze wann et Problemer gëtt.

Ech wëll elo net alles opzielen, mä jiddefalls ass et e ganz komplex Berufsbild, wéi all déi Beruffer, wou d'Aarbecht net un der direkter Produktivitéit gemooss gëtt, mä eigentlech all déi Beruffer, wou een eng Influenz op aner Persounen am positive Sënn wëllt huelen, dat heescht e Kand zum Léieren ze bréngen. Am Fachjargon gëtt dat da genannt e reflektéierende Praktiker. Dat heescht, een dee genuch theoretesche Bagage huet, fir dee mat a seng Praxis eranzehuelen, awer deen och seng Praxis gebraucht fir säin theoretesch Wëssen.

Mä ech weess awer net op dat d'Vuë vum Ministère vun der Education nationale sinn, an ech géif mengen et wier Zäit dass dee Ministère sech géif zu dëser Fro äusseren.

Eng suplementar Schwierigkeet vun der Formatioun vun de Schoulmeeschteren an de Léierinnen an enger Universitéit, déi jo oft akademesch orientéiert ass, dat ass dass d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen, awer och vun den zukünftege Proffen, en Zesummespill vun theoretescher a praktescher Ausbildung verlaangt. Also brauche mer d'Zesummenaarbecht vun den Theoretiker, dat heescht Proffen, déi an der Uni sinn, an de Praktiker, dat heescht d'Schoulmeeschteren an d'Proffen, déi am Lycée sinn. An dat ass e richtigen Défi fir déi ze organiséieren, an da kennt dobäi dass mer zu Lëtzebuerg eng ganz komplex Sproochsituatioun hunn. Et ginn am Ausland keng Recetten, déi eis soe wéi een dann am beschte mat deene Froen do alleguerten eens gëtt.

Dofir si mer als LSAP der Meinung, dass et absolut justifiéiert ass fir d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren mat 240 Punkten unzesetzen, a condition dass den Inhalt vun der Formatioun deem och entsprécht. Ech kann hei net op all d'Aspekter vun der Formatioun agoen. Ech wëll just ee Wuert soe wat mir perséinlech terribel um Häerz läit. Mir hätte jo gär Passerellen an et muss och méiglech sinn, dass een als Schoulmeeschter mat engem Bachelor professionnalisant kann herno e Master maachen, dee jo da méi académique ass.

Ech ka mer net virstellen, dass een en héich diploméierte Pedagog gëtt, wann een net och eng Praxis huet. Et kann net esou sinn, dass ee fennef Joer op der Uni ass an dann ass ee Professer an der Pedagogik, ouni jee Schoul gehalen

ze hunn. Ech mengen also, dass een do misst schon e va et vient téschent der Praxis an der Theorie aleeden, a besonnesch an deem do Secteur schéngt dat mer ganz wichtig.

An da wëll ech hei eng Klammer opmaachen. Dat wat richteg ass fir d'Enseignanten, mengen ech, ass eigentlech fir all Beruff richteg. Dat heescht, dass ee ka wiesselen téschent Praxis an heiansdo erëm sech an theoretesche Bagage zouleeën. An dat ass jo och d'Iddi vum lifelong-learning an ech mengen an ech hoffen, dass d'Universitéit Lëtzebuerg och eng Chance gëtt an eng Plaz gëtt, wou ee kann net nëmmen als Citoyen, mä och als Individu lifelong-learning praktizéieren. Ech freee mech jiddefalls dorobber, dass ech dat eng kéier kann.

Mir hunn opgepasst als Chamber, dass den Accès zu deene verschidde Formatiounen op der Uni och kann op si fir Leit, déi elo net all Virdiplomer musse maachen. Wat net heescht dass herno d'Diplomer bradéiert ginn. Fir en Diplom ze kréien, muss ee jo e gewëssen Niveau kënnen errechen, an dee muss och certifiéiert ginn. Mä et muss awer net sinn, dass een all Joer mühseeleg muss nomaache fir kënnen zu enger Formatioun an engem Diplom zougehoos ze ginn. Dat heescht also, dass mer och eng Validation des acquis professionnels an dat Gesetz hei ageschriwwen hunn. Ech fannen dat immens wichtig an ech hoffen, dass déi Responsabel vun der Uni, déi jo herno driwwer decidéieren, ob d'Dossieren an d'Unieragehall ginn, dat och esou interpretéieren.

Mä véierte Punkt, dat ass een deen ech net ka loossen, dat si meng Appréhensionen virun der Mise en place vun där neier Uni. Ech mengen de Choix vun der Tabula rasa oder net Tabula rasa am Unisecteur, dee kann ee guff oder schlecht fannen. D'Gesetz gesäit jo vir dass d'Universitéit Lëtzebuerg juristesche den Nofolger ass vun all deenen Institutionen déi ofgeschafft ginn a se och hir Aufgabe muss iwwerhuelen. Et ass guff dass dat am Gesetz steet. Dat ass awer menger Meinung no ganz schwéier an der Praxis. An ech wëll elo net d'Fro stelle wéi schnell déi nei Equipe en place ass. Ech hoffen dass et schnell geet an ech hoffen dass et eng guff Equipe ass. Mä souguer dann, da muss déi nei Equipe jo mol sech selwer organiséieren. Da muss se nei Strukturen schafen, dräi Fakultéiten, ouni vun de Centres interdisciplinaires ze schwätzen. Da muss se dee Contrat pluriannuel mat der Regierung preparéieren, sech Gedanken maachen iwwer Formatiounen, iwwer nei Formatiounen, iwwer bestehend Formatiounen, déi musse geännert ginn, an da muss se en plus d'Affaires courantes géiere vun net enger, vu véier verschidde Siten, den IST, den ISERP, de CUN-LUX an dann d'Halschent, géif ech soen, vum IEES. Also ech bewonderen déi Leit, dass déi dat alles zesumme fäerdig bréngen. Ech hat gemengt et wier besser et géif ee vläicht nach eng Hëllefstruktur intermédiaire asetzen. Dat ass net zréckgehal ginn. Ech wënschen deene Leit all Chance an ech hoffen dass et klappt. Mä mir hunn awer dozou nach eng Motioun erageginn.

Mä fennefte Punkt, an deen ass scho bal langweilig, dat ass dee vum Site. All Argumenter plädéiere fir ee Site. Éischens mengen ech dass déi Uni während deenen éischte Jore relativ kleng gëtt. Mä mir kréie jo elo net eng Uni wéi Paräis oder mat all deene Beispiller déi de Moie genannt ginn, also dat baut sech jo mol lues a lues op. A fir dës Uni liewen ze dinn, en Zesummeliewen, e richteg Studenteliewen a Profelliewen, intellektuell Liewen ze kréien, en Zougheiregkeetsgefäll vun de Leit zu der Uni, hätt ech gemengt wier et guff wa se op enger Plaz wäeren.

Dat zweet Argument, dat ass d'Interdisciplinarité. Dat gëtt jo grouss an de Fändel vun der Uni Lëtzebuerg geschriwwen. Dat ass ee vun de Markenzeichen, dass interdisziplinär zu Lëtzebuerg an der Uni soll geschafft ginn, an ech hoffen, no allen Diskussiounen déi ech héieren hunn, dass déi Interdisciplinaritéit och wierklech zwëschent de Fakultéiten an net nëmmen innerhalb vun enger Fakultéit ass. Ech sinn nach net esou iwwerzeegt vun deene Projeten, déi bis elo esou zirkuléieren. Also ech mengen d'Zukunft läit dran, dass ee Philosophie mat Biologie, oder Informatik mat Droit, dass also iwwert d'Fakultéiten eraus interdisziplinäre organiséiert gëtt. An da mengen ech wier et méi einfach fir d'Interdisciplinaritéit do och wierklech Liewen ze ginn, wann d'Leit zesammen op engem Site sinn. Ech gleewen och un d'elektronesch Kommunikatiounsmittelen, mä näischt ersetzt ee gudde perséinleche Kontakt.

A main drëtt Argument, dat ass dat vun der Infrastruktur. Fir eng Uni funktionnéieren ze doen, brauch een eng gewëssen Infrastruktur déi gemeinsam ass. An ech denken un de Restaurant universitaire, ech denken un d'Services sociaux déi eng Uni muss hunn, e Service médical, dee mer och elo nach net hunn, deen eng Uni awer normalerweis kritt, an haaptsächlech un eng Bibliothéik.

Mir hunn allgemeng Problemer mat Bibliothéiken zu Lëtzebuerg. Natierlech huet all Fakultéit eng Fachbibliothéik, Fachbicher, mä an all Bibliothéik gëtt et awer och e Stack vu gemeinsamen Encyclopédien, Dictionnairen a Säll wou ee sech kann zesummefannen, wou ee sech kann ophalen. An da gëtt et net nëmmen dat éischt Investissement, mä ech menge fir eng Unisbibliothéik ass och d'Heure d'ouverture wichtig. Dat heescht, et ass oft esou dass Studente just de Weekend loscht hunn an d'Uni ze goen oder méi spéit owes, no de Coursen, a fir dat op dräi Site ze multiplizéieren, dat schéngt mir awer wierklech e bëssen onméiglech ze sinn, fir dat elo mol gentil ze formuléieren.

Dofir mengen ech dass och all finanziell Argumenter géife fir ee Site plädéieren an ech ginn d'Hoffnung net op, dass mer fir eng Keier iwwert déi normal Kierchtuermspolitik ewech kommen an net jiddferengem eppes ginn, mä dass mer eng rationell Léisung proposéieren a keng Multiplikatioun vun Infrastrukturen am Intérêt vum Fonctionnéiere vun der Uni, mä awer och am Intérêt vun de Stellwäerter, déi mer müssen an déi deier Infrastruktur investéieren, a mir hunn och eng Motioun an deem Sënn eragin.

Ech wëll ee Wuert soen, mir hunn eis net op e Site festgeluecht. Ech perséinlech ka mat all Site liewen, ob et an der Stad ass, am Süden oder am Norden oder am Osten. Mir mengen awer, dass zwou Konditioune wichtig sinn. Éischtens plädéiere mer derfir, dass eng Uni net ofgeschnidden ass vun all anerm Liewen. Dass de Mélange zwëschent engem Stad- oder Duerfliewen an dem Unisliewen wichtig ass an eng Beräicherung ass fir déi zwee. Déi Campusen op der grénger Wiss, dat ass eigentlech net, menge mir, d'ideal Virstellung. Déi zweet Konditioun ass, dass et e gudden Uschloss gëtt un den öffentliche Transport, fir déi Leit, déi onregelméisseg awer do hin an hier ginn, kënnen ze transportéieren, an dofir och eng Motioun.

Mäi sechste Punkt, dee kann ech ganz kuerz maachen. Ech wëll e just ernimmen hei. Dat ass, wann déi Uni soll funktionnéieren a wa mer auslännesch Studente wëllen heihinner kréien, mir brauche Studentewunnengen. Mir hunn elo schon e Mangel, e schreckleche Mangel, wann ech richteg informéiert sinn, ongeféier 1.000 Wunnengen déi feelen. Ech weess,

dass der elo 93 virgesi sinn um Lampertsberg. Dat ass gutt, mä dat ass awer nëmmen eng Drëps op e Steen.

Et gëtt virgesinn am Campus Belval gréisser Studentewunnengen ze bauen. Kee weess awer, wéini se gebaut ginn. An ech perséinlech awer elo hat ëmmer d'Hoffnung, vu dass zwee Spideeler géifen an der Stad eidel ginn, dass eent dovunner kennt benetzt gi fir Studentewunnengen hei an der Stad ze maachen, wat och e gewëssene Rajeunissement vun der Stad Lëtzebuerg géif mat sech bréngen. Vlächicht kann dat sech jo awer nach maachen, ech ginn d'Suggestioun mol nach mat weider.

A mäi leschte Punkt, dat sinn d'Sozialfroen, déi net direkt eppes mam Projet ze dinn hunn, mä déi awer wichtig si fir d'Liewe vun der Uni. Wa mer auslännesch Studenten op Lëtzebuerg wëlle kréien, da kënnen der jo och aus Drëttlänner dobäi sinn. An da muss et sécher sinn, dass déi e Permis de séjour hei zu Lëtzebuerg kréien.

(Interruption)

Dat schéngt mer eng indispensable Konditioun ze sinn. Da muss et menger Meenung och nach méiglech sinn, dass déi Studenten eventuell kënnen eng kleng Beschäftigung doniewent hunn. Well jiddferen huet jo net Elteren, déi de Studium finanzéieren, an dass se kënnen Aarbechte maachen. Da brauche se och nach eventuell e Permis de travail hei zu Lëtzebuerg.

An da kann et jo mol sinn, dass ee Student aus engem Drëttland wëll zu Lëtzebuerg en Doktorat maachen. An da kann en e Kontrakt kréie fir Recherche eventuell matzemaachen. An da brauch en och nach e Permis de travail fir méi eng laang Zäit. An ech wëll deenen zoustännege Plazen an der Regierung soen, dass et awer wierklech déck Zäit gëtt, dass sech em déi dote Froe gekëmmert gëtt, well soss kënnen mer all Ried iwwer eng international Uni zu Lëtzebuerg awer menger Meenung no vergiesse.

A main allerleschte Punkt, dat ass éischter e perséinlecht Uleies, mä ech mengen awer och dass et wichtig wier fir d'Uni, dat ass d'Sozialofsécherung vun de Studenten. Mir si verwinn zu Lëtzebuerg. Mir hunn eis Studenten och verwinn. Alleguerten d'Studenten, déi net Elteren hunn déi an der Lëtzebuerger Sécurité sociale verséichert sinn, si bis 27 Joer, wa se studéieren, coassuréiert. Dat heescht, si si krankverséichert a si brauchen näischt dofir ze cotiséieren. Ech wëll dat do net ofschafen. Net dass ech dat elo ënnerstallt kréien. Mä déi aner Länner hunn dat net. Déi Studenten aus deenen anere Länner, déi sinn normalerweis mat 18 Joer net méi bei hiren Eltere verséichert a müssen dann an eng Mutuelle goen a sech selwer versécheren a Kotisatioune bezuele fir krankverséichert ze sinn. A wann elo auslännesch Studenten op Lëtzebuerg kommen, da kënnen déi hir Eltere jo net matbréngen fir dass se hei coassuréiert sinn. Also muss do eng Léisung fonnt ginn, och fir d'Sozialofsécherung vun deene Studenten, déi net zu Lëtzebuerg Elteren hunn, ze léisen.

Dat ware meng siwe Punkten, Här President. Et bleift mer zum Schluss der Ministesch ze félicitéieren fir hir Obstination an deem Dossier. Ech weess net ob jiddferen dat fäerdeg bruecht hätt.

(Hilarité)

An der Madame Stein als Presidentin vun eiser Kommissioun, ...

■ Plusieurs voix.- Ah!

■ Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- ...déi eis awer wierklech mat enger Engelsgedold alleguerten erdroen huet, ni d'Nerve verluer huet, ëmmer bereet war nach eng Charge op sech ze huen

len an déi et och fäerdeg bruecht huet - mat deene Beamten, déi ëmmer hëllefürich zur Säit stongen -, dass mer eng gutt Aarbecht an der Kommissioun gemaach hunn, an deem Kader selbstverständlech wou et méiglech war, an dass dat och nach eng agréabel Zesammenaarbecht war. Ech wäert déi Aarbecht an der Kommissioun vermessen, wa mer elo fäerdeg sinn.

Här President, ech si frou dass mer eng Uni zu Lëtzebuerg kréien. Ech mengen net, dass dat Gesetz hei perfekt ass, an dass, esouguer wa mer e perfekt Gesetz hätten, et nach net garantéiert wär, dass d'Uni e Succès géif ginn. Fir dass déi Entreprise e Succès gëtt, brauch et nach vill Aarbecht, vill Talent an och e bësse Chance. Ech wënschen eis dat alleguerten zesammen.

Ech soe merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. D'Wuert huet den Här Krieps.

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genau wéi meng Fraktiounskollege vun der demokratescher Fraktioun - Pleonasmus -, deelen ech déi pessimistesche Approche vun der sozialistescher Dagespress vun haut ganz a guer net. Dës Gesetzgebung, dat ass de Moien e puermol gesot ginn, wäert héchstwahrscheinlech eng vun deene wichtigste vun deser Legislaturperiode bleiwen. All Hoerspléckerei hätt ons nach 100 Joer kascht, bis mer ukomm wären. Verschidde Virriedner hunn et de Moien natierlech erëm fäerdeg bruecht zugläich dergéint an dofir ze sinn. Dat ass e ganz schwierigen Exercice, zwar net esou ganz opfalend. Dir wësst jo, dass ech net beséilt si vun Enttäuschungen, Frust oder soss negative Gefüller, net ganz oft op alle Fall.

D'demokratesch Fraktioun ënnerstëtzt dese Projet. An zu deser Gesetzesvirlag muss ech der Ministesch Hennicot-Schoepges e Luef aussprieche, dass si mat hire Mataarbechter, der Madame Faber an dem Här Dondelinger, deen Dossier hei resolut ugepaakt huet, speziell wou dese Projet jo net an der Regierungserklärung stong.

En zweete Luef, an d'Madame Stein ass haut schon oft gelueft ginn, ass fir hir Gedold an der Chamberskommissioun, wou duerch et hir méiglech war déi Aarbecht hei zu engem gudden Ofschluss ze bréngen. Dat huet och hire mündlechen a speziell foulléierte schrëffleche Rapport bewisen. D'Kommissioun selwer huet an engem ganz gudden iwwerparteilche Geescht un deem heite Projet vill Aarbecht geleescht. Wéi gutt déi Rumm schlussendlech elo ass, dat gi mer an e puer Joer eréischt gewuer. Wann d'Kritique vun haut oder d'Onzoulänglecheete vu muer wouer ginn, muss dést Gesetz verbessert ginn.

Ech wëll net an d'verfassungsrechtlich Bedenke vum Statsrot a Bezuch zu der Héichschoul oder der Autonomie vun de Verfassungs prerogativen agoen. Et ass net ausgeschloss, dass et ons heron vlächicht e bësse Leed doe wäert, dass mir am Virfeld vun deser Gesetzesvirlag net Zäit hate fir déi bestehend Strukturen an déi connectéiert Strukturen e Funktionsaudit ze maachen.

Prinzipiell deelt d'Demokratesch Partei och net d'Meenung vun der europäescher Kommissioun, dass d'Héichschulzerzéiung eng gesellschaftlech Leeschtung ass, eng Dëngschleeschtung wéi all aner, an dass de Student nëmmen e Konsument wär.

De finanziellen Zougang zu der Héichschoulbildung soll fir all Student nom Mérite an net nom Geld geséichert bleiwen. A wéi aner Virriedner de Moie scho gesot hunn, schéngt mer 20% vun de Recette vun der Uni Lëtzebuerg, wat d'Aschreiwungen ubelaangt, wéi d'Note finanziéieren dat ausweist, vill ze héich ze sinn. Net all Student vun där Uni ass an der Luxembourg School of Finance. Mir wëllen hei kloer gestallt hunn, dass dést eng öffentlech Uni ass an net eng privat Uni.

Wann een d'Fiche financiéiere kuckt, gesäit een, dass d'Regierung gewëllt ass, d'Obligation de moyens spillen ze loosse. Mir als Chamber, déi vill vun deene Moyens budgétaires wäerten dotéieren, erwaarden natierlech och eng Obligation de résultats, sou dass d'Chamberskommissioun gefrot huet um Lafende gehalten ze gi vum Fortschritt. D'Evaluatioun interner an externe, an net nëmmen déi finanziell Evaluatioun, muss regelméisseg virgeholl ginn, wat jo och am Text steet.

Eng länger Diskussioun ass et ginn iwwert d'Opportunitéit vun der Integratioun vun deenen Instituter IST, ISEIP, LIASIT, Luxembourg School of Finance an dem Institut d'éducation sociale. Fir ons ass et keen Zweifel, dass des Instituter sech an der Uni Lëtzebuerg mussen opléisen an deene respektive Fakultéiten ënnergeuerdnet mussen ginn. Net glécklech ass zum Beispill d'Iddi, wéi de Gesetzestext et festhält, dass d'Luxembourg School of Finance, ënner Emstänn, direkt dem Rektorat ënnerstallt kënn ginn. Dat gesinn ech als net ganz virsiichteg. Och déi Centres interdisciplinaires, déi ugesprach si ginn, kënnen net nient de Fakultéite bestoen. Déi mussen ouni Zweifel ënnert an téschent de Fakultéite bestoen. Et ass also wichtig, dass d'Ausföhrungsbestimmungen des Enneruerdung genauestens festleeën, fir all Messverständnisser vu vireran aus dem Wee ze goen.

Andeem dass mir dést froen, si mir natierlech net fir en demokratischen Zentralismus oder géingt eng Autonomie vun deenen eenzelne Komponenten, mä mir gleewen awer guer net un d'Effizienz vun enger horizontaler Integratioun vun deenen Ennerstrukturen, mä gleewen un d'absolut Noutwendegkeet vun enger vertikaler Integratioun, dat heescht dass eng Struktur, an an deem Fall ass dat de Rektorat, de Flux vun den Enseignanten, Chercheuren a Studente kontrolléiert. Dofir gleewe mir och net, dass déi eenzel Ennerstrukturen hir eege Mataarbechter nominéieren sollen. Si solle gefrot ginn, mä d'Nominatioune sollen, wéi dat zum gréissten Deel virgesinn ass, duerch de Grand-Duc oder d'Rektorat virgeholl ginn, soss komme mer an eng richteg Inzuchtsituatioun.

Et ass also kloer, dass an deser Gesetzesvirlag natierlech méi vun de Strukturen an de Fonctionne Rieds ass wéi vun de Contenuen. Déi Verantwortlech wäerte sech natierlech schnell op d'Bee setzen, fir d'Contenuen ze definéieren an op den Niveau ze bréngen. Mir dierfen nämlech net vergiesse, dass mir nëmmen eng Héichschoul si vu 4.000 an Europa. Positiv bewäerte mer den Tutorat, dee virgesinn ass. Kontrovers diskutéiert sinn déi organesch Relatioune ginn téschent der Uni Lëtzebuerg, de Centres de recherche publics an dem Fonds national de la recherche, an och d'Relatiounen téschent dem Stat an der Universitéit. Mir gleewen dass homogen, transparent Kontrakter téschent den eenzelne Partien eng dauerhaft a stabil Basis schafe kënnen. Hei wäerten eng fair Approche an eng Agrenzierung vun de perséinlechen Ambitioune an Egotrippen de Garant dofir sinn, dass déi Zesammenaarbecht funktionéiert.

D'Demokratesch Fraktioun géif an där Perspektiv sech als Recteur

eng integrativ Perséinlechkeet wënschen. Spezifesch Froen an der Recherche sinn net geléist. Speziell an der Recherche pédagogique oder an der Pédagogie sociale gesäit een nach net richtig, ob do e CRP ausgelagert gëtt oder ob dat an der Uni Lëtzebuerg bleift.

Erënnere mer nach dass, am Géigesaz zu deem wat de Moien hei behaupt ginn ass, an Europa a weltwäit manner wéi 5% vun den Entdeckungen oder vun den Innovatioune vun öffentlechen oder vu Regierunge ënnerstëtzt Centres de recherche kommen. Mir müssen also zolidd Brécke schloen zu privaten Institutioune, déi Recherche maachen. An Europa sinn déi meescht Centres de recherche publics an Universitéite chronesch ënnerfinanziert. D'Recherche an d'Universitéit solle keen Zäitverdreif ginn.

De Moien ass d'Fragmentatioun vum Personnel enseignant ugesprach ginn, d'Fragmentatioun vun den Axes de recherche, d'Atomisatioun vun de Site vun der Uni a vun de CRPen. Mir dierfen och net vergiesse, dass vill Slogané gebraucht gi méttlerweil: Europe de la connaissance, Europe du savoir, Réorganisation de la connaissance. Kommt loosst eis dat alles vergiesse. D'Kreatioun vun der Uni Lëtzebuerg bréngt natierlech och mat sech, dass en amont vun der Uni onse Secondaire méi spezifesch programmatesch reformuléiert muss ginn. Ech wëll net d'Madame Delvaux dépriméieren, mä ech bedauern, dass, faute de recrutement, am Secondaire, Horizont zéng Joer, kee Latäinprof méi am Secondaire wäert hei an deem Land schaffen.

(Interruption)

Ech wënschen lech net onbedéngt, dass Der zrëckgitt. Et wär awer eng elegant Léisung.

(Hilarité)

Eng besser a länger Ausbildung a Bildung wäerten en aval vun der Uni och materiell Fuerderungen no sech zéien, Bac+3, Bac+4, Bac+5 an esou weider mussen a wäerten honoréiert ginn, carrièreméisseg a finanziell fir all Filiären.

D'Montée en puissance vun deser Uni Lëtzebuerg wäert progressiv sinn a weder zu enger Inflatation vun Intelligenz nach vun Diplomer féieren. Verschidden Aspekter wéi d'Ouverture vum Corps enseignant a Studente fir Ausländer soll eis keng Angscht maachen. An der Schwäiz sinn d'Prozentsätz fir déi zwou Gruppen em 40%.

D'Mobilitéit bleift natierlech blutt-noutwendeg fir onst Ländchen. Déi Mobilitéit läit op den europäeschen Universitéite bei 1,5%. D'Exzellenz vun den doktrale Studië baséiert op der Exzellenz vun der Grondausbildung als Bachelor oder Master, a wéi scho gesot vum Secondaire.

Ofschléissend gleewe mir, dass all nei Uni, déi gegrënnt ginn ass, och falsch Optioune geholl huet. Mir sollen doraus léieren an eventuell Kurskorrektur schnell an d'A faassen no enger grëndlecher Analys, wann dat zoutreffe sollt.

Ech kommentéieren hei net dem Statsrot seng Position, wou en de Rectorat verglach huet mam Roi Soleil - de Louis XIV ass vum Här Wiseler zitéiert ginn -, oder wou de Statsrot de Rectorat verglach huet mat engem Schafferot vun enger klenger Gemeng. Ech hoffen net, dass mer esouwäit erofkommen.

(Interruption)

Ech schwätze vun enger klenger Gemeng, Här Di Bartolomeo. Dat ass manifestement net Är.

An eiser Multikulti-Gesellschaft, wou mer bis elo méi multi wéi kulti waren, ass et ouni Zweifel sécher, dass d'Uni Lëtzebuerg zu engem besseren Zesummeliewen an onser Gesellschaft bäidroen wäert.

Leschtlech wënne mir all deene Verantwortlechen, ugefaange bei der Ministesch Hennicot an hire Mataarbechter, déi noutwendeg Ausféierungbestëmmunge gléckleech an haaptsächlech kloer ze faassen.

Ech soenlech merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Madame Stein, eiser Presidentin, e grouse Merci soen. Et ass éierlech gemengt. D'Madame Stein huet eis Kommissioun gutt geleet. Mir hate vill Sitzungen. Mäi Merci geet och un d'Madame Faber, un den Här Dondelinger, déi vill Geduld mat eis haten. Madame Hennicot, un lech och.

Wéi ech nach President war vun de Jong Demokraten, do hat ech ëmmer méi kritisches Avisen zur Politik am Educatiounsministère, mä ech muss awer soen dass d'Positioun vun der Madame Hennicot an deem heite Projet wierklech ganz korrekt war. Déi Positioun haut de Muere vum ADR hunn ech au contraire schappeg fonnt, an dann nach déi Bemierkung, déi ech gemaach kritt hunn. Ech si frou datt d'Madame Stein gesot huet, dass mer a ganz ville Punkten op eng konstruktiv Aart a Weis an der Kommissioun debattéiert a gestëmmt hunn. Wann ech den Apport vum Här Greisen hätt missen hei presentéieren, da kéint ech mech direkt nees sätze goen.

Déi Fro, déi gestallt gëtt: Firwat eng Uni zu Lëtzebuerg? Erlaabt mer, dass ech d'Madame Hennicot zitieren, déi haut am Jeudi gesot huet: „Les choses sont en train de changer au Luxembourg et on ne saurait échapper à cette évolution dans une société de la connaissance. Nous devons donc devenir autant producteur de savoir-faire que producteur de savoir.“ Ech hunn dat eng ganz gutt Äntwert op déi Fro fonnt.

All Orateur huet et scho gesot, mir hunn zu Lëtzebuerg ongeféier 7.700 Studenten, wat ee vun deenen niddregsten Tauxen a ganz Europa ass. Dat ass schonn eng Saach, firwat eng Uni zu Lëtzebuerg wichteg ass, dass och déi Zuel eropgeet. Zweetens soll ee selbstverständlech an d'Bildung investéieren, fir eis Welt kënnen esou gutt ze forméieren wéi et geet. Eng Uni zu Lëtzebuerg bréngt eis vill. Net nëmme Leit aus der Grenzregioun, mä wa mer eng gutt Uni hunn, da kommen och nach aner Leit op Lëtzebuerg, an da kënt och e Studenteliewen op, eppes wat et bis elo net gëtt. Elo ass d'grouse Vakanz an d'Studente sinn nees zréck zu Lëtzebuerg. Et gesäit een, dass eng nei Effervescence an der Stad bei de Studenten ass.

Deen dee mengt, dass eng Uni vun haut op muer eng top Uni gëtt, do wëll ech keen enttäuschen, mä et muss en awer enger Uni Zäit loosse, fir dass se sech entwéckelt. Et ass besser, eng Uni kritt mat der Zäit e ganz gudder Ruff, wéi direkt mussen engem schlechte Ruff lass ze ginn, well dat ass vill méi schwéier.

Och hat den Här Fayot de Muere Recht wéi en zitéiert huet, dass am DP-Programm dra steet, dass mir „eine hochwertige Universität in Luxemburg wollen“, an ech mengen, dass mat deem heite Projet a mat deenen Amendementer, déi dra komm sinn, eise Wonsch realiséiert gëtt.

Ech ginn op verschidde Punkten an, op déi ech schonn an der Kommissioun agaange sinn a wou ech frou sinn, dass se geännert gi sinn.

Éischte Punkt ass d'Demokratie op der Uni. Eng Uni muss liewen. Eng Uni däerf net e Rektor hunn an zwou, dräi Persounen, déi alles vun

uewen erof decidéieren. D'Décisions, d'Zesummeliewen, alles wat mat enger Uni ze dinn huet, muss vun ennen erop kommen.

Den Här Garcia hat an der Kommissioun gesot, mir hätten do en Diktator, an en huet nach aner Wieder gebraucht fir dem Rektor säi Pouvoir ze beschreiwen. Selbstverständlech war ech mat him averstanen, dass e Rektor e bëssen ze vill e grouse Pouvoir vis-à-vis vun deenen anere Compositanté vun der Universitéit hätt. Nom Avis vum Statsrot hu mer jo och de Pouvoir vum Rektor net vläicht verkléngert, mä op jidde Fall fannen ech et wichteg, dass op enger Uni déi verschidde Compositanten eppes ze soen hunn an net e Rektor eleng um laangen Hiewel sëtzt a soss keen eppes ze soen huet.

D'Madame Stein sot de Mueren, si wär ganz frou dass zwee Studenten an net nëmme ee Student an dem Conseil universitaire däreft sätzen. Et ass wichteg, dass all Compositanté vun enger Universitéit representéiert sinn. Dat soll net e Conseil universitaire si vu 25 oder 30 Leit, wou dräi oder véier Studenten dra sinn. Mir sinn eis eens. Déi gréissten Acteure vun enger Uni - net dass d'Proffe mech falsch verstinn - sinn zueleméisseg jo awer d'Studenten, dann d'Profen an de Personnel administratif. Dat heescht, et kann net sinn dass ee bei 30 Leit dräi Studenten huet. Am Ufank ware méi Studenten do wéi aner Représentanten, mä et ass wichteg, dass d'Studenten och representéiert sinn op eng korrekt Aart a Weis.

En plus ass elo nach derbäi komm, dass am Conseil de gouvernance e Student kann assistéieren, och wann en nëmme eng Voix consultative huet. Ech fannen dat ganz wichteg. Dat heescht, d'Zesummeliewen an Demokratie op deser Universitéit ass garantéiert.

Dann e Punkt, dee mer e bësse leed deet. An der Kommissioun ware mer op de Conseil de discipline agaangen. Wann een eng fléie gelooss huet, muss dat vun der Uni sanktionéiert ginn, an dofir war e Conseil de discipline geplangt, deen hallef vun Studenten, hallef vun Enseignanté sollt besat ginn, deen dann eng Décisioun muss treffen an eng Stroff fixéieren, déi e Blâme, eng Expulsioun, eng Interdiction de passer des examens ka sinn.

Leider huet de Conseil d'Etat eis do e Stréch duerch d'Rechnung gemaach a gesot, dat misst an engem Règlement intérieur festgehale ginn, an dass de Conseil universitaire elo déi Plaz soll si fir d'Contestatioune vun de Studenten.

Ech behaupten hei, dass dat eng schlecht Iddi ass, dass wann een eng fléie gelooss huet oder iergendwéi muss „jugéiert“ ginn, ee virun eng Compositioun vu 24 oder 25 Leit kënt. Dat gesäit aus wéi e Militärgericht, eng Cour martiale. Ech hätt et vill besser fonnt, an et kann een et jo am Règlement festschreiwen, dass de Conseil de discipline muss paritairement composéiert si vu Studenten a vum Personnel enseignant.

En anere Punkt ass dee vun der Mobilitéit vun de Studenten. Am Ufank, wéi een den Text gelies huet, hätt ee kënnen mengen de Student wier nomade, en hätt keng fix Uni, en hätt misse bei all Cycle fort, ech sinn awer frou, dass ee Séjour à l'étranger geplangt ass. Ech sinn ee vun deenen, déi behaupten, dass et ganz wichteg ass, dass e Student an d'Ausland geet an dass en - huet et elo net iwwel - eng Kéier d'Nuebel-schnouer ofschnéit a vun doheem eraus ass. Et soll awer kee mengen dass et eppes bréngt wann een an d'nopescht Ausland geet, op Metz oder op Tréier. Ech hu gesot kritt, et si vill Studenten am Ausland, awer dovun ginn der vill op Tréier oder op Metz, an dat ass fir mech net d'Ausland, wa se owens erëm Heem kommen.

D'Madame Delvaux ass op eppes agaangen, wat ech herno och nach wäert ervirhiewen, an zwar d'Studentewunnengen. Fir mech ass eng Studentewunneng net nëmme fir d'Studenten, déi aus dem Ausland kommen, fir déi selbstverständlech, awer firwat net och fir déi, déi net an der Stad wunnen. All Jonke soll d'Méiglechkeet kréien eng Studentewunneng an der Stad kënnen ze lounen oder esou no wéi méiglech bei der Uni ze hunn, an esou selwer eens mussen ze gi mat sengem Budget, also sengem Loyer, senger Stroumrechnung, senger Elektreschrechnung.

Haut ass et onméiglech fir e Jonke vun 19 oder 20 Joer, e Loyer an der Stad ze bezuele vun 30.000 oder 40.000 Frang. Do si mer eis eens, dofir sinn d'Studentewunnengen och do, awer net nëmme fir auslännesch Studenten, net nëmme fir jonk Leit vu ganz wäit, mä fir se alleguer.

Du point de vue logement gëtt et zum Beispill a Frankräich dat, wat een nennt ALSen an APLen, also Aides au logement. Esou huet dann de franséische Stat zum Beispill 800 oder 1.500 franséisch Frange ginn de Mount, fir kënnen privat e Loyer ze bezuelen. Dat sinn der dann net an der Résidence universitaire. Dat wier och eng Saach wou d'Regierung sech eng Kéier misst d'Fro stellen, fir deene jonke Studenten eng Méiglechkeet ze ginn endlech kënnen indépendant ze ginn a kënnen ze léieren.

Aner Problemer déi sech nach stelle wäerten ass d'Transportpolitik. D'Madame Delvaux sot, si hätt gären eng Uni wou alles beienee wär. Ech weess net ob dat e groussen Apport huet. Ech verstinn dass ee seet, da muss alles dräimol gemaach ginn, dat heescht dräi Bibliothéiken, dräi Sportsinfrastrukturen, etc., etc. Ech weess net ob eng Universitéit mat allem Drum un Dran e groussen Atout wär. De Projet gesäit elo dräi verschidde Sité vir. Ech fannen et keng schlecht Saach. Dann ass selbstverständlech och nach d'Méiglechkeet fir eppes auszubauen. Ech ka mer jo virstellen, dass d'Universitéit Chancen huet, wa se gutt ass, och nach ausgebaut ze ginn a sech ze vergréisseeren.

Ech hunn et virdu gesot, fir mech ass et e wichtige Sujet, wa mer kucke wivill Studenten hei zu Lëtzebuerg op den Uni sinn, a mir hunn och nach vun eppes hei net geschwat, dat ass vun de Préten. D'Madame Stein huet de Moie gesot, dass et 5.700 Boursiere gëtt vu 7.000 an eppes Studenten, dat heescht, bal all Student freet eng Bourse beim Stat. Dat heescht, et gëtt och Leit hei zu Lëtzebuerg, déi sech keng Unisstudie kënnen leeschten. Et si Leit, déi no der Première direkt schaffe ginn, well se eben déi finanziell Moyenen net hu fir kënnen direkt op d'Uni ze goen, oder fir kënnen iwwerhaupt op d'Uni ze goen, an da gëtt gesot, Dir kritt jo awer e Prêt vum Stat. Wann Der e Prêt huet an Dir gitt fénnef Joer op d'Uni, an Dir hutt dee Prêt geholl, da musst Der duerno direkt beim éischte Joer wou Der schaffe gitt ongeféier 11.000 oder 12.000 Frang de Mount zréckbezuelen. Dat si vill Suen, well dat ass grad deen Alter wou een net nëmme ufänt mat schaffen, mä wou een och vläicht Loscht huet eng Famill ze grënnen, an da sinn 12.000 Frang scho ganz vill Suen. Dat heescht, wann een duerch d'Méiglechkeet vun enger Uni Lëtzebuerg och deem engen oder deem aneren, dee keng finanziell Moyenen hat fir kënnen op d'Uni ze goen, déi gëtt, ass et schonn derwäert eng Uni ze maachen. Ech wëll elo net soe fir een oder zwee Studenten, mä op jidde Fall ass et e Plus fir eist Land. Mir sollen eis Matière grise net exportéieren, mä mir sollen der och importéieren.

No all deene positive Punkten a virun allem deem Versteedsdemech an där Kollaboratioun vun der Madame Hennicot, vun der Madame Faber a vum Här Dondelinger, wëll ech hei och nach eng Kéier eise Merci vun der Demokratescher Partei hirer Fraktioun matdeelen an den Accord zu deem heite Projet ginn.

Ech soenlech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Héichschoulministesch, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken u mat engem ganz grouse Merci. Ech hätt mer net dreeme gelooss, datt mer mam Projet nach un e gutt Enn kéimen an datt mer virun allem eng grouse Zoustëmmung an der Chamber géife fannen. Ech soen dofir all deenen, déi dru geschafft hunn, e grouse Merci. Dat ass un éischer Plaz d'Chamberkommissioun, déi an enger wierklech konstruktiver a flotter Aarbecht de Projet begleet huet a massiv beaflosst huet an och geännert huet, dat Dank der fachkundeger Féierung vun hirer Presidentin, der Madame Stein, déi wierklech eng Engelsgeduld hat an déi och do eng ganz grouse Leeschtung vollbruecht huet, well soss hätte mer dat hei net fäerdeg bruecht.

Ech soen natierlech merci meng Mataarbechter aus dem Ministère, dem Här Dondelinger an der Madame Faber, déi vun 1999 u mat mir zesummen un deem heite Wierk geschafft hunn an och eng Bereitschaft ronderëm d'Auer gewisen hunn.

Ech soe merci dem Experte Grupp, Downer, Weber a Capella, an ech motivéieren nach eng Kéier firwat datt mer grad déi dote Leit gewielt hunn. Den Här Downer, dat ass de Rektor vun der Universitéit vu Limerick. Dat ass eng kleng Universitéit an Irland, déi virun zéng Joer op engem Site vun Industriebrooche gegrennt ginn ass, déi also vill Similituden huet mat Lëtzebuerg. Den Här Weber als fréiere Recteur vun der Universitéit vu Genève, dee kennt an engem méisproochegen Emfeld d'Problemer. An den Här Capella huet eise Centre universitaire schonn zéng Joer laang virdu als Expär an engem Grupp begleet, dee kennt déi Lëtzebuerger Héichschoullandschaft ganz gutt. Hinnen allen dräi och de Merci.

Merci dem Statsrot, dee fir säin Avis natierlech och zäitlech huet misse gutt plangen an da last but not least merci eisem Conseil national de l'Enseignement supérieur. Well ëmmerhin huet de Fait, datt et do zu kenger richteger gudder Zesummenaarbecht komm ass, bewisen, datt déi Strukturen, déi mer mam 96er Gesetz haten, net déi richteg waren. Et huet sech och do erweisen, datt ganz einfach, souguer duerch de brillanten Afloss vun hirem President Mackel, d'Leit sech den Aarm net béie gelooss hunn an de Fortgang vun den Aarbechten net gutt war, an dofir de President och frustréiert war.

Leschten Enns huet d'Aarbecht vum Conseil national och dozou gefouert, datt mer gesinn hunn, datt déi Strukturen, déi d'96er Gesetz ginn hat, net déi ideal waren.

Eng Virbemerung zur Method. Här President, ech hu méi wéi eemol an engem schnellen Duerchgang zu politeschen Décisionen verhollef an et ass mer ganz dacks virgeworf ginn, ech hätt net dialoguéiert, ech hätt ze vill schnell geschafft. Ech ka bei münche vun deenen Décisionen, ech denken do zum Beispill un de Précoce, deen och a kenger Regierungserklärung stung an a kengem Parteiprogramm geltend machen, datt awer herno dat wat erauskoum dat Richteg war, an datt ech dofir

vläicht och an engem gewësse Vertrauen, an engem gewësse Glawen un déi Iwwerzeugung, déi ech an där jorelaanger Aarbecht gewonnen hunn, einfach drop lass gaange sinn, fir et emol esou pauschal a lapidar ze soen. Dat heescht net onbeduecht, net onvirebereet, mat viller Aarbecht, mat viller Détermination, awer da mat dem Vertrauen drop, datt dat wat erauskéint ganz sécher besser ass wéi dat wat mer hunn.

Leschten Enns ass dat dat Wichtigst. Mir maachen hei kee Gesetz, wat Perfektioun ass. Dat weess ech. Mir maachen awer e Gesetz, dat eis e Schrëtt virubréngt. An, Här President, mir sti virun enger wichtiger Entscheidung, historisch ass se genannt ginn heibanen, well d'Schafe vun enger Universitéit oder d'Netschaffen, dat ass en Débat deen eist Land ëmmerhi während laange Jore gefouert huet. Mir hu während iwwer 100 Joer gesot, datt mir keng Uni hei zu Lëtzebuerg brächten, an dat hat verschidde Grënn. No eiser Indépendance hate mer aner Suerger, haaptsächlech finanzieller Natur, a souwisou war eis Verflechtung mat der belscher Bourgeoisie nach esou grouse, datt et fir eis natierlech war, datt eis Kaderen och op belschen Unien ausgebillt sollte ginn. Dat war eng laang Traditioun, well an deene Jorhonnerte virdu war et uegholl, datt jonk Leit aus deser Gégend op Louvain a spéider op Léck sollte goen.

An engem gudden Deel vun der éischer Halschent vum 20. Jorhonnert hu mer eis awer scho Froen iwwer eis Souveränitätsrechter gestallt an dunn hu mer e Gesetz gemaach iwwer d'Collation des grades. Dat heescht, d'Lëtzebuerger konnten d'Formation am Ausland maachen, mä d'Examen sinn hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. An dat huet während zéng Joer, vun 1929 bis 1939 zu enger Debatt gefouert, ob dese System mat dem fraie Choix vun enger Uni, wéi d'Constitution et festleet, ze vereinbaren ass. Et ass deemools zréckbehalte ginn, datt de Stat ka Spillregele festlee fir den Accès a verschidde Beruffer ze regelen. An deemools war schonn d'Fro, ob een Droit an engem Land ka léiere wat een anere System hätt, eng Fro, an d'Äntwert vum Statsrot war neen. 1969 koum et dunn vum Wiessel vun der Collation des grades eriwuer op de System vun der Homologation, deen eis och haut keng Satisfaction gëtt. Elo konnten d'Examen op der auslännescher Uni gemaach ginn, mä d'Diplomer mussen hei zu Lëtzebuerg unerkannt ginn. An dee System, dee besteet bis haut an en ennersträicht, dass d'Universitéit zënter dem 19. Jorhonnert vill mat Ausbildung fir de Statsdëngscht ze dinn huet, oder mat Ausbildung fir déi sou genannt Professions réglementées.

Ech erënneren awer och drun, datt déi éischt europäesch Universitéit vu Bologna am Joer 915 gegrennt ginn ass vun engem Grupp vu Studenten, déi hire Gedanken ausserhalb vun dem Kader vun der mëttelalterlecher Kierch wollten no-goan, an nach haut schwéngen déi dote Géigesätz an der Diskussioun iwwer d'Uni mat. Op där enger Säit d'Uni als Plaz vun der Freiheit von Lehre und Forschung an op där anerer Säit d'Uni als Virbereedung vum Ständestaat an als Lieferant vun den ausgebilte Leit fir de Statsbetrib.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer mam Gesetz vun 1996 en éischte Schrëtt a Richtung Uni gemaach an dat Gesetz, dat ass jo opgrond vun den Debatte vun enger Spezialkommissioun an der Chamber zustane komm. Déi Debatten, déi an dem Rapport vun 1993 festgehale gi sinn, sinn haut praktesch net erwähnt ginn. Ech muss awer soen, datt dat Gesetz vun 1996 sech op déi Debatt vun der Chamberkommissioun, vun der Spezialkommissioun vun deemools beruff huet an datt mer eis och bei der

Virbereedung vun dësen Aarbechten déi doten Debatte ganz besonnesch gutt ugekuckt hunn. A wann een der Teneur vun deenen Debatten an der Chamber hei e bësse méi déif nolauscht, da muss ee soen, schonn deemools war eigentlech d'Chamber der Meenung, mir sollten eng Uni maachen. Mir hunn dorauser 1996 dann esou en Zwitter gemaach. Dat heescht, mir hunn e Gesetz gemaach, wou mer en éischten Zyklus konnte maachen, en zweeten net an dann erëm en drëtte konnte maachen, oder en zweeten a Kooperatioun mat aneren Universitäten.

Déi Erfarunge vum 96er Gesetz hunn eis och éischt Erfarunge gi mat dem Instrument Etablissement public. An haut, Här President, sti mer virun enger neier Etapp, an ech wëll kuerz belichte firwat mer eis da schlussendlech zu deem Schrëtt do entschloss hunn.

Et dierf een net vergiessen, dat déi Gesetzgebung vun 1996 jo eigentlech nach eng jonk ass, dat se hält missen ofgeännert ginn an datt dunn d'Alternativ, déi d'Regierung hat, entweder d'Gesetz vun 1996 ofzeänneren oder eng eenzeg Struktur ze maachen, zur Debatte stung. Mir hunn eis fir dat Zweet entschloss, aus all deem wat ech virdru gesot hunn, déi negativ Erfahrung an dann och dee restriktive Kader vum 96er Gesetz.

Wou sti mer haut am Joer 2003? Am 20. Jorhonnert hu mer vum Industriezäitalter a vum Zäitalter vun den Déngschleeschtunge geschwat. Haut, am 21. Jorhonnert, schwätze mer iwwert d'Wëssensgesellschaft. De Projet vun der Uni Lëtzebuerg ass de Projet fir datt mer hei zu Lëtzebuerg deen dote Schrëtt kënnen maachen.

Am Joer 2000 huet Lëtzebuerg als Ganz 363,9 Milliounen Euro an d'Recherche investéiert. Dat waren 1,77% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. An deem dote Chiffer sinn 337 Milliounen Euro enthalen, déi aus dem Privatsektor kommen. An anere Wieder, nëmme 7,1% vun deene Gelder, vun deem ganzen Investissement, kënn aus der Recherche publique. An dat waren am Joer 2000 0,13% vum PIB.

Mir gesinn also, datt mer en Hoff hu misste maache fir de Wee an d'Wëssensgesellschaft ze goen. An dës Regierung huet staark an de Secteur public vun der Recherche investéiert an eis Budgetmëttel si vun eelef op 35 Milliounen Euro eropgestockt gi järelech. Dat heescht an anere Wieder, datt do dann nach derbäi kënn, alles dat wat iwwert de Fonds national de la recherche an déi verschidde Programmer investéiert gëtt, an dat sinn insgesamt 51 Milliounen Euro fir Programmer, déi bis d'Joer 2008 lafen.

Et kann een net soen, datt hei d'Recherche de parent pauvre gewiescht wier. Et kann een och net soen, datt d'Recherche an de Sciences humaines de parent pauvre gewiescht wier, well ëmerhin ass de Programme Vivre, dee Programm, dee mat zwielef Milliounen Euro dee stärkst dotéiert Programm vum Fonds national de la recherche ass.

Et ass mer awer bewosst, Här President, datt déi doten Efforten net duergin. Et huet eis am Beräich vun der Recherche ee Standbee gefeelt, an dat ass d'Standbee vun enger Recherche, déi een éischer als Recherche fondamentale bezeeche kann, obschon och elo d'Grenzen téschent fondamental an appliqué ëmmer méi flou ginn. Mä et ass grad deen Type vu Recherche, deen un enger Uni ugesiedelt ass. Ech ginn iwwerens ze bedenken, datt bei der Schaffung vum Fond 1999 ganz genee déiselwech Ängschte komm sinn. Do ass och gesot ginn: Wéi ginn dann d'CRPen abegonnen? Verléiere se net hir Onofhängegkeet? A mir hunn alles dat kënnen widderleeën, andeems mer aus dem Fond e brauchbaart Instrument gemaach hu wat d'Leit zesumme gefouert huet.

Esou wäert d'Universitéit eis och hëllef d'Ziler ze errechen, déi de Sommet vu Lissabon am Joer 2000 definéiert huet, an déi sollen drop erausgoen, datt mer 1% vum PIB an d'Recherche publique investéieren. Dëst Zil solle mer 2010 errechen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten elo insgesamt, wa mer alles zesummereche wat an dëser Regierung an de Secteur public vun der Recherche investéiert ginn ass, inklusiv déi Ausgabe fir d'Uni, bei 0,3% ukommen. Dat ass dat wat d'Regierung sech virgeholl huet. Da si mer nach ëmmer Schlusslicht an Europa. Ech wäert herno nach eng Kéier dorop agoen.

Et war also kloer, datt eist Gesetz vun 1996 huet missen ënnert d'Lupp geholl ginn an et ass interessant, datt dat Gesetz Institutioun wéi zum Beispill de Centre universitaire als Institution d'enseignement gesäit, well d'Tâchë vun de Proffe waren haaptsächlech op den Enseignement ausgerichtet a si hunn nëmme an engem ganz klengen Mooss Recherche beinhalt. 2000 war dat just emol 0,004% vum PIB. Dat heescht also weineng Recherche um Centre universitaire.

Déi Institutiounen, déi sech jo haaptsächlech mat dem éischten Zyklus befaasst hunn, hunn also missen e Schrëtt virubruecht ginn, fir datt den Horizont méi grouss opgeet an datt och d'Perspektiv vun der Recherche an den Institutiounen selwer gefestegt gëtt.

Ech wëll awer och soen, Här President, datt dee Projet de loi, deen d'Regierung déposéiert huet, net vum Himmel gefall ass. Well wéi mer 1999 d'Kultur, d'Heichschoul an d'Recherche an ee Ministère zesummegefaasst hunn, du war dat schon ee Signal. An et war ee Signal fir sech op de Wee ze maachen, an dat hu mer gemaach mat Détermination. De Livre blanc war deen éischten Etat des lieux, dee mer gemaach hunn, a mir hate Konferenzen am Joer 2001 an 2002 zu Mondorf, wou sech lues a lues eist Konzept preziséiert huet. Mir hate eng Interpellatioun vum Här Fayot hei an der Chamber, wou mer eis erëm eng Kéier och konnte bewosst gi wéi d'Haltung vum Parlament wier, an aus deem Konzept ass lues a lues déi Loi cadre entstanen. Ech muss awer soen, datt d'Ziel vun de Réuniounen, déi mer hate, mat deenen interne Betreffenen, insgesamt 17 Réuniounen ware vum Mee 2001 u bis op den Dag vun haut. Et ass also net esou, datt mer hei eng Uni gemaach hunn im stillen Kämmerlein, wou mer mat kengem diskutéiert hätten. Mir hunn dat doten duerchdiskutéiert mat den Enseignanté vun den Institutiounen, mat de Studenten, mat der Wirtschaft, mat de Forces vives de la nation.

Mir hate also zwou Aufgaben. Dat wat am Ausland als Hochschulrahmengesetz besteet ze maachen a mir hate eng aner Aufgab. Dat ass, wat geschitt mat deenen Institutiounen, déi bestinn.

Dëst Gesetz versicht eng Antwort ze ginn op verschidde Froen. Et kann natierlech net all Froe beäntweren, mä et gëtt awer eng Partie Aussoen iwwert déi grouss Mission vun der Uni, iwwert d'Personal, iwwert d'Diplomer. Et sinn Elementer, déi an engem Kaderngesetz solle stoen. Et gëtt nëmme ganz weineng Indikatiounen iwwert d'Inhalter, well d'Uni soll jo déi Inhalter selwer erschaffen, an dofir kann ech mech nëmme wonnere wann hei Leit schon Aussoen zu Inhalter maachen, déi emol eigentlech nach guer net bestinn an déi eréischte feststinn, wa mer deen éischte Plan pluriannuel hunn.

Mä wat fir eng Uni wëlle mer dann? Mir wëllen eng Uni déi kleng ass an eng Uni déi lues wissst. Mir wëllen eng Uni, där hiert éischt Zil d'Qualitéit ass. Mir wëllen eng Uni, déi esouwuel an der Recherche, déi se bedreift, wéi an den Enseignement, déi se offréiert, eng internatio-

nal Renommée an Unerkennung kritt. Mir wëllen eng Uni, déi duerch hir Qualitéit gutt Enseignant, gutt Chercheuren a gutt Studenten aus dem Land an aus dem Ausland unziit. Mir wëllen eng Uni, déi eis an eiser Gesellschaft et erlaabt eng Reflexioun iwwert sech ze féieren an déi d'Plaz gëtt wou Wësse geschaaft gëtt. Mir wëllen eng Uni fir eist Land, eng Uni déi hir Plaz an Europa an an der Welt anhëlt. A mir brauchen eng Uni als Standuert.

Ech weess datt, wann ech dat dote soen, mer et nach laang net erreecht hunn. An dofir sinn déi zwee nächst Schrëtt vu grousser Bedeutung, well d'Debatt geet eigentlech eréischte un. Eng gutt Uni brauch gutt Käpp. Et wäert also an deenen nächste Wochen a Méint eis gréisste Suerg sinn, fir dem Grand-Duc déi éischt Equipe dirigeante ze proposéieren. An, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt d'Fro gestallt: Wéi geet dat dann? Den 28. Juli kënn déi éischt Annonce an der internationaler Press, wou mer no engem Recteur sichen. Mir wäerte kucke wéi mer kënnen esou schnell wéi méiglech do e Choix treffen.

Déi zweet Etapp ass déi vum Plan a vum Contrat pluriannuel, well mer wësse jo datt mer eis Uni och esou wësse mussen loossen, datt mer kënnen de Finanzement vun der Regierung hier assureieren, an et ass dofir wichteg datt mer dat Gesetz hei hunn, wat eis déi Méiglechkeete gëtt fir dat an d'Praxis ëmzesetzen.

D'Madame Delvaux huet d'Schwiergkeet vun der Iwwergangsphas ervirgestrach. Ech si mer däärs ganz, ganz gutt bewosst, an ech weess datt dat nächst Joer, wat op eis duerkënn, e Joer ass, wat entscheedend gëtt. Ech hunn awer och do genuch Courage, well ech denken, mir hu genuch gutt Leit, déi eis eng Hand upaken. Dofir sinn ech der Meenung, datt mir dat dote kënnen packen.

Ech géif awer elo gären op e puer wichteg Charakteristike vun der Uni Lëtzebuerg agoen. Eng Charakteristik vun der Uni ass déi, datt mer der Recherche eng wichteg Plaz bäimoossen, well ech mengen dat ass de Mobile fir dee mer un éischer Plaz eng Uni gemaach hunn. Et huet eng direkt Konsequenz op d'Aart a Weis wéi mer d'Uni wëllen entwéckelen. An hei ass och den Ennerscheid gemaach ginn téscht Bottom-up an Top-down. Ech mengen, datt mer konsequent a Masterprogrammer an an d'Doktoratsprogrammer investéiere mussen, fir esou de Profil vun der Uni no an no ze entwéckelen. Eng aner Charakteristik ass d'Tatsaach, datt an enger eenzeger Struktur akademesch a professionalisat Formatiounen ugebue ginn. Hei hu mer näischt Neies gemaach, well dat do, dat gëtt et schon, dat gëtt et am Frankräich mat den Diplomer DEA an DESS. An Däitschland si se amgaangen op Masterniveau déi zwee Sträng vun der Universitéit a vun der Fachheichschoul zesummen ze féieren op ganz ville Plazen. Rheinland-Pfalz ass dat lescht Land, dat an deem Sënn seng Reform gemaach huet.

Et ass also wichteg, datt mer hei zu Lëtzebuerg och déi dote Politik maachen. Eng Enquête vun 1999 iwwert d'Force de travail kënn zur Feststellung, datt nëmme 18% vun der Lëtzebuerg Populatioun téschent 30 an 59 Joer en Héichschouldiplom hunn. Domat leie mer natierlech, datt ass jo gesot ginn, ënnert der europäescher Moyenne. Wann een dann derbäi rechent, datt an deenen 18% nach d'Frontaliere mat dra sinn, da gesi mer, datt mer wierklech hei Nohuelbedarf hunn.

Hei ass eng Universitéit gefuerdert fir och an de lifelong-learning-Pro-

zess eranzeklammern. Ech gesinn net a firwat net dat wat d'Chambre des Employés privés mat hirer gudder Viraarbecht, déi se net hält kënnen maachen, wa se op all déi gesetzlech Dispositiounen gewaart hätt, an déi se nëmme konnt maachen, well ech hir de Feu vert ginn hunn an dat op meng Kap geholl hunn deemools 1995, integréiert kenn ginn an eng aner Struktur. Mir hunn also d'Zäit genotzt fir eng Viraarbecht an deem dote Beräich ze maachen.

Mir integréieren dann d'Formatioun vum Schoulmeeschter an d'Universitéit. En Aarbechtsgrupp hat schon ënnert der viregter Regierung iwwer eng Reform vum ISERP geschafft a mir waren zu enger Konklusioun komm, déi eis och bis an d'Bildung vun dëser Regierung begleet huet, déi awer net déi beschte Solutioun gewiescht wär, well et e véiert Joer mat enger Spezialisatioun ginn hätt, wat jo awer fir de Beruff problematesch gewiescht wär.

Ech hu ganz oft gesot kritt, datt déi dote Formatioun näischt an der Uni ze sichen hätt, an et ass esouguer de Lien gemaach ginn, datt de Qualitéitslabel vun der Uni domadder géif stoen a falen. Ech mengen awer, et wier hei un der Zäit, datt mer eis ideologesch Scheiklappe géifen ofwerfen an datt mer der Schoulmeeschterschformatioun hir Plaz och an der Uni géifen zousoen.

Dës Formatioun huet ee laange Wee hanner sech, well vun engem Métier, wou een net emol eng Première gebraucht huet, wou een iwwert d'Normalschoul an duerno dem IP an dem ISERP lues a lues an d'Formatioun era gewuess ass, si mer haut méi wéi jee der Meenung, datt eng universitär Formatioun eng Basis ass. Den Här Wiseler huet heizou eng ganz gutt Ausso gemaach, wat de Gebrauch vun Etiquetten an dëser Bezéiung uegt. Ech ginn him vollkommene Recht, datt mer domat sollen ophéieren, datt et leschten Enns op d'Inhalter an op d'Wësse vill méi ukënn wéi op d'Etiquetten.

D'Erausforderungen, déi un eis Schoul gesat sinn, déi sinn esou grouss, datt déi Leit, déi mer ausbilden, eng Flexibilitéit an hir Denkwëis kréie mussen, wéi se nëmme an enger Universitéit vermëttelt gëtt. Par ailleurs muss ee soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg och eng Recherche an deem dote Beräich brauchen. Ech hat ugesat, fir e CRP bei den ISERP ze froen. Ech hunn dat verworf kritt deemools vum Statsrot. Dat war an dem Joer 1996. Wéi mer d'Resultater vu PISA kritt hunn, hätte mer eis misse kënnen u Resultater vun enger Recherche orientéieren. Mir brauchen eng Recherche iwwer eis Schoul an natierlech eng Recherche iwwert den Enseignement en général och, well mir e gudder Laboratoire si fir ganz vill Froen, op déi et an der ganzer Welt nach net déi richteg Äntwerte gëtt. Mir hunn do eng wichteg Roll ze spillen a mir kënnen där Formatioun an deem Sënn op zwou Manéieren eng nei Orientatioun ginn.

Ech denken datt, wat d'Inhalter ueget an déi schwiereng Fro, ob mer elo 180 oder 240 ECTS-Kredite maache fir d'Formatioun vun Enseignant am Primaire, et ganz bestëmmt dervu wäert ofhänken, wat dann d'Inhalter sinn. Ech mengen, do hätte mer natierlech och déi Erwaardung, datt mer zesumme mam Educatiounsministère an engem Aarbechtsgrupp kucken, wann d'Iwwergangszäit vum ISERP ausgelaf ass, wéi déi nei Formatioun agencéiert gëtt.

Déi Fro, déi sech mat der Formatioun vum ISERP an hirer Integratioun an d'Uni gestallt huet, déi huet och den IST betraff. Intégréiere mer den IST an d'Uni, jo oder neen? Meng Äntwert war: Jo. Well wat géif geschéien, wa mer en net géifen integréieren.

Här President, ech fäerte ganz, da wieren e puer Departementer vum

aktuellen IST ganz séier en perte de vitesse, well wann een nämelech d'Sudentenzuelen iwwert déi dräi lescht Jore kuckt, da stellt ee fest datt a verschiddenen Departement d'Zuelen op engem ze nidderegen Niveau leien oder lues a lues erfoginn, an engem aneren Departement, dem Departement vun der Informatique appliquée, do geet d'Sudentenzuel konsequent erop. Dat ass natierlech keen Zoufall, well déi dote Sektoren scho mat Proffe vun deem neien Type besat ginn ass an duerchaus hir Plaz an der Universitéit wäert hunn.

Ech krut gesot, ech misst den aktuellen IST esou bäibehale wéi en ass, well et soss a verschiddene Secteuren Nowuesproblemer géif ginn. Ech sinn deen éischte Betreffenen, well d'Ponts et Chaussées sinn den éischten Abnehmer vun deene Leit, déi mat der Formatioun Ingénieur industriel kommen. Et ass mer gesot ginn, et géife vill méi där Leit, déi den IST gemaach hunn, gebraucht ginn, wéi den IST der iwwerhaupt géif forméieren. Dat ass och eng Tatsaach. Ech si mer bewosst, datt dat ee Problem ass, mä dat ass awer kee Problem vum IST eleng. Dat ass ee Problem, deen awer net verschäerft gëtt doduerch, datt elo déi Formatioun an d'Uni integréiert gëtt. Dat doten ass ee gesellschaftleche Problem, well dat ass de Problem, datt mer et bis haut nach net fäerdeg bruecht hunn esou Auslännerkänner op engem héijeren Niveau wéi de Secondaire ze qualifizéieren, an et geet do drëm fir déi Auslännerkannergeneratiounen, déi aus dem Technique kommen, och an de Supérieur eropzekeréien.

Mir hunn also hei en demographesche Problem, an dofir solle mer deen net vermësche mat dem Problem vun der Integratioun vum IST an d'Uni Lëtzebuerg. Et wäert sech do opdrängen, datt mer eis Reflexiounen maachen, ob mer net eng Formatioun um Niveau BTS solle maache fir dat wat Génie civil an déi Departementer ueget, déi een esouguer a Kooperatioun mat de Betriber als en dualen Ausbildungssystem kënn maache fir à la fois déi Schüler ze qualifizéieren, déi aus dem Technique kommen, an den Nowuess fir déi Betriber ze sécheren.

D'Uni wäert also akademesch a professionalisat Formatiounen ubidden, an dat ass de Choix deen och op europäeschem Wee amgang ass ze kommen.

Här President, ech hunn 1997 a menger Qualitéit als Presidentin vum europäesche Ministerrot eng Recommendation iwwert d'Assurance de la qualité am Enseignement supérieur diskutéieren an adoptéiere gelooss. 1999 hu mer zu 21 Länner zu Bologna d'Deklaratioun ënnerschriwwen. Ech hat d'Chance bei där ganzer Debatte derbäi ze sinn, déi vum deemolege franséische Minister Allègre ageleet gi war an déi fir d'éischt zu véier an d'Wee geleet ginn ass mat Italien, Däitschland an England. Herno ass awer de Prozess erweidert ginn. Aus deenen 21 Länner vu Bologna sinn der méttlerweil 31 ginn, déi sech engagéiert hu fir deen eenheetlechen europäeschen Héichschoulraum ze schaffen. 28 Länner sinn amgang hir Gesetzgebung ze änneren, esou dass d'Diplomer der Nomenclature Bachelor-Master-PhD kënnen entspriechen.

Mir brauchen also deen Type vun Diplomer, och wa mer wëllen d'Mobilitéit, déi jo ee vun de Prinzipien vun eiser Uni ass, optimal ëmsetzen. An dozou ee Wuert dat à la fois motivéiert, firwat mer op déi Mobilitéit esou staark halen a firwat datt mer se als en tragend Element vum Modell Uni Lëtzebuerg agebaut hunn. D'Uni Lëtzebuerg muss Accordé mat aneren Unien hunn, an dat ass dat wat nei ass, wat par rapport zu Erasmus an anere Modeller anescht ass. Doduerch datt d'Uni Lëtzebuerg muss Accorder hunn, mussen och d'Programmer iwwereneen ofgestëmmt

ginn. Mir kréien eng Aart vu Quali-téitskontroll op déi dote Manéier. Mir si gehalen eis un de System vun den ECTS-Kreditter unzaban-nen an hunn domat en neie Modell am europäeschen Héichschoul-raum geschaaft. Néierens gétt et dat doten an där doter Form.

Här President, ech mengen, d'Mobilitéit ass am Kontext vun der Lisi-bilitéit vun den Diplomer en eu-ro-päescht Thema. Et ass een The-ma, wat eis fréi oder spéit wäert dozou féieren, dass mer europä-esch och harmoniséieren, an de Fait dass eis Studenten ëmmer hu missen an d'Ausland goe fir hir Héichschoulstudien ze maachen, deen huet den Avantage dass mir déi Mobilitéit vun enger ganz anerer Säit kenne wéi déi aner eu-ro-päesch Länner. Well gleefft es, den Här Krieps huet jo d'Zuel vun de Studenten a Mobilitéit genannt, déi ass immens kleng. Déi aner Länner doe sech schwéier domad-der, a grad dofir ass eise Modell vläicht an där europäescher Héich-schoullandschaft een attraktive Modell. Mir sollten och vun dem Prinzip ofgoen, dass mer déi Mobil-i-téit ëmmer nëmmen à sens unique kucken.

Mir liewen an engem Denkschema wou mer, wa mer Mobilitéit soen, ëmmer un déi Lëtzeburger den-ken, déi an d'Ausland ginn. Mir sol-len och un déi Ausländer denken, déi op Lëtzebuerg kommen, an déi grad heihinner komme kënnen, well se hei ee méisproocheg Einfeld fannen, well se hei einfach eng Internationalitéit fannen, déi se op anere Plazen net fannen.

Ee Wuert zur Autonomie. Ech hätt jo léierwéi de Projet hätt kënnen esou gestëmmt gi wéi ech en erabruucht hunn, well dann hätte mer eng Uni, déi onofhängeg wier, a mir hätten d'Wëssen, dass och déi néideg Flexibilitéit mat abruucht wier. Ech hu wéinst der Bemierkung, dass mer eis mat eise Rechtstat mis-sen auserheesetzen an oppassen, wat mer hei géife maachen, mech missen enges Bessere beléiere loos-sen. Eng Uni soll onofhängeg sinn, an da stellt natierlech d'Fro sech, onofhängeg vu wem.

Eng éischt Onofhängegkeet ass ef-fektiv déi vum Stat. Eng Uni soll net dra geschwat kréien. Et soll net stänneg d'Politik do interferéieren a soen, wat dann ze maachen ass a wat net.

Onofhängeg si bedeit dann awer och onofhängeg vum Privatsec-teur, well ech weess net ob eist kul-turell Einfeld esou ass, dass mer räif wiere fir dat ze akzeptéieren wat op amerikaneschen Universitéite gang un gäbe ass, wou et d'Indu-strie ass déi bestëmmt wat ge-maach gétt, wou et d'Uni ass déi bestëmmt wien erakënn, a wou et am Fong d'Geld ass wat entscheet wat geschitt.

Eng Uni brauch, a mengen Aen, méi wéi ee Partner, an dofir muss d'Universitéit an engem gewësse-ne Sënn net nëmmen utilitaristes-cher ausgeriicht sinn, mä si muss awer och net an esou enger Ofhängeg-keet vum Stat sinn, dass se vun do-hier ënner Drock kéim. De Prinzip, dass deen, deen d'Geld gétt, och matschwätze kann, ass ëmmer en zwielichtege Prinzip, woubäi ech nach éischer Vertrauen hunn, dass de Stat gewësse Fräiheeten ap-rouvéiert wéi de Privaten, dee gä-ren eng Rendite hätt. An deem Sënn, Här President, mengen ech, hu mer hei eiser Constitution an eise-m Etat de droit Rechnung ge-droen. Mir wëssen, dass d'Artikelen 23 a 36 vun eiser Constitution aus dem Enseignement eng Matière ré-servée maachen an dass de Pou-voir réglementaire autonome vun der Uni, wat den Enseignement ugeet, doduerch ageschränkt ass.

Dat ass de Grand firwat mer no en-gem Arrêté vun der Cour constitu-tionnelle am Beräich vun den Ho-mologatiounen Règlementes grands-ducaux fir de Beräich En-seignement hu missen an d'Gesetz eranhuelen. Dat sinn déi, déi d'Sproocheprofessere betreffen.

Ech sinn net frou doriwwer, well et menger intümster Konviktioun net entsprécht. Natierlech muss mer d'Jurisprudenz respektéieren, ech erlabe mer awer hei der Chamber ze bedenken ze ginn, ob et sech net géif opdrängen den Artikel 23 vun der Verfassung esou ofzeän-neren, dass d'Héichschoulstudien net géifen ënner déi doten Dispo-sitioun falen.

Mir sollen net vergiessen, dass déi fundamental Texter vun deem Arti-kel aus dem 19. Jorhonnert stam-men, an do huet et gegollt de Beräich vun der Scolarité obligatoi-re a vum Enseignement moyen, dat wat mer haut Secondaire a Secon-daire technique nennen, esou ze regelen, dass all Kanner sollten déi-selwecht Chancë kréien. D'Univer-sitéit, déi spillt awer an enger anerer Liga. Wa mer wëllen, dass eis Uni genuch Spillraum huet fir sech der Evolution vun der europä-escher Héichschoullandschaft un-zepassen, da muss se kënnen flexi-bel a schnell reagéieren, beson-nesch am Beräich vun der Fuer-schung. Mir sinn also an enger ganz anerer Situation wéi am 19. Jorhonnert, deemools wéi eis Ver-fassung geschriwwen ginn ass.

Här President, et sinn dann nach Problemer ugeschnidde gi wat d'Studenten ugeet. Do sinn ech frou, dass mer d'Proposition duerchkritt hunn, fir och d'Vertrie-dung vun de Studenten an de Gre-mien ze verbessern. Mir wësse ganz genau dass et eng Partie Pro-blemer gétt wat d'Aarbeitsrecht ugeet. Mir hunn en Aarbeits-grupp, deen zesumme mam Mini-ster Biltgen a mam Minister Frieden, dat heescht also mat dem Aar-bechtsministère a mat der Justice zesummen, iwwert déi dote Proble-mer schafft, well mir mussen extra Regelunge kréie fir d'Studente wat d'Aarbeitsrecht ugeet. Mir mussen extra Regele kréie fir d'Chercheure wat d'Zouloossung ugeet a wat déi ganz Visaspolitik betrëfft.

Wat d'Studentewunnengen ugeet, do ass net nëmmen de Stat gefuer-dert. Do sinn och d'Gemenge gefu-erdert, an eng Buergermeesch-tsch huet mer elo éinescht grad matgedeelt, dass se och an hirer Gemeng zu Betzder a Studente-wunnenge mat investéiert. Ech weess, dass och aner Gemengen am-gaange si sech do Gedanken ze maachen.

Mir hu selbstverständlech awer och e Privatsecteur, deen an deem dote Beräich ganz gutt kënn an deem Moment investéieren, well jo ëmmer virbruecht gétt, et géif net méi an de Wunnensbau investéiert ginn, well d'Mietsgesetz géif spillen. Ech mengen, hei wiere jo aner Situationen, esou dass esou en Investissement och fir de Privat-secteur attraktiv wier. Ech denken awer och un déi Privatleit, déi Stu-dentenzëmmere kënn verlounen.

Ech ginn ëmmer d'Beispill vun der Miami University, déi, wéi se op Déifferdeng gaangen ass, am Ufank gefaert huet si kéimen net ënner an herno hate se all hir Stu-denten ënnerbruecht bei Privatleit, a elo fillen déi Privatleit sech mat där Universitéit verbonden. Och d'Studente vun dem neien IMPAL-LA-Studiëgang vun dem CEPS sin zum gréissten Deel bei Privatleit ënnerbruecht. Et gétt also méi wéi eng Léisung, et ass awer evident dass de Stat hei muss investéieren.

Iwwert d'Bibliothéik ass en Aar-bechtsgrupp am-gaang ze schaf-fen. Mir hu wéi bis elo och eis Na-tionalbibliothéik als e Pilier vun der Universitéitsbibliothéik festgehal-len, mä et ass evident dass do na-tierlech d'Zäit drängt.

Wat elo d'Finanzéierung vun der Uni ugeet, Här President, fir d'aller-éisch, déi Uni, gétt kee Faass ouni Buedem. D'Finanzéierung vun der Uni ass eng Fro vu politischem Wëllen a Kënnen, an hei entsteet keng Eegendynamik, well dofir hu mer jo déi Contrats pluriannuels agebaut. Mir hunn des Weideren eng zolidd Basis op déi mer op-baue kënnen. An ech wëll do nach

eng Kéier ganz kloer soen, wou mer elo dru sinn.

Déi 0,5% vun deenen den honora-blen Här Schroell hei geschwat huet, an och d'Madame Stein, be-treffen déi Ausgaben haut vum CUNLUX, vum IST, vum ISERP, vum Rektorat vun der spéiderer Uni, vun der School of Finance a vum LIASIT. A wa mer rechnen, dass mer innerhalb vu fënnf Joer eng Verdeubelung hunn, dass heescht dass mer dann op 1% vun den Ausgabe vum Budget wieren, da géif dat beinhalten, dass mer do derbäi CUNLUX, IST, ISERP, de Rektorat, School of Finance, LIA-SIT, déi ganz Aide financière, déi un d'Lëtzeburger Studente geet, den IJUL an den IEES mat dran hät-ten. Zur Zäit si mer bei deene leschtgenannten Institutione bei engem Betrag vun 0,85%.

Dat heescht mir fänken net bei null un, mir hunn do och nach Spurt, well zum Beispill beim IEES sinn d'Käschte fir dee ganzen IEES, och déi, déi jo spéider net méi am Dé-partement Enseignement supérieur sinn. Mir hunn also zögerlech, mä awer ëmmerhin eng finanziell Bas-is, an ech stellen dass dann erëm eng Kéier a Relatioun, Här Presi-dent, well dat läit mer uewen, mat deem wat mer an d'Recherche ins-gesamt investéieren. Mir sti virun engem Choix de société. Wa mer eist Land net moderniséieren, wa mer net wëllen an d'Recherche in-vestéiere fir nei Aktivitéiten op Lët-zebuerg ze kréien, fir nei Betriber hei unzelackelen a fir nei Produkter ze entwéckelen, fir awer och déi Sozialrecherche, déi am Beräich vun de Sciences humaines gemaach muss ginn, emol richteg wouer ze huelen, da si mer d'Schlusslicht an Europa.

Mir hu fir de Moment eng Verdeel-ung vun 1,77% vum PIB insge-samt, woubäi d'Recherche publi-que bei 0,13% läit. Dass ass fir d'Joer 2000, dass ass dass lescht Joer wou Statistike gemaach gi sinn. Wa mer dat vergläiche mat aneren europäesche Länner, an ech maachen de Verglach mat deenen déi performant sinn an hirer Economie, da gesi mer dass zum Beispill Finnland en Investis-ement huet vun 3,37% vum PIB, an dovunner 0,39% an d'Re-cherche publique. Dass heescht, déi si scho bal un d'Kritäre vu Lissa-bon erukomm.

Mir si fir de Moment Schlusslicht an der Skala vun den europäesche Länner wat d'Investissement an der Recherche ugeet, och wann des Regierung hire Soll vun 0,3% erreicht huet. Well am Joer 2000, do war schonn dass lescht Land, wat iwwert eis ass, Irland, bei 0,32%. Dass heescht mir hunn also do en Nachholbedarf, a wa mer kucke wéi déi nei Länner gestallt sinn, déi elo bäikommen, dann huelen ech der zwee eraus, déi mat eis och vergläichbar sinn. Da gesi mer d'Tschechei mat 1,33% Investissement an d'Recherche a Slowenien mat 1,45%. Also och wann Europa erweidert gétt, wiere mer als Land en absolut Schluss-licht an der Investitioun wat Re-cherche ugeet.

Elo kënn mer net soen, dass mer dat an enger Period kënn rektifi-zéieren, well fir Recherche brauch ee Projeten, fir Recherche brauch ee Leit an et brauch een Nowuess an et brauch een och déi Atmos-phär, déi nun eemol duerch eng Universitéit geschafe gétt.

An deem Sënn, Här President, ass et net nëmmen d'Schafe vun en-gem neien Institut, vun enger neier Universitéit, vun engem neien Etab-blissement public, dee fédériert wat bis elo bestanen huet, et ass och e Choix de société, et ass och d'Bekennen zu engem Stat, deen nach u sech selwer gleefft. Well, Här President, wa mer dat net méi maachen, wa mer net méi dru glee-

wen, dass mer aus eegene Kräften och nach kënnen eppes bewierken an eppes nei schafen, ech mengen dann hu mer opgehale e Stat ze sinn, da si mer en Deel vun enger grousser Region.

Mir hunn also hei gewëssemoo-ssen och eng moralesch Verpflich-tung zu deenen ze stoen an zu deene villen, déi deesen Enseigne-ment supérieur opgebaut hunn, an de Fait dass der eng ganz Partie mat eriwuer ginn, dass ass jo d'Con-firmatioun dass mer d'Capacités an d'Kompetenzen hei zu Lëtze-buerg hunn. Ech schwätzen elo emol net vun deenen, déi am Aus-land sech wichteg Positionen eruewert hunn, well se hei zu Lët-zebuerg keng Geleeënheet haten. Mir dinn also gutt hei drunn e Gla-wensbekenntnis un eis eege Kom-petenzen an domat de politesche Wëllen ze dokumentéieren, fir eist Land virun ze bréngen an en neit Zäitalter, dass d'Wëssen an de Vier-dergrond stellt.

Ech soen all deene merci, déi posi-tiv zu deem Projet stëmmen an ech wäert mer all Méi ginn, fir an där Zäit, déi elo nach bleift, de Maximum fir d'Exécutioun drunze-setzen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskus-sioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Arti-kele vum Projet de loi 5059 a stëm-men driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 61 gi gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dat virleend Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

D'Gesetz ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel (par M. Jean-Paul Rippinger), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gétt d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Dann hu mer d'Motioun 1 zur Pro-position de loi 4540 vum Här Robert Garcia.

Vote

Wie fir d'Motioun ass, ass gebie-den d'Hand an d'Luucht ze hie-wen.

Wien ass dergéint?

Ech stelle fest, d'Motioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

An da komme mer zu deenen ane-re Motiounen déi abruucht gi sinn.

Motion 2

Dat ass fir d'éischt d'Motioun 2 vum Här Ben Fayot.

Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun ass ugeholl mat 30 Jo-Stëmmen an 28 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar, Mme Nelly Stein et M. Fred Sunnen;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Nico Loes, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Nicolas Strotz, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun 3, och vum Här Ben Fayot.

Vote

Déi fir d'Motioun 3 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun ass verworf 33 Nee-Stëmmen an 26 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marco Schank), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch

(par Mme Simone Beïssel), Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Motion 4

Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun 4.

Vote

Déijéineg déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 4 ass verworf mat 31 Nee-Stëmmen a 27 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Marcel Sauber;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Fernand Greisen) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beïssel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Motion 5

Da komme mer zur Motioun 5.

Vote

Déijéineg déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 5 ass uegell mat 30 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen.

Plusieurs voix. - Très bien!

Ont voté oui: MM. Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar, Mme Nelly Stein et M. Nicolas Strotz;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beïssel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel (par Mme Simone Beïssel), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Motion 6

M. le Président. - Mir kommen elo zur Motioun 6 vum Här Ben Fayot.

Vote

Déijéineg déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun 6 ass verworf mat 34 Nee- a 26 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marco Schank), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beïssel (par M. John Schummer), MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Motion 7

An elo d'Motioun 7 vum Här Robert Garcia par main levée.

Vote

Wie fir d'Motioun 7 vum Här Garcia ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Ech stelle fest, dass déi Motioun eestëmmeg uegell ass.

Domadder hätte mer dee Punkt do erleedegt a mir fuere weider mat eise Ordre du jour. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5130 iwwert d'Prestitaires de soins. D'riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Halsdorf, Di Bartolomeo, Schroell, Gibéryen, Huss, Urbany, Krieps a Colombero.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Niki Bettendorf.

2. 5130 - Projet de loi modifiant le chapitre V „Relations avec les prestataires de soins“ du livre I^{er} du Code des assurances sociales

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Häre, als Rapporteur vum deemem Projet de loi wëll ech fir unzefänken alle Memberen aus der Kommissioun e grouse Merci aussprieche fir déi excellent Mataarbecht an deemem Projet, a besonnesch muss ech eise Sekretär, den Här Martin Bisenius, ervirsträchen an him merci soe fir seng aussergewöhnlech gutt, excellent Aarbecht.

Initialement waren déi Dispositiounen, déi an deemem Projet dra stinn, schonn am Gesetz vum Renten-

ajustement enthalen. Den 10. Dezember 2002 huet awer de Conseil d'Etat insistéiert dat net esou ze maachen, fir enger méi grousser Consultatioun Plaz ze loosson.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

D'Chamberkommissioun Gesondheet a Sécurité sociale ass mat op dee Wee gaangen an huet d'Regierung gefrot, fir e separate Projet op den Instanzeweze ze ginn. Dat geschitt mat deemem Projet, wou et em d'Indexatioun vum der Valeur vum de Lettres clés geet vum den Dokteren, den Zänn Dokteren an awer och anere Prestataires de soins. Wéi et am Joer 1997 op der europäescher Cour de Justice d'Arrêten Decker/Kohl goufen, huet dës Jurisprudenz d'Diskussioun relancéiert, wat d'Relatiounen tëschent der Krankekeess an den Dokteren an Zänn dokteren ubelaangt. Dës Jurisprudenz huet bei der AMMD, dat heescht der Associatioun vum den Dokteren an den Zänn dokteren, fir vill Opreegung gesuergt. Et gouf gefäert, dat d'Méiglechkeet sech ambulat am Ausland behandelen ze loosson an hei am Land rembourséiert ze ginn ëmmer méi zu enger flagrante Diskriminatioun vum eise Prestatairé par rapport zu den europäesche Prestatairé géif feieren.

De Regierungsprogramm vum 1999 huet dofir eng genau Analys vum deemem Arrêt virgesinn. Schonn direkt am Oktober 1999 gouf en éischte Groupe de travail agesat, fir déi juristesche a finanziell Répercussione vum deemem Arrêt ze ënnersichen. En zweeten Aarbechtsgrupp gouf no der Quadrupartite vum Oktober 2001 chargéiert, folgend zwee Voleten ze behandelen. Éischstens d'Revendicatioun vum der AMMD, de Conventiounnement généralisé opzeginn an alternativ Modeller virzeginn, an zweetens verschidden aner Revendicatiounen vum der AMMD ze préiwien, wéi d'automatesch Indexupassung vum den Tariffer vum de fräischaffende Prestataires de soins.

Opgrond vum de Konklusiounen vum deemem Grupp an deem d'Sozialpartner, d'Regierungsvertreieder an d'Doktere vertrauede waren, huet de Regierungsrat am Juli 2002 beschloss de Conventiounnement obligatoire bäizebehalen. Well awer keen Accord tëschent de Sozialpartner fonnt gouf, wat déi aner Revendicatiounen vum der AMMD ubelaangt huet, war d'Regierung gefuerdert ze reagéieren an op verschide berechtigt Forderungen anzegoen. Et gouf erkannt, dass de Beruf vum Dokter a verschiddene Sparten net méi interessant ass an datt mer riskéieren an dese Sparten net méi genuch Dokteren ze hunn. Aus dëser Optik eraus steet an deemem Projet de Prinzip vum der automatescher Indexupassung vum den Tariffer vum de fräischaffende Gesondheetsberuffer. Dës Indexéierung ass néideg, well d'Verhandlungen tëschent de Sozialpartner laang daueren an do duerch dës Beruffer ze spéit an de Genoss vum den Upassung kommen, déi hinnen zoustinn.

Här President, d'Noutwendegkeet besteet fir e qualitativen Développement vum der medezinescher Offerte ze suergen. D'medezinesch Beruffer müssen attraktiv gestalt ginn an eis medezinesch Offer muss international kompetitiv bliewen. Dat ass d'Ursach firwat d'Regierung an deemem Projet d'Base légale virschléit fir iwwer Règlement grand-ducal selektiv Adaptatiounen vum den Tariffer können ze huelen. Dës selektiv Revalorisatioun entsprécht enger duerch schnëttlecher Augmentatioun vu 6,62%, an zwar 6,65% fir d'Dokteren a 6,47% fir d'Zänn dokteren.

Ech zielen déi eenzel Adaptatiounen net op. Si stinn am Document

parlementaire. Ech weise just op d'Verbesserungen hi fir Nuetsdängscht, Sonnes- a Feiertagsaarbecht. Esou wéi all normale Bierger huet den Dokter d'Recht op gutt Konditiounen wann hie schafft an déi aner feieren oder schloufen.

Déi eenzel selektiv Adaptatiounen am Kader vum dem Pak vu 6,62%, deen ausgehandelt gouf, si vum der AMMD virgeschloe ginn. Si sinn et, déi am beschte wëssen, wou an hire Beruffer de Schung dréckt. Mir können eis awer virstellen, datt et bei hinnen net einfach war fir do den Arbitrage ze maachen. Also et ass keng linear Verbesserung, mä eng Majoratioun vum techneschen Akten, eng Verbesserung zum Beispill bei de Generalisten an de Consultatiounen a verschiddene Spezialitéiten, an och eng Revalorisatioun vu verschiddenen techneschen Akte vum Dokteren an Zänn dokteren.

D'Fuerderunge vum der AMMD louche bei 12,43%. Dat ass awer vum der Regierung als exagéiert zreckgewise ginn. Déi heiteg Revalorisatioun entsprécht deem, wat d'Regierung als opportun an objektiv noutwendeg gesäit fir déi accumuléiert Retarden auszegläichen, déi am Laf vum de Joren au détriment vum den Dokteren entstanen sinn. De jährleche Präis zu Laaschte vum Budget vum der UCM chiffréiert sech op zirka 17,7 Milliounen Euro.

Ech kommen elo zu den Aarbechte vum der Santé- a Sozialkommissioun. Eis Kommissioun huet d'Aarbechte vum den Aarbechtsgruppe begleet a mir hu selwer Réuniounen gehat mat der AMMD an de Gewerkschaftsvertreieder. Ech weisen op eis Sitzung hi mat der AMMD vum 25. Februar 2002, wou mer iwwert eng eventuell Reform vum Gesetz vum 27. Juli 1992 diskutéiert hunn an och d'Fro vum obligatoresche Conventiounnement gouf debattéiert. Mir haten nach Entrevü mat OGB-L, LCGB, CGFP a Patiente-Vertriidung. All Membere vum eiser Kommissioun haten en oppent Ouer fir d'Doléancen an d'Revendicatiounen vum der AMMD.

All déi, déi un de Gespréicher deelgeholl hunn, hunn ënnerstrach datt d'Problemer, déi vum Corps médical opgeworf goufen, reell sinn an datt et misst zu enger Lösung kommen am Intérêt vum alle concernéierte Parteien.

Erwähne muss ech nach, datt den Déconventiounnement vum den Dokteren an engem Débat hei an der Chamber den 29. Januar 2002 quasi unanime verworf gouf.

Här President, et ass kritiséiert ginn, datt Regierung mat den Dokteren verhandelt an dese Projet op den Instanzeweze bruecht huet. Et gouf gefäert dëst Gesetz géif d'Procédures de négociation tëschent de Sozialpartner, esou wéi se am Gesetz vum 1992 festgehale sinn, ënnerhielegen. Unanimitéit huet bestanen, datt misst gehandelt gi fir d'Professions médicales ze revaloriséieren, awer et koom zu kengem Accord wéi ee kënnt dohinner kommen. Et koom zu kenger Médiatioun wéi se am Gesetz vum 1992 virgesinn ass, an dat gouf staark kritiséiert. Zu dese Kriticken hält eis Kommissioun zreck, dass d'Relatiounen tëschent de Sozialpartner an der AMMD sech dégradéiert hunn. De Klima war denkbar schlecht an nom Ofschluss vum den Aarbechte vum den agesatene Aarbechtsgruppen huet sech erausgeschéit, datt keng Méiglechkeet géif bestoen zu engem Accord ze kommen. D'Regierung war konfrontéiert mat Streikdrohungen an huet dofir missen hir eege Verantwortung iwwerhuelen. Et war dofir opportun an noutwendeg, datt de Législateur befaasst gouf mat engem Pak vu Moosnamen, Moosnamen, déi sech manifest opgedrängt hunn.

Dës Initiativ ass als eemoleg unzegesinn, justifizéiert sech duerch d'Gegebenheeten déi sech an dëser spezifescher Situatioun erginn

hunn. D'Tarifautonomie, esou wéi se am Gesetz vum 1992 festgeschriwwen steet, géit heimadder net a Fro gestallt. Ech kann nach bäifügen, datt et schonn zu ähnlechen Adaptatiounen koom, an zwar am Intérêt vum den Infirmieren an awer och au détriment vum de Laboratoiren.

Dese Gesetzesprojet beinhalt de politesche Wëlle selektiv dofir ze suergen, datt eis Bevölkerung och an Zukunft op motivéiert a gutt ausgebildeten Dokteren ziele kann an enger Pénurie vum Dokteren a gewesene Sparten entgéint ka wierken.

Dës legislativ Initiativ huet sech imposéiert, well et kloer war, datt d'Sozialpartner net zu engem Accord kéimen, an esouguer wann et zu engem Accord koom wär, hätt awer misse légiféréiert gi fir d'Gesetz vum 1992 ze adaptéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen elo zu der Finanzsituatioun vum der Union des Caisses de Maladies. Verschide Memberen aus eiser Kommissioun hu verlaangt fir aktualiséiert Chiffre vum der UCM ze kréien, an dat ass der Siicht vum de Mehrkäschten, vum eiser Economie, wou et méi lues dréint, dem Aarbechtsmaart, dee stagnéiert, an de Revendicatiounen vum den neie Spideeler. Et wär net akzeptabel fir nei Fräen ze engagéieren an d'Assuréeen am Zweifel ze loosson, datt wann d'Reservé vum der UCM opgebraucht wieren, se misste méi héich Cotisatiounen bezuelen oder et zu enger Minderung vum de Prestatiounen kéim.

D'Kommissioun huet ënnerstrach, datt budgetär Projektiounen am Kader vum de Krankekeese ganz schwierig sinn, an datt d'Konditiounen vum der Stee permanent évoluéieren. Et ass eng Tatsaach, datt déi finanziell Situatioun vum de Krankekeese sech kann degradéieren, mä dat daerf fir eis net ausschlaggebend si fir systematesch de legitime Fuerderunge vu engem punktueller Kategorie vu Gesondheetsberuffer auszewäichen.

Wat d'Budgetsprevisiounen ubelaangt, muss eng kloer Trennung gezu ginn tëschent de Prestations en espèces, also dem Krankegeld, an de Prestations en nature. De Budget fir d'Prestations en nature kann nach bis 2004 am Equiliber sinn. Do brauch also net direkt intervenéiert ze ginn. Wat d'Krankegeld ubelaangt, do verschlechtert sech d'Situatioun wesentlech, a fir 2003 ka scho mat engem Defizit vu 50 Milliounen Euro gerechent ginn.

Wann een dës Evolutioun kuckt, stellt ee fest, dass dës zwou grouss Budgetsline mussen getrennt bliewen. Et kann een net weiderfueren den Defizit vum Krankegeld mat de Reserven en matière de prestations en nature ze kompenséieren.

Mir goufen och informéiert, datt d'UCM amgang ass eng Etüd ze maachen, ier datt kënnen Mesuré geholl ginn dës negativ Evolutioun a puncto Krankegeld, also de Prestations en espèces ze stoppen. Déi Mesuren, déi müssen an d'A gefaasst ginn, sinn déi folgend: Den ongerechtferdigten Absentéismus muss bekämpft ginn, och müssen d'Abüe vu verschiddenen Entreprises ënnerbonne ginn, soss kréie mer d'Prestations en espèces ni an de Gréff, an dat au détriment vum enger gudder Medezin hei zu Lëtzebuerg.

Well dëst Gesetz eng politesch Décisioun duerstellt, ware verschide Membere vum eiser Kommissioun der Meening, datt d'Käschte missen iwwert de Statsbudget lafen amplaz dem Budget vum der UCM. D'Kommissioun huet dozou bemierkt, datt bei der leschter struktureller Reform 1999 d'Participatioun vum Stat definitiv op 37% festgeluecht gouf. Doduerch ass d'Participatioun bei wäitem méi héich wéi wann den ale System bestoe bliwwen wier. De Surplus vum der Contributioun vum Stat beleeft sech fir d'Joren 2002 an 2003 op 48 Milliounen Euro.

Här President, dat favorabelt ekonomesch Einfeld huet zënter laangem d'Finanzierungsproblemer vun de Santéskäschte camoufléiert. D'Medezin mécht fulgurant Progrèsen. Déi medezinesch Apparate ginn ëmmer méi performant, méi deier. Mir bauen nei Spideeler an d'Demande fir all déi Saachen ze gebrauchen, déi steigt permanent. Domadder ass et kloer, datt et illusoresch ass ze gleewen, datt d'Santéskäschte kënnen nid-dreg bleiwen, wann eist Land à la pointe du progrès médical wëllt bleiwen.

Dat ass eng Gesellschaftsfrage, déi beäntwert muss ginn. Wëlle mer eng bëlleg Medezin, oder eng Medezin déi um Topniveau ass? D'Fro gëtt vun onse Bierger beäntwert. All Mënsch wëllt déi beschte Medezin, an déi kascht. Och déi eeler Semestere mat der Pensioun wëlen eng Topmedezin. Si géife jo nach gär e Bësse méi laang vun der Pensioun profitéieren. Här President, dat do steet net a mengem Rapport, mä ech hu mer erlaabt dat elo nach esou bäizefügen, fir eng Kéier e Bëssen ze ënnerbrechen. Op alle Fall ass et en Equiliber, dee schwéier ze fannen ass.

Här President, ech kommen elo zu den Avisé vun de Beruffskummen. D'Chambre vun de Fonctionnaires ass averstane mam Projet de loi. Si si fir eng qualitativ besser medezinesch Offer, fir international Compétitivitéit an d'Fidélisation vum Patient hei am Land.

D'Chambre de Travail ass géint déi automatesch Indexation a mengt de Käschtepunkt misst zu Laaschte vum Statsbudget goen. D'Chambre de Commerce schwätzt vun engem Coût exorbitant a wëllt déi automatesch Indexupassung net.

D'Chambre des Métiers ass géint de Projet, well hei déi legal a konventionell Mechanismen net géife spillen.

D'Chambre d'Agriculture weist op hir prekär finanziell Situatioun hin.

D'Privatbeamtekummer schwätzt sech net iwwert déi automatesch Indexierung vun den Tariffer aus a seet och näischt zur selektiver Adaptatioun vu verschidde Tariffer. Si féint d'Aart a Weis net gutt wéi d'Décision geholl gi sinn a mengt de Stat misst d'Käschten iwwerhuelen.

Ech kommen elo zu dem Avis vum Conseil d'Etat.

(Interruption)

Richtig, et sinn der zwee.

De Conseil d'Etat limitéiert seng Observatiounen op d'Artikelen 2 a 6 vum Projet. Am Artikel 2 geet et ëm d'Indexation vun den Tariffer vun de Prestataire, déi am Régime libéral praktikéieren. De Conseil d'Etat stellt fest, datt dese Projet géif un eng Regelung uknappen, déi an den 80er Joren abandonnéiert gi wier. E weist op den Exposé des motifs vum Gesetz hin, dee seet, datt d'Prestataire d'Käschten ze droen hunn, déi se eréischt kënne récupéieren no sensible Retarden, wann déi tarifär Négociatiounen ofgeschloss sinn. Bei dese Käschten dréint et sech zum Beispill ëm d'Gehalterhéijunge vum Personal vun den Dokterer oder engem Bail commercial, deem indexéiert ass.

De Conseil d'Etat freet sech, ob d'Indexupassung net kënn als eng allgemeng Mesure ugesi ginn, déi sech op aner Wirtschaftszweiger kënn ausdehnen.

De Conseil d'Etat freet sech, ob et net besser gewiescht wär de Sozialpartner dës Diskussioun ze iwwerlousen, mä en opposéiert sech der Mesure déi virgesinn ass net.

Här President, d'Observatiounen vum Conseil d'Etat, d'Indexation vun den Tariffer wier an den 80er Joren opgi ginn, ass nëmme deelweis richtig. Deemools war d'Adaptatioun vun den Doktesch-Honorare mat der Adaptatioun vum Punktwäert vun de Fonctionnaires gekoppelt.

Dir Dammen an Dir Hären, fir de Conseil d'Etat ass den Artikel 6 déi Dispositioun am Gesetz, déi am meeschten discutabel ass. Duerch den Artikel 6 gëtt et méiglech gemaach, iwwer Règlement grand-ducal eng selektiv Adaptatioun virzehuele mat engem Plaffong vu 6,7%. De Conseil d'Etat féiert heider d'Géif d'Commission de nomenclature court-circuitéiert ginn an e kritiséiert d'Méiglechkeet vun der Retroaktivitéit. Hien ass der Meenung heider d'Géif en Déséquilibre entstonen an dem Rapport téschent der UCM an de Prestataires de soins, déi laut Gesetz vun 1992 selwer missten eens ginn. De Conseil d'Etat féiert, datt elo den een oder den anere Partner sech ëmmer direkt géif un de Stat wenden, fir mat deem eens ze ginn.

De Conseil d'Etat ass also ganz kritesch mam Artikel 6, mécht awer majoritairment keng Opposition formelle. En Avis séparé, dee genau deeselechten ass, just wou de leschte Saz anescht ass, en Avis minoritaire also, dee mécht zum Artikel 6 eng Opposition formelle.

Här President, d'Kommissioun geet net méi op d'Observatiounen vum Conseil d'Etat an. Si huet am Detail explizéiert firwat huet misse légiféiert ginn ausserhalb vum Gesetz vun 1992. Et ass eng Mesure législative exceptionnelle. Et gëtt hei dérogéiert, well et déi eenzeg legislativ Méiglechkeet war fir aus der Sakgaass erauszekommen, an déi sech d'Sozialpartner eramanövriert haten.

Wann de Conseil d'Etat d'Retroaktivitéit vun de Mesurë kritiséiert, muss awer gesot ginn, datt et keng retroaktiv Fixation vun den Tariffer gëtt „opposable aux assurés et aux caisses de maladie“. Et ass eng Korrektur fir d'Retarden auszegläichen, déi sech accumuléiert hunn. Esou Korrektur gëtt et regelméisseg, och wann am Kader vum Gesetz vun 1992 d'Partner sech net eens ginn an déi nei Tariffer net kënnen a Kraaft trieden, well eben d'Prozedur vu Mediation an Arbitrage ze laang Zäit brauchen.

Zum Schluss, Här President, erënnert eis d'Kommissioun drun, datt am Rumm vum Gesetz vum 1.1.2002 och dérogéiert gouf au détriment vun de Laboratoire an en faveur vun den Infirmieren. Do gouf et eng Retroaktivitéit op den 1. Januar 2001, ouni datt de Conseil d'Etat d'Retroaktivitéit kritiséiert hätt. Wat hei gemaach gëtt ass also näischt Neies.

Voilà, Här President. Ech mengen, ech hätt elo de Projet vun alle Säite beliicht an hoffen, datt en eng grouss Zoustëmmung féint.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, einleitend verdéngt de Rapporteur, den Här Niki Bettendorf, Rapporteur vum Projet de loi 5130, e Merci fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport zu engem leschte Projet virun der Summerpaus.

Tatsächlech si mer haut mat enger Gesetzesinitiative befaasst, déi a sech net weltëmwerfend ass. Si huet e punktuelle Charakter an de finanzielle Volet läit bei 17,7 Milliounen Euro, an dach huet se vill Wand gemaach an der legislativer Prozedur.

Ass dat well se op e Gesetz zrëckgeet aus dem Joer 1992, d'Gesetz portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de santé, vum 27. Juli 1992, e Gesetz dat deemools och just virun der Summerpaus, et war de 15. Juli 1992, d'Chambre passéiert huet.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- D'Universitéit och.

■ M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- D'Universitéit och, Här Rippinger. Gesitt Der, haut ass e groussen Dag.

E weidere Parallellismus am Kontext zu deem Gesetz ass en Dokteschstreik, den 1992 stattfont huet an den des Kéier wierklech och an der Loft hung. Schliesslech gouf et och deemools eng Opposition formelle, deemools ass drop reagéiert ginn. Dës Kéier hu mer och eng Opposition formelle an engem Avis minoritaire an d'Kommissioun, de Rapporteur huet et elo just gesot, war dës Kéier domat d'accord an der Linn weiderzefueren, wéi d'Regierung de Projet virgeluecht huet.

Kloer ass, den Toun ass lancéiert, mä wa sozial Errungenschaften um Spill waren a sinn, wa sozialen Oufbau gefäert ginn ass, war nach ëmmer eppes lass, an dat net nëmme hei zu Lëtzebuerg.

D'Auswirkung vum heitege Gesetz sollen esou sinn, datt eventuell zukünfteg Abbussen an de Leeschtungen am Gesondheitswesen am Raum stinn.

Wéi stellt sech elo d'CSV zu deem Dossier? Tatsaach ass, dass d'Medeziner onzefridde sinn. Si fannen, datt hir Leeschtungen net esou finanziell honoréiert gi wéi se sech dat virstellen. Dat soen zwar och aner Beruffstänn. Tatsaach ass awer och, dass d'Gehälter vun den Dokterer am Verglach mat anere Beruffssparten, wéi zum Beispill d'Professoren, net terribel gutt do stinn, an dach sinn hir Aarbechtskonditiounen net einfach an d'Responsabilitéit ass grouss, sinn et dach Mënscheliwen, déi hei um Spill stinn. D'Medeziner hu laang Studien. Si mussen vill Disponibilitéit weisen. D'Medeziner hunn en plus eng, jo ech géif esouguer bal soen déi Schlüsselstellung an der Gesondheitsversuergung, an dat net nëmme hei an eisem Land. Däers muss ee sech bei där heiter Diskussioun bewosst sinn.

Gutt Zesummenaarbecht ass nëmme méiglech an engem Einfeld wou de géigesäiteg Respekt spillt an dës gëllt och besonnesch wa Problemer bestinn a Léisungen an d'A gefaasst musse ginn. Hei muss et e gesonden Equiliber ginn téschent alle Partner. Jidderee muss d'Gefüll kréien, datt e seriö geholl gëtt. An d'Gesetz vun 1992, wat ech elo grad uschwat hunn, setzt emol de Kader am Gesondheitsberäich.

D'Politik vun deemools wollt dass all Forces vives am Secteur sensibiliséiert a responsabiliséiert misse ginn. D'Autorégulation sollt an deem Secteur spillen. Wéi huet de Rapporteur vun deemools, de Mars Di Bartolomeo, gemengt: „Mir si gutt beroden eis haut Instrumenter ze ginn, déi eis et erlaben, an Zäite wou d'Wirtschaft net méi esou schnell dréit, eng Qualitésmedezin fir all Lëtzebuerger zu engem akzeptable Käschtepunkt ze garantéieren. D'Finanzsituatioun vun de Krankeese sanéieren, andeem mer awer d'Qualitéit vum Gesondheitswesen erhalen, beziungsweis verbessern. Et gëtt keng Patentléisungen. Dës Gesetz ass nëmme e Kader, wou et vun de Partenaire ofhänkt fir se ze beliewen. De Lëtzebuerger Modell muss sech och elo an de prakteschen Ausféierungen eréischt behäeren. Wann dat net geschitt, da muss mer an e puer Joer légiféieren, an da geet et net mat Sensibilisierung a Responsabilisierung duer.“

Dës puer Zitatiounen vum deemolege Rapporteur setze ganz kloer de Kader vun deem wat mer eis deemools erwaart hunn, an dat ass haut och nach wouer.

Deemools hate mer eng optimal qualitativ éischtklasse Leeschtung am Rapport zu de Cotisatiounen. Mir hate fréi Wiel vum Prestataire de soins a fréi Wiel vum Spidol. Mir hate keng Zweekklassemedezin, mir haten eng obligatoresch allgemeng Konventionierung vun alleguer de Prestataires de soins. Mir haten déiselwecht Cotisatiounen fir alleguer d'Assuréeen, gläich Leeschtungen fir all Assuréeen zu Lëtzebuerg, de Prinzip vun der liberaler Medezin an de Paiement à l'acte vun den Dokterer, an dës ass och nach haut esou.

Deemools wollt mer eng Planification hospitalière, e modernt Spidolswesen, e generaliséierten Tiers-payant, eng Fleegeversécherung. Deemools war villes e Wonsch, eng Visioun. Haut, zéng Joer méi spéit, si mer um richtige Wee. Well villes ass wierklech realiséiert ginn an trotzdem stinn nach vill Froen am Raum, well nun emol eis Gesellschaft séier évoluéiert, a besonnesch am Gesondheitssektor. Deemools wollt jiddereen eng IRM, haut ass dat praktesch esou. Et huet nach keen deemools vum PET, vum Positronenemissionstomograph geschwat. De Centre de radiothérapie, als eenzeg Institution am Land, war nach net konkret am Kapp, grad esou wéi den nationalen Zentrum fir Häerzchirurgie.

De regionale Kontext vun der Medezinversuergung war nach net esou present an et gouf och nach keen Decker/Kohl-Uerteel. Wëllt een awer an esou engem internationalen Kontext mathalen, da brauch ee motivéiert Leit a besonnesch motivéiert Fournisseurs de soins, spréich also Dokterer.

Gewosst ass och, dass am Joer 2002 160,7 Milliounen Euro am Ganzen, dovun 67,6% vun den Ausgaben am Ausland, duerch Grenzgänger getägt gi sinn. Gewosst ass och, dass an där Period vun 1997 bis 2002 den durchschnittleche Wuesstumstaux vun den Ausgabe fir Ausländer bei 10,4% läit an dass dës Taux liicht méi héich ass, an zwar 0,5%, wéi dat jählecht Zouhuele vu Grenzgänger, well dese läit bei dese Leit am Fong geholl bei 9,9%.

D'Ausgabe fir d'Behandlung am Ausland no Iwwerweisungen oder Autorisation vum Contrôle médical geet och weider an d'Luucht, mä net méi esou schnell säit et den INCCI, also d'Häerzchirurgie, an och d'Radiothérapie gëtt, dat heescht also säit 1999/2000. Et sinn ëmmerhin nach trotzdem 13.000 Leit, déi vu Consultatiounen, Examen, ambulatoreschen a stationäre Behandlungen, Kuren an Analysen am Ausland profitéieren. 1998 waren et der schon 9.000. Dës puer Zuelen hunn ech lech zitéiert, fir ze weisen datt den auslännesche Maart évoluéiert, datt also ëmmer méi Leeschtungen am Ausland bei auslännesche Medeziner stattfannen.

Eise Gesondheitssystem, dat ass gewosst, ass kee Système fermé am ekonomesche Sënn vum Wuert. Et gëtt also hei ganz kloer Fuiten. An dës Evolutioun gouf jo och vun der AMMD ugeféiert a motivéiert, och déi finanziell Upassungen, déi mer haut am Gesetz hei solle virhuelen.

E weidert Argument, dat vun der AMMD ugeféiert gëtt an dat d'Doktesch-Haussé soll justifiéieren, ass dat, dass am Fong geholl mir net d'accord waren déi vun den Dokterer gewënschten Dekonventionierung politesch hei duerchezéien. An der Chambre hate mer an der Diskussioun eng grouss Majoritéit, déi dat net wollt. Schliesslech sinn och d'Statistiken iwwert d'Zuel vu Medeziner, déi hei am Land praktikéieren, net méi berauschend. Ech erënnere an ech hunn nogelies, dass 1992 nach vill vun deene Politiker, déi hei um Riederpult stoungen, geschwat hu vun enger Iwwerschwingung vun auslänneschen Generalisten hei zu Lëtzebuerg. Dat ass wierklech dohinner

gestallt a gefäert ginn. Wann een haut awer kuckt, dann ass dat net esou. Esou ass et och net méi, well de Medeziner als Hausdokter och aneschtens évoluéiert huet, well ëmmer méi Leit an d'Urgence an a Poliklinicke vun de Spideeler passéieren. Aso sinn et och maner Bierger, déi op Hausdokteren zrëckgräfen.

Tatsaach ass awer, wéi ech gesot hunn, dass d'Zuel vun de Medeziner zrëckgeet an deene verschidene Beräicher an dass mer kloer Pénurie hunn. Ech hunn hei d'Zuele vum Gesondheitsministère. Dës Zuele sinn anescht wéi déi vun der AMMD oder och vum Collège médical, mä trotzdem weisen se munches.

An eisem Land gëtt et, wann een all d'Medeziner hält, 1.481 Stéck un der Zuel. Wann een awer nëmme déi hält, déi direkt mam Patient schaffen, dat heescht et zitt een all déi of déi bei der UCM sinn, bei de Ministère, beim Contrôle médical an esou weider, da bleiwen nach 1.364 Medeziner. Duvonner sinn am Ganzen, wann ech just déi huelen, déi mat de Leit schaffen, 328 Generalisten a 735 Spezialisten. Dat sinn 1.063 Persounen. Doniewent hu mer da 735 Zännokteren. Wann ech dat op eis Bevölkerung mat 450.000 Leit bezéien, da kréie mer 236 Dokterer op 100.000 Leit. Am Ausland gëtt et och Chiffere vun der OMS. Si sinn net 100%eg comparabel, well am Fong geholl d'Selektionskritären net ganz genau déiselwecht sinn. Mä wann ech lech soen, wéi se sech weisen a wéi se sech duerstellen, da gesäit een awer, datt mer wierklech do handendrun hänken.

Ech hat lech gesot, mir hätten hei zu Lëtzebuerg 236 Dokterer op 100.000 Leit. Wann ech eis belsch Frënn huelen, déi hunn am Ganzen 413,70 Dokterer op 100.000 Leit. Dat ass en décke Batz méi.

Wann ech eis franséisch Frënn huelen, déi si bei 328,37 an déi däitsch bei 358,40 Dokterer op 100.000 Leit. Dat beweist also ganz kloer, dass mer zu Lëtzebuerg eng Pénurie hunn, dass mer net esou gutt do sti wéi d'Länner ronderëm, a wa mer kucke wéi et am Ausland évoluéiert, zum Beispill a Frankräich, et ass och d'gewosst, dass d'Zuel vun de Medeziner zrëckgeet. Am Joer 2020 gëtt a Frankräich gerechent, dass déi och nëmme méi 250 Dokterer op 100.000 Leit hätten an ab 2004 soll et bei de Fransousen zrëckgoen. Si hu grad wéi mir Pénurie vu Spezialisten a si hunn och Géigenden, wou am Fong geholl keng Medeziner sinn, an do muss mer allegueren Imaginatioun hunn, grad wéi d'Fransousen. Mir Lëtzebuerger och sollten iwwerleeën, ob een do net wäert esouguer Méiglechkeete soll ginn, dass ee kann am Parcours seng Spezialitéit änneren. Sollt een net d'Quotaen asetzen a Spezialitéiten a sollt een och net Primé gi fir verschidde Medeziner, wa se sech a verschidde Géigenden oder a verschidde Sparten engagéieren.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wann ech dat Ganz da vun den Zännokterer kucken, do sti mir gutt do. Do hu mer en Duerchschnitt op 100.000 Leit vu 66,88. Mir hunn am Ganzen 301 Zännokterer am Land. Do hunn d'Fransousen der 68,52, 76,77 an Däitschland an 58,27 an der Belsch. Do ass also net dee Bedarf, dee mer hu bei den normalen Dokterer an och am Besonnesche bei de Generalisten, wou ee muss feststellen, an dat soll och emol eng Kéier hei an der Chambre gesot ginn, wann een d'Kantonen Esch a Lëtzebuerg hält, da sinn do eleng 170 Medeziner vun 328 Stéck. De Rescht vum Land huet also knapp 158 Generalisten. An dat ass ganz kloer, do muss d'Politik Imaginatioun weisen an do kann och dës Moosnam, déi mer haut huelen, eng Signalwirkung hu fir dobaus-

sen eng Bewusstseinsweiterung ze kréien, datt mer nees Leit kréien, déi Medezin studéieren.

Wat ech och festgestallt hunn, dat ass datt an deene Lëschten, déi ech hu vum Ministère, zum Beispill am Veianer Kanton dräi Generalisten sinn a keen Zännokter. Dat sinn d'Donnéeën vum Ministère. Wann ech awer dem Telefonsbuch gleeuwen, dat vun Editus erauskomm ass, do gesinn ech awer datt een Zännokter zu Veianen ass. Also ginn ech dovun aus, datt et een do gétt. Ech zéien doraus d'Schlussfolgerung, datt déi verschidde Lëschten, an et ass gewosst, déi vun der AMMD, vum Collège médical a vum Gesondheitsministère muss koordinéiert ginn, fir datt mer déiselwech an déi richteg Donnéeën kréien.

Ech hat gesot, mir hunn och verschidde Beräicher wou Spezialisten feelen, an do gétt jo och punktuell opgewäert. D'Pédiatrie: Et ass gewosst datt mer do eng Pénurie hunn. Mir hunn zwar am Land 55 Pédiateuren. Dovunner sinn der 43 an de Kantone Lëtzebuerg an Esch, an do gétt jo eng Tarifupassung gemaach. Datselwech géllt dann an der Ophthalmologie. Do hu mer der 43 am Land. Do sinn der 32 an de Kantonen Esch a Lëtzebuerg. An an der Dermatovénérologie, dat sinn d'Hautdokteren, do hu mer der 22 am Land. Do sinn der eleng 19 an de Kantonen Esch a Lëtzebuerg. Et sinn nëmme dräi Stéck soss am Land verspreecht, an zwar zwee am Kanton Dikrech an een op Lëtzebuerg Campagne.

Et gesäit een also, datt déi punktuell Upassung vu Consultatione vu Spezialisten an dese Beräicher, déi ech elo genannt hunn, dat heescht Pédiatrie, Dermatologie, Ophthalmologie an och Anesthésie, wéi se am Artikel 6 virgesi sinn, kënnen mëttelfristeg an dynamiséierten Effet kréien, an aus deser Perspektiv eraus ass des Moosnam vertrieubar. Duerch des Moosname kënnen d'Beräicher eventuell den Erwaardungen an de Besoinen an deem Secteur opgestockt ginn. Och déi selektiv Revaloriséierung vu generellen Akten ëm 15%, dést betrëfft jo besonnesch d'Generalisten, si ass och vertrieubar, well de Verdéngscht an d'Aarbeitskonditione vun dese Mënschen, wat ganz oft Idealiste sinn, sécher net iwwerdrifwe sinn. An och d'Upassung vun den Akten an der Nomenclature, zum Beispill déi vu 60% vun den Akte fir nuets, sonndes a Feierdeeg, kënnen am Fong akzeptéiert ginn.

D'Membre vum Conseil d'administration vun der UCM mengen zwar, si wäeren net selektiv genuch. Do muss een awer feststellen, datt des Revendicatione vun der AMMD kommen. Dat ass jo dat representatiivt Organ vun de Medeziner. Also muss een dovunner ausgoen, datt des Gewerkschaft d'Interesse vun hire Memberen nom Gläichheitsprinzip fir jiddereen d'selwecht vertritt, esou datt dese Kompromëss, wéi en am Gesetz steet, des Gläichhandlung no Besoinen erëmgëtt. Et bleift trotzdem hei Klärungsbedarf an et sollt sech och deemächst un den Dësch gesat gi mam Minister, fir d'Befierchtungen, déi opkommen, datt et am Hierscht beim Opstelle vum nächste Budget vun der UCM, do gétt jo gemengt déi finanziell Situatioun géif sech vun 2004 u verschlechteren, fir do eng kloer Sprooch ze schwätzen, fir also des Befierchtungen wouer ze huelen an elo ze agéieren, an net eréischt méi spéit ze reagéieren.

Ech muss soen, an ech géif meng mir hätten dat néidegt Vertrauen an eise Gesondheitsminister, datt en do schnell seng Verantwortung hält. Dofir kann een och am Fong an esou enger Optik mat dese punktuellen Upassung liewen, à condition awer - dat ass och scho gesot gi vum Rapporteur - datt des Upassungen e punktuellen an exceptionnelle Charakter hunn, well soss sprengt se effektiv an definitiv déi generell Logik vum Gesetz

vun 1992 an och déi bewäert Quadripartite, déi jo duerch dës Gesetz entstanen ass, déi zwar nëmme Propositione maache kann a keng Décisiounkraaft huet, soss ass des Lëscht nach just eng Farce.

Wat d'Form vun der Démarche ugeet, wëll ech och nach eng kéier un d'Virgehensweis erënnere, wat de Rapporteur och gemaach huet d'lescht Joer, wou mer eis drun erënnere, wou mer UCM-Upassung gemaach hu vun de Privatlaboen. Des sinn och iwwer e Gesetz hei an der Chamber festgelaucht ginn an och mat Retroaktivitéit. Deemools war effektiv manner Opposition. Do ass och méi vu Recetté geschwat ginn, well d'Laboen hu jo misse méi abezuelen.

Wat elo déi automatesch Upassung vun de Leeschtungen un den Index ugeet, esou schéngt des Démarche manner problematesch. An der Logik vum Gesetz vun 1992 huet d'Indexupassung vun de Lettres clés ëmmer bei de jährlechen Tarifrégociatione stattfonnt. Ass den Index am Laf vum Joer geklomm, esou ass da mat Déphasage nogezu ginn. Elo verschwënnt desen Déphasage. Esou schnell den Index effektiv klëmmt, esou schnell gétt dann och tarifaire ugepasst. Hei gesinn zwar d'Chambres professionnelles Problemer. Ech muss awer feststellen, wann d'Krankekeeseleeschtungen indexéiert ginn, oni datt se am Index immuniséiert ginn, da wierkt dat inflatiounsdréiwend. Allerdéngs bréngt dat net wierklech den Euro a Gefor.

Ech wëll domat soen, datt dat am Fong geholl den Hauptproblem ass vun deser Démarche. Wéi vill genee d'Inflatioun wäert vun der Tarifindexéierung beaflosst ginn, dat muss eis effektiv d'Zukunft weisen.

Ganz wichteg an deem Kontext sinn déi individuell Rapporten iwwer medezinesch Aktivitéiten, déi mam Gesetz vun 1999 agefouert goufen. Iwwert des soll jo d'Netbéuechte vu medezinesche Referenze bei eenzelnen Dokterinnen direkt bekämpft a sanktionéiert ginn. Esou e Projet gouf vun der UCM zesumme mam Contrôle médical ausgeschafft an dese muss schnellstens ëmgesat ginn. Hei kréie mer eng gewësse Garantie vun enger bonne pratique médicale. Hei kënnen mer wierklech iwwerdrifwen Ausgabe vermeiden. Si sinn e wichtegt Element an der Autoregulatioun.

Dese Projet muss och Ulass si fir deemächst aner Elementer, déi eng qualitativ Medezin garantéieren, ze dynamiséieren. Ech denken hei zum Beispill un d'Formation continue am generellen an un eng Formation continue am Beräich vun de Soins palliatifs am speziellesche fir all Medeziner. Dëst ass och schon am Gesetz vun 1992 verankert. Dëst hätt awer och kënnen des kéier an deem Gesetz nach eng kéier verankert ginn. Hei ass also elo d'AMMD an och de Ministère nach eng kéier gefuerdert. Si müssen hir Responsabilitéiten huelen, datt mer hei weider kommen.

Verschidde professionell Kummeren hunn an hiren Avisen vum Gesetz verlaangt, well de Stat des Erhéijungen eesätteg decidéiert hätt, misst hie mat Steiergelder, also mat budgetäre Mëttele begläichen. Mir sinn der Meenung, des Participatioun vum Stat, wa se iwwerhaupt erhéicht soll gi fir d'Moosnamen ze finanzéieren, esou kann dëst nëmme geschéie par analogie zu 1999, an zwar an enger globaler Upassung, an enger Evaluatioun vum globale Secteur.

Positiv ass, datt duerch d'Moosnamen aus dem 92er Gesetz, an déi nodréiglech Upassung, de Gesondheitssecteur vill méi transparent ginn ass. D'Spidolslandschaft zum Beispill huet sech entwéckelt. Mir hunn elo Frais fixes, Frais variables, mir hunn e Budget prévisionnel. Hei gétt et also e gewëssen Duerchbléck.

Esou féinnt een och aner interessant Zuelen an deem UCM-Dokument iwwert d'Dekonte vun de Krankekeese vum Exercice 2002. Esou sinn zum Beispill déi pharmazeutesch Käschten aus dem Spidol vun 2001 op 2002 vun 105,4 op 115,6 Milliounen geklommen. Esou ass zum Beispill och gewosst, datt d'Zuel vun de Patienten, déi e Medikament kritt hunn, tëschent 2001 an 2002 nëmme ëm 0,7% geklommen ass.

Des Donnéeën an nach vill aner maachen eng Planung méi einfach an doduerch ginn och aner Horizonten op. Elo gétt et zum Beispill Méiglechkeete fir d'Ausgabe fir Infirmierssoinen am Kader vun der Fleegeversécherung ze analyséieren. Esou gesäit ee ganz kloer, wéi déi Fleegeversécherung, déi mer elo säit e puer Joer hunn, spillt. Esou stellt een och fest, datt zum Beispill säit 2000 un et praktesch keng Fäll vun Hébergement méi a Spideeler gétt. Fest stellt een och, datt d'Ausgabe fir preventiv Medezin sech am Joer 2002 op 2,6 Milliounen Euro belafen. Dofir sinn e ganz Koup natierlech fir Impfungen, besonnesch Grippeimpfungen, ma hei besteet nach e groussen Entwécklungspotential.

Ech erënnere och nach eng kéier - ech hunn dat schonn hei gemaach - un de Livre blanc, deen de Ministère an de Joren 1992/1993 erausginn huet, Santé pour tous. Hei heescht et och des Publikatioun ze iwwerschaffen.

Aner wichteg Feststellungen am Dekont sinn, datt d'Ausgabe fir Prestations en espèces an der Krankenversicherung fir Employéierten an Indépendanté kräfteg geklomme sinn. Dat ass scho beängstlegend, well am Beräich vun den Aarbechter si se regelrecht explozéiert. Hei ass och de Ministère an d'UCM gefuerdert. Hei muss onbedéngt direkt reagéiert ginn.

Gewosst ass awer och, datt de Gesondheitssecteur komplex ass an datt all d'Evolutionen - de Rapporteur huet et och scho gesot - net direkt viruszegesi sinn. Gewosst ass och de Moment, datt et nach verfréit ass eng strukturell Analyse iwwert d'Evolution vun de medezineschen Akte pro Kapitel a pro medezinesche Spezialitéiten ze maachen. Dëst wäert awer a muss deemächst geschéien, wann detailléiert Zuelen iwwert d'Zuel vun de Medeziner an d'Zuel vun de Patienten disponibel sinn. Esou eng Analyse ass wichteg a wäert nei Erkenntnisser an neie Spillraum bréngen an der Verdeelung vun de Krankekeesegelder.

Ech mengen, des puer Beispiller weisen datt nach villes ze optimiséiere bleift, datt nach vill Upassung geschéie mussen. Mat deem Gesetz hu mer jo d'Leeschtung vun de Medeziner am Spidolssecteur optimiséiert an et ass seier geschitt a gezielt. An et muss een nach feststellen, och haut, datt d'Verhandlungen am Kader vum 92er Gesetz nach ëmmer stiechen, datt se nach ëmmer an der Sackgass sinn an datt dann doduerch, wann een dat esou hält, d'Gesetz vun 1992 seng Limité kennt. Dofir waren des Upassung schon noutwendeg, well esou behale mer déi gewësse Rou am Secteur, déi néideg ass.

Dese Deal, dee mer haut hei stëmmen, entsprécht dem Lëtzebuurger Modell, der Lëtzebuurger Mentalitéit, déi konsensfähig a kompromëssbereet ass. Mä d'Politik muss awer elo grad weider um Ball bleiwen. Och wann eise Statsminister, an Dir erënnert lech alleguete beim Etat de la nation dëst Joer am Fréijoer, et war den 20. Mee 2003, gesot huet, datt Cotisationserhéijungen definitiv ausgeschloss mussen ginn.

Och wat d'Leeschtungen ugeet, géllt et den héijen aktuelle Leeschtungsstandard zu Lëtzebuerg ze garantéieren. Ech soen et kloer, ech insistéieren: Des lescht Fuerderung ass e weidere Garant, datt déi aner Sozialpartner aus dem Gesondheitssecteur weider am Konsensus am Lëtzebuurger Modell konstruktiv an effizient mat-schaffen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - De Konsens fonctionnéiert net méi wann een dem Secteur keng Moyene gétt. Da musst Der mer soe wéi een déi Moyenen da ka schafen, wa keng Beitragerhéijungen a wann ëmmer nei Belaschtung kommen.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Ech hunn lech gesot wéi d'Konditione vun der Stee sinn, Här Di Bartolomeo.

Deen héijen aktuelle Leeschtungsstandard zu Lëtzebuerg muss garantéiert bleiwen an et däreif keng Erhéijunge kommen. An do, lauschtert mer no wat ech elo soen, dat ass eng Méiglechkeet an eng Sortie, an desen héije Stand kann am Fong och mat deem neie Gesetz an erhéichten Tariffer weiderhi garantéiert ginn, wa mer den eigentleche Problem vun der Krankekeese, deen mer haut scho massiv hunn, an de Grëff kréien. An dee Problem, dee mer haut hunn, ass dee vum Messbrauch, an et ass ganz kloer, dass dee muss méi staark kontrolléiert a sanktionéiert ginn. Hei besteet also en akuten Handlungsbedarf. Et däreif weder haut nach muer d'Gefor entstoen, datt eng kéier d'Leit, déi wierklech medezinesch Hëllef brauchen, sech net méi kënnen drop verloossen, datt se déi och kréien, well ënnendréiner duerch Abüen, an déi ginn et, d'Finanzmëttele verschwonne sinn.

Jiddereen, dee seriö krank ass oder deen emol mat seriö kranke Leit ze dinn hat, wäert mer awer an deser Warnung Recht ginn.

Esou einfach ass et wann een alles dat seet an alles dat gesäit wat ee muss gesinn an deem Zesammenhang. Mir wëssen all, et steet vill um Spill wann et ëm d'Finanzéierung vun eiser Gesondheet geet, och d'Existenz an déi berufflech Perspektiv vun deenen, déi eis d'Gesondheet erhalen an nees hierstellen. Dofir muss mer alleguerten zesummeschaffen an dofir kann d'CSV des kéier hiren Accord zu deem Projet de loi bréngen.

Ech soen lech merci fir Är Opmerksamkeet.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Selbstverständlech net, Här Fayot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass vun Ufank u kee Messverständnis opkënn, wëll ech direkt am Numm vun der LSAP-Fraktioun festhalen, dass mir den Dokterinnen, déi e ganz haarde Beruff hunn, déi Verbesserung, déi an deem Gesetz festgehal ginn, gär vergënnen.

Dat ännert awer näischt drun, ...

(Interruptions diverses)

...dass mer der Meenung sinn, dass desen Dossier schlecht vun der Regierung gëriert ginn ass, an dass mat där vum Gesondheits- a Sozialminister gewielter Prozedur mer eis hei zu Lëtzebuerg am Krankekeeseweise méi Problemer schafe wéi mer der léisen. An ech explizéiere mech.

Dass mer eis ganz richteg och verstinn, hei geet et net nëmme ëm Meenungsverschiddenheeten iwwert d'Form, ma och ëm staark inhaltlech Differenzen. Eischtens ass mat deem Projet d'Problematik, déi sech eisen Dokterinnen an ei-

ser medezinescher Grondversuerung stellt, net geléist. Déi reell Schwierigkeeten, déi am Beräich Generalisten a Pédiateuren, fir nëmme déi ze nennen, hei zu Lëtzebuerg bestinn, si mat Tarifverbesserungen eleng net ze léisen, an ech wäert herno nach dorop zrëckkommen.

Zweetens sinn de Minister a seng Mataarbechter eis bis haut Erklärunge schëlleg bliwwen, firwat dass se 2000 ganz fest entschlossen verséichert hunn, dass all Dokter missten e seriöse Beitrag fir d'Sanéierung vun de Krankekeesen, wéi och aner Partner - et ass virdrun am falschen Zesammenhang vun de Laboe geschwat ginn -, misste leeschten.

(Interruption)

Neen, ech bestreiden dat net, Här Weiler, ma ech géif an Ärer Plaz nolauschten. Da bleiwen ech och vill méi fein.

M. Lucien Weiler (CSV). - Ech maachen et wéi Dir, ëmmer nolauschten.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Jo. Dunn, nodeem 2000 gefuerdert ginn ass, dass d'Doktere sollten en Affer bréngen, hunn d'Regierungsvertreeder an och hir Beroder an Ausschicht gestallt, dass et kënn zu engem Dekonventionnement oder engem Deeldekonventionnement kommen an 2002 schlussendlech a Parallelverhandlungen, laanscht d'Sozialpartner, d'Indexéierung an d'Erhéijung vun den Dokteschariffer decidéiert hunn. Oder an anere Wieder, si hu just de Géigendeel vun deem gemaach wat si 2000 ugekënnegt hunn, an d'Explikatione, muss ech lech soen, hu mer an der Sozialkommission net kritt, ausser dass de Minister eis gesot huet, wa mer deemools gewosst hätte wat mer haut wëssen, dann hätte mer wahrscheinlech dat net gemaach. Dat ass gutt gesot, ma wa se deemools dat net gesot hätte wat se 2000 gesot hunn, wat d'Affere vun alle Prestatairen ugeet, dann hätte se wahrscheinlech och keen Accord mat de Versécherter kritt.

(Interruptions diverses)

Dofir kommen ech dann herno nach eng kéier dorop zrëck. Et bleift dass de Minister de Contraire vun deem gemaach huet wat hien 2000 ugekënnegt huet.

Dréttens léisst de Minister soen, dass en dozou bäigedroen huet d'Krankekeesen ze sanéieren, an e seet och dass en 1999 de Beitrag vum Stat gehuewen huet. Wann een dat Ganzt awer e bësse méi genee hannerfreet, da muss ee feststellen dass mer a Wierklechkeet net mat sanéierte Krankekeesen ze dinn hunn, ma a Wierklechkeet op seriö Problemer steieren, Problemer géint déi d'99er Problemer Kinkerlitzercher waren, a wann Der noliesst wat d'berodend Instanzen, och de Conseil économique et social, soen, schwätze se vu ganz düsteren Aussichte fir eis Krankekeesen.

Véiertens riskéieren déi parallel Verhandlungen, wéi se elo gefouert goufen, Schoul ze maachen, an et géif mech zum Beispill net wonnere wann dee Sozialkonflikt an de Spideeler op eemol virun de Minister gedroe géif ginn. Wann een am Spidolssecteur keng Eenegung féinnt, da gi mer bei de Minister. Mam Minister gi mer méi einfach eens. Et géif mech also net wonnere wann aner Beispiller géifen no kommen.

Wou mer awer mat deene Beispiller dee Modell vu Selbstverwaltung, vu Verantwortungsdelegatioun un d'Sozialpartner definitiv géife begruuewen, an erënnert lech firwat dass 1992 och déi doten Décisionne gefall sinn, wa mer d'Viraarbechte vun der Krankekeesereform nach eng kéier noliesen, dann hu mer dat gemaach fir net an allen Dossieren ëmmer dem politeschen Drock ausgesat ze sinn an anesch-

ters missten ze reagéieren, wéi mer eigentlech uewe mengen dass et misst sinn. An dee System, dee mer 1992 agefouert hunn, huet sech mat enger Rei vu Punkten, wou ech ganz gären zouginn, bewäert, awer net nëmme Punkte wou et drëm geet d'Tariffer ze erhéijen, mä och Punkte wou et drëm geet de medezinesche Progrès kennen an d'Evolution vun de Krankekeesenausgaben eranzekréien. An Dir wësst, dass ech mech ëmmer dergéint gewiert hunn, dass mer déi doten Diskussiounen am Rahme vun de Krankekeesen ausschlieslech mam Brëll vun engem Kontabel kucken. D'Gesondheitsdiskussiounen kann een net nëmme aus der Vue vun engem Kontabel féieren, a si ginn aus der Vue vun engem Kontabel gefouert, well mer eben domat konfrontéiert sinn, dass d'Krankekeesen nëmme eng Zomm X zur Verfügung hunn an dann ebe muss versichen déi Zomm X esou équilibréiert wéi méiglech ze verdeelen.

D'Regierung muss sech bewusst si wat se an deem heiten Domän lassgetréppelt huet mat hirem Compromis politique, an dat ass am Exposé des motifs erëmzefanen, gëtt de System anesches. Et ass e Compromis politique, kënnt Der noliesen an dem Exposé des motifs.

Fënneftens waarde mer bis haut op seriö Donnéeën iwwert d'Entwécklung vun der Finanzlag bei de Krankekeesen. De Rapporteur ass drop agaangen. Ech gi ganz gären zou, dass et net evident ass fir ze vill exakt Prospektiounen ze maachen iwwer dat, wat op eis zoukënnt, mä mir hunn awer eng Rei vu politeschen Décisiounen an deene leschte Jore geholl a sinn amgaang eenzelter vun deene politeschen Décisiounen anzeweien. Mer müssen och dovun ausgoen, dass déi Aweigungen zu Folgekäschte féieren an dass dat Personal, wat do agestallt gëtt, déi 100 oder 200 zousätzlech nei Leit, déi gefrot sinn, dass dat alles och Konsequenze fir d'Krankekeesen huet.

D'Konte vun 2002, déi waren nach einegermoossen an der Rei, mä opgrond vun der Perspektive fir 2003 an 2004 muss mer mat ganz decken Defiziter rechnen, an dann därerf et sécher erlaabt sinn dass mer an der Sozialkommissioun eis Gedanken doriwwer maachen, well mer faerten, an da si mer bei eisem sechste Punkt, dass wa mer mat Problemer bei de Krankekeesen ze dinn hunn, an d'Regierung awer ganz fest entschlosse seet - an dat ass virdu gesot gi vu mengem Virriedner -, dass Beitragerhéijungen absolut net an d'Këscht kommen, wa mer dann zousätzlech Ausgaben op d'Krankekeesen ofwälzen, da sot mer, wann ech gelift, wéi mer dann d'Qualitéit vun der Medezin, wéi mer déi zousätzlech Ausgabe solle finanzéieren, wa mer net gläichzäitig spuere ginn.

An da si mer beim deem, wat haut ganz kloer no bausse gedroe ginn ass vun de Patronatsvertrieeder, déi just op dat dote Signal gewäert hu fir net Leeschtungssofbaue ze frouen, fir net geziilt op onberechtigt Abüen anzegoe beim Absentéismus, mä fir dat hei als Prétexte ze huelen, fir den Absentéismus oder d'Krankmeldungen insgesamt an de Viséier ze huelen, an ech warnen do virdu, dass mer an enger Situatioun wéi där heiten den decken Hummer huelen an dann all déi Leit culpabiliséieren, déi et woe krank ze ginn. Abüe gëtt et, mä déi muss ee mat kalem Kapp a vernünftigen ugoen.

(Interruption)

Ganz richtig, mä et därerf een awer net dat Ganzt iwwert de graffe Leescht huelen.

Wéi Dir dat doten elo maacht, bestätegt dat mech absolut a meng Suergen, an dofir woen ech dann eben déi domm Fro ze stellen: Wa mer soen, mir müssen d'Medezin weider op engem héije

Stand halen, wa mer soe Beitragerhéijunge sinn ausgeschloss, an net op déi Iddi komme fir bei de Krankmeldungen eppes ze maachen, wéi, wann ech gelift, finanzéiere mer dat?

A wa mer eis da konsequent sinn an där Logik, da muss et zumindest erlaabt si fir ze soen, dass politesch Kompromësser, déi ausserhalb vun där normaler Verhandlungsprozedur lafen, vun deem solle bezuelt ginn, deen dee politesche Kompromëss mécht, fir net d'Keesen ze belaaschten an aner noutwendeg Fortschréiter ze hypotekéieren.

■ M. Jean Colombera (ADR). - Dat ass einfach geschwat dat doten, Här Di Bartolomeo.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Méi hu mer wierklech net verlaangt, mä do komme mer nach eng Kéier drop zrëck.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdu gesot, dass dese Projet eleng d'Problemer vun engem Deel vun eisen Dokterer, well net jiddferer bei den Dokterer huet déiselwecht Problemer an net jiddferer huet se an deemselwechte Mooss, net ka léisen, an och net kann de Problem vun zukünftege Mangel vun den Allgemengpraktiker a vun de Pédiatré léisen. Dir wäert dach net mengen dass muer, iwwermuer oder iwwer-iwwermuer duerch déi Tarifierhéijungen honnerte vu Leit sech an d'Carrière vun Generalist erastieren. Do gëtt et e ganze Koup aner Problemer, déi mer müssen ugoen. Do ass zum Beispill dat, wat guer net beréiert gëtt, wat awer en immens wichtige Problem ass, d'Element Zäit bei de Consultatiounen.

Et ass zum Beispill d'Element Lievingsqualitéit. An ech setzen lech au défi: Firwat soll e Generalist, firwat soll e Pédiateur net d'Recht hu fir e Minimum vu Liewensqualitéit ze hunn? Wéi kann en déi Liewensqualitéit kréien? Mä doduerch dass een d'Pédiatren, doduerch dass een d'Generalisten encouragéiert fir méi staark wéi an der Vergaangenheet zesummen ze schaffen. Do gëtt et d'Beispill vun der Maison médicale, wou een eng Rei vun Dokterer huet déi zesumme kënnen schaffen, déi sech ennerenee kënnen ersetzen. Dat gëtt et am Centre des diagnostics.

■ M. Marco Schroell (DP). - Här Di Bartolomeo, dat doten ass schonn um Lafen alles.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dann hätt Der eis dat sollen an där Diskussioun soen.

■ M. Marco Schroell (DP). - Ech hu gemengt, Här Di Bartolomeo, Dir géift déi Saache kennen. Ech sinn och iwwerzeegt, Dir kennt se.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ech verstinn net, firwat mer op engem Punkt sinn, wou mer dat klinescht Wiesen zu quasi 100% ennerstetzen, 80% iwwer Investitiounen duerch de Stat, 20% iwwer Investitiounen oder Amortisementer iwwert d'Krankekeesen, an et net fäerdeg bréngen, dat wat eng Rei vun eise Virgänger an de Gemenge gemaach hunn, Gemengen, déi wierklech eng extrem Pénurie haten an déi den Dokterer entgéintkomm sinn, fir se ze encouragéieren bei si ze kommen.

Dat sinn Iwwerleeungen, déi mer kënnen féieren. Déi bréngen eis méi wäit wéi deen heite Projet eleng. Zouginn, et kann een Element sinn, mä et ass sécher net dat entscheidend an der Décisioun vu Leit, déi souwisou müssen e beispillhaft Engagement hunn.

Dann zur Methodik an zum Verlauf vun der Diskussioun. Ech erënnere, dass an deem Kontext 1999, wou d'Krankekeesen eng Rei vu Problemer haten, Décisiounen geholl gi sinn, déi kengem esou richtig gefall hunn. D'Assuréeën hu Leeschtungskierzunge missen hin-

huelen, kleng Beitragerhéijungen. De Stat huet en Deel zousätzlech bezuelt, an haut seet de Minister, mir hu jo eise Beitrag 1999 gehéicht. Wat de Minister awer ni seet, dat ass dass virdu duerch eng ganz Rei vu politeschen Décisiounen, déi vun dëser Chamber mat ganz grousser Majoritéit, wann net esouguer unanime gedroe gi sinn, nei Belaaschtungen op déi Krankekeesen zoukomm sinn. Ech nenne just d'Beispill vum Centre neuropsychiatrique, dee bis elo net ënner de Kompetenzberäich an ënner d'Belaaschtung vun de Krankekeese gefall ass, deen awer 1998 dra komm ass, a wou d'staatlech Bedeelegung eigentlech just eng Konsequenz war. Den Här Glesener wénkt mam Kapp an hien huet Recht, hie weess nach wéi déi Diskussiounen deemools verlaf sinn.

(Interruptions)

An där doter Saach hunn ech ganz vill Vertrauen.

■ Une voix.- Nëmme an där doter Saach?

■ M. Marcel Glesener (CSV). - Dir hutt net ganz Onrecht.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - An deem heite Fall soll ee sech net op d'Schëller klappen a soen, mir hunn de Beitrag gehéicht. Deeselwechten, deen de Beitrag gehéicht huet, an dësem Fall de Stat oder d'Regierung, huet och d'Belaaschtung vun de Keese gehéicht, sou dass dat eng neutral Operatioun war. Mä deemools ass an deem Kontext gesot ginn: Dir musst eng Rei vun Affer bréngen a mir garantéieren, dass déi Affer équilibréiert verdeelt ginn. Dat war deemools den Tenor. Et huet jiddferen dat och akzeptéiert, méi oder manner, an et sinn och eng Rei vu Verhandlung gefouert gi fir déi Afferen ze verdeelen.

An do, muss ee soen, huet d'Regierung bei den Dokterer op Granit gebass, well d'Doktere gesot hunn, ma bei eis ass d'Situatioun eng aner. Mir contestéieren, dass mir an der Situatioun si fir Affer ze bréngen. Mir sinn an enger Situatioun, wou mir Problemer hunn a wou et en Nohuelbedarf gëtt. Et kann een den Dokterer also net virwerfen, si wieren onkonsequent gewiescht, well si hunn deemools déi doten Argumentatioun gehat a si hu se och haut. D'Argumentatioun, déi gewiescht huet, ass net déi vun den Dokterer, mä déi vun der Regierung, well d'Regierung deemools ganz kloer gesot huet, an ech zitieren de Minister an engem Débat vum 14. November 2000: „Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass vun den Dokterer eng Contributioun kënnt. Dat muss net déi sinn, déi mer proposéiert hunn, et muss eng sinn, déi an deem Ordre de grandeur ass wéi déi aner.“

Dir wësst, wéi et weider gaangen ass. D'Regierung huet datselwecht gemaach am Emgedréinten, wéi se et elo mécht. Si huet e Gesetzesprojet bruecht fir d'Dokterer ze forcieren Affer ze bréngen, mat deem Resultat wat Der kennt.

D'Dokterer hunn e Warnstreik gemaach. D'Regierung huet de Projet zrëckgezunn an dunn huet de Minister eng Ouverture gemaach an huet gesot, mir kënnen iwwert den Dekonventionnement oder iwwert den Deeldekonventionnement diskutéieren.

Bon, de Minister ass relativ schnell eppes besseres beléiert ginn an deem doten Dossier, well hei an der Chamber, opgrond vun engem Débat d'actualité, eng kloer Fin de non-recevoir gi ginn ass fir en Dekonventionnement a fir d'Entrée, déi mir gefäert hunn - et ass contestéiert gewiescht, dass dat

esou wär -, an eng Zweeklasseme-dezin. D'Chamber huet ganz kloer Faarf bekannt an de Minister huet dat och, mengen ech, ganz richtig verstanen an huet net méi insistéiert, mä huet awer doropshin, well den Drock vun den Dokterer objektiv do war, parallell Verhandlung gefouert, wou d'Resultat vun haut erauskomm ass, an dat Resultat gëtt folgendermoossen definiert: „Le Gouvernement considère comme objectivement nécessaire et opportun pour combler des retards accumulés au fil du temps dans la rémunération des prestataires de soins.“

Ech hunn déi zwee Zitater geholl, dat eent Zitat vum 2000, dat aner Zitat aus dem Rapport vun der Sozialkommissioun.

■ M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*. - Dat éischt Zitat betrëfft dat vun de Feeler vun de Virgänger. Dat zweet Zitat ass fir d'Zukunft geduecht.

(Hilarité)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här Minister, ech si wierklech frou a glécklech, dass Dir selwer iwwert dat dote laacht, well domat geet et elo wierklech net méi duer. Dat do war déi Plack, déi Der konnt opleeën am Ufank wéi Der do waart. Elo sidd Der véier Joer do, Här Minister, a mir sinn elo an der Lag fir lech mat Ären eegenen Inkonssequenzen ze konfrontéieren, an do geet et wierklech net méi duer, Här Minister, fir ze soen, dat Dëngen do oder précisément dat war et net, dat geet net méi duer. Dat geet effectivement net méi duer. Dir sidd am Moment an der Lag, dass Der no véier Joer opgrond vun Ären Aussoe vu viru véier Joer a vun haut gemooss gitt, an da kënnt Dir ëmmer nach soen, 15 Joer Sozialisten a 15 Joer Sozialiste mat der CSV an esou weider. Mä haut, haut geet dat ebe just net méi.

■ M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*. - Fait as awer nach ëmmer, Här Di Bartolomeo, dass mer amgaang si Feeler vum 92er Gesetz auszemäeren.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Neen, do leit Der effectivement falsch, Här Minister. Dir hätt sollen dem Här Halsdorf nolauschten. Ech brauch mech net ze zitieren. Ech zitieren just den Här Halsdorf. Den Här Halsdorf huet gesot, dass déi Reform vun 1992 sech bewäert huet an dass se déi Zilsetzungen erfüllt huet, déi d'Auteurs, an déi Auteurs setzen do an Dir bréngt et net ëmmer fäerdeg e Keil téschent déi Leit, déi responsabel si fir déi dote Gesetzgebungen, ze setzen. An där doter Saach ass d'Solidaritéit nach ëmmer do vun den Auteurs an Dir hat deemools Onrecht, wéi der d'92er Reform contestéiert hutt. Mir bleiwen der Meenung, dass de Gros vun där Reform gutt war, an dofir wiere mer eis dergéint, Här Minister, dass Dir se futti maacht. Ech kommen nach eng Kéier do drop zrëck.

Ech hunn lech elo de Spiegel virgehale an ech hunn lech gewise wéi Der innerhalb vu véier Joer en totale Volte-face gemaach hutt, wéi Der et an einzelnen aneren Dossiere gemaach hutt. Hei ass ebe just de Virdeel, dass mer lech de Spiegel kënnen dohinner halen an dass jiddereen dat och kann nolliesen.

■ M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*. - E kleng Spiegel.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dofir, Här Minister, sot mer wann ech gelift, wat huet sech geännert zënter Ärer Feststellung vun 2000 an der Feststellung vun 2002. Dir hutt nach ëmmer déiselwecht Beroder. Dir hutt nach ëmmer deeselwechte Mann, dee fir lech verhandelt huet, an ech ka

mer net virstellen dass dee Mann, deen haut verhandelt huet, an dee Mann, dee virdu verhandelt huet, d'Situatioun esou verkannt huet, dass aus engem Affer, dat gefuert ginn ass, op eemol en Nohuelbedarf ginn ass vu 7%. Ech ka mer net virstellen, dass Dir, Här Minister, an dass Är Beroder déi Situatioun esou kënnt verkannt hunn, an dofir, well eis dat doten einfach net alicht, verlaange mer haut seriö Donnéeën iwwert d'Situatioun vun de Krankekeesen. Mir wëllen ab Oktober keng Ofbaudiskussioun. Mir wëlle just wësse wat un neie Belaaschtungen op eis zoukënnt, an Dir misst dat wëssen, well déi Décisiounen an Ärer Eegenschaft als Gesondheitsminister matgedroe ginn an Dir och als Gesondheitsminister bei deenen neie Belaaschtungen ëmmer dobäi sidd fir se anzeweien.

Mir wëllen datselwecht wéi de Rapporteur a sengem excellenten Deel, deen de Progrès vun der Medezin betrëfft, an ech soen...

■ M. Niki Bettendorf (DP), *rapporteur*. - Fannt Der nëmme deen Deel excellent?

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dee war méi excellent. Bei deenen anere Saachen, do hu mer e bësse méi Problemer. Mir wëllen datselwecht wéi de Rapporteur an ech soen en wierklech en häerzliche Merci fir seng kloer Wieder am Rapport wat d'Qualitéit vun Gesondheitswiesen ugeet.

(Interruption)

Ech brauch se net. D'Kommissioun fuerdert, dass déi Mëttele, déi mer fir eng gutt Medezin brauchen, zur Verfügung gestallt ginn. D'Käschte vun der Santé gi weider an d'Luucht an et ass net ubruecht fir déiselwecht Rationaliséierungsrezepten an der Santé anzewende wéi an der Economie. De medezinesche Fortschrétt muss garantéiert ginn, mä erëm eng Kéier, de Rapporteur ka mer wahrscheinlech do hëllef: Wéi kann een dat maachen, wann eng Regierung net d'accord ass fir d'Beitrag ze héijen, a well mir och net d'accord si fir d'Leeschungen erofzesetzen, a well mir och ganz schwéier schonn haut mat Situatiounen kënnen...

■ M. Niki Bettendorf (DP), *rapporteur*. - Här Di Bartolomeo, Dir sidd also fir Beitragerhéijungen? Da sot et. Ech wier frou wann Der dat géift kloer soen, well dat mécht et vill méi einfach.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här Bettendorf, wann et em d'Qualitéit an em d'Leeschungen vun der Santé geet, frot d'Leit ob se bereet sinn e bësse méi dofir ze bezuelen. Mir menge jo. Fir eis ass de Beitrag ni en Tabu gewiescht wann et zu enger Verbesserung vun de Leeschtungen kënnt. Et muss ee jo och wëssen iwwer wat dass een hei schwätzt.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

A well mer, Här President, eben der Meenung waren, dass mer d'Qualitéit vun de Medezinleeschungen missten erhalen, hu mer an der Kommissioun de formellen Antrag gemaach, dass d'Regierung iwwert de Statsbudget soll fir déi Verbesserungen opkommen, iwwert déi mer haut decidéieren, well et e Compromis politique ass a well mer der Meenung sinn, dass mer kënnen absolut an déi Richtung goe wou mer schonn 1992 wollte goen. Ech erënnere drun, dass déi zoustänneg Ministerin deemools proposéiert hat fir d'Participatioun vum Stat op 40% ze arréieren. Et ass also näischt Neies. Mir hunn deemools schonn doriwwer diskutéiert, an dofir wëlle mer mat där Diskussioun renouéieren a mir wëlle soen, opgrond vun all deenen Evolutionen an opgrond vun där politescher Décisioun, déi de Stat geholl huet fir hei eng Rei vu Moosnamen ze huelen, déi hie mengt dass se noutwendeg sinn a wou mir och net contestéieren,

dass e Geste muss gemaach ginn. Da soll e mat senger Participatioun vun 37 op 40% eropgoen. Dat wier näischt aussergewöhnleches. Et wier eng Kompensatioun fir déi nei Belaaschtungen, déi een de Krankeeseen zoumuff.

(Interruptions diverses)

Da sot mer ob et eng grouss Differenz ass, ob een an de Budget vun der UCM agräift als Drëtten, deen eigentlech net d'Verwaltung dovunner huet, oder ob ee vu baussen an de Statsbudget agräift. Sot mer wou do d'Differenz ass. Also dat géif ech awer ganz gäre vun lech héieren.

(Interruption)

Firwat warne mer elo virun deene Parallellverhandlungen, déi vun der Regierung gefouert gi sinn? Mä ganz einfach well mer e bewäerte System a Fro stellen ouni eppes besserer an d'Plaz ze setzen. Ech bedauern, an ech soen dat hei ganz offen, dass d'Sozialpartner net eng seriö Chance kritt hu fir hei e Verhandlungsergebnis ze kréien an ech sinn deen Éischten, wann et Blocagé sollt ginn, deen der Meinung ass, dass mer eis mussen an der Zukunft dorém bekëmmern. Ech mengen, d'Sozialpartnerschaft an d'Diskussioun mat de Leeschtungsbrénger och soll esou orientéiert sinn, dass ee Kompromësser ka fannen an dass een och kompromëssbereit ass. Eng vun deene méiglechen Erklärungen, déi ech kritt hunn, ass, dass d'Propositiounen vun den Doktere bis zum Schluss deene Responsabele vun der UCM net bekannt waren. Bon, wann dat e Grond sollt gewiescht sinn, dat ass jo relativ liicht ze verbessern. Da ginn eben déi doten Informatiounen an Zukunft virbruecht. Ech hunn och mat Zefriddenheet festgestallt, dass déi Verhandlungsbereitschaft bei de Sozialpartner do ass.

Ech wëll iwwregens soen, dass mer mat eise Suergen net eleng stinn. De Conseil économique et social, d'Chambre des Employés privés, d'Chambre de Travail, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers stinn d'selwecht do, huelen awer aner Konklusiounen. Während mir eis Suerge maache fir d'Leeschungen ze halen, sinn anerer déi zousätzlech Leeschtungsverkierzungen an de Raum stellen.

D'Konklusioun, haut bekëmmere mer eis em een Deelelement vun der Krankeeseeproblematik, déi méi haart gétt an dofir eis suergen, just dann, wann d'Situatioun méi ugespaant gétt, brauche mer zolidd Strukturen, déi mer net därfer court-circuitéieren, wa mer iwwerleeg Reaktiounen, och wat d'Leeschungsfofsécherungen ugeet, hunn.

Mir bleiwen eis konsequent, Här Minister, well mer der Meinung sinn, dass wann een esou e politesche Kompromëss hei hält wéi dësen, dass ee muss sécherstellen, dass bei anere berechtigte Punkten, déi op eis zoukomme fir Verbesserungen oder Ofsécherungen am Krankeeseesystem, mer och déi noutwendeg Mëttelen nach mussen zur Verfügung stellen an dass mer net därferen, wann et e bësse méi quackelech gétt, déi einfachst Solutiounen huelen. Einfachst Solutiounen wäere Leeschtungsverschlechterungen.

Dofir erlaben ech mer dann dem President eis Motioun ze iwwerreechen, wou mer haaptsächlech dofir plädéieren, dass d'staatlech Beedelegung bei de Krankeeseen vu 37 op 40% an d'Luucht gesat gétt, an der Linn vun deem wat mer 1992 wollte maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant le projet de loi 5130 modifiant le chapitre V « Relations avec les prestataires de soins » du livre I^{er} du Code des assurances sociales;*

- *notant que le projet de loi en question transpose un accord intervenu entre le Gouvernement et l'Association des médecins et médecins-dentistes en ce qui concerne l'indexation et la revalorisation des tarifs médicaux;*

- *sachant que l'esprit de la loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé était de garantir une autonomie tarifaire aux gestionnaires de l'Union des caisses de maladie, qui sont responsables pour assurer un équilibre financier de l'assurance maladie;*

- *constatant que l'article 6 du projet de loi visé introduit une dérogation à la loi de 1992 en prévoyant la possibilité d'adapter par voie de règlement grand-ducal des tarifs de la nomenclature;*

- *estimant que cette dérogation est une entorse au mécanisme de négociation prévu par la loi de 1992;*

- *considérant la position du Conseil économique et social quant aux conséquences découlant de cette ingérence dans l'autonomie de gestion de l'assurance maladie: « Le CES constate que le relèvement des tarifs de certains prestataires de soins convenu entre les prestataires et le Ministre de la Sécurité sociale affecte largement l'équilibre financier de l'assurance maladie. Les décisions affirmées ont été prises en dehors de toute consultation des partenaires sociaux, responsables d'ailleurs, d'une saine gestion de l'assurance maladie. Ces derniers demandent que les dépenses y relatives soient prises en charge par l'Etat par le biais d'une augmentation de la part étatique, faute de quoi ils ne manqueront pas de se voir contraints à prendre des décisions difficiles, ceci au détriment des assurés et des entreprises, en vue de maintenir l'équilibre financier. » (Avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2003 du 25 avril 2003);*

- *considérant que rien ne s'oppose à une adaptation sélective de certains tarifs médicaux sur base d'une négociation des parties concernées;*

- *constatant que les modifications projetées, à savoir le relèvement général des tarifs et l'introduction d'une indexation automatique, comportent un coût financier d'environ 17,7 millions d'euro;*

- *convaincue que ces frais sont le fruit d'un « compromis politique » et que les gestionnaires de l'Union des caisses de maladie n'ont pas été associés aux négociations;*

- *redoutant que ce précédant n'ouvre la voie à des revendications similaires d'autres prestataires de soins;*

- *estimant dès lors que ces dépenses ne doivent pas être imposées à l'Union des caisses de maladie;*

- *sachant que la contribution étatique au financement de l'assurance maladie s'élève à 37%;*

- *estimant qu'une évolution saine de la situation budgétaire de l'UCM n'est pas garantie au vu des besoins des nouveaux hôpitaux et infrastructures et du personnel hospitalier, surtout dans la perspective d'un ralentissement économique et d'un emploi stagnant;*

- *notant que dans le cadre de la déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays, le Gouvernement a exclu une augmentation des cotisations;*

- *redoutant qu'en vu de la dégradation de la situation financière des caisses de maladie (les décomptes annuels 2002 et 2003 sont déjà déficitaires au niveau des prestations en espèces), une réduction des prestations à charge des assurés ne soit envisagée et que des améliorations nécessaires dans la prise en charge notamment de la médecine dentaire ne soient sacrifiées;*

invite le Gouvernement

- *à augmenter la contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie d'actuellement 37% à 40%.*

(s.) Mars Di Bartolomeo, Mady Dekvaux-Stehres, Lydie Err, Ben Fayot, Jeannot Krecké.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Marco Schroell agedroen. Den Här Schroell huet d'Wuert.

■ M. Marco Schroell (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke géif ech gären dem Rapporteur a Kommissiounspresident Niki Bettendorf félicitéieren fir seng excellent Rapporten, déi eis d'Diskussiounen aus der Kommissioun am Detail erëmginn.

De Projet de loi, deen hei zur Diskussioun steet, ass d'Suite an déi logesch Konsequenz vun der Debat, déi mer an der Chamber den 29. Januar 2002 iwwert de Malaise bei den Dokteren haten.

Erënnert lech, 1997 huet den europäesche Geriichtshaff an den Affären Decker/Kohll eng Jurisprudenz geschaaft, déi den Doktere bis haut Suerge mécht, well se den auslänneschen ambulante Secteur fir Lëtzebuerger opmécht, am Sënn datt déi Prestatiounen am Ausland vun de Lëtzebuerger Krankeeseen iwwerholl ginn, un a fir sech eng gutt Saach, wann net déi obligatoresch Konventionierung vun de Lëtzebuerger Doktere mat de Krankeeseen wär. Wie Konventionierung seet, setzt d'Spillregele viraus. Déiselwecht Spillregele gëllen awer net fir d'Kollegen am Ausland. Fir sech géint dës Diskriminierung ze wieren, huet d'AMMD ganz logesch den Déconventionnement partiel gefrot.

An deser Krisensituatioun gouf dunn 1999 no de Wahlen e kräftege Krankeeseendefizit bekannt. D'UCM huet eng Beitragserhéijung decidéiert an d'Regierung huet gefuerdert, datt och d'Prestataires de soins hire Beitrag misste leeschten. D'Dokteren hunn dat refuséiert, mam Argument datt se hire Beitrag scho laang géife leeschten, well se par rapport zu anere Secteuren, wéi zum Beispill dem Personal aus de Spideeler, akommesméisseg staark en retard wieren.

Dës Thees huet sech iwwregens zënterhier objektiv bestätegt. De Retard vun der Evoluitioun vun den Honorairen ass patent. En offiziell Dokument vun der UCM vergläicht d'Evolutioun vun den Dokteschtariffer a vu verschiddeenen Indices salariaux tëschent 1994 an 2002. Wann ee vun engem Indice 100 am Joer 1994 ausgeet, da läit am Joer 2002, also aacht Joer duerno, d'Echelle mobile des salaires, dat heescht den normalen Index, bei 115, also 15% méi héich, d'Tariffer vun den Doktere bei 119, d'Tariffer vun den Zänndoktere bei 126, de Revenu moyen cotisable bei 135 an den Indice salarial vun der Entente des Hôpitaux bei 142.

D'Dokteren haten also Recht wéi se refuséiert hunn en zousätzleche Beitrag zur Krankeeseesänéierung ze leeschten. „Ils avaient déjà donné“.

An deser Spannungsgeluedener Ambiance koom et dunn am Joer 2002, op Initiativ vun der sozialistescher Fraktioun, zu enger Heure d'actualité hei an der Chamber, wou sech all Parteien en faveur vum Maintien vum Conventionnement obligatoire ausgesprach hunn. Gläichzäiteg gouf et awer och vun alle Banken d'Zoustëmmung, datt den Dokteschberuff misst revaloriséiert ginn. Nowuessproblemer a gewësse Spezialitéiten, wéi d'Anästhesie, d'Gynékolgie, d'Pédiatrie an d'Psychiatrie

goufen erkannt. D'Generaliste wäere grad derbäi hiren Nuetsdengscht, wéint der Pénurie vun Dokteren, ze reorganiséieren. Et gouf deemools betount, datt den Acte intellectuel, dat heescht d'Consultatioun an d'Visite par rapport zu den techneschen Akten ennerbezuelt wäeren, datt d'Aarbecht an der Nuecht a während de Sonndeger an de Feierdeeg misst opgewäert ginn, datt d'Evolutioun vun den Honorairen der Evolutioun vun de Frais de cabinet, dat sinn haaptsächlech Personal-, Loyers- an Assurancékäschten, missten adaptéiert ginn.

D'Dokteren hunn doropshin hir Revendicatioun nom Déconventionnement opginn, hunn awer hir aner Revendicatiounen mat engem Warnstreik ennermauert.

Angesichts vun de gespaante Beziehungen tëschent der AMMD an der UCM koom et dunn zu enger Négociatioun tëschent der AMMD an dem Minister vun der Santé an der Sécurité sociale. Et gouf sech schliesslech geeenegt op dee Package, deen hei am Projet de loi proposéiert gétt.

D'Honorairé vun den Doktere ginn an Zukunft automatesch dem Index ugepasst an et gétt eng einmaleg Adaptatioun vun den Honorairé vu ronn 6,7%. Dës Augmentatioun gétt awer net linéar op sämtlech Spezialitéite verdeelt, mä vill méi ginn d'Actes intellectuels wéi d'Consultatioun an d'Visite méi staark revaloriséiert, grad esou wéi d'Supplémenté fir d'Activitéite vum Dokter an der Nuecht, sondes a während de Feierdeeg.

Concernéiert ass speziell d'Consultatioun vum Generalist, vum Kannerdokter, vum Dermatolog, vum Ophtalmolog a vum Anästhesist, d'Actes techniques vun de Psychiatren, vun de Chirurgen a vun de Gynékologen an, wat d'Soins de base ubelaangt, och vun den Zänndokteren. Et geet hei em eng Revalorisation sélective tëschent dräi an 19%, esou wéi dat vun der AMMD proposéiert gouf. Dës Package, dee retrospektiv op den 1. Januar 2003 a Kraaft soll treden, wäert d'Krankeese 17,7 Milliounen Euro pro Joer ze stoe kommen.

Här President, d'Kriticken zu dësem Projet de loi sinn net ausbliewen. Een Argument ass, datt d'Autonomie tarifaire, déi am 92er Gesetz virgeschriwwen ass, heimat gebrach wär, well d'Verhandlungen tëschent de Partenaire sociaux an deem Fall net ofgeschloss goufen an datt d'Regierung sech agemëscht hätt fir iwwert de legislative Wee ee Sozialkonflikt ze beëndegen.

Dozou ass ze soen, datt d'Regierung hir Verantwortung geholl huet, wéi et kloer gouf, datt et esou séier net zu engem Accord négocié géif kommen, datt een Dokteschstreik an d'Land géif stoen an datt souwiso de Législateur misst asprangen, och am Fall vun engem Accord négocié, deen de Parameter aus dem 1992er Gesetz géif sprengen, esou wéi dat jo och elo de Fall ass. Ofgesinn dovun ass et normal, ee Gesetz duerch een aner Gesetz ze amendéieren. Dat maache mir hei all Woch.

Eng aner Kritik ass déi, dass déi automatesch Indexéierung vun den Honorairen der UCM hir Marge de négociation mat der AMMD méi kleng géif maachen. Dozou ass ze soen, datt datselwecht Argument zielt bei den Négociatiounen vun de Gewerkschafte mat der Entente des Hôpitaux, deenen hir Salarié selbsterständlech vun enger automatescher Indexéierung profitéieren.

Da gétt d'Retroaktivitéit ugeprangert als eng Entorse zum Gesetz vun 1992. Dozou ass ze soen, datt d'Retroaktivitéit an ähnlechen Dossieren ouni Problem um legislative Plang applizéiert gouf, zum Beispill an der rezenter Steiergesetzgebung oder virum kuerzem en faveur vun de fräischaffenden Infirmieren an en défaveur vun de pri-

vate Laboratoiren.

Eng lescht Fro: Wie soll bezuelen? D'Krankeeseen oder de Statsbudget? Do loosse ech de Gesondheets- a Sozialminister Stellung huelen, deem seng Meinung ech deelen, datt de Stat säi Bäitrag heizou scho gelescht huet.

(Interruption)

Interessant ass ze rappelléieren, datt an deser Legislaturperiod d'Cotisiounen vun der Krankeeseen eemol an d'Luucht gongen an eemol erëm gefall sinn. An der viregter Legislatur goufen d'Cotisiounen dräimol eropgesat an eemol erof. De Stat huet säi Beitrag an deser Legislatur op 37% eropgesat an net méi zréckgeho. Dat war deemools eng Milliard al Lëtzebuerger Frange wäert.

Här President, ech ennersträchen nach eng kéier, datt d'UCM zwee Posten ze équilibréieren huet. Deen éischten ass dee vun de Prestataires en nature, dat heescht alles wat d'Prestataires de soins verrechnen, den Dokter, den Apdikter, d'Spidol, de Kiné. Dës Posten ass de Moment am Equiliber. Staark defizitär sinn awer d'Prestations en espèces, dat heescht d'Krankegeld, wou déi rezente Gesetzgebung iwwert d'Invaliditéit bis elo net gegräff huet. Et muss op jidde Fall opgehale ginn, dës zwou Prestatiounen ze mélangéieren, mat dem But datt den Excédent vun där enger Säit, den Defizit vun där anerer decke muss, dat ass net transparent an och ongesond. Vill méi heescht et Mesuré géint den Absentéisme duerchzesetzen, woubäi keen Abus därerf verschout ginn, egal vu wéi enger Säit e kéint.

Här President, mir hunn an deene leschte Jore gesinn, zu wat eng Rationierung an der Medezin ka féieren. Laang Jore gouf et nëmmen eng eenzeg IRM-Installatioun am Land an d'Patienten hu missen an d'Land geschéckt ginn. Vill ze vill laang ass wéineg an eis Spidolsinfrastrukturen investéiert ginn, esou datt mer laang en immensen Nachholbedarf hunn. Mir risquéieren de Progrès vun der Medezin opzehale mat der Fuerderung, datt d'Cotisiounen net dierfe klammen, respektiv d'Leeschungen net dierfe falen. Mir brauchen eng vill méi grouss Responsabilisatioun vun allen Acteuren am Gesondheetswesen, vun de Prestataire a vun de Bénéficiaire. Et gétt net nëmmen d'Medezin, mä och vill Confort vun de Krankeeseen rembourséiert. Den Zäitfactor gétt beim Dokter net berücksichtegt an och net seng Notoriétéit.

(Interruption)

Eise Gesondheetssystem gläicht deem vun enger Grande surface, wou een an der Entrée bezilt - dat ass d'Part salariale vun der Cotisiatioun - a wou ee sech da beliebig kann zerweieren ouni déi geréngste Kontroll bei der Sortie.

Här President, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dës Projet votéieren, well eng Revalorisatioun vum Dokteschberuff néideg a gerecht ass. Grad esou néideg an der Zukunft ass eng fundamental Diskussioun iwwert de Financement vun eisem Gesondheetswesen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean Colomera agedroen. Den Här Colomera huet d'Wuert.

■ M. Jean Colomera (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Niki Bettendorf, fir säi mëndlechen a schrëftlechen Bericht. Ech weess net wéi ech déi Ried hei soll ufänken, et ass mer ganz mulmeg.

Nodeems ech de Riedner vun der LSAP hei héieren hunn, dee sech uni sono mat senger Partei fir dës Projet agesat huet, an déi deen och stëmme wäerten, hunn ech

awer trotzdem d'Gefill, Här Di Bartolomeo, datt keng esou eng grouss Léift tëschent lech an den Dokteren ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Et häntk dovun of, wat fir een Dokter et ass.

M. Jean Colombera (ADR). - Ech sinn der Meenung, datt den Daniel Defoe 1720 déi beschte Léisung hat, wéi en de Robinson Crusoe op eng Insel verbannt huet, wou hien net krank ginn ass, a wann e krank gi wär, wär keen Dokter do gewiescht.

(Hilarité)

Une voix. - A keen ADR.

M. Jean Colombera (ADR). - A wann dese Sträit esou weider geet, muss ech nolens volens hoffen, datt am Joer 2300 iergendee Superwëssenschaftler eng Iddi kriit, fir en homo sapiens sedentarius geneticus modificatus ze schaffen, e Mënsch deen esou genetesch modifizéiert ass a geklont gëtt, datt en net méi krank gëtt, well da brauche mer keen Dokter méi an hu kee Krankekesendefizit méi.

Här President, bei dësem Projet diskutéiere mir haut d'Tariferhéijunge bei verschiddenen Dokteren, notament bei de Generalisten, awer och vu verschiddenen techneschen Akte vun den Zänndokteren.

Mir haten am Kader vun der Gesondheitspolitik alleguerten uni sono eis géint een Dekonventionnement vun den Dokteren ausgeschwat. Mir waren alleguerten deemools der Meenung, datt eng Zweeklassemedezin kënnent Entstoen, wou déi eng favoriséiert an déi aner, déi sozial méi schwaach, defavoriséiert géife ginn. A fir dësem Risque aus dem Wee ze goen, ware mir eis eens, datt ee sollt punktuell verschidden Akten, verschidden technesch medezinesch Leeschtungen héijen. Dat gëtt haut mat dësem Projet realiséiert.

Mir gesinn awer, datt deen heitege medezinesche System zimlech künstlech opgeblosse ass a risquéiert an nächster Zukunft ze plätzen. Mir kréien direkt Gewësbëss, well d'Krankekeess ouni ofzawaarden hiren Joker ausspilt, wat heescht, datt se seet, se géif en Defizit riskéieren. Dat geet duer, datt eng politesch Debat heilancéiert gëtt, datt d'Cotisatione missten erhéicht ginn, si müssen awer net erhéicht ginn, datt d'Participatione missten erhéicht ginn, si dürfen awer net erhéicht ginn. D'Leeschtunge mussen besser ginn, net méi schlecht ginn. Dat kënnen mir alles hei verhënnere.

Permanent gëtt ëmmer déiselwecht Plack gespilt mam Fazit, jiddferee verlaangt méi, mä et dierf awer näischt kaschten. Oder, wann et eppes kascht, da schiebt déi eng Interessensepartei där anerer Interessensepartei d'Responsabilitéit zou. Dese System ass total dekadent a mir wëssen alleguer, datt eppes geschéie muss. Entweder mir bleiwen an dësem System a versiche kuerzfristeg, mëttelfristeg a laangfristeg eng Léisung ze fannen, oder mir changéieren de System. Mä fir de System ze changéieren, dierfe mer net ëmmer déiselwecht langweilig an onpopulär Léisungen ubidden. Mir dréinen eng roueg Klätz ee Joer virun de Wahlen, an deen Dag, wou mer an den Defizit kommen no de Wahlen, da versiche mer lénks a riets ze ajustéieren.

Wat mech wonnert ass, datt d'Krankekeess, déi permanent an den Defizit fale kann, net vill Schrëtt ënnerhéilt fir d'Abüen, déi am Krankwiese sinn, un d'Dageslicht ze bréngen. Wie weess besser wéi d'Krankekeess, wéi vill Medikamenter verschriwwen ginn, deier Medikamenter, déi duerch manner deier Medikamenter kënnen ersat ginn, oder duerch equivalent Medikamenter op Naturbasis.

Wie weess besser wéi d'Krankekeess, wéi vill Krankegeld ausbezuegt gëtt. Mir wëssen alleguerten, datt bei de Krankeschäiner ganz vill Abus entsteet. Et gëtt Entreprises, déi sech sanéiere wëllen an déi ganz Belegschaft bei den Dokter schécken. Do si Spideeler, wou d'Infirmiären am Stress schaffen an déi krank gemellt musse ginn, well se ëmmer ënner Drock stinn. Do sinn d'Dokteren, déi schreiwe Krankeschäiner aus. Firwat? Mä wann den Dokter de Krankeschäiner net auschreift, da geet de Patient bei den Noper. Dat wësse mir jo alleguerten.

(Interruptions diverses)

Wie weess besser wéi d'Krankekeess, wivill identesch Analyse bei engem Patient an enger kuerzer Zäitspan verschriwwen ginn? Wie weess besser wéi d'Krankekeess, wivill identesch Röntgen bei engem Patient an engem kuerzen Zäitlappus verschriwwen ginn? Firwat kriit den Dokter kee Profil médical ausgestallt wéi fréier, 1995, 1996 oder 1997, wivill Medikamenter, Röntgen, Analysen, Krankeschäiner hien ausgestallt huet? Firwat kriit ee Patient kee Relevé ausgestallt, wivill mol pro Joer en e medezineschen Akte konsuméiert huet a wivill datt hie cotiséiert huet? Wivill Analysen, wivill Röntgen, wivill Medikamenter e gebraucht huet?

Wéini starte mir en effikasse Preventivprogramm, fir déi negativ Folgekäschten ze ënnerbannen? Wéini ginn d'Leit responsabliséiert, invitéiert, fir sech méi fir d'Gesondheet anzesetzen? Wéini ginn d'Entreprises sollicitéiert fir besser Aarbechtskonditione unzebidden? Schliesslech si grad am Aarbechtsmilieu vill Aarbechter duerch ongesond Situatiounen a Stress krank. Ech mengen, wa mer am aktuelle System wëlle bleiwen, da muss och jidderee responsabliséiert ginn, jidderee muss mathëlfelen duerch Eegeninitiativ dese Krankheetssystem ze sanéieren.

Mir proposéieren en zolidd preventive Programm. Mir proposéieren en Dossier médical global oder ee Gesondheitsbadge, dee muss informatiséiert ginn an do muss draosten all Analys, all Röntgen, déi de Patient kriit huet, an déi muss beim Patient ugesiedelt sinn, a wann e bei en aneren Dokter geet, muss hien dese Dossier, dese Badge ofginn, an dee brauch dann nëmmen a sengem Computer ze kucke wat do alles gemaach gouf. Da kann ee mat där Mesure verschidden Analyse wéi Röntgen oder och aner Saache vermeiden, dass se zweemol gemaach ginn.

Mir proposéieren eng pluridisziplinär a besser strukturéiert Approche vum Patient, haupsächlech am Spidolssecteur, wou d'Diagnos, d'Therapie an de Suivi besser harmoniséiert ginn. Mir proposéiere Referenzzentren an de verschiddene Kliniken am Kader vum Plan hospitalier, déi nei Qualitéitskritären ausschaffen, fir déi global medezinesch Approche vum Patient ze optiméieren.

Den Objektiv muss si global manner Krankheeten, global manner Medikamenter, global manner Krankeschäiner, global manner Analysen, global manner Hospitalisatiounen, an dat alles duerch eng aner Approche vun der Gesondheet a vun der kranker Persoun. Dat soll mëttelfristeg a laangfristeg eist Zil sinn. Kuerzfristeg muss awer och eng Regelung fonnt ginn, well mer jo duerch déi Erhéijung, déi mer haut hei stëmme wäerten, en Defizit kréien. Mir wëllen awer keen Aschnëtt am soziale Gefüge, d'Cotisatione solle bleiwe wéi se sinn, d'Participatione solle bleiwe wéi se sinn, d'Leeschtunge solle bleiwe wéi se sinn.

An de Stat ass eiser Meenung no mat 37% senger Roll gerecht ginn. Méi kann een net erwaarden, méi kann een net maachen, well de Budget jo awer limitéiert ass. Et bleift am Prinzip nëmmen ee Wee fir den Defizit ze finanzéieren. Loosst mer nämlech emol op

d'Haaptursaache vun de Krankheete kucken. Wat provozéiert déi meeschte Krankheeten? Et sinn nëmmen zwee Begrëffer, déi ëmmer optauchen. Dat ass éischstens den Alkohol, zweetens d'Zigaretten. De Stat huet duerch den Inkasso vun Akzisen op Alkohol an op Zigaretten eng zolidd a substanzuell Recette. Et géif awer guer kengem wéi doen, wa mer géifen déi Recetten do liicht erhéijen, ganz liicht Prozentsätz, well den Alkohol an den Tubak jo zoustänneg si fir d'Krankheeten. Dese klenge Prozentsatz géif dann integral an d'Krankekeess afléissen an esou den Defizit decken. Méi einfach geet et eiser Usicht no net. Wa mer verschidden Drogen erlaben, Drogen, déi krank maachen, da muss mer awer och folgecherweis d'Folgekäschten vun desen Drogen, nom Verursaacherprinzip, vun der Recette vun desen erlaabten Droge gedroe ginn.

Ech kommen elo zum Dokter. Ech weess net, ob ech muss frou si wann elo d'Tariffer erhéicht ginn oder net, well meng Philosophie ass déi heiten: Wann Dir bei den Dokter gitt, an Dir maacht hien eng Consultatioun, eng preventiv Consultatioun, do bitt Der eppes, dat heescht, do kann ech nach verstehen, dass den Dokter iergendwéi bezuegt gëtt. Bei enger akuter Krankheet, wann ee Kappwéi huet, Réckwéi huet, eng Migrän kann ech verstehen, dass den Dokter Medikamenter ubitt, wann de Patient gesond gëtt, kann ech verstehen, dass den Dokter Geld unhëlt. Mä wa mer awer elo bei méi chronesch Krankheete kommen, bei Kriibsen zum Beispill, wou den Dokter vu virera weess, dass en net kann hëlfelen, ass et menger Usicht no etesch e falsche Schrëtt fir vun där Persoun do eppes ze verlaangen. An dofir meng Philosophie, wa mer déi heite reng liberal Medezin éischter, wann ee muss verstaatlecht ginn, dann den Dokter, dat ass jo ëmmer meng Meenung. Firwat? Well dann eben den Dokter näischt mat Suen ze dinn huet.

Eng aner Problematik, an do schwätzen ech verschidde Saachen un. Den Här Di Bartolomeo huet ëmmer gesot, d'Doktere musen hir Part bréngen. Abee, Här Di Bartolomeo, ech wëll lech nëmme soen, fänke mer mam éischte Punkt un, mat de Cotisatione. Dir wësst ganz genau, dass d'Dokteren d'Cotisation-assiette maximale cotisable hunn, dat heescht, si bezuelen um ieweschte Plaffong, egal ob den Dokter elo 3,3 Milliounen verdéngt, fënnf Milliounen oder zéng Milliounen, hie bezilt ëmmer den ieweschten Taux.

Elo wëll ech gär den Här Di Bartolomeo froen, ob dat dann normal ass, ob dat sozial gerecht ass oder net? Ech loosse dat am Raum stoen. Ech wollt en nëmmen drop hiweisen, dass menger Usicht no de Stat awer, well den Dokter eng Missioun huet fir dem Patient ze hëlfelen, well den Dokter de Leit hëlleft erëm gesond ze ginn, datt d'Leit, wa se gesond ginn, och wirtschaftlech aktiv sinn, misst de Stat menger Usicht no eppes maachen, dat heescht, d'Part patronal vum Dokter droen.

Zweetens, den Dokter bezilt Cotisatione wéi jiddereen. Wann den Dokter elo krank ass, wat geschitt dann? Déi éischt dräi Méint kriit hie guer näischt. An ech froen lech, firwat ass dat esou? Firwat dierf den Dokter, ënner anerem och d'Professions indépendantes, Här Clement, mä mir si momentan beim Dokter, sech net erlaben, wann e krank ass, fir eng, zwou Wochen doheem ze bleiwen, a vläicht dann ee Krankeschäiner ze huelen an dee Moment géif en da bezuegt ginn, zum Beispill, firwat net, de minimal Loun vun engem qualifizéierten Aarbechter géif en da kréien? Firwat

ass dat net méiglech? Dat ass net sozial gerecht an ech géif hei alleguerten d'Gewerkschaftler froen, ob si domat d'accord sinn.

Op där anerer Säit, wann den Dokter eng Sekretärin huet, dee Moment wou den Dokter krank ass, firwat besteet d'Méiglechkeet net, dass den Dokter déi Sekretärin an de Chômage technique ka setzen? Et si jo ganz vill Entrepreneuren, déi schécken hir Aarbechter an de Chômage pour intempéries, mä den Dokter dierf dat net. Hie muss, wann e krank ass, dohinner goen a seng Sekretärin awer bezuelen. Ass dat gerecht? Ass dat sozial gerecht?

Do ass eng Mamm, déi ee krankt Kand huet, déi kann doheem bleiwe wéinst Raisons familiales. Also, Dir Häre Gewerkschaftler, Dir gesidd, dass do nach ganz vill ze maachen ass, an ech géif net ëmmer versiche fir hei géint d'Dokteren ze klappen, well déi hu ganz aner Nodeeler, wéi Der mengt.

(Interruption)

Gutt, Här Di Bartolomeo, Dir hutt jo héieren. Gitt mer do eng Äntwert, Här Di Bartolomeo, an da sidd Der gutt, mä schwätzt net méi géint d'Dokteren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ech schwätzen net géint d'Dokteren. Dir schéngt d'Kiischtekären net verdaut ze hunn!

M. Jean Colombera (ADR). - Guer net!

Den Här Halsdorf huet gesot, mir mussen versiche fir d'Qualitéit ze erhéijen, mir mussen versiche fir méi Generalisten ze kréien, mä et geet net eleng duer mam Geld.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dierf ech lech dann emol froen, ob Der iwwerhaupt an enger Gewerkschaft Member sidd. Sidd Dir an der Dokteschgewerkschaft, jo oder neen?

M. Jean Colombera (ADR). - Neen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ah, Dir sidd net dran. Da sidd Der awer schlecht placéiert fir esou Fuerderungen ze stellen. Engagéiert lech fir Är Fuerderungen!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Dir hutt nach ëmmer d'Eenheitsgewerkschaft.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Wann ech lech gesinn, da sinn ech wierklech fir d'Eenheitsgewerkschaft!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Kënnst Der dat do nach eng Kéier richtig soen?

M. le Président. - Loosst den Här Colombera schwätzen. Déi aner sollen nolauschteren. Här Colombera, fuert weider. Net dauernd ënnerbriechen.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Et soll ee sech awer decidéieren op wat fir enger Säit dass een ass.

M. Robert Mehlen (ADR). - Den Här Colombera schwätzt als Volleksvertreieder.

M. le Président. - Fuert dach weider, Här Colombera.

M. Jean Colombera (ADR). - Neen, ech kann net schwätze wann hei esou vill Kaméidi ass.

M. le Président. - Dir Damm an Dir Hären, Dir sidd all gebieden dem Riedner nozelauschteren.

M. Jean Colombera (ADR). - Ech wëll just dem Här Di Bartolomeo e puer Iddie ginn. Huel Äre Bic a schreift op, wat ech elo soen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Mengt Der ech wär Äre Sekretär?

M. Jean Colombera (ADR). - Ech ginn lech eng Léisung, Här Di Bartolomeo, wéi Der mëttelfristeg a laangfristeg déi Saach geregelt kriit. Dat ass meng Meenung. Lauschtert emol no. Huel Äre Bic a schreift op.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ech hu besser Beroder bei den Dokteren wéi lech.

M. Jean Colombera (ADR). - Den Här Halsdorf huet gesot, et muss een Imagination vun der Politik verlaangen.

Une voix. - Wien huet dat gesot?

M. Jean Colombera (ADR). - Ech proposéieren iergendeen anere System do unzewenden, fir dass mer net ëmmer erëm an déiselwecht Fal fale bei de Problemer vun dësem marode System an net permanent vu Cotisationserhéijungen oder och net schwätzen. Dat hei ass meng eege Meenung. Ech hu mat menger Partei nach guer net doriwwer geschwat.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dat ass sai gutt Recht.

M. Jean Colombera (ADR). - Vu dass mer ee Joer virun de Wahlen sinn, Här Di Bartolomeo, ...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Esou kënnen mer awer net weiderfuere. Ech géing un lech all appelleieren. All Deputéierten huet d'Recht seng Meenung hei ze soen, ob vun der Majoritéit oder der Opposition, ob déi Meenung engem gefällt oder net. Dat ass en demokratesch Recht an d'Toleranz besteet doran, dass een och d'Meenung vun deem Kolleg respektéiert, deen eng aner Meenung huet. Et ass net fir de Geck ze maachen, déi Saach hei ass vill ze vill seriö. Wat mengt Der, wat d'Leit denken, déi eis op der Télee nokucken?

Also, loosst den Här Colombera schwätzen, déi aner sollen nolauschteren.

M. Jean Colombera (ADR). - Här President, ech proposéieren elo eppes, wat meng eege Meenung ass, an ech wäert versichen, dass meng Partei bei den nächste Wahlen domat an d'Wahl geet, mä vu dass et sech ëm e Gesondheitsproblem handelt, wëll ech lech dat net virethalen. Ech sinn ze vill Philanthrop fir dat ze verstoppen an et eréischt just virun den nächste Wahlen ze bréngen. Et ass meng Iddi, ech lancéiere se an hoffen, dass se vun iergendengem opgegraff gëtt.

Une voix. - Mir halen den Otem un.

M. Jean Colombera (ADR). - Mir müssen éischstens de Confort vum Dokter errechen, zweetens dee vum Patient, an datt d'Krankekeesse sanéiert ginn. Welche Plang kënnen mer do uwenden? En Zweephaseplang.

Jiddfereen am Land ass mat mir d'accord, datt mir ganz vill fir eis Gesondheet maachen. Verschiddener maachen eng Kur fir ofzuhuelen, anerer eng Wellnesstherapie am Ausland fir hiert Wuelbefannen an esou weider. Et ass keen dee seet: Neen, ech sinn net d'accord domat, well jiddferee wëllt gär gesond bleiwen.

(Interruption)

Eng Minutt, Här Krieps.

Mir waren alleguer d'accord virun e puer Joer fir d'Assurance-dépendance anzeféieren. Firwat? Well jiddferee geduecht huet, wann ech

eng Kéier an dee Fall kommen, da sinn ech integral ofgeséichert.

Éischt Phas: Ech proposéieren eng Assurance-prévention. Et wäert keen hei am Land eppes dergéint hunn, wann en 1% vu senger Pai, vu sengem Salaire muss ofrieden an déi Caisse assurance-prévention.

Zweet Phas: Mir versiche fir dem Dokter eng ganz aner Rémunération ze ginn. Lauschtert elo ganz gutt no. D'Caisse de Maladie weess, wéi vill dass d'Doktere verdingen. Op där Basis gëtt eng Moyenne gerechent, fir ze kucke wéi vill den Dokter pro Minutt verdingt. Doropshi gëtt den Dokter pro Minutt bezuelt. Mir mussen dann definéieren, wéi vill Minutten e fir kurativ Zwecker brauch, dat heescht, wann Der de Kapp wéi hut, wann Der de Réck wéi hut oder Dir hut den Duerchfall. Ugeholl mir definéieren 20 Minutte fir kurativ Medezin, da kritt den Dokter 20 Minutte bezuelt vum der Caisse de Maladie an duerno fänkt déi zweet Phas un, an dat ass d'Phase assurance-prévention. Do schwätzt den Dokter fénnef Minutten, zéng Minutten, 30 Minutte mam Patient. Dat spillt guer keng Roll, an dofir gëtt en da vun der Assurance-prévention bezuelt.

De Virdeel fir den Dokter? Den Dokter gëtt ëmmer bezuelt, ob en 20 Minutte mat engem Patient oder 35 Minutte schwätzt. Hie gëtt prorata zu der Zäit bezuelt. D'Qualitéit vum Dokter ass méi grouss, well en dee Moment net méi an de Stress kennt. D'Qualitéit vum Patient ass méi grouss, well de Patient Informatiounen kriit, wéi e sech muss verhalten fir net méi krank ze ginn, an d'Krankekeess huet an enger Phas, déi e bësse méi wäit läit, de Benefiss dovun, dass d'Käschte vun der Krankheit erfoginn, well d'Preventionou spillt.

Dat ass dee Programm, deen ech lech wollt virstellen. Jiddferree kann dovun denken, wat e wëllt, an et kommentéiere wéi en et wëllt. Et ass awer sécher eng Iwwerleung wäert. Et wär gutt, wann Der lech dat kéint iergendwéi iwwerleien an et an Ärem Gesondheetsprogramm fir déi nächst Wahle bréngen, fir esou fir d'Land e ganz gudde Benefiss ze errechen.

Ech soen lech merci.

Motion 2

D'Deputéiertechamber,

- der héiger Zuel vu Medikamenter bewosst, déi op eisem Maart sinn;

- d'Fro stellend, ob et wierklech noutwenneg ass, esou vill Zorte Medikamenter mat der gläicher Zusammensetzung a staark differéierende Präisser zouzouloossen;

fuert d'Regierung op

- analyséieren ze loossen, ob déi grouss Zuel vu Medikamenter noutwenneg ass;

- d'Zuel vun den zoulässege chemesch preparéierte Medikamenter just op de wierklech néidege Besoin ze reduzéieren;

- an deem Zesammenhang nozefuerschen, ob eng Rei vu chemesch preparéierte Medikamenter net duerch naturmedezinesch Produiten ersat kënne ginn.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 3

D'Deputéiertechamber,

- beméit de Käschtepunkt am Gesondheetswiesen ze reduzéieren;

- besuert doriwwer, dass am Beräich vun Analysen, Röntgen asw, d'Käschten ëmmer méi héich ginn;

- feststellend, dass d'Erhéijung och bedéngt ass duerch ze vill widerhuelten Interventiounen, wéi zum Beispill d'Röntgen;

fuert d'Regierung op

- en informatesch Gesondheetsbadge anzeféieren, op dem d'Krankebild vum Assuré esou wéi

all Interventiounen a verschriwwer Medikamenter am Zesammenhang mat senger Krankheit integral enregistriert sinn, fir esou widderhuelten an onnéideg Interventiounen ze vermeiden.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 4

D'Deputéiertechamber,

- stellt fest, dass dem Assuré net onbedéngt bewosst ass, wat seng Gesondheet kascht;

- ass iwwerzeegt, dass dem Assuré en transparenten, jährlechen, individuelle Bilan vu senger Gesondheetskäschten zousteet;

fuert d'Regierung op

- an d'Wee ze leeden, dass dem Assuré e jährlechen detailléierte Bilan vum Käschtepunkt vu senger gesondheetlecher Betreierung zoukomme gelooss gëtt, engersäits wat en abezuelt huet an anerersäits wat d'Keesse fir hien ausginn hunn.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 5

D'Deputéiertechamber,

- stellt fest, dass ëmmer méi manerbemëttelt Persoune Problemer hunn, fir Dokteschtariffer ze bezuelen, an d'Doktere laang Prozedure mussen aleele fir zu hirem Recht ze kommen;

- stellt fest, dass eng Rei krank Leit aus finanzielle Grënn sech net behandle loosse;

- sech bewosst, dass alle Bierger den Zougang zur medizinischer Betreierung garantéiert gi muss;

- beméit, den Assuré vun de Krankekeessen déi administrativ Weeër ze erlichteren;

- sech bewosst, dass de Prinzip vum Tiers payant a verschidde Beräicher am Krankekeessewiese scho besteet;

fuert d'Regierung op

- gesetzlech Dispositiounen ze schafen, déi de Prinzip vum Tiers payant och am Kader vun den Dokteschtariffer integral aféiert.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 6

D'Deputéiertechamber,

- sech der prekärer finanzieller Situatioun am Krankekeessewiese bewosst;

- sech bewosst, dass käschtespuerend Mossnamen mussen ergraff ginn;

- iwwerzeegt, dass käschtespuerend Moosnamen net daerfen op den Assuré iwwerdroe ginn;

fuert d'Regierung op

- am Spidolswiesen eng zentral Akafsstell ze schafe fir den Akaf vun alle Fournituré vum de Spideeler, zum Beispill medezinesch Apparater, Bettgeschier asw.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

M. le Président.- Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

Une voix.- Elo kënn déi drët Phas.

M. Robert Mehlen (ADR).- Dir braucht net de Geck ze maachen, well d'Leit laachen haut nach iwwer 15 Joer sozialistesches Gesondheetspolitik.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat Eenzegt, wat bei lech funktionéiert huet, dat waren d'Dysfunktionnement.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Den Engel Albert ass iwwert lech erfoginn.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Huss an déi aner sollen nolauschteren.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll natierlech fir d'Éischt dem Rapporteur vun diesem Projet, dem Här Bettendorf, merci soe fir säin ausféierlechen Exposé zu diesem Gesetzprojekt, dee mer et méiglech mécht net nach eng Kéier op all Einzelheeten an Artikelen vun diesem Gesetz mussen zrëckzekommen, dat émsou méi wéi schonn eng Partie Virriedner am Detail déi eenzel Dispositiounen erkläert hunn.

Ech wëll kengem vun lech an och kengem Journalist heibannen zu deser scho spéider Zäit zoumuden, all des Saachen hei nach eng Kéier ze héieren, an dofir relativ kuerz eis Haltung zu diesem Gesetz soen, mat e puer méi prinzipiellen Iwwerleungen zu diesem Dossier.

Éischtens e kuerze Rappel. Mir hatten als Gréng an de vergaangene Jore méi wéi eng Kéier op deser Tribün gesot, dass mer d'Revendicatione vun de Lëtzeburger Dokteren, wann och net ganz, géifen ënnerstetzen, a mir hate gesot, dass mer géint eng Dekonventionéierung wieren, awer a wäiten Zich kënnte verstoen an novollzéien, dass esou e Beruff, deen esou eng laang Studienzäit a grouss finanziell Engagementer iwwert déi ganz Zäit an duerno bei der Installatioun verlaangt, e Beruff, dee sécher ganz héich Responsabilitéiten ofverlaangt, a wou vu Patientesäit jo och berechtigterweis ëmmer méi héich medezinesch Qualitätsstandarden agefuert ginn, dass esou e Beruff an eisen Ae muss, wann e seriö an no beschem Wësen a Kënnen ausgeübt gëtt, och gesellschaftlech unerkannt an deemspriechend seriö rémunéiert ginn.

Mir hate schonn d'lescht Joer op deser Tribün betount, besonnesch am Kader vun eisen deemolegen Diskussiounen ëm bestehend oder eventuell drohend zukünfteg Pénurie a verschidde Kategorie vun Dokteren, dass mer insgesamt fir eng Revaloriséierung vun den Dokteschconsultatiounen géifen antrieden, mä mir hatten och gesot, dass mer fir weider méi spezifesch Adaptatiounen awer op strikt selektiv an novollzéierbar Kritäre géinge bestoen.

Mir hatten dobäi virun allem un d'Revalorisatioun vum Hausdokter geduecht a subsidiairement méi selektiv un eng Rei vu Spezialitéiten, wou objektiv eng Partie vu Problemer sech an de Joren opgebaut hatten. D'Hausdokteren, där et der haut hei am Land net genuch gëtt, a wahrscheinlech och an nächster Zukunft net, missten absolut prioritär revaloriséiert ginn, engersäits well grad si an eise Gesondheetswiesen eng absolut zentral Roll spille mussen a well et absolut urgent ass, dass mer de Beruff vum Hausdokter endlech erëm vill méi staark förderen, fir dass mer esou schnell wéi méiglech déi bestehend Pénurie an diesem Beräich kënnen iwwerwannen.

Bei eisen Diskussionsbeiträg hate mer deemools schonn drop higewisen, dass een och méi grondsätzlech iwwert d'Bezuelung vun den Dokteren a besonnesch och iwwert aner, zum Beispill méi zäitorientéiert Tarificatiounsmodellier misst schwätzen, a schwätzen an deem Kontext awer och iwwert eng permanent Weiterbildung vun eisen Dokteren, well grad dat jo ënner anerem e wichtige Kritär misst si fir d'Aarbecht vun engem Dokter

Bei eisen Diskussionsbeiträg hate mer deemools schonn drop higewisen, dass een och méi grondsätzlech iwwert d'Bezuelung vun den Dokteren a besonnesch och iwwert aner, zum Beispill méi zäitorientéiert Tarificatiounsmodellier misst schwätzen, a schwätzen an deem Kontext awer och iwwert eng permanent Weiterbildung vun eisen Dokteren, well grad dat jo ënner anerem e wichtige Kritär misst si fir d'Aarbecht vun engem Dokter

Bei eisen Diskussionsbeiträg hate mer deemools schonn drop higewisen, dass een och méi grondsätzlech iwwert d'Bezuelung vun den Dokteren a besonnesch och iwwert aner, zum Beispill méi zäitorientéiert Tarificatiounsmodellier misst schwätzen, a schwätzen an deem Kontext awer och iwwert eng permanent Weiterbildung vun eisen Dokteren, well grad dat jo ënner anerem e wichtige Kritär misst si fir d'Aarbecht vun engem Dokter

Bei eisen Diskussionsbeiträg hate mer deemools schonn drop higewisen, dass een och méi grondsätzlech iwwert d'Bezuelung vun den Dokteren a besonnesch och iwwert aner, zum Beispill méi zäitorientéiert Tarificatiounsmodellier misst schwätzen, a schwätzen an deem Kontext awer och iwwert eng permanent Weiterbildung vun eisen Dokteren, well grad dat jo ënner anerem e wichtige Kritär misst si fir d'Aarbecht vun engem Dokter

kënn méiglechst korrekt anzestufen an eventuell och ze revaloriséieren.

Dir Damen an Dir Hären, all dese Kritären entsprécht dee virleiende Gesetzesprojet héchstens zu engem klengen Deel, andeem en eng allgemeng Augmentatioun an eng Indexéierung vun den Dokteschtariffer virgesäit, an doniewent eng Partie ënnerschiddlech finanziell Nobesserunge fir eng Rei vu Spezialisten, Nobesserungen, déi awer alles mä net transparent sinn.

Et gëtt dofir eng ganz Rei vu Grënn firwat mer dese Projet an der virleiender Form net einfach esou kënnen ënnerstetzen a firwat mer eis beim Vote wäerten enthalen. En éischte Problem besteet sécherlech an der Method, an der Form, am Wee, deen hei gewielt ginn ass, wou iwwert dese Projet de loi d'Autonomie vun de Krankekeessen, zumindest an deser Situatioun, praktesch ausser Kraaft gesat gëtt, well duerch diesen eesäitegen Akt vun der CSV-DP-Regierung déi aner Partner an de Krankekeesse virun e Fait accompli gestallt ginn.

Mir froen eis dofir, Här Minister, ob et net awer virun diesen Décisiounen sennvoll gewiescht wär an engem leschten Effort vun Dialog ze probéieren dach nach déi verschidde Partner oder Kontrahenten un en Dësch ze kréien, fir eventuell gemeinsam Léisungen ze fannen.

Zum Inhalt vun de getraffene Mesuren. An der Logik vun deem, wat ech ufanks rappeliert hat am Sënn vun enger Revaloriséierung, hu mir u sech kee weidere Problem zum Beispill mat der Erhéijung vun den Tariffer fir Nuetsaarbecht, fir Sonndesaarbecht oder Feierdeeg, an och kee Problem mat der Indexéierung vun den Tariffer. Fir des Mesuré gëtt et objektiv novollzéierbar Argumenter, an des Saachen hätten eigentlech schonn zënter längerem kënn realiséiert sinn.

Wat awer déi méi spezifesch Augmentatiounen vun de proposéierten Actes généraux an Actes techniques vu verschiddene medezinesche Spezialitéiten a vun den Zänndokteren betrëft, esou muss ech awer soen, Här Minister, Är Partei huet dach soss ëmmer esou vill geschwat vun Transparenz, do awer praktesch keng Transparenz virherrscht, well bis haut an och an der Kommissioun kee mer déi ënnerschiddlech Prozenter vun den Erhéijunge konnt erklären. Firwat kréien d'Zänndokteren zum Beispill 12% méi, d'Psychiatere zum Beispill 10% méi, während d'Kannerdokteren 9% an d'Dermatologe 16% méi kréien, fir der nënnen e puer ze zitieren? Op wat fir objektiv novollzéibaren an transparente Kritäre berouen dann des ënnerschiddlech Prozentsätz vun Augmentatiounen? Wou sinn déi Kritären a wéi soll een als Deputéierten dann ouni déi noutwendeg Informatiounsbasis d'Justifikatioun vun dese jeeweilige Prozentsätz kënnen aschätzen?

Mat dem Mangel un Transparenz, net mam Prinzip u sech, vu gewesenen Augmentatiounen hu mer e wéineg e Problem a mir hätten do wierklech méi eng grouss Transparenz erwaart.

An diesem Kontext vu méi spezifesch Augmentatiounen fir verschidde Kategorie vu Spezialisten, esou wéi se dann eben elo virleien, hätt an eisen Aen awer da gläichzäiteg och dovunner profitéiert kënn ginn, oder misste ginn, fir endlech och eng Augmentatioun vun den Tariffer am Interesse vun de Lëtzeburger Émweltmedeziner virzehuelen.

Nëmme mat vill méi laange Consultatiounen an dofir extra Tarificatiounen fir Analys an Diagnostik ass Émweltmedezin am Interesse vun Émweltkranken iwwerhaupt praktikéierbar. Soss wieren des Émweltmedeziner ganz schnell ruinéiert an d'Émweltmedezin zu Lëtzebuerg eng Doutgebuert, ier se sech iwwerhaupt kënn entwéckelen. Här Minister, dofir wëllt ech hei an

dësem Kontext d'Fro opwerfen, firwat diesen Dossier elo schonn zënter iwwer sechs Méint schleeft an ob et eventuell Blocagé gëtt, a wa jo, bei wem dann des Blocagé leien. Ech hunn an diesem Kontext dofir och eng kleng Motioun verfaasst, déi et soll erlaben e wéineg méi Dampf hannert diesen Dossier ze maachen.

Här President, hei ass des Motioun.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi modifiant le chapitre V „relations avec les prestataires de soins“ du livre Ier du Code des assurances sociales;

- considérant dans ce contexte que d'après l'article 6, c'est-à-dire selon l'accord négocié entre l'AMMD-L et le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, les médecins vont bénéficier d'une revalorisation sélective de certains actes de la nomenclature des actes et services;

- considérant que certaines spécialités médicales vont profiter d'une augmentation ou revalorisation de leurs consultations, actes généraux et actes techniques;

- considérant que le Ministère de la Santé a initié une formation spécialisée en médecine de l'environnement et qu'un nombre appréciable de médecins ont suivi et terminé avec succès cette formation;

- considérant que la pratique de la médecine de l'environnement est impossible sans tarification spéciale des consultations et actes relatifs à la médecine de l'environnement;

- considérant pourtant qu'une telle tarification spéciale n'est pas inscrite dans le projet de loi 5130;

invite le Gouvernement

- à mettre tout en oeuvre pour accélérer la conclusion d'accords adéquats avec la représentation des médecins de l'environnement afin d'éviter un enlèvement du dossier et de permettre une pratique de médecine environnementale au service des malades en question.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Dir Damen an Dir Hären, generell oder méi global gesinn ass awer mat dese punktuellen Augmentatiounen an eisen Aen eng Chance verpasst gi fir insgesamt och iwwert d'Problematik vun der Bezuelung vun den Dokteren ze schwätzen. Wa mer hei am Haus géint eng Dekonventionéierung waren a sinn, an am Kontext vum Paiement à l'acte bleiwen, esou misst een dach endlech vläicht och emol e puer Wuert iwwert d'Problematik an de Käschtepunkt vun diesem Paiement à l'acte verléieren. Esou wéi et am Moment oft ofleeft, bekloe vill an ëmmer méi Patienten, dass d'Consultatiounen am Kontext vum aktuelle Paiement à l'acte oft esou wieren, dass déi Consultatiounen ze schnell, ze onperséinlech, praktesch wéi um Fliessband, am Fënnel- oder Zéng-Minuten-Takt géifen oflafen, wou dann zumindest Zweifel erlaabt wieren, awéiwäit an deem Rhythmus iwwerhaapt eng seriö Analys, eng seriö Diagnostik an doraus och seriö therapeutesch Mesuré méiglech wieren.

Wann dat stëmmt, an an eisen Ae schwätzt munches dofir dass dëst Bild zumindest deelweis stëmmt, da werft dat natierlech Froen op vun der Effikasitéit vun der medezinescher Betreierung an doriwwer eraus och d'Fro awéiwäit falsch oder zweifelhaft Diagnosen an Therapien net grad och zur Chronifizéierung vu Krankheetsprozesser a Krankheeten a vu weideren Dokteschvisité mat permanent wirksame Käschte fir eis Krankekeesse bäidroen.

Nëmme korrekt Analysen an Diagnose sinn a même eenegermoosse korrekt therapeutesch Mesuren am Intérêt vun de Kranken an

d'Wee ze leeden, an do läit haut evidentierweis ee vun de grousser Problemer vun der aktueller Medezin am Kontext vun deem aktuelle Paiement à l'acte. Vu Säite vun den Doktere kritt een an deem dote Kontext oft geäntwert, déi bishereg Tarificatioun vun den Akte géif et aus ekonomeschen a finanzielle Grënn kaum oder bal net erlabe fir jidder Patient méi Zäit zur Verfügung ze stellen, fir d'Consultatiounen méi emfaassend a perséinlech ze gestalten, an des Dokteren hunn natierlech och zum Deel Recht wa se dat dote soen, esou datt sech aus Grënn vun der Objektivitéit an enger realistischer Approche zumindest d'Fro opdrängt, ob am Kader vun bisherege Paiement à l'acte nient dem Ophuele vun engem Nohuelbedarf, dee mer jo elo hei nohuelen, awer net och aner Kritäre missten agebaut ginn, zum Beispill de Facteur Zäit, de Facteur vun der Weiterbildung, während op där anerer Säit de Facteur Leeschtung am Sënn vu Linderung oder Heelung vu Krankheeten nëmme méi schweier objektivierbar dierft sinn.

Am Kontext vun engem kuerze Rie-debeitrag kann ech hei elo net méi an den Detail goen, mä esou Froe vun neien Tarificatiounsmodeller missten an eisen Aen endlech emol diskutéiert ginn, fir de medezinesche Betrib am Interesse vun de Kranke schrittweis méi mënschlech a méi effikass ze gestalten.

Et gi selbstverständlech och haut schonn Dokteren, déi an där Richtung grouss Efforte maachen, et gëtt awer och de Géigendeel.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwert des konkret Froe vun der Tarificatioun vun de medezineschen Akten eraus stelle sech bei deemem Projet awer och nach eng Rei vu weidere Froen. Zum Beispill de Problem vun der Finanzéierung vun dese virleiende Mesuren, mä méi generell insgesamt d'Finanzéierung vun de Krankekesen.

Wat elo déi virleiend Mesuren zu Gonschte vun eisen Doktere betrëfft, et geet jo anscheinend do em ongeféier 17,7 Milliounen Euro, esou ass et natierlech kloer, datt des Mesuren zu enger Belaaschtung vun de Käschtchen vun eise Krankekesen wäerte féieren, an dat an engem Moment wou souwisou scho ganz considéerabel Defiziter beim Bezuele vun de Prestations en espèces, dat heescht vum Krankegeld, an d'Haus stinn an och nach aner Belaaschtungen op d'Krankekesen wäerten zoukommen oder riskéieren nach derbäi ze kommen.

Ech denken dobäi an eventuell zousätzlech noutwendeg Enveloppe fir munch Spideeler. Ech denken awer och un de bekanntlecherweis ustehende Sozialkonflikt mat den Infirmiersgewerkschaften an esou virun. Et ass allerdings opfalend an deemem leschte Kontext vun deemem Sozialkonflikt, datt d'Regierungscoalitioun vun CSV an DP am Konflikt mat den Dokteren net déiselwecht Haltung anhuele wéi am lafende Sozialkonflikt mat den Infirmieren. Dat si jo och Prestataires de soins.

Am éischte Fall huet des Regierung kee Problem gehat, fir entgéint a laanscht d'Tarifautonomie vun de Sozialpartner an de Krankekesen eege Léisungen duerchzusetzen. Am zweete Fall vun dem Sozialkonflikt vun den Infirmiersgewerkschaften, dem OGB-L an dem LCGB, mat der Entente des Hôpitaux, verstoppt sech des Regierung hannert der offizieller Behauptung, si wëllt sech an des Verhandlungen, an d'Tarifautonomie, an dese Sozialkonflikt net amëschten, ob-schonnns zumindest op enger Plaz awer trotzdem eng Amëschung iwwert de Vote vun engem Regierungsvertrieeder, mä zu Laaschte vun de Prestataires de soins, dem Infirmierspersonal, geschitt ass. Deux poids, deux mesures also, wat zumindest d'Fro vun der Logik vun der Konsequenz a vun der

Glaubwürdigkeet vun politeschen Handelen opwerft.

Dir Dammen an Dir Hären, dës ennerschiddlech Verhalen ass an eisen Aen am Kontext vun de Revendicatiounen vun den Infirmiersgewerkschaften fir Augmentatiounen am Intérêt vun den Infirmieren emsou méi bedauerlech, wéi hei des Gewerkschaftler an engem positive Sënn virun allem qualitativ Revendicatiounen gestallt hunn, mam Intérêt virun allem vun weibeleche Personal a vum Personal iwwer 50 Joer, dat ganz oft no laanger an haarder Aarbecht zimlech ausgebrannt ass.

Mä zréck, Dir Dammen an Dir Hären, zur Finanzéierungsproblematik an zu de kommenden Defiziter vun eise Krankekesen, wou elo déi virleiend Tarifierhéijunge fir d'Doktere sécherlech net den Haaptproblem vun den Defiziter duerstellen, mä natierlech trotzdem eng gewësse Belaaschtung. A wann also am Hierscht déi jährelch Generalversammlung vun de Krankekesen wäert stattfannen, da wäerten do d'Sozialpartner an d'Regierungsvertrieeder virun der schwieriger Fro stoen, wéi se dese Problemer vun neie Belaaschtungen an Defiziter solle bäikommen. Méiglech wiere jo eventuell Cotisationserhéijunge fir d'Regierung, an d'Regierung a Patronat sinn do jo bekanntlech zimlech radikal dergéint, mat der Argumentatioun am internationale Konkurrenzkampf dierften d'Sozialabgabe vun de Betriber net méi an d'Luucht goen, mä och op Säite vun de Patienté géife gréisser Cotisationserhéijungen, ech betoune gréisser Cotisationserhéijungen, net onbedéngt op Begeeschterung stousen.

D'Patiente bekloen haut jo scho bekannterweis, datt zum Beispill, fir zwou Saachen hei ze erwähen, et skandaléis wier, datt op där enger Säit am Beräich vun der Zännmedezin déi Haaptsaachen, ob dat elo Brécken a Krounen an aner Materiale vun der Zännmedezin sinn, nëmmen zu engem ganz klengen Deel rembourséiert ginn, wat net ganz sozial ass, a si bekloen och dee skandaléis Réckschritt bei dem Remboursement vun den homeopathesche Medikamenter.

An der klassischer Logik géifen dann also fir d'Defiziter erfrozesetzen nëmmen Aschränkungen a Kierzungen, dat heescht konkreten Ofbau vu Leeschtungen zu Laaschte vun de Kranken iwwer bleiwen, esou wéi dat jo iwwerregens nach net méi spéit wéi gëscht oder haut vun engem Deel vum Lëtzebuurger Patronat gefuerdert ginn ass.

Ob d'Cotisationserhéijungen eleng zu Laaschte vun den Assurés, oder Leeschtungskierzungen och zu hire Laaschten, béid Léisungen kënnen an eisen Aen awer keng sozialverantwortlech an tragfäeg Léisungen duerstellen.

Et gëtt elo vu verschiddene Säite gesot, well déi Augmentatiounen zu Gonschte vun den Dokteren eleng duerch Regierungsbeschloss duerchgesat gi sinn, da soll elo d'Regierung gefällegst och d'Käschtchen dovunner iwwerhuelen a se iwwert eng Erhéijung vun Undeel vum Stat an de Krankekesen finanzéieren. Dat kléngt u sech och einfach a logesch a géif sécherlech d'Defizitproblematik vun de Krankekesen kuerzfristeg och e bësse méi liicht maachen.

Et ass dës och u sech vordergründeg, eng verständlech Reaktioun vun dese Leit, well et der Regierung emgekéiert jo och net wichteg oder esouguer egal ze si schéngt, wéi déi nei Defizitproblematik bei den Naturalleeschungen a beim Krankegeld ka geléist ginn. Des Verantwortung solle ganz einfach op d'Krankekesen ofgeschobe ginn, déi dann eben onpopulär Mesurë gezwonge wäerte sinn ze ergreifen. Dat ass net nëmme keng duerchsichteg Virbautaktik, mä och keng ganz seriö Politik insgesamt.

Trotzdem géif och eng einfach Ofwälvung vun desen neie Käschtchen op de Statsbudget iwwer eng Opstockung vun der Part vum Stat vu 37 no uewen op zum Beispill 40% gréisser Problemer opwerfen, an engem Moment wou mer jo awer gesot kritt hunn, datt mer beim kommende Statsbudget och mat gréisseren Abréich vun de staatleche Recetten ze rechne wäerten hunn.

An déi Leit, déi Politiker, déi einfach d'Eropsetzung vun der Quote-part vum Stat an de Krankekesen verlaangen, missten dann allerdings eventuell och soen, wéi dat iwwert de Statsbudget gemaach soll ginn, ob a wou se dann eventuell aner Dépense strächen oder aspuere wëllen. Do géif et sécherlech déi eng oder déi aner Méiglechkeet ginn, oder awer si misste soen, datt se dofir eventuell a Richtung vu staatlechen Empruntë wëllte goen. Munches wier sécherlech méiglech, et ass awer net ganz esou einfach, an dofir misst ee vläicht net eleng iwwert déi elo zousätzlech nei ufalend Dépense fir d'Dokteren diskutéieren, mä éischer insgesamt iwwert d'Defizitproblematik vun de Krankekesen beim Krankegeld, wou den Defizit am gréissten ass, mä och bei de Prestations en nature, wou et riskéiert zu Problemer ze kommen.

An des an eisen Aen noutwendeg, awer méi global Diskussioun, misste sécherlech sennvoll Aspueirméiglechkeeten afléissen. Mir hate schonn e puermol hei driwwer diskutéiert, wat ee misst maachen. Esouguer den Här Colombero huet dovunner geschwat, datt ee misst kucke wéi ee kënt duebel an dräifach Analysen a Röntgenaufnahmen aspueren. Et misst och kënnen driwwer diskutéiert ginn, wéi ee bei de Medikamenter datt iwwerméissegt Verschreiwung vun Antibiotika a virun allem Psychopharmaka kënt e weéneg reduzéieren. Et gëtt do eng Rei aner Virschléi nach.

Och misste sécherlech Virschléi vun aneren Tarificatiounsmodeller an d'Diskussioun afléissen, wéi och d'Fro vun der Erschleissung vu sennvollen neie Finanzéierungsquellen. Do kënt een zum Beispill denken, an dat ass scho méi wéi eng Kéier op deser Tribün gesot ginn, un nei Modeller wéi eng brutto Wäertschöpfungssteuer fir och déi Betriber méi schnell an d'Responsabilitéit mat anzebezéien, déi vill Gewënner maachen awer net vill Leit beschäftegen.

Virun allem denke mir un de Produit vun engem sennvoller ekologescher Steuerreform, déi engersäits eng ekologeschlenkend positiv Wierkung hätt, déi Umwelt- a Gesondheetsschied géif minimiséieren an déi gläichzäitig et fir länger Zäit eng nei Finanzéierungsquell kënt opmaachen, an op där anerer Säit d'Sozialabgabe kënt erfrozesetzen. Doriwwer eraus bleift an eisen Aen awer e mëttel- a laangfristeg net léisbare Finanzéierungsproblem vun de Krankekesen duerch eng Rei vu Facteuren, wéi zum Beispill d'Liewensverlängerung mat deene villen altersbedingten Erkrankungen, wéi d'Zouhuele vu chronischen Erkrankungen, vun Émwelterkrankungen an Émweltallergien, déi mer ëmmer manner medezinesch kurativ an de Gréff kréien, wéi och déi op der Aarbechtsplaz optauchend nei chemesch bedéngten oder psycheschen Erkrankung wéi Depressiounen, déi haaptsächlech duerch de steigenden Drock an duerch Mobbing provozéiert ginn.

A wa mer weiderhin esou virufueren an dem Phenomeen Krankheet just kurativ wëlle begéine mat deene modernsten diagnosteschen Apparaten an deenen neisten Operatiounstechniken - a mir ënnerstëtzen als Gréng sennvoll nei Techni-

ken an der Medezin -, da wäerte mer an deene kommende Joren erliewen, datt dese reng kurative Wee net méi finanzéierbar wäert sinn, weder bei eis nach am Ausland, ausser mer wieren als Gesellschaft bereet vill méi Suen, ech betounen, wierklech vill méi Suen, ob Cotisationsen oder Steiersuen, an de Medezinsecteur ze investéieren, woubäi et jo sécherlech do nach e gewëssene Spillraum gëtt, mä wou et awer och objektiv Grenze gëtt.

Mir mengen als Gréng jiddefalls, datt hei zu Lëtzebuerg, wéi an allen europäesche Staten, wou et bekanntlech jo nach vill méi grouss Finanzéierungskrisen an de Krankekesen gëtt, eleng duerch eng hypothetesch wirtschaftlech Relance mat eventuell erëm méi Salarieën, déi erëm méi Cotisationsen an d'Keese géifen abezuelen, de Problem vun de Santéskäschtchen an den nächste Joren net méi an de Gréff ze kréien ass, esou wënschswäert en Zréckféiere vun de Chômagezuelen natierlech wier.

Wat bleift also, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer mëttel- bis längerfristeg d'Käschtchen vum Gesondheetssystem sozial verdréiglech wëllen an de Gréff kréien? An eisen Aen, an dat soen ech ganz kloer, kann dat nëmme geléngt wa mer endlech bereet sinn eng seriö an emfaassend Preventioun vun de Krankheitsursaachen unzuegoen, an och bereet si ganz wäitgehend finanziell Efforten ze maachen, Gesondheitsministère a Krankekesen, a ganz vaste Campagnë vu Gesondheitsförderung an alle Beräicher, Schoul, Aarbechtsplazen, Ernährung an esou weider an d'Wee ze leeden, déi iwwert déi puer mickreg preventiv medezinesch Programmer erausginn, déi haut hei am Land haaptsächlech a Mesurë vun Dépistage précoce an Impfung bestinn.

Näischt do dergéint, mä dat huet mat enger wierklech preventiver wirksamer Medezin nëmme ganz weénege ze dinn, well dat un den objektiv wirksamen Ursaache vu Krankheeten nëmme ganz weénege oder bal näischt wäert änneren.

Här Minister, eng Fro un Iech: Wéi vill, a Prozenter ausgedréckt, gëtt da vun Ärem Ministère oder vun de Krankekesen agesat fir d'Preventioun? Wéi vill gëtt agesat fir Aarbechts- a Gesondheetsschutz, fir Gesondheitsförderung a fir preventiv Medezin? Ass et méi wéi 1% vun den Dépenses? Ech wetten, datt et warscheinlech net emol op 1% wäert erauslaffen.

Dir Dammen an Dir Hären, e puer Zuelebeispiller, fir ze illustréieren wéi vill verschide Krankheeten a wéi vill finanziell Käschtchen entstinn, well bis haut hei an och am europäeschen Ausland keng wierklech Preventioun vun de Gesondheitsrisiken gemaach gëtt. Ech beschränke mech dobäi just op een Aspekt, dee vun den aarbechtsbedéngten Erkrankungen. A well eis zu Lëtzebuerg dozou d'Donnéee feelen, well et der warscheinlech net esou vill spezifischer dozou gëtt, bezéien ech mech dobäi op méi allgemeng Zuelen an op d'Zuele vun eisem Nopeschland Däitschland.

Allgemeng huet esou zum Beispill schonn 1981 eng Etüd vun „Doll a Petto“ festgestallt, datt zumindest 4% vun alle Kriibsfäll duerch vermeidbar Chemikalienexpositiounen op der Aarbechtsplaz verursaacht wieren, wat a mengen Aen awer eng wäitgehend Ennerschätzung vun der reeller Situatioun ass. Eng méi rezent Etüd vum Mee 1999 vu „Bossetta et al.“ seet, datt an Europa d'Expositioun op der Aarbechtsplaz responsabel wier fir 13 bis 18% vun alle Longekriibsfäll, 2 bis 10% vun alle Blasekriibsfäll an 2,8% vun alle Kehlappkriibsfäll bei de Männer.

E puer interessant Zuele vun Erkrankungen duerch chemesch Produkter op der Aarbechtsplaz an Däitschland, déi duerch eng seriö Preventioun gréisstendeels ver-

meidbar gewiescht wieren. Esou hunn eleng am Joer 1999 Erkrankungen duerch Isocyanater op der Aarbechtsplaz d'Beruffsgenossenschaften 3,3 Milliounen Euro kascht, Erkrankungen duerch Benzol 13,8 Milliounen Euro, duerch aromatesch Aminene 12 Milliounen Euro. Insgesamt sinn an Däitschland am Joer 1998 aarbechtsbedingten Erkrankungen, vermeidbar Erkrankungen op e Käschtchenpunkt vun 28,4 Milliarden Euro beziffert ginn. Dat si gewaltig Zommen, e gewaltig Käschtchenpunkt, wou vill mënschlech Leed vermeidbar gewiescht wier a vill Käschtchen agepuert hätte kënnen ginn, wann d'Bereitschaft endlech géif bestoen de Wee vun enger wierklecher Preventioun an de Wee vu seriöse finanzielle Programmer zur Gesondheitsförderung ze begoen. Mä d'Käschtchenenkungen duerch eng besser Preventioun sinn net nëmme noutwendeg a sennvoll am Aarbechtsberäich, mä och par rapport zur Umwelt, der Ernährung an zu eisem Mode de vie am Allgemengen, mä doropper wëll ech aus Zäitgrënn haut net agoen.

No Schätzungen a Berechnungen vum Sachverständigenrat vum däitsche Gesondheitsministère, engem héichkarätege Wëssenschaftlergremium, kënnen - an dat sinn Zuelen, déi derwäert sinn, datt ee se eemol eng Kéier nolauschtert - duerch Preventioun a Gesondheitsförderung laangfristeg 25 bis 30% vu sämtleche Santésdépenses aspuert ginn. Also e Véierel bis bal en Drëttel vun deenen Dépenses, wann de politesche Wëllen endlech do wier, en zilorientéierte Preventiounssystem opzebauen an dobäi op Effektivitéit an Effizienz ze setzen.

E lescht Zuelebeispill: D'Krankekesenbeitrag an deem Kontext an Däitschland kënnen an esou enger Logik esouguer em 1% erfrozesat ginn, wann duerch Preventiounsmesuren a Moosnamen zur Gesondheitsförderung op allen Niveauen den Ausbruch vu chronischen Erkrankungen zum Beispill just em zwee Joer kënt erausgezögert ginn. Kuerzfristeg missten an deser Logik, datt wier noutwendeg a sennvoll, méi Sue fir esou Preventiounseffortprogrammer ausgi ginn, well des Zousazkäschtchen géifen awer emgekéiert mëttel- a laangfristeg sécher d'Fiabilitéit vun de Krankekesekäschtchen an och eng gutt gesondheetlech Versuergung vun der Bevëlkerung garantéieren.

Esou méi fundamental a méi längerfristeg Iwwerleeungen, Dir Dammen an Dir Hären, feele leider an deemem Projet de loi. Hei gëtt, wéi meeschtens, just kuerzfristeg geduecht. Hei gëtt just op, allerdings wäitgehend berechtigt Revendicatiounen vum Corps médical reagiert, dat awer an enger Form, déi zumindest an eisen Aen zweifelhaft ass, an dat och ouni datt d'Regierung selwer bis elo konkret Géigefinanzéierungsvirschléi géif proposéieren. Et ass aus all desen ennerschiddleche Grënn wou mer, bei aller Sympathie fir d'Revendicatiounen vun den Dokteren, awer deemem Gesetz an der virleiender Form net kënnen zoustëmmen. Mir wäerten eis beim Vote enthalen.

Ech soen Iech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schued datt den Här Colombero net present ass. Ah, do kënt en.

Ech war eng Kéier an Indien, Här Colombero, an do sot e Frënd vu mir: Dir hutt d'Aueren a mir hunn d'Zäit. Dat heescht, wann een eng Auer huet, huet een nach keng Zäit.

Dir hutt natierlech eng excellent Ried gehalen, déi kaum ze iwwer-

bidden ass an Äre Leeschtungen un d'Patienten, awer ech géif, Här President, un éischer Stell der Regierung a speziell dem Minister vun der Sécurité sociale Carlo Wagner a senge Leit merci soen, datt e sech an deem Dossier duerchgesat huet an och e Streik vun den Doktere verhënnere konnt.

Deen heiten Dossier, wéi Der wésst, schleeft säit véier Joer. Direkt lächerlech waren am Virfeld zu deem Gesetz d'Behauptungen, dat Gesetz vun 1992 iwwert d'Krankekeese wär net a Fro ze stellen. All Gesetz muss a Fro gestallt kënnen ginn, wann et kee Fortschritt bréngt. Ech war natierlech ganz zefrieden haut mat dem Här Di Bartolomeo sengen Aussoen. En huet sech zum Deel vill Äschen op de Kapp gestreet an en huet sech permanent hei widdersprach. Hien ass bereet mat där enger Hand den Dokteren alles ze ginn a mat där anerer alles ewech ze huelen. Hien huet bei de Krankeschäiner e Spagat ugesat, deen de Minister Boden als Sportsmann direkt qualifizéiere géif, fir zu Athen d'nächst Joer op den olympesche Spiller matzemaachen.

Lächerlech waren d'Aussoe vun engem Member vun dem Krankekeeseverwaltungsrot, dee gefuerdert huet, dass de President vun deem Gremium vun der Union des Caisses de Maladie, an zouglaich Regierungsvertrieeder, dee sech d'ailleurs de Krankekeese säi Lieue laang verschriwwen huet, sech direkt zréckzéie sollt.

Ech hätt gäre gewosst, wat de President vun der Patientevereenigung zu esou enger Fuerderung ze melle gehat hätt. Dat ass deen nämlechten natierlech, deen d'Fuerderung gestallt huet. Ech ginn net säin Numm un.

(Interruptions diverses)

Dat ka sinn!

D'Demokratesch Partei huet ni d'Congestion paritaire vun der UCM a Fro gestallt. Nil! Mä méi wéi zéng Joer no dem Gesetz vun 1992 brauch dat Gesetz, och nach no dese Mesuren, doudsécher e Facelifting. D'Congestion paritaire téschent dem Patronat an dem Salariats huet nämlelech op kritesche Punkten total versot. E gutt Beispill ass natierlech dat vun dem enormen Defizit am Krankegeld, wat an de leschten aacht Joer sech verduebelt huet. Mir sinn d'ailleurs ganz gespaant op d'Propositione vun där autonomer Congestion zu deem Sujet.

Déi krank an aarem Leit dobaussen, déi hu guer kee Gefill fir dass hir medezinesch Problemer ënnert dem Standpunkt vun de Lounniewekäschte geléist ginn. Déi hu kee Gefill dofir. Haaptsächlech déi Leit, déi net Sue genuch hunn, fir éiereens anescht hinzegoen. Genau wéi se kee Gefill hu fir d'Léise vu sozialpolitesche Problemer, wéi den abusiven Absentéismus, duerch d'Ofpompelle vu Suen, déi fir aner Zwecker bestëmmt sinn.

Als Deputéierten natierlech muss een ëmmer erëm de Kapp rëselen, wann dat heiten Haus ëmmer nëmme bei Defizit an der Krankekeess agespaant gétt. Ech ginn zwar zou, des Woch hu mer fir d'éischt en Dokument vun der Krankekeess via de Minister zougestallt kritt vun 148 Säiten, wou déi meescht vun lech heibannen keng Zäit hate fir dat bis haut ze liesen, mä dat ass eng gutt Praxis, an ech wär ganz frou wann d'Membre vun deem Haus dee Rapport all Joer zougestallt kritt.

Et ass och jidderengem kloer, dass bei de Medeziner a bei anere Gesondheetsberuffer e puer schwaarz Schof sinn. Mir fuerderen och dofir d'UCM op, do anzegräifen op Basis vu Profiler, an all Dokter dobausse wär mat esou enger Mesure d'accord, an d'Dokterschaft, déi wëllt net méi déi diffus Ennerstellung gëlle loosse. D'Regierung wär gutt beroden den Dossier vun där onofhängeger Krankekeess hei an d'Chamber ze

bréngen, an net hannernt déi zouen Diere vun der Tripartite. Ech weisen do op eng Ried, déi ech hei gehalen hat am Dezember 1999, déi e gewësse Succès hat.

(Hilarité)

Ech hunn och deemools schonn op den demographeschen Defizit an onsem Beruff higewisen an op d'Demotivatioun vun de Gesondheetsberuffer am Allgemengen. Déi haut getraffe Measure ass also nëmme eng Dréps op ee waarme Steen. Ech verweisen hei op d'Gehälterennerscheeder téschent dem Ausland a Lëtzebuerg an all de Beruffer.

Mir ginn net an eng Zwouklassemedezin. Mir si schonn an enger zweetklassescher Medezin par rapport zu deene Suen, déi mer ausginn. Mir gesinn neierdengs an deem Ländche Waardelëschten opdauchen, am ambulante Secteur an am Spidolssecteur. Wann Dir haut e Rendez-vous bei engem Cardiologue braucht, an Dir kennt net Jänni a Männi, da waart Der téschent zwee a sechs Méint. Bei engem Rhumatologue dat nämlech, bei all Dokter, iwwerall ass dat esou. Dat ass natierlech och eng Method fir d'Gesondheetskäschten ze drosselen.

(Interruption)

An de Spideeler ass et d'nämlech.

Meng Virriedner hunn dann d'Mesure geholl, d'Prime d'établissement, well se deen um Site vun der Assemblée nationale française elo kuerz fonnt hunn, fir Generalisten. An deem Ländchen huet déi Mesure 1975 bestanen. Si ass am Ufank vun den 80er Joren ofgeschaaft ginn. Ech ka mech un déi Zäit ganz gutt erënneren. D'Maisons médicales och. Dir musst wëssen, an deem Ländche gi méi Suen an d'Medezin gestach wéi néiereens op der Welt, ausser Amerika an der Schwäiz, an déi Suen, déi dra gestach ginn, si gréisstendeels aus Cotisationsen oder Steiergelder. Musse mir entweder wéi an England op eng integral Fiskalisatioun zréckgräife fir de Finanzement? Musse mir eng integral Cotisatioun erbäifeiere wéi dat an anere Länner besteet, oder bleiwe mer bei dem aktuelle System vun engem Mix? Musse mir d'Eegebedeelegung vun Eenzelnen unhiewen, fir dass de System gerett ka ginn, sief et duerch eng Franchise, Här Di Bartolomeo, oder duerch eng Erhéijung vun de Cotisationsen, wat awer dat nämlech ass? Doru bedeelegt jiddere sech. Ech stellen eng Fro.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Fir d'éischt de Bedienungsladen an elo kënt dat do!

(Interruption)

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Ech stellen lech d'Fro, Här Gibéryen, an Dir äntwert mer herno drop.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, neen.

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Dach, dach. Dir äntwert mer drop.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Wier et net besser, Dir géingt eis se selwer beäntwerten?

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Ech stellen lech nach e puer Froen hei. Muss dann net d'Cotisatioun maladie ausgedehnt ginn op aner Besetzstänn, d'Spuerbicher vun de Fläissegen, d'Loyersrevenue, d'Ierfschaften oder soss iergendeng CSG? Muss dat sinn? Wéi ergräife mer an deem Fall all déi Leit, déi Bierger, déi am Ausland wunnen? Hiewe mer d'Statsbedeelegung op 40%? Dat hu mer an der Fleegeversécherung gemaach, op 45%. Dat ass also och näischt Neies.

Fréiere mer dem Patron seng Cotisationsen an? Belaaschte mer nach méi déi Eeler wéi mer dat scho maachen? All déi Mesuré géif

fe wuel vill méi Suen an d'Krankekeess erabréngen, mä nawell iwwer Joren de Problem guer net léisen, well momentan klammen d'Ausgabe ganz séier. Musse mer dann net op der Ausgabesäit op d'Brems trëppelen? Musse mer net wéi d'Hollänner d'Käschte vu Sportsverletzunge privat versécheren goen, och an der Fräizäit?

Den Här Di Bartolomeo huet mer natierlech d'Liewen einfach gemaach, well mer kënnen och dem Kanzler Schroeder säi Verschlechterungskatalog direkt fir d'Leeschungen iwwerhuelen oder ausléien. Eng Stonn den Auto ze parken an der Stad Lëtzebuerg oder zu Esch oder soss éiereens, kascht nach ëmmer méi wéi d'Eegebedeelegung vum Patient wann e bei den Dokter an d'Consultatioun geet. Also, Dir musst awer d'Proportionen hei iergendwéi virun Aen halen.

(Interruptions diverses)

Et géif och Zäit, fir dass den administrative Waasserkapp an d'Prozedur vun der Union des Caisses de Maladie an an der Aarbecht vun de Gesondheetsberuffer e bëssen entwässert géif. Fir d'Perspektive vun der Evolutioun vun der UCM an de Gesondheetsbesoiné vun onser Bevölkerung ze analyséieren, schléit d'demokratesch Fraktioun vir, dass dem Conseil paritaire vun dem Conseil d'administration vun der UCM e Gremium bäigefügt gétt, wéi den Här Huss en ernimmt huet, e Sachverständigenrat an Däitschland, oder déi sechs...

(Interruption)

Neen, neen, deen hätt näischt domat ze doen. Déi maachen dat. Maacht lech keng Suergen, da kënnen mer vill aner Sué spueren.

(Interruption)

A Frankräich sätze sechs där Fachmänner do. Dir musst lech erënneren, d'Fransousen hate d'Cogestion paritaire ofgeschaaft. Si hu se erëm agefouert. Si hunn hinnen awer sechs Fachleit derbäi ginn, déi onofhängeg si vis-à-vis vun de Patronen, vis-à-vis vun de Salariatsvertrieeder a vis-à-vis vun de Gesondheetsberuffer. Mir mengen, et géif also elo Zäit gi fir de Lëtzebuerger Modell vum „Mir een, dir een an och heiansdo him een“ lues opzeginn an dem Gesondheetssecteur, well e sécher d'Gesondheetsversuergung an eng Sakgaass féiert.

(Interruptions diverses)

Mir hunn also nach vill Aarbecht virun ons, Här Gibéryen, a mir sollen d'Scheiklappen ufänken ofzedoen. Ech bedauern natierlech, dass verschidde vun onsen Deputéierten haut versicht hunn, am Lëtzebuerger Modell ze surfen oder ze slaloméieren, a fir sech bei den Assuréeen, bei den onofhängege paritaire Gestionnaires vun der UCM a bei den Dokteren zouglaich unzebidderen. Dat ass e Calcul, dee ka jo net opgoen.

Ofschléissend, Här Gibéryen, soen ech dem Rapporteur Niki Bettendorf villmools merci fir säin Asaz a fir seng gutt Rapporten, déi e geschriwwen a virgedroen huet.

Villmools merci, an lech soen ech och merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet nach gefrot den Här Jaerling.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech den Här Krieps elo richtig verstanen hunn, ass säi Motto jiddferree kuckt no sech, just ech kucken no mir.

(Hilarité)

Här President, wann ech hei nach eng Kéier mer erlaben d'Wuert ze

ergräifen, esou ass et net well ech den Dokteren net eng Augmentatioun vergënnen, ech mengen ech vergënnen alle Mënschen - wéi Dir mech kennt -, déi seriö a gutt schaffen, sech asetzen a laang schaffen, alles. Ech hunn elo kee Problem wa jiddferree mat engem Bugatti fiert, mä ech sinn awer net d'accord wann déi eng mam Bugatti fueren an déi aner ze Fouss musse goen.

Wann ech gesot hunn, ech hu Problemer mat der Prozedur, dann huet dat heite sech esou ugesinn, wéi wann de Sozialminister mam Chef vun den Dokteren eng Kéier e gudde Menü iesse gaange wier an dass mer dann iergendwa spéider eng Kéier den Assuréeen d'Rechnung schécken. Esou gesäit sech dat heite fir mech un, well hei einfach en drëtze wichtige Pilier bei der Décisioun gefeelt huet, deen normalerweis bei esou Décisioune misst dobäi sinn, an dat sinn d'Sozialpartner an d'Gewerkschaften. Hei ass am Fong eng Prozedur déi éiweg gutt fonctionnéiert huet a wou mir scho ganz oft an engem gudde Konsens aus verschidde Situatioune erauskomm sinn. Dat ass hei op d'Kopp gestallt ginn.

Wat ech och hei déi ganzen Zäit vermësst hunn, dat ass: Et si vill Leit, déi Fuerderunge gestallt hunn, et si vill Leit, déi Virwërf gemaach hunn, mä ech hunn awer absolut net vill konkret Propositionen héieren, wéi mir dann elo aus deem Dilemma erauskommen. Et ass vu Spuermooosname geschwat ginn, mä et si keng konkret Propositione gemeet ginn, ausser vum Här Colomera deen dat versicht huet, an deen hut Dir dann duerno ausgelaacht. Mä op jidde Fall war et deen Eenzege, deen hei versicht huet emol de Problem unzegoen, an en ass och an enger Rei vu Motioune hei de Problem ugaangen, andeems dass en och Propositione gemeet huet wéi ee ka spueren. An ech si mam Här Colomera d'accord, honnert Prozent. Well ech weess wat e mengt. Och wann e sech heiansdo komplizéiert ausdréckt, mä op jidde Fall versichen ech en ze verstoen.

(Hilarité)

Mä wat fir mech hei an der Diskussioun feelt, dat ass: Et ass an der Rei, dass ee Fuerderunge stellt, mä hei ass de Problem vun der Responsabiliséierung vu jiddferengem, och vun den Dokteren. Et kann ee jo fuerderen, dass ee méi soll verdéngen, dat ass an der Rei. Mä wann een awer gäre méi hätt aus der öffentlecher Hand, da muss dat awer och mat enger Rei Responsabilitéite verbonne sinn, Responsabilitéite wou d'Dokteren zum Beispill musse sech och emol Gedanke maachen, wéi si d'Saach gesi wa si Krankeschäiner ausschreiwen, wéi si d'Saach gesi wa se deier Medikamenter verschreiwen, anstatt dass se kënnen och méi bëlleger verschreiwen.

Ech mengen, all déi Gedanke musse an d'Doktere sech och maachen, an d'Krankekeese musse och versichen, wéi den Här Colomera gesot huet, ze analyséieren, wou d'Problemer hierkommen. Wann ech elo hei gesi wat geschitt ass, esou soen ech, dat heiten ass awer elo eng Prozedur déi mir hei maachen, déi awer hir Konsequenze kritt, déi hir Konsequenze kritt op de Budget vun de Krankekeesen, a wou ech aus Erfahrung weess, an all déi Gewerkschaftler heibannen, an och déi Politiker, déi éierlech mat sech sinn, wëssen, a wat fir eng Richtung dass et da geet, wa mer en Defizit kréien. An a wat fir eng Richtung dass et geet, dat stoung de Mueren am Wort: « FEDIL fordert stärkere Eigenbeteiligung der Versicherten. » An déi Richtung geet et, an déi Richtung ass et nach ëmmer gaangen, an déi Richtung wäert et och elo goen.

Well nach all Regierung hei am Land huet sech ëmmer op d'Säit vun den Employeuré geschloen, wann et drëm gaangen ass de Käschtepunkt vun de Krankekeese

sen ze sanéieren, an déi, déi ëmmer hu misse bezuelen, dat sinn d'Assuréeen. An dat hu mer déi lescht 20 Joer hei matgemeet. 20 Joer hei matgemeet, kënnen mir lech zielen. Ech wëll lech se net all opzielen, mä kuckt emol an Äre Bicher, an da gesitt Der wivill d'Eegebedeelegung vun de Patienten an d'Luucht gaangen ass, bei Medikamenter, bei den Dokteschkäschten, an da gesi mer a wat fir eng Richtung dass et geet, an et geet an déi Richtung weider.

Ech hunn dat hei schonn am Etat de la nation gesot: Wann den Här Statsminister keng Äntwert drop wousst, wat en da géif maache wann e keng Cotisationserhéijung wëllt hunn, da froen ech mech awer, wann dee Mann keng Äntwert drop mécht, ween hei am Land dann eng drop huet. An dofir soen ech, mir mussen oppassen a wat fir eng Richtung dass et geet, a mir mussen hei versiche Spuermooosnamen anzusetzen, déi vun engem Deel an eise Motioune hei proposéiert gi sinn, wéi zum Beispill eng Zentralakafsstell fir d'Spideeler an esou weider. Spuermooosnamen, déi schonn a verschidde Spideelspläng drastungen an ni an d'Praxis ëmgesat ginn.

Ech mengen, dat ass dat wat hei muss geschéien, d'Responsabiliséierung vu jiddferengem. Vun den Dokteren, vun de Krankekeesen, vun de Fournisseuren, awer och vun den Assuréeen, andeems dass een dem Assuré seet, hei, dat an dat huet deng Gesondheet dést Joer kascht, dat hues de abezuelt, dat hu mer fir deng Gesondheet bezuelt, fir och den Assuré ze responsabiliséieren an ze soen, hei kuck, deng Gesondheet, déi kascht eppes, déi kascht vill Suen, pass besser drop op. Ech mengen, dat ass dee Message deen den Här Colomera hei wollt ginn, an et ass och mat deem Message wou ech am Fong wollt ofschléissen.

Ech hunn awer nach just eppes ze soen, an dat ass, wa mer hei Fuerderunge stellen - a mir soe jo, mir vergonnen deem engen dat -, dann hoffen ech, dass dat awer an Zukunft dann och an deemselwechte Solidaritéitsgedanken hei wäert sinn, wann aner Leit hei Fuerderunge stellen, fir eppes bäigesat ze kréien. Wann aner Leit heihinner froe kommen, oder wa mer hei solle Gesetzer stëmmen, dass och emol aner Leit hir Sonndesaarbecht an hir Feierdeegaarbecht anstänneg bezuelt kréien. An déi Solidaritéit, déi war hei net wéi d'Gesetz iwwert d'Horesca gestëmmt ginn ass, well déi Aarbechter do, déi kréien haut hir Sonndes- an hir Feiertagsaarbecht nach net bezuelt. An esou laang wéi mer hei net eng Gesetzgebung hunn, wou jiddferree seng Aarbecht d'selwecht bezuelt kritt, zumindest d'Samsdes- an d'Sonndesaarbecht, stëmmen ech dann hei näischt méi mat, wat net solidaresch ass. Hei stëmmen ech net mat. Ech vergënnen den Dokteren et, dass si hir Opwärtung kréien, mä ech enthalte mech hei, well hei net ëmmer no deemselwechte Solidaritéitsprinzip gefuer gétt, an dofir wäert ech mech hei bei deem Projet enthalten.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

■ M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt selbstverständlech emol dem honorabelen Här Niki Bettendorf félicitéiere fir dee ganz gudden, präzisen an ech géif och soen objektive Rapport, dat souwuel a schréftlecher wéi och a mëndlecher Form.

Ech wëll och direkt soen, dass den Här Weiler sech elo grad mat där Remarque do geiert huet, oder wéi?

(Interruption)

Wéi hat Der gesot, vum Rapport?

(Interruption)

Ah, dann ass et gutt, dann hat ech lech falsch verstanen. Da loungt Der déi Kéier richtig, Här Weiler. Ok.

Ech wëll och soen, vu dass mer scho fortgeschrittener Zäit sinn, dass ech net wëll op all Detailler agoen, awer op e puer Saachen, déi mir fundamental schéngen. Éischtens emol mengen ech hu mer hei ee Projet de loi virleien, deen am Grond eng déif gräifend Revaloriséierung vun der Profession vun den Dokteren duerstelt. Et ass hei e puer Mol ugeklungen, dass dat doten net géif déif genuch goen. Ech wär deen Allerleschte fir ze soen, dass dat doten déi allereenzeg Measure wär, déi ee kéint bréngen, mä op alle Fall mengen ech war et mol ganz wichtig, dass déi duerchgezu ginn ass.

Iwwer aner punktuell Punkte sinn ech awer ganz gäre bereet mat mer diskutéieren ze looszen, an et si jo och de Mëtteg verschidden Iddien an där Richtung ugeklungen. Eng aner Saach, dat ass déi, dass hei verschidde Kriticken opkomm si wat d'Prozedur zum Entstehe vun deem Projet de loi do ubelaangt. Ech mengen awer, dass dat och scho vum Rapporteur ganz treffend erkläert ginn ass, dass et fir d'éischt emol e Prozess ass, dee sech iwwer Joren erausgezunn huet, dass fir d'éischt emol ee Groupe de travail zesummegeest war, dee sech mat de Konsequenze vum Kohll-Decker befasst huet, dass duerno en zweete Groupe de travail war, dee sech - wéi gesot - befasst huet mat Conventiounement, Déconventiounement an anere Fuerderunge vun den Dokteren, dass sech awer erausgestallt huet, dass entre-temps d'Klima däermoosse schlecht war, énnert de Partenaires sociaux, mat den Dokteren zesummen, dass effektivement, wat déi selektiv Verbesserung fir d'Dokteren ubelaangt, u kee Weiderkomme méi ze denke war, an zwar esou dass d'Regierung huet missen hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

An och wa vläicht de Conseil d'Etat anerer Meenung ass, sinn ech awer op alle Fall fest iwwerzeegt, dass egal wéi ee Gesetz hei vum Législateur ka geännert ginn. Dat vläicht zum Entstehe vun der Prozedur. Et ass gesot gi vum Här Di Bartolomeo, ech häit d'Saach en fait emgedréint, dass amplaz dass d'Dokteren en Apport bruecht hätten, se elo en fait géife Cadeaue kréien, oder...

(Interruption)

Et ass awer esou ugeklungen.

(Interruption)

Jo, et ass dat vläicht eng Saach vun Ausdrécken oder vu Verstoen.

(Interruptions)

Et gétt jo ëmmer nëmme déi zwou Méiglechkeeten.

Ech muss dat heite soen: 1999, erënnert lech, déi nei Regierung hat e groussen Defizit géierft. Mir hate just e puer Méint Zäit fir eng Situatioun ze begläichen. Et ass deemools gaangen ëm iwwer zwou Milliarden, ...

(Interruptions)

... déi hu misse bis Mëtt November ausgeglach sinn. Et war also net méiglech, fir déif gräifend Etüden ze maachen. Et war awer am Verlaf vun deene Groupes de travail méiglech eng genau Situatioun opzustellen, dat heescht eng Analys ze maachen iwwer d'Evolution vun de Revenuen, vun deenen engen a vun deenen aneren. An et ass verglach ginn, de Revenu moyen cotisable, et ass och dee geholl gi vun de Statsbeamten, et ass och dee geholl gi vun der EHL. Et huet sech erausgestallt, an dat huet mengen ech den Här Marco Schroell hei gesot, dass en fait d'Revenü vun den Dokteren 9,8% hannert deene vun der EHL louchen. Wat och erkläert, dass d'Fuerderunge vun

den Doktere bei iwwer zweielef, méi prezis bei 12,43% louchen.

Mir sinn also esou wäit komm, dass mer en Accord fonnt hu bei 6,62%, dovunner 6,65% fir d'Dokteren a 6,47% fir d'Zännokteren. Et ass selbstverständlech, dass et ganz ganz schwéier ass, en Equilibre à l'intérieur vun all deene Sparte vun der Medezin ze fannen, esou zwar dass d'AMMD dee Moment Propositione gemaach huet wéi si géife mengen dass et richtig wär fir déi verschidde Branché vun hirem Beruff ze revaloriséieren, duerch een Tarifajustement. An ech muss soen, dass och d'AMMD deemools op der Assemblée générale extraordinaire, déi se haten, déi ganz gutt besicht war, Unanimitéit hat fir déi Fuerderungen, déi si finalement en dernier ressort virgeluecht hunn an déi haut eben an deem Projet de loi stinn.

Dat ass d'Geschicht wéi d'Saache wéi gesot évoluéiert gi sinn. Et ass och gesot ginn, et misst een elo versichen an Zukunft déi Pressiounen, déi kéinten entsoen, opgrond vun deem Gesetz hei, am Zesummenhang mat dem 1992er Gesetz ze kucken. Ech muss awer soen, dass wann do vläicht ufanks 1990 vum Législateur och ganz gutt geduecht war, dass d'Politik soll méiglechst erausgeholl ginn aus der Gestiou vun der UCM an dass dat soll de Partenaires sociaux iwwerlooss ginn, ech awer ëmmer neess feststellen, dass wa keng Problemer sinn, dee System einwandfrei leeft. Wann awer Problemer sinn, dat heescht dass mer Defiziter hunn, da ginn d'Partenaires sociaux énnert sech net eens. A ween ass dee Moment nees gefuerdert? Dat ass de Pouvoir politique.

An zwar esou dass ech mengen, dass dat 1992er Gesetz an där dooter Form déi Pression politike kaum éliminéiert huet. Et ass hei och geschwat gi vun de Perspectives-d'aveniren, dat heescht wéi d'Situation financière vun de Krankekeesen ass. An do muss ech soen, do hunn ech, op d'Demande vun der Kommissioun, déi de leschte Méindeg war, all Member vun der Kommissioun en detailléierte Rapport bruecht, vun dem Ofschloss eng de Konte vum Joer 2002 plus eng Projektion vun der UCM fir d'Joren 2003 an 2004.

An aus deene Previsiounen fir d'Joer 2004, well d'Joer 2003, do hutt Der wahrscheinlech alleguerter gesinn dass d'Konten och no deem Joer wéi gesot équilibréiert sinn, mä dass mer am Joer 2004 effektiv eng Schwieregkeet kréien. Awer net eng Schwieregkeet déi entstanen ass duerch dee Projet de loi vun haut, well nämlech och am Joer 2004 d'Prestations en nature en équilibre wäerte sinn, mä dass dee grouesse Problem op eis zoukëmt vun de Prestations en espèces, dat heescht vun de Krankegelder.

Ech muss soen, ech fannen et vläicht e bësse verfréit fir elo schonn driwwer ze schwätze wéi eng Mesurë sollen ergraff ginn, an ech muss soen - och ech kréien dat jo heiansdo reprochéiert -, mä hei schéngt mir de Mëtteg méi wéi eng Attack komm ze sinn, op d'Autonomie justement vun de Partenaires sociaux. Well et ass jo un de Partenaires sociaux fir emol Propositione ze maachen, wéi mer aus där dote Situatioun kënnen erauskommen. An do wou d'Partenaires sociaux soen, de Stat häit sech agemëscht, stellen ech ganz einfach unni weidere Kommentar fest, dass d'Konten équilibréiert sinn.

Awer bei de Krankegelder, wou weder eng Regierung nach e Législateur intervenéiert sinn, wou also eng Gestion pure ass vun de Partenaires sociaux, do hu mer rieseg Schwieregkeeten. Ech wollt dat awer wierklech hei an aller Kloeerheit an daitlech soen.

Et ass de Mëtteg och schonn hei ugeklungen - mat Recht -, dass mer endlech mussen ophalen, och wann d'Gesetz vun 1992 dat zou-

léisst, dass ee ka kompenséieren, esouwuel d'Prestations en nature duerch d'Prestations en espèces wéi och emgekéiert. Dat ass an der Vergaangenheet wéi oft gemaach ginn. Ech hunn och ëmmer géint dee System plädéiert, well dat ganz ganz oft Problematike verstoppt. Well da gesot gétt, global ginn d'Konten op, mä et beschäftegt sech keen dee Moment mat deene Prestatiounen bei deenen effektivement de Problem ass.

Ech muss och soen, dass hei geschwat ginn ass, dass de Stat sollt dee Coût supplémentaire droen, dat heescht vu 37% op 40% eropgoen. Den Auteur vun där Deklaratioun vun de Mëtteg, dat schéngt mer, wéi soll ech soen, e ganz treie Lieser vum Tageblatt ze sinn, well dat hunn ech do am Leitartikel de leschte Samsdeg gelies, vum responsabele Leitartikel aus dem Tageblatt. Dat erënnert mech e bës-selchen un dat wat genannt ginn ass an den 90er Joren d'Raubritter-Politik.

(Interruption)

Et ass nämlech esou gewiescht, dass ufanks den 90er Joren de Finanzminister proposéiert hat fir 40% ze iwwerhuelen, dass awer d'Gewerkschaften deemools net averstane waren, well se gefäert hunn dass d'Proportion vun de pensionéierte Leit par rapport zu den aktive Leit géng méi schnell an d'Luucht goen. Et war awer de Contraire de Fall, an zwar dass déi Participatioun vum Stat regelméisseg erofgaangen ass an elo géif wäit ënner 35% leien.

Dofir kommen ech och op dat zrëck wéi an der Assemblée générale vun der UCM am November 2001 fir d'Joer 2002 décidéiert ginn ass, fir déi Cotisatiounen, déi vu 514 op 520 eropgesat gi waren, nees op 510 erofzesetzen a wéi zäitgläich och d'Prestatioun fir d'Assuréeën - ëm déi 300 Milliounen déi jo virdrun hinnen ewechgeholl gi waren - nees opgefëllt gi sinn. Deemools huet de Stat gesot: Mä dee Moment wäere mir jo och am Recht, nees eng Kéier an eiser Participatioun erofzagoen. Mä de Stat huet gesot: Neen, mir halen déi Participatioun vu 37% bäi, well domadder kënnen mer Provisione schafen. Mir wossten awer och, dass selbstverständlech Diskussiounen mat den Dokteren amgang waren, Diskussiounen wou mer op alle Fall iwwerzeegt waren, dass wa géifen Amélioratiounen kommen, dat selbstverständlech géif de Budget grevéieren.

An anere Wieder, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei gétt eppes verlaangt vum Stat wat de Stat en fait scho laang gemaach huet. Dat wat de Stat méi bezuelt, duerch déi Reforme structurelle vum Dezember 1999, wéi mer vum Système de surprime en enger fester Participatioun vu 37% gaange sinn, dat chiffréiert sech fir d'Joer 2002 op 28 Milliounen, fir d'Joer 2003 op 20 Milliounen, am ganzen also op 48 Milliounen. Dat wäert och an den nächste Joren esou sinn.

Dat heescht an anere Wieder, dass de Stat méi iwwerhéit wéi dat heiten effektivement kascht. Ech mengen also et dierf ee villes vum Stat verlaangen, mä trotzdem net alles. Ech wëll an deem Zesummenhang och eng kleng Rectificatioun bréngen zur Motioun vun der LSAP, wou zum Schluss steet, dass den Décompte annuel 2002 an 2003 schonn déficitaire war au niveau des prestations en nature. Dat ass effektivement net richtig.

(Interruption)

Ech weess dass dat net schlecht geduecht war. E Feeler ka jidderengem virkommen.

Vläicht nach e lescht Wuert: Et ass gesot ginn, et misst een de Parte-

naires sociaux eng nei Chance ginn, fir d'Zukunft op alle Fall, fir iwwer d'Evolution an der Zukunft ze diskutéieren. Ech wär och do dee Leschten, dee mech géif vun esou Diskussiounen ausschléissen. Mä ech wëll bei Leiwën net proposéieren, well wann ech proposéieren, dann hunn ech mech schonn nees an hir Autonomie eragemëscht. Mä et ass sous-entendu, dass ech op Propositione vun de Partenaires sociaux waarden, dass ech wäert ganz ganz gäre mat mer schwätze looszen. A sollt sech aus deene Propositionen erginn, dass misste legislativ Ännerunge kommen, wär ech och ganz gäre bereet, fir déi en entsprechende Projet de loi ze proposéieren.

Ech wëll ofschléissend awer och nach soen, dass wann hei geschwat gétt, wat gétt elo gemaach: Ginn d'Cotisatiounen an d'Luucht gehewen? Ginn d'Leeschunge verschlechtert? Dass dat wéi gesot éischtens e fréizäitge Gespräch ass. Dass ech zweetens iwwerzeegt sinn, dass wa mer et fäerdeg bréngen, effektiv duerch Mesures législatives oder duerch Ännerunge vum C.A.S. (Code des Assurances Sociales) effektivement d'Abüen aus der Welt ze schafen - an et sinn enorm vill Abüen -, wann déi Abüen fort sinn, dann hu mer op alle Fall ee groussen Deel vun dem Defizit aus der Welt geschafen. Ech mengen datselwecht ass richtig, Här Huss, och am Kader vun der Médecine préventive, wou ech soen dass scho relativ vill geschitt ass. Dat wäert och net ëmmer esou bleiwen. Mä ech mengen, doriwir hu mer jo am Hierscht eng Interpellatioun. Do kënnen mer op alle Fall driwwer diskutéieren. Wat de Retard vun den Tarifier an der Médecine de l'environnement ubelaangt, ...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

...fillen ech mech net responsabel. Esouwäit ech weess, leien déi Virschléi oder läit eng Demande bei der AMMD vir. Ech sinn op alle Fall ganz gäre bereet fir an déi Richtung matzagoen, fir déi Saach also ze ënnerstëtzen, sou zwar dass Är Motioun, déi Dir eraginn hutt, mir eisichter sympathesch ass.

Ganz ofschléissend awer vläicht nach just zwee Wuert zum Jugement vum Conseil d'Etat, dee mech dach awer trotzdem terribel iwwerrascht huet, an deem Mooss dass ech d'Konklusioun vum Conseil d'Etat net kann novollzéien, an dat wat den Artikel 6 ubelaangt. Éischtens emol reprochéiert de Conseil d'Etat do, dass mer net iwwer d'Commission de nomenclature gefueer sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wär näischt méi einfach gewiescht fir mech wéi iwwer déi Commission de nomenclature ze fueren, well ech hu bal néierens méi eng sécher Majoritéit wéi justement do. An deem prezise Fall, well de Minister vun der Santé zwee Vertrieeder huet, de Minister vun der Sécurité sociale och zwee, dat maachen der op eng Persoun direkt véier. An et sinn och nach zwee vun den Dokteren dran. Ech gleewe kaum, dass d'Doktere géint sech do gestëmmt hätten. Zwar wär dat ganz ganz einfach gewiescht, mä et ass jo awer esou: An deem Fall konnt d'Commission de nomenclature guer näischt maachen, excepté wann et sech ëm nei Akten handelt. Bei alen Akten, wann do eppes soll revaloriséiert ginn, muss kompenséiert ginn duerch eng entsprechend Baisse vun aneren Akten. Dat heescht also, et war net méiglech hei dee Caractère unique an exceptionnel vun deem heite Gesetz am Kader vun der Commission de nomenclature ze regelen.

Déi zweet Observatioun déi ech maachen, dat ass dass de Conseil d'Etat och erstaunlecherweis d'Retroaktivitéit vun dese Mesurë kritiséiert. Ech wëll net weider drop agoen. Den honorabelen Här Rapporteur huet schonn éinescht drun

erënnert, dass am Gesetz vum 1. Januar 2001, wat d'Laboen a wat d'Infirmieren ubelaangt, Mesurë geholl gi sinn, justement déiselwecht Mesurë vu Retroaktivitéit, déi eng an déi dote Richtung, déi aner an déi méi negativ Richtung. Deemools hu mer kee Commentaire kritt vum Conseil d'Etat. Esou dass ech elo Schwieregkeeten hunn, fir d'Observatioun an deem Fall novollzéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt domadder ofgeschloss. Ech si fest iwwerzeegt, dass mer hei mat deem Projet de loi Gerechtegkeet schafe fir eis Dokteren, dass dee Moment och nees méi Zefriddenheet bei eisen Dokteren opkënt, dass mer eppes gemaach hu fir d'Revalorisatioun vum Beruff a besonnesch vun deene Sparte wou mer risquéieren e Manktum an Zukunft ze hunn. Ech gleewe an fest un d'Engagement dat d'AMMD mer ginn huet, dass, wa se d'Gefill hunn, anstänneg an objektiv behandelt ze ginn, se och wäerten an Zukunft hëllefen, am Kader vun deem ganze System vum 1992er Gesetz positiv matzschaffen. Och dat ass eng Viraussetzung fir kënnen déi verschidden Abüen ze bekämpfen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Articlekele vum Projet de loi 5130 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Articleken 1 bis 6 si gelies an ugehall.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen dann elo of iwwer dee virleiene Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si ent-hale sech.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech géif lech bieten opzepasst. Mir stëmmen elo of iwwer d'Gesetz, de Vote ass amgaangen. Also, deen derfir ass stëmmt mat Jo, deen dergéint ass mat Neen.

De Projet de loi ass ugeholl mat 40 Jo-Stëmmen an 19 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sinnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helmingier, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zaussi;

M. Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zu de Motiounen déi abuecht gi sinn. Do hu mer d'Motioun 1 vum Här Mars Di Bartolomeo. Se ass schréfflech ausgedeeelt ginn, se ass explizéiert ginn. Dir hutt den Text virun lech leien a mir kéinten direkt ofstëmmen. Den Här Jaerling freet d'Wuert.

Motion 1

M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, ech wëll just soen, dass mer déi Motioun do net kënnen stëmmen, well mer et einfach ze leed fannen, fir elo vum Stat eng weider Participatioun ze fuerderen, ouni dass aner Spuermoosname versicht ginn, esou wéi mir se proposéiert hunn. Wéi zum Beispill mat den Akzisen, en Deel vun den Akzisen ze erhéijen an déi an d'Krankekeesen ze iwwerdreien. Ech mengen et soll ee fir d'éischt kucken esou Mesuren anzeleeden, ier een eng direkt zousätzlech Participatioun vum Stat verlaangt. Do fir kënnen mer mat där doter Motioun net d'accord sinn.

(Interruption)

M. le Président.- Mir stëmmen dann of iwwert d'Motioun 1.

Vote

Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 46 Nee- an 13 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Motion 2

An da kéime mer zur Motioun 2, déi den ADR, den Här Colombero, abuecht huet.

Vote

Ass do e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 2 ass verworf mat 47 Nee-, 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly

Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Motion 3

Da fuere mer weider mat der Motioun 3. Dat ass d'Motioun vum Här Colombero, déi Der och schréfflech virleien hutt.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 3 ass verworf mat 40 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Jos Scheuer;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Motion 4

An dann d'Motioun 4, och vum Här Colombero.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 4 ass verworf mat 39 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 13 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly

Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Motion 5

An da kéime mer un d'Motioun 5.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 5 ass verworf mat 34 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 18 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun 6.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun 6 ass verworf mat 47 Nee-, 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marco Schank), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Motion 7

An dann hu mer d'Motioun 7 vum Här Jean Huss.

Ass do e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Et ass gutt.

(Interruption)

M. Jean Asselborn (LSAP).- Neen, Här Weiler, den Apparat huet net gegräff. Dir braucht lech net opzereegen. Et ass alles an der Rei.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Mä dat ass well bei eis eenzel Saachen net mat ofgestëmmt ginn, Här Weiler. Muss ech lech dat och matdeelen? Da soen ech lech et. Mir hunn e puer Mol dass Leit vun eis, obscho se am Sall sinn, net figuréieren um Vote. Weem säi Feeler et och ëmmer ass, dat ginn ech redresséieren. Dat ass meng eenzeg Opreegung.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun 7. Et ass déi vum Här Jean Huss.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

(Interruptions)

Une voix.- Här President, mä Computer geet net.

(Interruptions)

M. le Président.- Mir vermierken dat. Weem säi geet nach net? Also mir korrigéieren dat.

D'Motioun 7 ass verworf mat 34 Nee-, 24 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

S'est abstenu: M. Jacques-Yves Henckes.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wär dat Kapitel ofgeschloss. Ier mer de Huis clos ausschwätzen, well mer nach eng Partie Naturalisatioun virhuele mussen, wëll ech - wéi dat eng Traditioun ass - nach e puer Wuert un lech riichten.

3. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo geschwënn um Enn vun eiser leschter Sitzung ukomm. Dir hutt elo Sommervakanz natierlech.

An dëser parlamentarescher Sessioun war de Krich am Irak sécherlech aus internationaler Sicht dee Punkt, mat deem sech d'Chamber am meeschte beschäftigt huet. An der Irakfro ass kloer ginn, dass duerch dat ënnerschiddlecht Behuele vun de Memberstate vun der Europäescher Union d'Europäer an enger wichtiger Fro sech net eens waren. Vu Kohäsion konnt een an dësem Zusammenhang kaum schwätzen.

Huet Europa sech bei dëser Erausforderung net grad vu senger beschter Säit gewisen, sinn op anere Pläng um europäeschen Niveau massgeblech Fortschreiter ze verzeechne gewiescht. Den 12. an den 13. Dezember 2002 huet de Conseil européen um Sommet zu Kopenhagen eng histoiresch Etapp an Europa agelaut, wéi decidéiert ginn ass, an d'Europäeschen Union den 1. Mee 2004 zéng nei Memberen opzehuelen. D'Beitrittsvertrag heizou goufen de 16. Abrëll 2003 zu Athen ënnerschriwwen. Domadder huet d'Gesicht vun Europa sech verännert. Déi beschte Viraussetzung si geschaaft ginn, fir dass een alen europäeschen Dram an Erféllung soll goen, nämlech dee vu Fridden, Sécherheet, Demokratie a Chancéglaichheet fir all déi Nationen, déi op dësem Kontinent liewen a sech ënnert deemselwechten europäeschen Daach zu gemeinsam gedeelte Wäerter bekenne.

Dësen Ajustement verlaangt awer och eng Upassung, e Renouveau vum dem institutionellen a politeschen Europa. Dëst war dann och eng Zilsetzung vum europäesche Konvent, deen doriwwer eraus Propositionen ze maachen hat fir d'Bild vun Europa an der Welt aneschtens ze gestalten.

Schliesslech goung et och drëms, konkret Propositionen ze maachen iwwert d'Roll, de Fonctionnement an d'Evolutioun vun der Union an Europa dem Bierger méi no ze bréngen, Europa méi einfach ze gestalten. Den europäesche Konvent huet seng Aarbechten ofgeschloss. An och wann dat Dokument dat virläit vläicht net déi absolut Vollkommenheet huet, verschidde Punkte bleiwe sécherlech

nach ze klären. An alle Fäll huet de Konvent seng Missioun global geseinn erfëllt.

Domadder ass e weidere wichtige Schrëtt an der europäescher Integratiounsgeschicht geschriwwen ginn. Et ass elo un der Regierungskonferenz, fir déi definitiv Konklusionen aus den Aarbechte vum Konvent ze zéien. Ech wëll dann och vun hei aus eise Vertrieder am Konvent villmools merci soe fir déi vill a konstruktiv Aarbecht, déi si am Laf vun dëser Sessioun an eiser aller Numm an dësem Kader geleescht hunn, an dat niewent hirer normaler parlamentarescher Aktivitéit.

Op nationalem Plang huet Lëtzebuerg sech och weiderhin den Erausforderunge vun der Zäit gestallt. Dat ass duerch déi an Europa virherrschend wirtschaftlech Situatioun net méi einfach ginn. Am éischten Trimester vun dësem Joer huet den Eurostat festgestallt, dass de Wirtschaftswuesstem an Europa un d'Stoe komm ass. D'Stagnatioun huet am europäesche Wirtschaftsraum Fouss gefaasst. Verschidde Länner kenne souguer d'Rezessioun a si gezwongen, déif gräifend Strukturreform virzehuelen.

Och Lëtzebuerg muss op der Wuecht sinn. Eise järeleche Wuesstem ass wäit vun deenen héije Pourcentage vum deene virregte Joren ewech. Och wann déi lescht Zuele vum Statec eng lücht Reprise undeiten, ass nach ëmmer Virsiicht gebueden. Mir musse weider bestreift sinn, hei zu Lëtzebuerg ee kompetitiivt Ëmfeld fir d'Entreprises ze schafen, ob iwwert dee steierleche Wee, d'Verein-fachung vun de Prozeduren oder der verbesserter Organisatioun vun den öffentleche Servicer.

Och musse mer eise Leit déi néideg Ausbildung a Fortbildung zoukomme loosse fir sech um Aarbechtsmaart behaapten ze kënnen. Am leschte Joer huet d'Chamber sech och weiderhi mat der Adaptatioun vun der sozialer Gesetzgebung beschäftegt, an d'Sécherheet vum Land a vu senger Bierger stoung méi wéi eng Kéier am Méttelpunkt vun eisen Diskussiounen.

D'Chamber huet sech schliesslech och an dëser Sessioun weider mat den aktuelle gesellschaftleche Problemer beschäftegt. Et sief hei nëmmen un déi eefel Heures d'actualité, aacht Orientéierungsdebatten, siwen Interpellatiounen a verschidden aner Debatten ernéiert. An deene leschten néng Méint huet d'Chamber net manner wéi 123 Gesetzestexten gestëmmt. An zwielef Froestonnen huet d'Regierung zu 82 Froe Stellung bezunn. Doniewent ass se bis elo mat 422 Froe befaasst ginn. Fir déi parlamentaresch Aarbechten, déi a 75 öffentleche Sitzungen évacuéiert gi sinn, virzebereeden, hunn déi 29 Kommissiounen ronn 400 Mol getagt.

D'Chamber huet an dëser Sessioun och wéi an der Vergaangenheit hir bilateral Relatiounen mat anere Parlamenten gefleegt. Esou hate mer d'Éier, d'Presidente vum amerikaneschen, russeschen, mongoleschen an hollänneschen Parlament esou wéi de President vun Europaparlament hei zu Lëtzebuerg op offiziellem Besuch ze empfänken. D'Premierministere vu Frankräich, Portugal, Eisträich a Vietnam haten an der Chamber Entrevuë mam Bureau an de Membre vun der Commission des Affaires étrangères. Dat war och de Fall fir eng chinesesch Delegation, den europäesche Médiateur, den Ausseminister vum Iran, vu Serbien-Montenegro a vill Vertrieder vun internationalen Organisatiounen. De Büro vun der Chamber war fir säin Deel op offizierler Visite beim russeschen Parlament.

Dës Sessioun war leider och gekennzeichnet duerch de Verloscht vun eisem Vize-President, dem Willy Bourg, dee bis zum Schluss, trei zu senger Prinzipien an lwwer-

zeegungen, senger parlamentareschen Aktivitéiten nogaangen ass.

Ech wëll all deenen, déi op eng eegen Aart a Weis um legislative Prozess deelgeholl hunn, villmools merci soen, ob dat d'Regierung, de Statsrot, d'Chambres professionnelles, d'Forces vives vun der Natioun oder d'Personal vun der Chamber, vun de politesche Fraktiounen an der Sensibilitéit politiqué sinn.

Och wann d'Chamberaarbechten an der Kontinuitéit am Interesse vun de Bierger iwwert d'Vakanzenzäit weiderginn, wëll ech lech, eisem Personal, der Press an de Sécherheetsorganen eng schéi Vakanz wënschen. Ech hoffen, dass Dir lech am Krees vun Ärer Famill an Äre Frënn gutt erhuele kënnt, well vum Hierscht un erwaart eis net nëmmen ee gudden Deel Aarbecht, well dës Legislaturperiod an den Endspurt geet, fir vill heibane bedeit dat ee grouse Méi un Asaz. Niewent der parlamentarescher Aarbecht, déi gemaach muss ginn, wäert och de Wahlkampf hisichtlech dem Stéchedag vum 13. Juni 2004 munch Zäit an Usproch huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wäert mer um Enn vun eiser öffentlecher Sitzung ukomm. Ech géif lech alleguerten also nach eng Kéier eng schéi Vakanz wënschen an dann de Huis clos erkläre fir mat eiser geheimer Sitzung virunzefueren.

4. Demandes en naturalisation

De Huis clos ass heimat ausgesprach.

* * *

Mir huelen déi öffentlech Sitzung erëm op.

D'Chamber ass mat 113 Demandes en naturalisation saisiert ginn. Sou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm a Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, eng virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat zwielef Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläre.

Liste des demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés en sa séance non publique du 17 juillet 2003

AGAAJANI GAVGANI Rahim, né le 23.07.1946 à Tabriz (Iran), demeurant à Mondercange. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AGAAJANI Rahim.

AHADZADEH GHANNAD Azizeh, née le 19.11.1946 à Rasht (Iran), demeurant à Mondercange. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AHADZADEH Azizeh.

AGAAJANI GAVGANI Shahram, né le 01.01.1976 à Tabriz (Iran), demeurant à Luxembourg. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AGAAJANI Shahram.

AGAAJANI GAVGANI Shahrzad, née le 14.07.1977 à Tabriz (Iran), demeurant à Mondercange. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AGAAJANI Shahrzad.

ANDRADE ALVES Marcelino, né le 09.06.1966 à Nossa Senhora de Ajuda/Fogo (Cap-Vert), demeurant à Rumelange.

ANZIL Giorgio Telesforo, né le 18.09.1959 à Udine (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette.

GALAFATE Sonia Lolita, née le 08.08.1960 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette.

BANZA Mutambayi, né le 22.10.1951 à Mbujimayi (Rép. démocratique du Congo), demeurant à Differdange.

MAKOLO BATENA Brigitte, née le

03.11.1963 à Kinshasa (Rép. démocratique du Congo), demeurant à Differdange.

BEBON Pascal, né le 25.08.1962 à Strasbourg (France), demeurant à Belvaux.

OHNMACHT Martine Marie Rose, née le 12.08.1963 à Strasbourg (France), demeurant à Belvaux.

BERAN Robert, né le 15.11.1969 à Martin (Slovaquie), demeurant à Berchem.

BERMES Katharina, née le 25.07.1937 à Ernzen (Allemagne), demeurant à Bech.

BILIR Nurettin, né le 14.03.1943 à Yenipazar (Turquie), demeurant à Bivels.

CIVERA Marie Thérèse Cécile, née le 16.10.1961 à Scy-Chazelles (France), demeurant à Belvaux.

CLAPIZ Laura, née le 14.02.1968 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg.

CULUM Nenad, né le 29.03.1965 à Gnjilane (Yougoslavie), demeurant à Soleuvre.

DA COSTA AFONSO Mario Jorge, né le 03.10.1982 à Ribalonga/Alijo (Portugal), demeurant à Consdorf. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de AFONSO Mario Jorge.

DA GRAÇA Patronilo José, né le 30.05.1944 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Niederkorn.

DO ROSARIO Maria Antonia, née le 05.01.1952 à Santo Crucifixo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Niederkorn.

DE ALMEIDA Rogerio Manuel, né le 16.09.1969 à Espinho/Mortagua (Portugal), demeurant à Schengen.

DE JESUS OLIVEIRA Luiza Maria, née le 03.08.1964 à Paul/Covilha (Portugal), demeurant à Betten-dorf. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de OLIVEIRA Luiza Maria.

DE PINA FORTES Antonio, né le 25.11.1963 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Schifflange.

GOMES VIEIRA Milicia do Rosario, née le 10.07.1970 à São Miguel (Cap-Vert), demeurant à Schifflange.

DEESOM Hom, née le 13.06.1961 à Prachinburi (Thaïlande), demeurant à Luxembourg.

DEHLINGER Richard Jean, né le 04.12.1969 à Sarreguemines (France), demeurant à Differdange.

RODRIGUES Maria Auxiliadora, née le 04.08.1973 à Nossa Senhora do Rosario (Cap-Vert), demeurant à Differdange.

D'HERBAIS DE THUN Michel, né le 29.05.1976 à Watermael-Boitsfort (Belgique), demeurant à Differdange.

DI BARI Angela, née le 10.08.1968 à Luxembourg, demeurant à Howald.

DINEV Boris, né le 19.08.1955 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Hef-fingen.

DENCHEVA Vanya, née le 19.07.1954 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Hef-fingen.

DINEV Dimitar, né le 17.04.1981 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Hef-fingen.

DOS SANTOS Alvaro Candido, né le 28.01.1960 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Niederkorn.

DOS SANTOS MIRANDA LOPES Maria Teresa, née le 26.02.1958 à Torres Vedras (Portugal), demeurant à Senningerberg. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MIRANDA Thérèse.

DUPREZ Manfred Joseph, né le 28.07.1965 à St-Vith (Belgique), demeurant à Wilwerdange.

HERMANN Margaretha, née le 22.11.1966 à Waimes (Belgique), demeurant à Wilwerdange.

EL OUAHABI Rabia, née le 00.00.1965 à Bni Arousse (Maroc), demeurant à Luxembourg.

ESTEVEZ MARTINS Isac, né le 02.09.1975 à Luxembourg, demeurant à Esch-sur-Alzette.

FABER Ulrich Hermann, né le 27.03.1945 à Heidelberg (Allemagne), demeurant à Bridel.

MIRUS Anne Maralde, née le 11.04.1942 à Berlin (Allemagne), demeurant à Bridel.

FELICINI Margherita Aniese, née le 05.09.1957 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette.

FLOR Claudia Helena, née le 03.11.1974 à Santo Crucifixo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette.

FREIRE MONTEIRO José Alberto, né le 05.06.1982 à Nossa Senhora da Graça/Praia (Cap-Vert), demeurant à Pétange.

GERARD Alexandre Serge Pascal, né le 11.10.1980 à Senlis (France), demeurant à Esch-sur-Alzette.

GERARD Serge Marcel, né le 30.04.1950 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à Esch-sur-Alzette.

NOWAK Mireille Josette Hélène, née le 25.05.1948 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à Esch-sur-Alzette.

GOSSET Anne Michèle Yvette, née le 17.07.1967 à Uccle (Belgique), demeurant à Senningerberg.

HAUPRICH Iris, née le 23.03.1963 à Dudweiler (Allemagne), demeurant à Grevenmacher.

HERNANDEZ TORRES Maria Ligia, née le 02.08.1956 à La Mesa/Cundinamarca (Colombie), demeurant à Luxembourg.

HODZIC Jonuz, né le 20.05.1955 à Gornje Vrbica (Yougoslavie), demeurant à Differdange.

HOFFMANN Beate, née le 30.07.1960 à Merzig (Allemagne), demeurant à Schengen.

HORMANS Jacqueline, née le 26.10.1964 à Gilze en Rijen (Pays-Bas), demeurant à Alscheid.

IBARRA SILVAN Maria Cecilia, née le 23.06.1961 à Montevideo (Uruguay), demeurant à Esch-sur-Sûre.

INOCENCIO NEVES Gertrudes, née le 06.01.1964 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Pétange.

JIANG Youxiang, né le 03.01.1953 à Jiangsu (Chine), demeurant à Consdorf.

ZHOU Ayuan, née le 10.06.1956 à Jiangsu (Chine), demeurant à Consdorf.

JORET Josiane Marie Flore Ghislaine, née le 28.06.1951 à Ferrières (Belgique), demeurant à Brouch.

JUKIC Mirko, né le 09.08.1965 à Zepce (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz.

HAJRALHOVIC Munevera, née le 06.07.1966 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Born.

KALUS Joanna Ludwina, née le 13.06.1928 à Swierklaniec (Pologne), demeurant à Luxembourg.

LAURENT Benoit, né le 11.02.1970 à Messancy (Belgique), demeurant à Pétange.

LAURENT Roland Albert, né le 30.06.1943 à Athus (Belgique), demeurant à Pétange.

MAGDONELLE Marie-Louise Fernande Ghislaine, née le 17.04.1944 à Athus (Belgique), demeurant à Pétange.

LEONARDY Georg Kurth Jean, né le 14.05.1973 à Malmedy (Belgique), demeurant à Heinerscheid.

POSCH Nathalie, née le 24.10.1976 à Malmedy (Belgique), demeurant à Heinerscheid.

LIMOSANI Michele, né le 03.02.1972 à Luxembourg, demeurant à Strassen.

LIOTINO Andrea, né le 08.07.1964 à Luxembourg, demeurant à Bertrange.

NARRACCI Vita, née le 08.11.1963 à Luxembourg, demeurant à Bertrange.

LIU Xinnian, né le 03.12.1961 à Shanghai (Chine), demeurant à Ingeldorf.

LIU Qi, née le 21.02.1965 à Shanghai (Chine), demeurant à Ingeldorf.

MAUDUIT Sébastien Luc Thomas, né le 04.04.1975 à Luxembourg, demeurant à Olm.

MOREIRA DA COSTA Otilio, né le 25.04.1970 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Schifflange.

GOMES DA MOURA Cesaltina, née le 14.04.1973 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Schifflange.

NDOLI Alphonsine, née le 25.07.1961 à Rubavu (Rwanda), demeurant à Belvaux.

NGUYEN Thi Ngoc Hien, née le 28.01.1978 à Ho Chi Minh (Vietnam), demeurant à Bascharage.

NGUYEN Thi Ngoc Tram, née le 13.08.1976 à Ho Chi Minh (Vietnam), demeurant à Bascharage.

NGUYEN Van Hoa, né le 01.03.1954 à Phu Nhuan (Vietnam), demeurant à Bascharage.

DO Thi Hong Phung, née le 23.01.1954 à Saigon (Vietnam), demeurant à Bascharage.

NINGANYADI Gerald Ejezie, né le 12.12.1975 à Amamputu-Uli (Nigeria), demeurant à Esch-sur-Alzette.

OCKO Irena, née le 08.04.1973 à Zagreb (Croatie), demeurant à Belvaux.

OLIVEIRA TORRES Domingos, né le 28.08.1978 à Vila Verde (Portugal), demeurant à Wintrange. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de TORRES Domingos.

PAOLUCCI Vittoria, née le 28.01.1974 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Schifflange.

PENNACCHIOLI Emanuella Mathilde Julia, née le 24.03.1967 à Pétange, demeurant à Differdange.

PERRICHON Stéphanie, née le 06.01.1971 à Luxembourg, demeurant à Frisange.

PINTO SARGAÇO Carlos Manuel, né le 21.07.1967 à São Julião da Figueira da Foz/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Differdange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de PINTO Carlos Manuel.

GALVEZ PLANELLS Rose-Marie, née le 01.08.1969 à Differdange, demeurant à Differdange. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GALVEZ Rose-Marie.

RAFFAELLI Natascha, née le 10.12.1974 à Differdange, demeurant à Clemency.

RAKIC Dragan, né le 06.07.1969 à Osecina (Yougoslavie), demeurant à Pétange.

RAMALHO Maria Inacia Catarina, née le 25.02.1974 à Luxembourg, demeurant à Bridel.

RIVERA Lourdes, née le 02.05.1962 à Santo Domingo (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg.

SAHOVIC Zehra, née le 15.05.1965 à Ljajlica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange.

SANTOS JOAQUIM João Manuel, né le 20.04.1965 à São Domingos de Benfica/Lisboa (Portugal), demeurant à Differdange.

ANDRESINI Anna, née le 20.01.1971 à Differdange, demeurant à Differdange.

SANTOS SANTIAGO Carlos Manuel, né le 20.06.1972 à Sangalhos/Anadia (Portugal), demeurant à Mamer.

SCHMITT Horst Albert, né le 07.12.1950 à Ferschweiler (Allemagne), demeurant à Reisdorf.

BORSUTZKI Monika Ingeborg, née le 10.11.1949 à Königsfeld (Allemagne), demeurant à Reisdorf.

SCHWEICHER Yves Marie Pierre Louis, né le 06.03.1956 à Arlon (Belgique), demeurant à Dudelange.

SERBAN Bogdan Cezar, né le 06.02.1963 à Slatina (Roumanie), demeurant à Leudelange.

MARGINEANU Anca Liliana, née le 30.10.1968 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Leudelange.

SKENDEROVIC Rifat, né le 20.12.1966 à Trpezi (Yougoslavie), demeurant à Differdange.

HODZIC Medina, née le 15.10.1974 à Godijevo (Yougoslavie), demeurant à Differdange.

SULCEBE Sigrid, née le 25.10.1977 à Tirana (Albanie), demeurant à Belvaux.

SULTAN Shawkat Abid, né le 01.07.1956 à Thiqr (Iraq), demeurant à Senningerberg.

AL KERWI Ala'a Ali, née le 22.01.1963 à Bassorah (Iraq), demeurant à Senningerberg.

TEIXEIRA PINHO Serafim de Jesus, né le 19.10.1973 à Luxembourg, demeurant à Kayl. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de PINHO Serafim.

VAN DER KLEIJ Marit Christine, née le 25.09.1961 à Amsterdam (Pays-Bas), demeurant à Rosport.

VLASTELIN Damir, né le 31.05.1973 à Lampertheim (Allemagne), demeurant à Diekirch. La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de VLASTELIN Damien.

VOSS Ingrid, née le 07.01.1957 à Tettang (Allemagne), demeurant à Steinsel.

WELTER Michael, né le 22.12.1964 à Luxembourg, demeurant à Dudelange.

XIE Zhu Jun, née le 22.07.1961 à Shanghai (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette.

XU Yorg Bin, né le 26.12.1964 à Zhejiang (Chine), demeurant à Lintgen.

ZHANG Hong, née le 06.10.1966 à Zhejiang (Chine), demeurant à Lintgen.

YASKIN Timophei, né le 31.01.1982 à Mogilev (Belarus), demeurant à Helmsange.

* * *

Domadder, Kolleginnen a Kollegen, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.31 heures)

Sommaire des séances publiques

5059 - Projet de loi

- 1) portant création de l'Université du Luxembourg;
- 2) modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;
- 3) abrogeant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur;
- 4) modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales;
- 5) modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;
- 6) modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant
 - a) réforme de la formation des instituteurs,
 - b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et
 - c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire;
- 7) modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

et

4540 - Proposition de loi autorisant le gouvernement à créer

1. l'établissement public "Université européenne Terres Rouges" et

2. autorisant cet établissement public à participer comme membre fondateur au groupement européen d'intérêt économique "Campus universitaire européen Terres Rouges" à Esch-sur-Alzette pages 925-944

5130 - Projet de loi modifiant le chapitre V "Relations avec les prestataires de soins" du livre I^{er} du Code des assurances sociales pages 944-954

Discours de M. le Président pages 954-955

Demandes en naturalisation pages 955-956

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN&MORE, agence en communication, Luxembourg



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Clôture de la session ordinaire 2001-2002 et ouverture de la session ordinaire 2002-2003	page 1	6) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux	pages 63-66	4786 - Projet de loi portant approbation des Amendements au préambule, aux articles I; II; III; V; VI; VII; IX; X; XII; XIII; XIV; XV; XVI; XVII; XVIII; XXI et à l'annexe A de la Convention portant création de l'Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite "EUTEL-SAT" tels qu'ils ont été adoptés à la 26ème réunion de l'Assemblée des Parties à Cardiff, le 20 mai 1999	pages 89-90
Confirmation de la composition du Bureau	page 1	4928 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie en matière de sécurité sociale, signée à Ljubljana, le 1 ^{er} octobre 2001	pages 66-67	Résolutions de M. François Bausch et de M. Lucien Weiler sur l'exécution de la décision du 15 mai 2002 de la Chambre des Députés d'instituer une convention sur l'avenir du Luxembourg	pages 90-93
Election du Secrétaire général de la Chambre des Députés	page 1	4935 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande sur la sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 30 novembre 2001	page 67	Communications	pages 94-95
Composition des commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales	page 1	4795 - Projet de loi portant approbation		Ordre du jour	page 95
Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	page 1	- de l'Acte final de la Conférence diplomatique sur le Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues		Dépôt d'une motion sur la situation en Iran	page 95
Discours de M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés	pages 1-2	- du Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues		Dépôt d'une résolution	page 95
Hommage à la mémoire de M. Alain Schaack, ancien Député	page 2	- du Protocole additionnel concernant le passage du régime de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route du 12 février 1981 au régime des dispositions pertinentes de la version coordonnée du texte de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" amendée à Bruxelles en 1997, y compris son Annexe IV signés à Bruxelles, le 27 juin 1997	pages 67-68	Dépôt d'un projet de loi	page 95
Communications	pages 2-3	4790 - Projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:		Dépôt d'une proposition de loi	page 95
Ordre du jour	pages 3-4	1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;		Dépôt d'une motion sur la situation en Iran	page 99
Dépôt d'un projet de loi	page 4	2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés	pages 68-69	Motion de M. François Bausch sur la situation en Iran et	
4784 - Projet de loi relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance	pages 4-9	Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 6 novembre 2002	page 70	Motion de M. Jean-Paul Ripinger sur la situation en Iran	pages 99-100
Communications	page 10	Communications	page 70	Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relative à l'approbation des comptes de l'exercice 2001 de la Cour des Comptes	page 100
4871 - Projet de loi portant création d'un second établissement d'enseignement secondaire technique à Esch-sur-Alzette	pages 10-13	Retrait du rôle d'un projet de loi	page 70	4881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001	pages 100-102
4978 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif et modifiant l'article 1 ^{er} de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif	pages 13-18	Ordre du jour	pages 70-71	Dépôt de deux propositions de loi	page 102
Ordre du jour	page 19	Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur la situation du marché de l'emploi	pages 74-78	4837 - Projet de loi portant approbation du sixième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, de la Convention, du Règlement général et de l'Arrangement signés au Congrès postal universel de Beijing le 15 septembre 1999	pages 102-103
Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution	page 19	4581 - Projet de loi concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales	pages 78-83	4930 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Niederanven et de Sandweiler	pages 103-104
Motion de M. Jean Asselborn sur la situation en Irak	pages 20-23	5028 - Projet de loi portant reconduction des mesures transitoires prévues à l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 4 novembre 1997 portant modification des articles 2, 12, 22 et 26 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement	pages 84-85	4856 - Projet de loi relatif aux produits biocides	pages 104-107
4977 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement		4911 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ljubljana, le 2 avril 2001	pages 85-86	Communication	page 108
et		Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution	page 86	5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003:	
4908 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement	pages 23-36	5026 - Proposition de loi de M. Norbert Hauptert modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie	page 86	- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	pages 108-111
Communication	page 37	4427 - Projet de loi portant approbation de la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, faite à La Haye, le 25 octobre 1980	pages 86-87	- Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances	pages 112-116
Retrait du rôle de deux propositions de loi	page 37	4912 - Projet de loi		- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget	pages 116-118
Ordre du jour	pages 37-38	- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites "INTELSAT", adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;		- Discussion générale	pages 119-137 pages 138-147 pages 148-164
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications	page 40	- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites "INTELSAT", adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;		- Rapport complémentaire de la Commission des Finances et du Budget	pages 188-189
Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur les conclusions du Sommet de Johannesburg	pages 40-44	- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978	pages 88-89	- Discussion générale	pages 189-200
Dépôt d'une proposition de loi	page 42			- Lecture du texte du projet de loi	page 200
4731 - Projet de loi portant création d'un établissement public nommé "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte"	pages 44-46			- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel	page 200
Communications	page 47			- Motions	pages 200-202
4889 - Projet de loi réglementant le repérage de télécommunications et portant modification du Code d'Instruction Criminelle				Communications	page 119
et				Ordre du jour	page 119
4886 - Proposition de loi portant réglementation du repérage de télécommunications et modifiant le Code d'Instruction Criminelle	pages 47-53			Communication	page 138
Débat d'orientation concernant la réforme de la législation sur les délégations du personnel, les comités mixtes et la représentation des salariés dans les conseils d'administration	pages 53-62			Communication	page 148
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution	page 63			5008 - Projet de loi portant approbation de la "Vereinbarung über die Gestattung der Durchreise ausreisepflichtiger jugoslawischer Staatsangehöriger", signée à Berlin, le 21 mars 2000	page 165
4867A - Projet de loi portant:				5009 - Projet de loi portant approbation	
1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;				- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant;	
2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;				- du Protocole sur l'application de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement fédéral de la République Fédérale de Yougoslavie relatif à la reprise et la réadmission de personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant, signés à Belgrade, le 19 juillet 2002;	
3) modification de la loi du 1 ^{er} août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;					
4) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;					
5) modification de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet					
1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;					
2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;					

5010 - Projet de loi portant approbation	Communications	page 236	Dépôt d'une proposition de loi	page 316
- de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier;	Ordre du jour	page 236	Motion adoptée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire suite au rapport spécial de la Cour des Comptes sur le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales	pages 318-320
- du Protocole d'application de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Hongrie et les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signés à Luxembourg, le 23 janvier 2002	5052 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2001	pages 236-243	Dépôt d'un projet de loi	page 321
et	4897 - Projet de loi modifiant		Communications	pages 321-322
5011 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la République Slovaque, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bratislava, le 21 mai 2002	1° la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale		Ordre du jour	pages 322-324
5031 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée Technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange	2° le code des assurances sociales		Dépôt d'une motion	page 323
5007 - Projet de loi portant modification de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux	3° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat	page 243	Motion de Mme Renée Wagener concernant la recherche historique sur la Seconde Guerre mondiale	
Communications	4768 - Projet de loi portant approbation du Protocole, établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1996		et	
Retrait du rôle d'un projet de loi	4794 - Projet de loi portant approbation		Motion de Mme Renée Wagener relative aux personnes portées disparues en Europe de l'Est pendant la Seconde Guerre mondiale	pages 329-330
Ordre du jour	- de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;		Motion de M. Ben Fayot relative à l'Ecole européenne et au Centre polyvalent de l'enfance	pages 330-331
Communication	- de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995		5035 - Proposition de révision des articles 51, paragraphe (6) et 52, alinéa 3 de la Constitution	pages 331-335
Ordre du jour	et		4967 - Projet de loi portant approbation	
5053 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum	4903 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relatif au champ d'application du blanchiment de revenus dans la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen de transport dans la Convention, signé à Bruxelles, le 12 mars 1999		- de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994 et à Minneapolis, le 6 novembre 1998;	
et	4933 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire	pages 243-245	- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994) et de Minneapolis (1998)	page 335
4995 - Proposition de loi de M. Lucien Lux portant modification de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum	5021 - Projet de loi portant		4788 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995	pages 335-336
4694 - Projet de loi portant	- création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;		4885 - Projet de loi électorale et portant modification	
1. transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;	- modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant	pages 251-256	- de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clerveaux, Hachiville et Oberwampach	
2. réglementation du contrôle de l'application du droit du travail	5037 - Projet de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières		- de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé	
Hommage à la mémoire de Monsieur Ernest Petry, député honoraire	et		- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher	
4917 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un centre intégré pour personnes âgées à Mamer;	5058 - Proposition de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières	pages 256-258	- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg	pages 337-350 pages 353-362
4926 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un centre intégré pour personnes âgées à Mamer	Discours de fin d'année	page 258	Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire	pages 350-353
et	Allocution de M. le Président	page 259	Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire	pages 362-373
4923 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la transformation, la modernisation et l'extension de l'Institut St-Joseph à Betzdorf	Communications	page 259	Dépôt d'un projet de loi	page 374
Dépôt d'une proposition de loi	Ordre du jour	pages 259-260	Débat d'orientation relatif à la Convention sur l'avenir de l'Europe	pages 374-386
4825A - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale du Travail N°172 concernant les conditions de travail dans les hôtels, restaurants et établissements similaires, adoptée par la Conférence internationale du travail à Genève, le 25 juin 1991	Dépôt d'une proposition de loi	page 263	Ordre du jour	page 386
et	Dépôt de deux motions par Mme Renée Wagener	page 263	Hommage à la mémoire de Monsieur le Député Willy Bourg, Vice-Président de la Chambre des Députés	page 387
4825B - Projet de loi portant	Interpellation de M. Georges Wohlfart au sujet de la politique du Gouvernement concernant le développement de la région Nord du Grand-Duché	pages 263-274	Ordre du jour	page 387
1. réglementation de la durée de travail des ouvriers, apprentis et stagiaires occupés dans l'hôtellerie et la restauration;	4961 - Projet de loi portant approbation de l'amendement à la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention à Sofia, le 27 février 2001	pages 274-275	Communications	pages 387-388
2. modification a) de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant réglementation du louage de service des employés privés, b) de l'article 5bis de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie et c) de l'article 1 ^{er} de la loi modifiée du 26 février 1993 concernant le travail volontaire à temps partiel	Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution	page 276	Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG concernant la situation des services d'accueil et de soins d'urgence dans les hôpitaux luxembourgeois	pages 390-393
Dépôt d'une proposition de loi	4915 - Débat d'orientation sur l'étude PISA (Program for International Student Assessment) réalisée dans les pays de l'OCDE	pages 276-294	4968 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Vienne sur le droit des traités, signée à Vienne, le 23 mai 1969 et de son Annexe	page 393
4927 - Projet de loi concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la Communauté européenne des créances relatives à certains impôts, cotisations, droits, taxes et autres mesures	Dépôt de trois projets de loi	page 292	5063 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet d'extension du Lycée Technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg	pages 393-396
5016 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un immeuble administratif situé à Luxembourg, route d'Esch	Interpellation de M. Gast Gibéryen au sujet de la problématique du nombre important de faillites	pages 295-305	5017 - Projet de loi relatif à la location avec option d'achat de deux immeubles administratifs destinés aux institutions européennes	pages 396-398
5033 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG et par le groupe socialiste au sujet d'une éventuelle guerre en Irak	pages 306-311	5087 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2001	pages 398-400
pages 235-236	5004 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique	pages 311-318	Débat de consultation sur l'évolution de la crise internationale concernant l'Irak	pages 400-414

Retrait du rôle du projet de loi 3170 portant modification de la loi du 20 juillet 1869 sur la presse	page 415	4959 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, le 6 octobre 1999		4925 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes handicapées âgées à Frisange	pages 595-598
Ordre du jour	page 415	et		5049 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République slovaque sur la sécurité sociale, signée à Bratislava, le 23 mai 2002	page 598
Vérification des pouvoirs et prestation de serment de M. Marcel Sauber	pages 415-416	4960 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à la huitième réunion des Etats Parties le 22 mai 1995	pages 527-528	Communication	page 599
Nomination d'un Vice-Président de la Chambre des Députés	page 416	Débat de consultation sur le programme directeur d'aménagement du territoire	pages 528-542	4891 - Projet de loi modifiant	
Composition des délégations auprès des assemblées internationales et des commissions parlementaires	page 416	Communications	page 542	1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;	
5050 - Débat d'orientation "La situation économique et sociale des femmes"	pages 416-429	Retrait du rôle du projet de loi 3176 concernant la diffusion d'oeuvres cinématographiques sous forme de supports d'images destinés à la vente ou à la location	page 542	2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;	
Communication	page 429	Ordre du jour	page 542	3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat;	
Interpellation de M. Marc Zanussi sur l'élaboration d'un plan sectoriel Transport pour le Bassin minier	pages 429-432 pages 432-441	Déclaration de politique étrangère présentée par Madame Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	pages 542-546	4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat;	
Dépôt d'une proposition de loi	page 432	Communication	page 546	5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;	
Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société Nationale de Crédit et d'Investissement	page 441	Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la position luxembourgeoise dans les discussions européennes concernant la révision de la politique agricole commune	pages 546-550 page 553	6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire	pages 599-614
Communication	page 441	Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet du développement alarmant du chômage au Luxembourg	pages 550-552 pages 552-553	Ordre du jour	page 615
4934 - Débat d'orientation sur la médecine palliative, l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie	pages 441-455	Dépôt d'un projet de loi	page 552	Communications	page 615
Communications	page 455	Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la situation de l'enseignement musical dans les différents ordres du système scolaire, dans les conservatoires, dans les différentes écoles de musique ainsi que dans les associations culturelles	pages 553-557	Accueil de M. Fidel V. Ramos, ancien Président de la République des Philippines	page 615
4781 - Projet de loi concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance et abrogeant l'article 7 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur	pages 455-459	Débat sur la politique étrangère	pages 558-567	Interpellation de M. François Bausch au sujet de la politique ferroviaire	pages 615-628
4789 - Projet de loi portant approbation		5024 - Projet de loi modifiant		Dépôt d'un projet de loi	page 625
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée relatif au transport aérien, signé à Luxembourg, le 27 septembre 2000;		1) la loi du 19 avril 1996 autorisant le Gouvernement à participer comme membre fondateur, à accorder une aide financière annuelle à la "Fondation Henri Pensis" et modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu		Communications	page 628
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Inde relatif au transport aérien, signé à New Delhi, le 8 janvier 2001	pages 459-460	2) la loi du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne et transposition de la directive 2001/38/CE du 5 juin 2001 modifiant la directive précitée		Etablissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'Etat	pages 628-629
4833 - Projet de loi portant approbation		3) la loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé "Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster"	pages 567-570	Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la mortalité des hêtres	pages 629-631
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Région Administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998;		4949 - Projet de loi relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg	pages 570-574	4976 - Projet de loi portant approbation	
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Népal relatif aux services aériens signé à Luxembourg, le 18 juin 1999; - de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 13 et 21 juillet 1998 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique amendement l'Accord relatif aux services aériens, signé à Luxembourg, le 19 août 1986, tel qu'il a été amendé par Accord sous forme d'échange de lettres du 6 juin 1995	page 460	4857 - Projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1999	pages 574-577	- de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Hongrie sur la coopération dans le domaine du tourisme, signée à Budapest, le 3 novembre 1995	
4904 - Projet de loi portant approbation		Ordre du jour	page 577	- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Malte sur la coopération dans le domaine du tourisme, signé à la Valette, le 16 octobre 1992	pages 631-632
- de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, faite à Stockholm, le 15 décembre 1992		4966A - Projet de loi portant approbation		5057 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, et l'Acte final y afférent et de l'échange de lettres remplaçant la signature de l'Accord, signé à Luxembourg, le 9 avril 2001	pages 632-633
- du Protocole financier établi conformément à l'article 13 de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, adopté à Prague, le 28 avril 1993	pages 460-461	1. du Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997;		Ordre du jour	page 633
Débat de consultation sur la police	pages 462-474	2. de l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987		Ordre du jour	page 634
Ordre du jour	page 474	et		Communications	page 634
Communications	page 475	4966B - Projet de loi sur le transfèrement des personnes	pages 577-579	Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le projet pilote dans le cycle inférieur de l'EST	pages 637-641
Ordre du jour	page 475	Interpellation de M. Lucien Weiler sur les crues et inondations	pages 579-589	Communications	page 642
Heure d'actualité sur la situation en Irak	pages 475-478	4975 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, fait à New York, le 25 mai 2000	pages 589-590	Composition de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports	page 642
5030 - Projet de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles	pages 484-486	Communications	page 591	Ordre du jour	page 642
5015 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 5ième augmentation du capital de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe	page 486	Ordre du jour	page 591	5029 - Projet de loi concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé et portant abrogation des articles 83 à 87 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire	pages 642-657
Débat d'orientation "Les négociations de la commission européenne dans le cadre de l'OMC relatives à la libéralisation des services AGCS et leurs conséquences"	pages 487-498	4924 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la modernisation, la transformation et l'extension du Château de Heisdorf en centre intégré pour personnes âgées	pages 594-595	Dépôt d'une motion par M. Nicolas Strotz relative à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre	page 657
4821 - Débat d'orientation sur la politique du logement du Gouvernement	pages 499-516	Communications	page 591	4942/5032 - Projet de loi modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire	pages 657-661
5055 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Musique Amplifiée sur la Friche Industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette		Ordre du jour	page 591	Communication	page 661
et		4737 - Proposition de loi portant création d'un établissement public nommé "Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin"	pages 517-527	4635 - Projet de loi sur les marchés publics	pages 661-680 pages 687-689

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat pages 681-686 pages 692-716 pages 717-722 pages 722-733	Débat d'orientation relatif au document final retenu par la Convention sur l'avenir de l'Europe et Résolution du groupe LSAP relative à la tenue d'un référendum sur un futur Traité instituant une Constitution européenne pages 770-784	5141 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République Slovaque, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003 et
Dépôt d'une proposition de loi page 686	Dépôt d'une proposition de loi page 785	5142 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Slovénie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003 pages 839-847
Dépôt d'une motion par M. Jos Scheuer relative à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre pages 686-687	Interpellation de M. Jeannot Krecké sur la politique du Gouvernement concernant les services publics pages 785-803	4929 - Projet de loi autorisant l'Etat à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les localités regroupées autour du lac de la Haute-Sûre pages 847-851
Motions de M. Nicolas Strotz et de M. Jos Scheuer relatives à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre pages 689-691	4944 - Projet de loi portant approbation de l'Accord portant création de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin, signé à Paris, le 3 avril 2001 pages 803-805	4836 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, faite à Montréal, le 28 mai 1999 pages 851-852
Communications page 692	5064 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires pages 805-807	4874 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Montréal, le 24 février 1988, pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal, le 23 septembre 1971 page 852
Dépôt par M. Nicolas Strotz d'une nouvelle version de la Motion 1 relative à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre page 722	4970 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, fait à La Haye, le 15 août 1996 pages 807-808	4941 - Projet de loi sur le raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-Européen pages 852-856
Motions relatives à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre page 733	4721 - Projet de loi - portant approbation de la Convention de La Haye du 1 ^{er} juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance; - portant nouvelle réglementation des contrats fiduciaires, et - modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers pages 808-810	5018 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines pages 856-858
Ordre du jour page 735	4919 - Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice 2) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat pages 810-812	5022 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Trinité et Tobago tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à encourager le commerce international et l'investissement, signée à Luxembourg, le 7 mai 2001 page 858
Communications page 735	Communications page 813	5043 - Projet de loi relatif à l'augmentation du capital de la Banque Européenne d'Investissement pages 858-859
Ordre du jour page 735	5082 - Projet de loi complétant la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire pages 813-816	Hommage à la mémoire de M. René Burger, député honoraire page 859
Vérification des pouvoirs et prestation de serment de Mme Nancy Arendt pages 737-738	4818 - Projet de loi portant approbation de l'Accord cinématographique entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Française et des Annexes 1 à 5, signés à Cannes, le 18 mai 2001;	Communications pages 859-860
Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées internationales page 738	5025 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002 et	Rapport de la Commission d'enquête "Transports routiers internationaux" pages 860-872
5097 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 octobre 2001 pages 738-740	Présentation d'un bilan sur l'industrie cinématographique luxembourgeoise par M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications pages 816-823	Dépôt d'une proposition de loi page 861
Communication page 741	Hommage à la mémoire de M. Georges Margue, député honoraire page 824	4827 - Projet de loi relatif aux personnes handicapées et portant modification 1. de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat, 2. de la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé, 3. de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, 4. de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, 5. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales, 6. de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, 7. de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, 8. de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension et 9. du Code des assurances sociales pages 872-875 pages 876-882
Heure d'actualité au sujet des délais des procès en matière pénale (débat demandé par le groupe LSAP) pages 741-744	Communications page 824	4801 - Projet de loi sur la violence domestique portant modification 1) de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police; 2) du code pénal; 3) du code d'instruction criminelle; 4) du nouveau code de procédure civile pages 882-890
4991 - Projet de loi portant modification de certains articles du code pénal pages 746-748	Ordre du jour pages 824-825	5085 - Projet de loi portant - modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés pages 890-892
5072 - Projet de loi portant 1. modification de l'article 46 et de l'article 56-2 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et 2. introduction des articles 37-2 et 78-2 dans la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif pages 748-749	Ordre du jour page 827	5158 - Projet de loi portant renforcement du cabinet des juges d'instruction près le tribunal d'arrondissement de
Communications page 749	5102 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'un bâtiment pour le Centre de Recherche Public Henri Tudor et le Centre de Technologie de l'Education à Luxembourg-Kirchberg pages 828-829 page 839	
Ordre du jour page 749	4954 - Projet de loi portant 1) répression du terrorisme et de son financement 2) approbation de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, ouverte à la signature à New York en date du 10 janvier 2000 pages 829-839	
Dépôt de deux propositions de loi pages 749-750	5136 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Bulgarie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003;	
5105 - Projet de loi relatif à l'adhésion du Luxembourg à la Banque Asiatique de Développement pages 754-755	5137 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République d'Estonie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003;	
5073 - Projet de loi modifiant la loi du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers pages 755-761	5138 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Lettonie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003;	
Ordre du jour page 761	5139 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Lituanie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003;	
Communications pages 761-762	5140 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la Roumanie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003;	
5083 - Projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001 pages 762-765 pages 768-769		
Dépôt d'un projet de loi page 764		
5122 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 765-768		
4807 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour l'application 1. de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives 2. du règlement n° 17 du Conseil de la Communauté européenne du 6 février 1962, pris en exécution des articles 85 et 86 du Traité de Rome 3. du règlement (CEE) n° 4064/89 du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises page 769		
4997 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2001 pages 769-770		
Communications page 770		
Octroi de l'honorariat de ses fonctions à M. Ady Jung page 770		
Ordre du jour page 770		
Dépôt d'une proposition de loi page 770		

Luxembourg et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire pages 892-893

4863A - Projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

4863B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement

et

Interpellation de M. Camille Gira sur l'application de la loi commodo-incommodo pages 893-904

4832 - Projet de loi instituant un médiateur

et

4798 - Proposition de loi sur l'instauration d'une ombudspersonne pages 904-911

4609 - Proposition de loi relative à la réhabilitation des volontaires de l'Espagne républicaine pages 911-914

5003 - Projet de loi portant réorganisation de l'Institut vitivinicole pages 914-918

5115 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles, signé à Bruxelles, le 20 juin 2002 page 918

5143 - Projet de loi portant modification des articles XXIV et XXX de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 pages 918-924

5114 - Projet de loi portant modification

a) de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

b) de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel;

c) de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes;

d) du code des assurances sociales page 924

5059 - Projet de loi

1) portant création de l'Université du Luxembourg;

2) modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

3) abrogeant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur;

4) modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales;

5) modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

6) modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs,

b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire;

7) modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

et

4540 - Proposition de loi autorisant le gouvernement à créer

1. l'établissement public "Université européenne Terres Rouges" et

2. autorisant cet établissement public à participer comme membre fondateur au groupement européen d'intérêt économique "Campus universitaire européen Terres Rouges" à Esch-sur-Alzette pages 925-944

5130 - Projet de loi modifiant le chapitre V "Relations avec les prestataires de soins" du livre I^{er} du Code des assurances sociales pages 944-954

Discours de M. le Président pages 954-955

Heure de questions au Gouvernement:

Question N° 241 du 15 octobre 2002 de Monsieur le Député Marco Schank relative à la valorisation du site des anciennes ardoisières de Haut-Martelange, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 38

Question N° 242 du 15 octobre 2002 de Monsieur le Député Ben Fayot relative à la politique d'information des citoyens sur le futur élargissement de l'Union européenne, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur page 38

Question N° 243 du 15 octobre 2002 de Monsieur le Député Marcel Glesener relative au second référendum irlandais pour la ratification du traité de Nice, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pages 38-39

Question N° 244 du 15 octobre 2002 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant le changement des compétences au niveau des Ministères de la Famille et de l'Education nationale des structures d'accueil et plus particulièrement en relation avec les devoirs à domicile, adressée conjointement au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports page 39

Question N° 245 du 11 novembre 2002 de Monsieur le Député Gusty Graas relative à la 8^{ème} conférence des Parties de la convention sur le climat ayant eu lieu du 30 octobre au 1^{er} novembre 2002 à New Delhi, adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement page 71

Question N° 246 du 12 novembre 2002 de Monsieur le Député Ben Fayot relative aux 75 projets de eLuxembourg en cours de réalisation, adressée au Ministre délégué aux Communications pages 71-72

Question N° 247 du 12 novembre 2002 de Monsieur le Député Camille Gira relative au bilan de la campagne contre la peste porcine, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 72-73

Question N° 248 du 12 novembre 2002 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à la prochaine assemblée générale de l'Union des Caisses de maladie et les discussions autour du déconventionnement des médecins, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 73

Question N° 249 du 12 novembre 2002 de Madame la Députée Renée Wagener concernant la situation des enfants de réfugiés qui sont nés au Luxembourg, adressée au Ministre de la Justice pages 73-74

Question N° 250 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Nico Loes relative à l'information du citoyen sur les dangers potentiels dans certains pays, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pages 95-96

Question N° 251 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Jos Scheuer relative aux horaires de travail des salariés du secteur commercial au cours du mois de décembre, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 96

Question N° 252 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative au problème des pierres d'emparement pour le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, adressée au Ministre des Travaux publics page 96

Question N° 253 du 3 décembre 2002 de Madame la Députée Mady Delvaux-Stehres relative aux intentions du ministère d'abolir à partir du 2^{ème} trimestre de l'année scolaire courante une classe terminale du Lycée technique Michel Lucius, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports page 96

Question N° 254 du 3 décembre 2002 de Madame la Députée Renée Wagener relative aux expériences du projet "partageons l'égalité - Gleichheit teilen" dans l'enseignement précoce, préscolaire et primaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports page 96

Question N° 255 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Ben Fayot relative aux orientations des propositions des premiers ministres du BENELUX à la Convention sur l'avenir de l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pages 96-97

Question N° 256 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative à la campagne de publicité en relation avec la politique de coopération, adressée au Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense page 97

Question N° 257 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Ben Fayot relative à la position du Gouvernement sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne en vue du Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pages 97-98

Question N° 258 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative à la situation économique extrêmement difficile des installations dites "collectives" de l'agriculture luxembourgeoise à Mersch et ailleurs, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 98

Question N° 259 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Ben Fayot relative aux propositions faites par le Vice-Président de la Commission, M. Kinnock au sujet du site de Luxembourg, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pages 98-99

Question N° 260 du 3 décembre 2002 de Monsieur le Député Georges Wohlfart relative à la création d'un nouveau bâtiment sur un nouveau site du Lycée technique agricole, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports page 99

Question N° 261 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Ady Jung relative à l'application directe du taux super-réduit de 3% de TVA pour les promoteurs, adressée au Ministre des Finances page 260

Question N° 262 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à l'introduction du service partiel (25,50 et 75%) dans la fonction publique, adressée au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative page 260

Question N° 263 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas relative à la législation concernant les établissements classés, adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement pages 260-261

Question N° 264 du 27 janvier 2003 de Monsieur le Député Jean Huss relative aux problèmes d'approvisionnement de la population en eau potable lors de la contamination accidentelle des sources d'eau, adressée au Ministre de l'Intérieur page 261

Question N° 265 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Lucien Weiler relative au traitement des gaz de la décharge SIDEC, adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement page 261

Question N° 266 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative aux libertés syndicales, adressée au Premier Ministre pages 261-262

Question N° 267 du 28 janvier 2003 de Madame la Députée Renée Wagener relative à l'inscription des personnes non luxembourgeoises sur les listes électorales, adressée au Ministre de l'Intérieur page 262

Question N° 268 du 24 février 2003 de Madame la Députée Agny Durdu au sujet des projets de construction de nouveaux lycées, adressée au Ministre des Travaux publics page 388

Question N° 269 du 6 février 2003 de Monsieur le Député Jean Asselborn relative à la position actuelle du gouvernement luxembourgeois au sujet du conflit avec l'Irak, adressée au Premier Ministre

traitée conjointement avec la

Question N° 270 du 11 février 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes relative à l'aide militaire de l'OTAN à la Turquie, adressée au Premier Ministre pages 324-327

Question N° 271 du 10 février 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot sur le rapport de l'ancien secrétaire général du Ministère, M. Alphonse Berns concernant le fonctionnement du Ministère, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

traitée conjointement avec la

Question N° 272 du 10 février 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes relative au rapport respectivement la note de décembre 2002 de l'ancien Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pages 327-329

Question N° 273 du 21 février 2003 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet d'une restructuration éventuelle de l'Inspection du Travail et des Mines, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

traitée conjointement avec la

Question parlementaire N° 2050 du 19 février 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes relative à l'audit de l'Inspection du travail et des mines réalisé par le BIT pages 388-389

Question N° 274 du 24 février 2003 de Monsieur le Député Jean Huss relative aux problèmes soulevés au sujet d'une station relais pour téléphones portables à Dudelange, adressée au Ministre de la Santé page 389

Question N° 275 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet des plans d'aménagement particuliers, adressée au Ministre de l'Intérieur page 480

Question N° 276 du 24 février 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet de l'implantation à Luxembourg-Gare d'un foyer d'accueil pour les toxicomanes et d'un local d'injection, adressée au Ministre de la Santé pages 389-390

Question N° 277 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet de la sécurité au centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice (traitée conjointement avec les questions Nos 280 et 281 et la question urgente 2095) pages 480-482

Question N° 278 du 25 février 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant l'accord "maintien de l'ordre" du service de la police luxembourgeoise avec le gouvernement belge et les conséquences qui en résultent pour les personnes concernées, adressée au Ministre de l'Intérieur page 388

Question N° 279 du 25 février 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à l'accord conclu entre le gouvernement et l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé page 390

Question N° 280 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet de la sécurité au centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice (traitée conjointement avec les questions Nos 277 et 281 et la question urgente 2095) pages 481-482

Question N° 281 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant l'évasion de deux détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig et les dysfonctionnements constatés, adressée au Ministre de la Justice et au besoin au Ministre de l'Intérieur (traitée conjointement avec les questions Nos 277 et 280 et la question urgente 2095) pages 481-482

Question N° 282 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Jean Colombera concernant la concentration de polluants à Schifflange, adressée au Ministre de la Santé et au Secrétaire d'Etat à l'Environnement page 482

Question N° 283 du 29 avril 2003 de Madame la Députée Nelly Stein au sujet des seuils d'intervention en matière de contamination de dioxines et autres substances nocives, adressée au Ministre de la Santé page 592

Question N° 284 du 28 avril 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet de la peste aviaire et les mesures de prévention, adressée au Ministre de la Santé page 592

Question N° 285 du 29 avril 2003 de Monsieur le Député Robert Garcia au sujet du statut de certaines catégories de chargés d'éducation de l'enseignement postprimaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports pages 592-593

Question N° 286 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet du lycée prévu pour le canton de Clervaux, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports pages 482-483

Question N° 287 du 14 mars 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de la Convention Européenne, adressée au Premier Ministre page 480

Question N° 288 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Lucien Lux concernant la mise en place et le fonctionnement d'une structure de concertation tripartite pour la lutte contre le stress et le mobbing, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 478-479

Question N° 289 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant la préretraite ajustement ARCELOR et la préretraite solidarité, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 479

Question N° 290 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les suites dans le projet de construction du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, adressée au Ministre de la Santé page 483

Question N° 291 du 18 mars 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet de l'observatoire de la participation politique des femmes, adressée au Ministre de la Promotion féminine page 483

Question N° 292 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant une fusion envisagée entre MECAN-ARBED Dommeldange et Paul Wurth S.A., adressée au Ministre de l'Economie page 478

Question N° 293 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les demandes d'agrément de semences génétiquement modifiées, adressée au Ministre de la Santé pages 483-484

Question N° 294 du 28 avril 2003 de Monsieur le Député Jean Colombera au sujet des mesures préventives prises afin d'éviter la survenance et la propagation de l'épidémie du SRAS (SARS), adressée au Ministre de la Santé page 593

Question N° 295 du 29 avril 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de l'indexation des salaires au coût de la vie, adressée au Ministre de l'Economie pages 593-594

Question N° 296 du 13 mai 2003 de Madame la Députée Marie-Josée Frank au sujet du forfait d'éducation, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse page 634

Question N° 297 du 12 mai 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet du profil des enseignants du précoce, du préscolaire et du primaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports pages 634-635

Question N° 298 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Robert Garcia au sujet de l'introduction de la nouvelle section G au sein du cycle supérieur de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports page 635

Question N° 299 du 12 mai 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet des suites à donner aux initiatives énoncées lors du mini-sommet sur la défense européenne du 29 avril 2003, adressée au Ministre de la Défense page 635

Question N° 300 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet des infrastructures adéquates pour l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue au Nord du pays, adressée au Ministre de l'Intérieur page 736

Question N° 301 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les conséquences du développement actuel de l'Euro, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 636

Question N° 302 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo au sujet de l'état de la procédure dans le projet de construction du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, adressée au Ministre aux Relations avec la Parlement page 636

Question N° 303 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo au sujet de l'accueil téléphonique des administrés à la Caisse nationale des Prestations familiales, adressée au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative (Mme la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a fourni la réponse) page 736

Question N° 304 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Emile Calmes au sujet de l'application de loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ASFT), adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse pages 736-737

Question N° 305 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant la construction d'une nouvelle laiterie par l'association agricole LUXLAIT, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 737

Question N° 306 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet du statut et du fonctionnement de la société coopérative "Spidolswäscherei", adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 750

Question N° 307 du 16 juin 2003 de Monsieur le Député Jeannot Krecké au sujet des conclusions des groupes de travail issus de la table ronde sur les pensions de l'année 2001, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 750

Question N° 308 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet de l'interruption de l'alimentation en eau potable du réservoir principal à Eschdorf à partir de la station de traitement à Esch-sur-Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur page 750

Question N° 309 du 16 juin 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet des retours des demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre de la Justice pages 750-751

Question N° 310 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet de la stratégie gouvernementale en matière de réduction des émissions à effet de serre, adressée au Ministre de l'Environnement page 751

Question N° 311 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet du prochain sommet de la Grande Région, adressée au Ministre de l'Intérieur page 751

Question N° 312 du 17 juin 2003 de Madame la Députée Maggy Nagel au sujet du financement des installations du Syndicat intercommunal pour la collecte, l'évacuation et l'élimination des ordures ménagères et industrielles (SIGRE) en provenance des communes de la région de Grevenmacher, Remich et Echternach, adressée au Ministre de l'Intérieur page 752

Question N° 313 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet du conflit social entre l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois et les syndicats du secteur santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 752

Question N° 314 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Patrick Santer au sujet des problèmes juridiques se posant au niveau de la création d'un lieu d'injection (Fixerstuff), adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 752

Question N° 315 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet des résultats de la récente enquête Eurobaromètre sur les attitudes vis-à-vis de la discrimination, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse pages 752-753

Question N° 316 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet du projet de Constitution élaboré par la Convention sur l'avenir de l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur page 753

Question N° 317 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet du problème des surqualifications de nombreux candidats à l'examen-concours pour l'admission au stage dans la fonction publique, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative pages 753-754

Question N° 318 du 8 juillet 2003 de Monsieur le Député Lucien Weiler au sujet des recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics pages 825-826

Question N° 319 du 8 juillet 2003 de Monsieur le Député Lucien Lux concernant les modalités d'attribution du forfait d'éducation, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse page 826

Question N° 320 du 8 juillet 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet d'une amnistie fiscale belge, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 826

Question N° 321 du 8 juillet 2003 de Monsieur le Député Camille Gira au sujet de l'implantation d'une deuxième Ecole européenne à Mamer, adressée au Ministre des Travaux publics page 826

Question N° 322 du 8 juillet 2003 de Monsieur le Député Xavier Bettel au sujet des systèmes de sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice pages 826-827

Question N° 323 du 8 juillet 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo au sujet de la prise en charge des frais bancaires lors de virements aux ayants droit de prestations de l'Etat, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 827

Question N° 324 du 8 juillet 2003 de Monsieur le Député Claude Meisch au sujet de l'organisation de la journée "En ville sans ma voiture 2003", adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement page 827

Question N° 325 du 8 juillet 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet des marchés publics, adressée au Ministre des Travaux publics pages 827-828

Questions avec débat:

Question avec débat N° 26 de M. Jean Colombera relative à l'aspect biomédical à l'école pages 87-88

Question avec débat N° 27 de M. Marc Zanussi sur les réseaux ferroviaires internationaux passant par le Grand-Duché de Luxembourg pages 186-187

Question avec débat N° 28 de M. Serge Urbany relative à l'ONU et les relations futures entre Etats pages 636-637

Question avec débat N° 29 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché des télécommunications;

Question avec débat N° 30 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché du gaz et

Question avec débat N° 31 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché de l'électricité pages 744-746

Questions urgentes:

Question urgente 1847 de M. Jos Scheuer relative à la pollution bactérienne de l'eau potable page 4

Question urgente 1852 de M. Robert Mehlen relative aux activités terroristes sur notre territoire national pages 19-20

Question urgente 1850 de M. Ben Fayot relative à la base légale pour la création de la "School of Finance" pages 39-40

Question urgente N° 1961 de M. Camille Gira relative au rapport intermédiaire général sur l'enquête de l'accident aérien du 6 novembre 2002 pages 185-186

Question urgente N°1996 de M. Serge Urbany relative aux nouvelles mesures contre l'Irak page 306

Question urgente N°2094 de M. Jean Colombera relative aux conseils généraux de sécurité du Ministère des Affaires étrangères aux voyageurs au Proche-Orient pages 479-480

Question urgente N°2095 de M. Alex Bodry relative à la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig (traitée conjointement dans le cadre d'une heure de questions au Gouvernement avec les questions Nos 277, 280 et 281) pages 480-482

Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (CR N° 4) pages 107-108

Demandes en naturalisation (CR N° 8) pages 320-321

Demandes en naturalisation (CR N° 14) page 590

Demandes en naturalisation (CR N° 15) pages 614-615

Demandes en naturalisation (CR N° 22) pages 955-956

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 22 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2234	Gusty Graas	Remise en état des autoroutes belges E 411 et E 25 menant à Bruxelles
2245	Jean Colombera	Fonctionnement du PET (Positron Emission Tomography) au Centre hospitalier
2249	Robert Mehlen	Honoraires d'architectes pour le projet "Musée d'art moderne Grand-Duc Jean"
2250	Marc Zanussi	Consommation d'énergie électrique des administrations publiques
2251	Jeannot Krecké	Multiplications des agressions au passage souterrain du Centre Aldringen
2253	Mars Di Bartolomeo Ben Fayot	Dossier de candidature pour "Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la culture 2007"
2255	Mars Di Bartolomeo	Travail à temps partiel
2258	Mars Di Bartolomeo	Police grand-ducale
2259	Mars Di Bartolomeo	Police judiciaire
2260	Serge Urbany	Refolement prévu des élèves provenant de l'ex-Yougoslavie
2266	Patrick Santer	Voitures de fonction
2268	Mars Di Bartolomeo	Procédure de règlement collectif des dettes en cas de surendettement
2273	Gusty Graas	Validité des licences des pilotes luxembourgeois
2274	Laurent Mosar	Concours d'architectes
2278	Marc Zanussi	Egalité de traitement en matière d'emploi et de travail
2280	Claude Wiseler	Service rééducatif ambulatoire (SREA)
2290	Marco Schank	Agrandissement du Lycée Technique d'Ettelbruck
2298	Aly Jaerling	Plan directeur sectoriel stations de base pour réseaux publics de communications mobiles
2304	Mars Di Bartolomeo	Implantation d'une concession de pharmacie dans la commune de Roeser
2305	Mars Di Bartolomeo	Armes à feu en propriété privée
2309	Aly Jaerling	Examen théorique pour le permis de conduire

Question 2234 (25.6.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant la remise en état des autoroutes belges E 411 et E 25 menant à Bruxelles:

Pour des raisons de remise en état en trois phases les autoroutes belges E 411 et E 25 menant à Bruxelles vont être fermées à partir du 1er septembre prochain, et ceci pour une durée totale de trois années. Ces travaux auront sans doute un impact sur le trafic indigène, étant donné que nombreux frontaliers utilisent ces routes quotidiennement pour se rendre sur leur lieu de travail au Grand-Duché de Luxembourg. S'y ajoute encore le trafic élevé des camions et le passage des touristes pendant la saison estivale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

- Est-ce que la planification des travaux en question a été préalablement discutée avec les autorités luxembourgeoises?

- Quel sera l'impact sur le trafic de nos autoroutes, et le cas échéant, les routes adjacentes?

- Est-ce que des mesures spéciales sont envisagées afin de garantir une fluidité aussi normale que possible du trafic?

Réponse (12.8.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable député Monsieur Gusty Graas je puis fournir les précisions suivantes:

La planification des travaux en question n'a pas été discutée préalablement avec les autorités luxembourgeoises. Seule une réunion d'information entre centres de gestion de trafic, dont le CITA, le CRICR-EST de Metz et le PEREX de Namur a eu lieu le 6 juin 2003 au Centre PEREX dans le but de coordonner la gestion du trafic entre la Belgique, la France et le Luxembourg, suivant la situation établie à l'époque.

Un impact sur le trafic de nos autoroutes et routes adjacentes est improbable vu que depuis le 25 juin, date de la présente question parlementaire, le programme initial des travaux - qui prévoyait des fermetures complètes de certains tronçons des autoroutes E411 et E25 - a été modifié complètement suite aux pressions des riverains et entreprises vivant du trafic de la E411 et de la E25. Le Ministre wallon des Travaux publics, Michel Daerden, a présenté lors d'une conférence de presse le 8 juillet dernier un nouveau planning des travaux suivant lequel le trafic pourrait être maintenu sur une à deux voies par sens de circulation selon les endroits. L'adjudication initiale a été annulée et doit être renouvelée en intégrant la nouvelle solution retenue qui prévoit la réalisation des travaux en trois phases de six mois (mars - août) entre 2004 et 2006. Des travaux préparatoires, notamment la pose d'un revêtement hydrocarboné face aux zones qui seront en travaux l'année prochaine entre Habay et Neufchâteau, commenceront dès l'automne 2003.

Suite à cette nouvelle situation, des mesures spéciales garantissant une fluidité aussi normale que possible du trafic ne sont pas nécessaires sur le territoire luxembourgeois.

Question 2245 (2.7.2003) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le fonctionnement du PET (Positron Emission Tomography) au Centre hospitalier:

Le 25 juin 2003 a eu lieu au CHL l'inauguration du PET (Positron Emission Tomography). Cependant d'après mes informations le PET ne serait pas encore opérationnel.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état de chose et dans l'affirmative est-ce qu'il peut donner des explications quant au non-fonctionnement du PET?

2. Quand est-ce que le PET sera fonctionnel?

3. Quelle est la formation des techniciens ou des médecins opérant le PET?

4. Est-ce que des spécialistes étrangers ont été engagés pour la formation du personnel et des médecins, notamment en ce qui concerne l'interprétation des résultats?

5. En matière de diagnostic, quel est le pourcentage dans l'établissement de résultats faux positifs et résultats faux négatifs?

Réponse (4.8.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Contrairement aux informations dont fait état l'honorable parlementaire le PET installé au Centre hospitalier de Luxembourg est opérationnel depuis le 17 juin 2003.

La formation des techniciens, à savoir les ATM de radiologie, qui opèrent le PET comprend une formation dans un centre PET à l'étranger (formation générale sur le PET) et au Luxembourg (formation spécifique sur l'équipement installé au CHL).

Quant aux médecins, l'accès au PET est ouvert aux médecins spécialistes en médecine nucléaire du Centre hospitalier et des autres hôpitaux du pays à ce dûment agréés. Le comité de gestion mis en place pour cet équipement a défini les critères d'agrément. Actuellement quatre médecins ayant tous suivi une formation pratique sur le PET à l'étranger disposent d'un agrément. Le CHL engagera en plus un médecin spécialiste en médecine nucléaire avec expérience en PET pour les seuls besoins de l'exploitation de cet appareil.

Les données relatives à chaque patient seront enregistrées dans une base de données. Une évaluation qualitative annuelle sera réalisée sous l'autorité du comité scientifique. Il est actuellement trop tôt pour se prononcer sur le pourcentage des résultats faux positifs ou faux négatifs.

Question 2249 (3.7.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les honoraires d'architectes pour le projet «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean»:

Am Zesummenhank mat dem Bau vum «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean», am Volleksmond Pei-Musée genannt, zirkulière Behaauptungen an der Öffentlechkeet, déi et - fir falsche Rumeuren entgéintzewierken - verdéngen, kloer-gestallt ze ginn.

Ënner anerem geet Rieds vun engem Betrag vun 217 Mio. Frang, deem ufanks 1996 un den Här Pei oder säin Architektbüro iwwer ganz verschidde Fongen oder Budgetsposte bezuelt gi wären.

Dat féiert mech derzou fir folgend Froen ze stellen:

1. Wéi vill huet den Här Pei resp. dee betreffenden Architektbüro bis haut un Honorairé fir de Projet vum «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean» bezuelt kriit?

2. Vu wat fir Fongen oder Budgetsposte sinn dës Honorairé bezuelt ginn?

Réponse (13.8.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les honoraires d'architectes versés à ce jour dans le cadre de la construction du «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean», j'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe un tableau détaillé reprenant les liquidations effectuées par le département des Travaux publics en faveur des architectes avec les imputations budgétaires respectives (tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés). Il en ressort que les paiements de 1991 et 1992 ont été effectués sur l'article 55.3.72.010 de la loi budgétaire, que les factures 1993 et 1997 ont été payées sur les crédits du

Fonds d'investissement public administratif et qu'à partir de l'année 1999, l'immobilière S.C.I. 3 Echehlen a assuré les paiements dans le cadre du préfinancement du projet.

Question 2250 (4.7.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la consommation d'énergie électrique des administrations publiques:

Suite à la conclusion d'un contrat de fourniture avec un fournisseur allemand spécialisé en énergie verte, la compagnie de distribution d'énergie électrique du Grand-Duché Cegedel propose maintenant la livraison d'énergie électrique à 100% écologique du nom de «nova naturstrom».

Etant donné les engagements pris par le Luxembourg en matière de protection climatique, je demandais récemment (question N° 2203) à Monsieur le Ministre de l'Economie s'il n'était pas envisageable d'alimenter avec cette nouvelle énergie écologique toutes les administrations publiques situées dans les différentes localités du pays et approvisionnées en ce moment par Cegedel.

Monsieur le Ministre de l'Economie ne se trouvant pas concerné par ce sujet, j'adresse ma question à Madame la Ministre des Travaux publics tout en sachant bien que la consommation des administrations publiques est énorme et dépasse probablement la quantité d'énergie électrique qui serait disponible.

Réponse (19.8.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

En règle générale, ce sont les ministères de tutelle qui prennent en charge les coûts engendrés par la consommation d'énergie électrique des administrations et services tombant sous leur autorité, de sorte que l'Administration des Bâtiments publics ne dispose pas des données y relatives.

Les factures d'électricité payées directement par l'Administration des Bâtiments publics se rapportent aux bâtiments occupés par les ministères eux-mêmes respectivement par des communautés d'administrations publiques diverses ainsi qu'aux bâtiments à caractère spécial, tels que le Palais grand-ducal, la Chambre des Députés ou encore l'ascenseur reliant la Ville-Haute au Grund.

Il faut relever que les frais d'électricité pris en charge par l'Administration des Bâtiments publics ne représentent donc qu'une faible partie de l'ensemble des frais totaux de la consommation d'énergie électrique des institutions publiques.

Sur les quelque 100 bâtiments concernés, il s'avère que 35 sont approvisionnés par la CEGEDEL tandis que les autres sont facturés par la Ville de Luxembourg qui n'a pas conclu de convention avec CEGEDEL selon la formule «nova naturstrom» mais envisage à moyen terme une propre formule de tarification d'énergie écologique.

A la connaissance de l'Administration des Bâtiments publics, CEGEDEL adapterait la convention avec ses fournisseurs en fonction de la demande en énergie électrique écologique de sorte qu'actuellement l'on ne soit pas en mesure d'évaluer les disponibilités d'approvisionnement. Il appert que CEGEDEL propose une formule de facturation du courant écologique à 0,025 € supplémentaire par kWh, si bien que le montant supplémentaire à envisager pour les 35 bâtiments en question, en cas de fourniture dudit courant à 100 %, s'élèverait donc à 32.000 € par an.

Question 2251 (7.7.2003) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant les multiplications des agressions au passage souterrain du Centre Aldringen:

Suite à la multiplication des agressions (attaques sauvages avec blessures des victimes, tentatives de viol etc.) ayant eu lieu pendant les dernières semaines au passage souterrain du Centre Aldringen, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Combien de plaintes ont été déposées suite à des agressions commises au Centre Aldringen au cours du premier semestre 2003 et quelle a été la gravité des infractions y commises?

- Quelles mesures ont été adoptées dans le passé pour prévenir de telles agressions?

- Quelles sont les réactions du Gouvernement et de la Ville de Luxembourg face à l'augmentation récente du nombre et de la gravité de ces agressions?

M. le Ministre ne croit-il pas qu'il est inadmissible de tolérer un «ilot de non loi» en plein centre ville et cela à quelques mètres du Commissariat («de proximité»?) Ville Haute de Luxembourg?

Réponse (22.8.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Au cours du premier semestre 2003, la Police grand-ducale a enregistré aux alentours du Centre Aldringen cinq vols accompagnés de violence, une tentative de vol - il s'agissait d'infractions liées essentiellement au racket - ainsi que six affaires inhérentes à des coups et blessures volontaires dues à des altercations qui ont dégénéré en rixe.

Afin de prévenir de tels actes violents, des patrouilles de sécurité sont régulièrement organisées au Centre Aldringen: pendant la journée elles le sont par des fonctionnaires du commissariat de proximité de la Ville-Haute et la nuit des contrôles sont effectués par le centre d'intervention de la circonscription régionale de Luxembourg-Ville.

Parallèlement, des actions coup-de-poing permettent d'appréhender des malfaiteurs en flagrant délit et ont par ailleurs un effet dissuasif sur des criminels potentiels.

Contrairement à ce que prétend Monsieur le Député, le Centre Aldringen n'est pas un «ilot de non loi»: la Police grand-ducale y est omniprésente. Ainsi le Service de Recherche et d'Enquête criminelle de Luxembourg-Ville a pu interpellier fin juillet un nombre important de trafiquants de stupéfiants. Cette action a abouti à une vingtaine de mandats d'amener délivrés par le juge d'instruction.

Question 2253 (8.7.2003) de MM. Mars Di Bartolomeo et Ben Fayot (LSAP) concernant le dossier de candidature pour «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la culture 2007»:

Les dispositions relatives aux contenus du dossier de candidature à présenter au jury de sélection stipulent, entre autres, que ledit dossier doit préciser dans quelle mesure la ville candidate entend

- soutenir et développer la création, et

- assurer la mobilisation et la participation au projet de larges couches de la population.

A cet égard Madame la Ministre peut-elle nous dire:

- comment il est prévu de promouvoir la participation des artistes

établis au Grand-Duché, et notamment de nos jeunes créateurs;

- plus généralement, quelle part on entend réserver aux productions et créations nationales;

- pourquoi il n'a pas été lancé de concours d'idées afin d'associer davantage la population à la préparation de cet événement;

- comment il est prévu de transposer le thème des migrations, et plus particulièrement par quel biais nos concitoyens non luxembourgeois seront associés à la mise en œuvre de ce thème?

D'après la décision du Parlement européen et du Conseil de 1999, qui a institué l'action communautaire en faveur des capitales européennes de la culture pour les années 2005 à 2019, une période de quatre années est souhaitable pour la préparation d'une telle manifestation. Sachant que les temps de préparation sont en règle générale d'autant plus longs qu'il y a de partenaires associés, Madame la Ministre peut-elle nous expliquer:

- pourquoi la première rencontre avec les relais institutionnels et culturels de la Grande Région n'a eu lieu qu'en décembre 2001 alors que le Premier Ministre avait proposé d'étendre cette manifestation aux régions transfrontalières déjà un an et demi auparavant?

Enfin, Madame la Ministre peut-elle nous éclairer sur les aspects budgétaires de ce projet, compte tenu de la participation prévue de quatre régions transfrontalières:

- La manifestation sera-t-elle cofinancée par tous les partenaires à parts égales?

- Qui coordonnera le financement?

- Comment seront réparties les aides communautaires pour la réalisation des projets?

Réponse (21.8.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture:

En réponse à la question parlementaire n° 2253 de Messieurs les Députés Mars Di Bartolomeo et Ben Fayot concernant le dossier de candidature pour «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la culture 2007», j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes :

En complément aux documents distribués aux membres de la Commission Enseignement supérieur, Recherche et Culture le 7 juillet dernier, je voudrais préciser ceci: une asbl faïtière sera créée au mois de septembre prochain. Suite à l'appel de candidatures, elle choisira un coordinateur général (m/f), un coordinateur général adjoint (m/f), un secrétaire (m/f) qui seront chargés de proposer au comité directeur de l'asbl un projet de programme ainsi qu'un budget prévisionnel. J'ai informé la Commission de Bruxelles que ce projet de programme et de budget prévisionnel sera disponible pour la mi-février 2004 et que le Luxembourg et la Grande Région accueilleront le jury au début du mois de mars 2004.

Cette équipe de trois personnes sera, bien entendu, assistée par des responsables sectoriels dans les différents domaines de la culture: elle sera renforcée au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Il est évident, comme cela a été le cas dans la préparation de 1995, qu'une large participation des artistes établis au Grand-Duché, et notamment de nos jeunes créateurs, est envisagée. A l'heure actuelle, il est prématuré de faire des déclarations sur la transposition des différents thèmes envisagés pour 2007 ainsi que sur les budgets de 2007.

Par ailleurs, la première réunion du groupe de travail transfrontalier rassemblant tous les partenaires de la Grande Région a eu lieu en décembre 2001: vous n'êtes pas sans savoir qu'un travail en profondeur a été fait depuis qui a réussi

aussi à mettre d'accord les différents partenaires sur les thèmes dominants de l'année 2007, thèmes qui seront ensuite déclinés en domaines artistiques et culturels. Les cinq thèmes retenus sont:

- les migrations (émigration et immigration): le Grand-Duché de Luxembourg;

- culture et patrimoine industriels: la Sarre;

- les grandes personnalités européennes: la Rhénanie-Palatinat;

- culture et mémoire: la Lorraine;

- expressions de la modernité: la Communauté française Wallonie Bruxelles et la Communauté germanophone de Belgique.

Ils convergent tous vers un objectif commun, le rôle de laboratoire de l'Europe de la Grande Région.

Enfin, j'estime qu'une période de préparation de cinq années est largement suffisante pour organiser la manifestation «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la culture 2007».

Question 2255 (8.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le travail à temps partiel:

Le nouveau statut du fonctionnaire prévoit l'introduction du travail à temps partiel (25%, 50% et 75%).

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre si des fonctionnaires ont déjà pu profiter de cette possibilité depuis la mise en vigueur du statut et le cas échéant combien.

Quelles sont les procédures à suivre par les fonctionnaires et selon quelles dispositions pratiques se déroule la prise de décision?

Est-ce que les différentes administrations disposent de directives claires et nettes pour le traitement des dossiers?

Réponse (11.8.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

L'honorable Monsieur Di Bartolomeo se réfère à la réforme récente du statut général des fonctionnaires de l'Etat pour avoir un certain nombre de renseignements en relation avec le service à temps partiel introduit dans le cadre de cette réforme.

La loi du 19 mai 2003 est en effet venue modifier la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat pour y prévoir notamment la possibilité pour le fonctionnaire d'assumer un service à temps partiel correspondant à 25%, 50% ou 75% d'une tâche complète. Cette nouvelle disposition est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

La procédure à suivre en vue de pouvoir bénéficier de cette nouvelle mesure est prévue par l'article 31-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 précitée. En outre une circulaire de mon département en date du 15 juillet 2003 est venue fournir des précisions au sujet de la mise en œuvre pratique des nouvelles dispositions. Enfin des questions supplémentaires en relation avec l'application de la nouvelle législation peuvent être adressées directement à mon département par le biais de l'adresse électronique «statut@mfp.etat.lu».

En vertu de la procédure prévue, l'agent qui souhaite bénéficier d'un service à temps partiel doit introduire la demande y relative auprès du chef de l'administration dont il fait partie. Ce dernier apprécie si l'intérêt du service permet l'octroi du service à temps partiel et sollicite en outre l'avis de la représen-

tation du personnel. Un avis négatif doit être clairement motivé afin d'éviter le risque de refus arbitraires. Ensuite la demande est transmise par la voie hiérarchique pour avis au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Parallèlement, la Commission d'Economies et de Rationalisation doit être saisie par l'administration concernée en vue de l'autorisation d'une éventuelle scission de poste respectivement en vue d'informer, le cas échéant, la Commission d'une réduction de tâche. A l'issue de cette procédure l'administration concernée prépare l'arrêté requis en vue de l'octroi du service à temps partiel.

Il ressort des dispositions décrites ci-dessus que c'est l'intérêt du service qui est déterminant dans le cadre de la procédure d'attribution du service à temps partiel. Etant donné que cet intérêt est à apprécier par les chefs des administrations concernées et varie d'une administration à l'autre, les administrations restent souveraines dans la détermination des critères d'octroi respectivement de refus du service à temps partiel.

Question 2258 (9.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la Police grand-ducale:

La loi du 31 mai 1999 portant création de la nouvelle Police grand-ducale prévoit un certain nombre de règlements d'exécution.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si les règlements grand-ducaux prévus à l'article 24 devant régler la carrière ouverte en faveur de l'inspecteur de police et du brigadier ont été pris entre-temps.

Si tel n'est pas le cas, dans quels délais ce règlement sera-t-il publié?

Qu'en est-il d'autre part du règlement d'exécution concernant l'administration de la Police et le ressort des circonscriptions régionales, des centres d'intervention et des commissariats de proximité?

Réponse (22.8.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Le règlement d'exécution prévu à l'article 24 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection Générale de la Police visant le changement de carrière du cadre policier a été approuvé par le Gouvernement en Conseil en date du 14 octobre 2002 et sera publié sous peu au Mémorial.

Pour ce qui est du règlement grand-ducal déterminant le ressort des circonscriptions régionales, des centres d'intervention et des commissariats de proximité et réglant par ailleurs l'administration de la Police, le texte est en voie d'élaboration.

Question 2259 (9.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la Police judiciaire:

Messieurs les Ministres viennent d'annoncer le renforcement de la Police judiciaire par 60 enquêteurs supplémentaires pour porter son effectif à 200. Ce renforcement est destiné à résoudre plus rapidement et plus efficacement les affaires de criminalité organisée, de mieux coordonner les actions de la justice et de la Police judiciaire et de raccourcir les délais de procédure.

J'aimerais dès lors savoir de Messieurs les Ministres par quelle voie ce renforcement pourra se faire, étant donné qu'actuellement l'effectif légal de la Police judiciaire est limité à 140 agents.

Comment le Gouvernement entend-il réagir face aux difficultés de recrutement auxquels se trouve confrontée actuellement la Police judiciaire?

Quelles autres modifications le Gouvernement envisage-t-il en faveur de la Police judiciaire?

Où en est le règlement grand-ducal concernant le statut du personnel de la Police judiciaire?

Réponse (9.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice et de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Un travail de police judiciaire efficace et rapide ne peut être accompli que par du personnel qualifié et en nombre suffisant. Aussi le nombre des agents du SPJ a augmenté, en cinq ans, d'une quarantaine d'unités. A moyen terme, le cadre du SPJ sera d'environ 170 et, à plus long terme, il comptera dans les 200 agents. Il va sans dire que l'augmentation des effectifs au-delà du cadre maximum actuel de 140 agents nécessitera l'intervention du législateur.

Parallèlement au renforcement du nombre des enquêteurs du SPJ, le cadre des parquets, des juridictions pénales et des juges d'instruction sera augmenté sensiblement, conformément au plan de recrutement pluriannuel arrêté par le législateur. Il s'agit ici d'une vingtaine de magistrats. Ainsi, rien que le nombre des juges d'instruction passera jusqu'en 2004 de six à 13 unités à Luxembourg, soit un doublement des effectifs.

Avec l'évolution de la criminalité, de nouvelles méthodes de travail s'avèrent indispensables. Aussi, un nouvel organigramme du Service de Police judiciaire a vu le jour en juillet dernier. En outre un véritable concept de police judiciaire déterminant avec le plus de précision possible les missions des différentes sections du SPJ sera finalisé à la rentrée. En même temps il s'agit de délimiter les compétences du SPJ qui garde une fonction centralisatrice et reste compétent pour les infractions graves ou d'une complexité particulière, de celles des services régionaux de recherche et d'enquête criminelle.

Un travail efficace du SPJ et des autres services de police judiciaire implique aussi une adaptation régulière de notre droit pénal matériel ainsi que de notre procédure pénale. Ainsi, à titre d'exemples, un projet de loi étendant l'infraction de blanchiment d'argent et un autre sur la protection des victimes et le statut des témoins ont été déposés récemment à la Chambre des Députés. La loi portant répression du terrorisme ainsi que de son financement a été adoptée par le Parlement. Un autre projet portant sur la «cyber-criminalité» ainsi que celui prévoyant une banque de données ADN seront soumis au Conseil de Gouvernement en automne prochain.

Question 2260 (10.7.2003) de M. Serge Urbany (déi Lénk) concernant le refoulement prévu des élèves provenant de l'ex-Yougoslavie:

La presse de ce jour fait état d'une conférence de presse organisée par deux enseignantes et l'ancien directeur du Lycée Technique du Centre (LTC) et par l'ASTI au sujet du refoulement prévu des élèves provenant de l'ex-Yougoslavie.

Il y a été question d'une entrevue de l'ASTI avec le Président du Gouvernement Jean-Claude Juncker et le Ministre de la Justice Luc Frieden en date du 11 juin dernier pendant laquelle les deux représentants gouvernementaux auraient refusé de régulariser la situation des quelque 1.500 personnes concernées en tout par le refus définitif de leur demande d'asile, tout en se déclarant d'accord à faire

une exception pour les personnes gravement malades ainsi que pour les élèves en fin de scolarité, à condition que ces derniers restent seuls au Luxembourg sans leurs parents.

Suite à cette entrevue huit élèves du LTC, dont les chances de succès étaient certifiées par leurs enseignants et dont certains ont reçu des prix d'excellence, s'étaient déclarés d'accord pour rester et avaient déjà trouvé des familles d'accueil. Ces séjours auraient été prolongés au maximum pour une durée de trois ans.

Or, il semblerait que le Ministère de la Justice ne prévoit qu'une exception pour seulement deux des huit élèves concernés.

Je voudrais par conséquent savoir: 1° Pouvez-vous me confirmer ces informations?

2° Si elles s'avèrent exactes, pourquoi faire preuve d'une telle rigueur dans l'interprétation de la promesse de laisser terminer leurs études aux élèves concernés? En quoi une interprétation plus large de cette exception de toute façon limitée à un nombre restreint de jeunes élèves séjournant au Luxembourg depuis de nombreuses années aurait-elle nui à la détermination généralement affichée du Gouvernement de ne pas créer de précédent pour de nouveaux arrivants demandeurs d'asile?

3° N'envisagez-vous pas de revenir sur votre décision?

4° Au cas où la réponse à la question no 3° serait un non, quelles sont les possibilités de réinsertion scolaire de tous les élèves se trouvant parmi les personnes devant quitter le pays? Quelles sont les possibilités de voir reconnaître leurs études accomplies chez nous? Avez-vous trouvé des solutions à ces problèmes lors de votre récent séjour sur place?

Je considère que le caractère urgent de cette question est évident, puisque la session du Parlement doit se terminer le 18 juillet 2003 et que les départs des personnes concernées sont prévus pendant les vacances scolaires.

Réponse (1.8.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Le principe arrêté par le Gouvernement que les demandeurs d'asile déboutés doivent quitter le Luxembourg s'applique également à leurs enfants scolarisés. Une exception est faite pour les élèves de l'enseignement secondaire, enfants de demandeurs d'asile déboutés, qui termineront leurs études secondaires au Luxembourg en été 2004 afin qu'ils puissent obtenir le diplôme sanctionnant leurs études secondaires à Luxembourg. Selon les informations actuellement disponibles, trois élèves remplissent ces conditions. Le Gouvernement n'entend pas revenir sur cette décision.

Des contacts ont été établis avec les autorités de Serbie-Monténégro pour faciliter la réintégration des élèves retournant dans leur pays d'origine.

Question 2266 (14.7.2003) de M. Patrick Santer (CSV) concernant les voitures de fonction:

S'il est normal et tout à fait justifiable, tant en termes juridiques qu'économiques, que des sociétés mettent à la disposition des voitures de fonction à certains de leurs employés et/ou dirigeants, il apparaît que certaines personnes utilisent le paravent d'une société pour se voir octroyer des voitures de luxe ou de sport qui n'ont absolument rien à voir avec le but de service, mais qui ne leur sert qu'à leur propre plaisir.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre selon

quelles règles l'Administration des Contributions Directes prend en compte l'utilisation d'une voiture de fonction et quelles sont les sanctions prévues par la loi en cas de l'utilisation d'une voiture n'ayant aucun lien, ni direct ni même indirect, avec la fonction dans laquelle elle aurait dû servir.

Réponse (22.8.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Patrick Santer soulevant l'imposition de la mise à la disposition de voitures de fonction par certains employeurs à leurs salariés, il est à retenir que d'une manière générale, aux termes de l'article 95 L.I.R., les avantages tant contractuels que bénévoles, obtenus dans le cadre d'une occupation salariée, sont à soumettre à l'impôt.

D'après l'article 104, alinéa 2 L.I.R., les biens et avantages ne consistant pas en espèces sont estimés aux prix moyens usuels du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à la disposition. Du fait que cette évaluation pose de sérieuses difficultés, notamment dans le cas de la mise à la disposition d'un véhicule de service pouvant être utilisé par le bénéficiaire pour ses besoins privés, la circulaire administrative L.I.R. n° 104/1 du 16 juin 1995 permet deux méthodes d'évaluation dudit avantage, à savoir :

une évaluation d'après le prix de revient kilométrique sur la base du kilométrage privé établi d'après un carnet de bord,

une évaluation forfaitaire s'élevant à 1,5% de la valeur d'acquisition de la voiture neuve (TVA comprise) par mois, ne tenant compte que de la mise à la disposition du véhicule et non du degré de l'utilisation privée effective.

La circulaire précitée ne traite que l'évaluation de l'avantage de la mise à la disposition d'une seule et unique voiture de service au salarié par l'employeur. Il est à relever qu'il n'appartient pas à l'Administration des Contributions de statuer sur le genre, la puissance ou le prix des voitures mises à la disposition par l'employeur au salarié, mais il est constant que plus les frais à charge de l'employeur en relation avec ledit véhicule sont élevés, plus l'avantage à considérer comme rémunération et à soumettre à l'impôt dans le chef du salarié est élevé. La mise à la disposition d'un véhicule est fréquente, si le salarié occupe un certain poste dans l'entreprise, même si l'utilisation professionnelle est faible. Il est impossible aux services de l'Administration des Contributions de constater si et dans quelle mesure ledit véhicule sert à des besoins professionnels ou privés du salarié.

Dans l'hypothèse où une voiture de service est accordée à des actionnaires de sociétés de capitaux, il y a lieu de distinguer les cas suivants:

L'avantage est accordé à l'actionnaire en sa qualité de salarié de la société.

L'avantage est à considérer comme revenu d'une occupation salariée au sens de l'article 95 L.I.R. Cette condition est uniquement remplie si, compte tenu de tous les éléments du cas d'espèce, des salariés non actionnaires auraient bénéficié d'avantages analogues pour le même service.

L'avantage est accordé à une personne en sa seule qualité d'actionnaire de la société de capitaux.

Par suite de la position particulière que peuvent revêtir dans des sociétés de capitaux certains actionnaires disposant d'une position dominante et assumant également la gestion journalière de ladite société, les mesures de la circulaire L.I.R. n° 104/1 ne leur sauront être applicables.

Aussi, si l'actionnaire reçoit directement ou indirectement des avantages de la société dont normalement il n'aurait pas bénéficié s'il n'avait pas eu la qualité d'actionnaire, lesdits avantages sont à considérer comme distributions de bénéfices au sens de l'article 164, alinéa 3 L.I.R. Dans ce cas ces avantages ne constituent pas, dans le chef du bénéficiaire, des revenus d'une occupation salariée mais des revenus de capitaux mobiliers et sont soumis à l'impôt d'après le régime commun applicable en la matière.

Question 2268 (15.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la procédure de règlement collectif des dettes en cas de surendettement:

Selon les chiffres contenus dans le Plan national d'action pour l'inclusion sociale (2001-2003), 286 dossiers ont été introduits auprès des Services d'information et de conseil en matière de surendettement en 2000.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre s'il existe un bilan concernant les mesures de prévention du surendettement et sur la procédure de règlement collectif des dettes en cas de surendettement.

Par ailleurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Combien de dossiers ont été introduits au cours des années 2001, 2002 et 2003?

- Combien de dossiers ont connu un résultat positif pour les concernés?

- Combien de dossiers sont tenus en suspens?

- Quel a été le coût des mesures effectuées et quelle en a été la nature?

Réponse (19.8.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*:

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo, je vous transmets les informations suivantes:

1. CONCERNANT LA PRÉVENTION DU SURENDETTEMENT:

Les Services d'information et de conseil en matière de surendettement (Services) ont développé différentes activités:

- Information et le conseil individuel

Dans le cadre de leur activité d'information en matière d'endettement et de surendettement, les Services sont appelés à traiter des situations à faible endettement. Cette catégorie de clients s'adresse avant tout aux Services afin d'obtenir des renseignements dans les domaines de la gestion budgétaire mensuelle, de l'acquisition d'un logement (crédit hypothécaire, épargne-logement), de la comparaison de crédits à court et moyen terme et de la fiscalité afin d'éviter une situation de surendettement future.

- Information au niveau de certains professionnels

Le dialogue avec les travailleurs sociaux est régulier car il est important de sensibiliser les intervenants sociaux à la problématique du surendettement comme ce sont souvent eux à qui le client s'adresse en premier. Une réorientation rapide vers les Services augmente les chances d'une intervention fructueuse.

Ce dialogue a également été instauré avec les autres parties concernées par la problématique du surendettement tels les huis-

siers, les avocats, les services contentieux des instituts financiers...

- Information du grand public et de groupes cibles

Les Services se sont adressés au grand public via les médias, notamment en participant à des émissions radio- ou télédiffusées et en publiant des articles ou communiqués dans la presse écrite.

Certaines activités visaient à toucher une population déterminée telle par exemple:

- une campagne touchant un public âgé de six à 18 ans,

- des exposés destinés aux militaires, aux bénéficiaires du RMG, ...

- Publications

Les Services ont publié seuls ou en collaboration différentes brochures, par exemple:

- «Eviter le surendettement»,

- «Jeunes consommateurs, Jeunes consommateur»,

- «Comment gérer vos dettes?»,

- «Wie vermeide ich Überschuldung?»,

- «Überschuldung. Das Elend nach dem Kaufrausch».

2. DOSSIER AUPRÈS DES SERVICES:

262 dossiers ont été ouverts en 2001 et 258 dossiers en 2002, ce qui fait un total de 520 dossiers pour les deux années. Les données pour 2003 ne sont collectées qu'en fin d'année:

- au 31 décembre 2001 sur les 262 dossiers, 110 étaient encore en cours de traitement, 115 étaient réglés et 37 classés sans suite;

- au 31 décembre 2002 sur les 258 dossiers, 123 étaient encore en cours de traitement, 97 étaient réglés, 36 classés sans suite et deux étaient archivés.

3. DOSSIERS AUPRÈS DE LA COMMISSION DE MÉDIATION EN MATIÈRE DE SURENDETTEMENT (ARTICLE 3 ET SUIVANTS DE LA LOI DU 8 DÉCEMBRE 2000 PORTANT INTRODUCTION D'UNE PROCÉDURE DE RÈGLEMENT COLLECTIF DES DETTES EN CAS DE SURENDETTEMENT):

- en 2002

les premiers dossiers ont été déposés le 22 février 2002.

Le nombre de dossiers déposés était de 31. Pour 18 dossiers le plan de redressement a été accepté, onze dossiers ont échoué et deux dossiers ont été classés;

- en 2003: de janvier à juin

neuf dossiers ont été déposés. Pour trois dossiers le plan de redressement a été accepté, quatre dossiers ont échoué et deux dossiers sont en traitement.

4. DOSSIERS EN PHASE JUDICIAIRE (ANNÉES 2002 À 2003) (ARTICLE 7 ET SUIVANTS DE LA LOI DU 8 DÉCEMBRE 2000):

14 dossiers ont été admis à cette procédure prévue par la loi.

5. COÛTS:

- pour les Services d'information et de conseil:

En 2001: 275.111,27 € qui se répartissent en 246.961,90 € pour frais de personnel (4,5 postes) et 28.149,97 € pour frais de fonctionnement.

En 2002: 415.073,08 € qui se répartissent en 365.463,97 € pour frais de personnel (5,5 postes) et 49.609,11 € pour frais de fonctionnement.

- pour la Commission de médiation:

En 2002: 1.952,17 € pour jetons de présence.

- auprès du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Depuis 2001: 1,5 postes sont libérés auprès du Ministère afin de faire fonctionner le secrétariat de la Commission de Médiation qui a pour charges la réception du dossier de la part des Services, l'instruction du dossier pendant les trois mois où celui-ci est à charge de la Commission, l'organisation des réunions de la Commission, la préparation formelle du plan de redressement et sa notification aux créanciers.

Après la mise en oeuvre du plan de redressement, le secrétariat est régulièrement saisi par divers types de demandes concernant la réalisation et l'exécution du plan ainsi que des nouveaux problèmes apparaissant dans la vie des clients.

Question 2273 (16.7.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant la validité des licences des pilotes luxembourgeois:

Récemment un quotidien luxembourgeois a mis en doute la validité des licences des pilotes luxembourgeois au vu de l'évolution du droit international de l'aviation civile.

J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports si les pilotes employés par Cargolux et Luxair risquent de se voir refuser la reconnaissance de leurs licences par les autorités aéronautiques des autres pays.

Dans la mesure où tel serait le cas que compte faire le Ministre pour se conformer aux nouvelles exigences internationales en matière de licences des pilotes?

Réponse (13.8.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

La réponse à la question de l'honorable Monsieur Gusty Graas demande à être placée dans le cadre de la gestion des licences du personnel navigant aérien, valable au Luxembourg.

A cet égard il est utile de rappeler que le cadre réglementaire de l'aviation civile évolue selon les orientations de l'OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale) avec siège à Montréal qui a été créée en 1947 par la Convention de Chicago avec pour objet de développer les principes et les techniques de la navigation aérienne internationale. Le Luxembourg est membre de l'OACI depuis 1948.

L'OACI établit les règles et recommandations relatives aux licences du personnel navigant. Elle prévoit notamment que le pilote de tout aéronef doit être titulaire des brevets d'aptitude et licences délivrés ou validés par l'Etat dans lequel l'aéronef est immatriculé. Le Luxembourg est autorisé à accepter par validation des licences émises par les autorités d'autres Etats membres de l'OACI pour voler sur des avions immatriculés au Luxembourg.

De même, en application de la directive 91/670/CEE du 16 décembre 1991 sur l'acceptation mutuelle des licences du personnel pour exercer des fonctions dans l'aviation civile, transposée en droit luxembourgeois par règlement grand-ducal du 17 août 1994, les licences délivrées par les autres Etats membres de l'Union Européenne sont acceptées au Luxembourg.

Cette acceptation se fait par validation c.-à-d. par la délivrance d'un certificat autorisant le titulaire à piloter des aéronefs immatriculés au Grand-Duché de Luxembourg sous le couvert de sa licence obtenue dans un autre Etat membre.

La réglementation JAR FCL (Joint Aviation Requirements - Flight Crew Licensing) dont question à l'article de presse auquel il est fait référence dans la question de l'honorable député, ne tardera à être

transposée en droit national par la voie d'un règlement grand-ducal dont le projet se trouve soumis au Conseil d'Etat depuis le 26 mars 2003.

Les JAA (Joint Aviation Authorities) en charge de l'élaboration des règles JAR sont une organisation qui repose sur un arrangement conclu entre les autorités aéronautiques de plusieurs pays européens. Sur le plan juridique ni cet arrangement ni les règles élaborées n'ont d'effet contraignant à moins pour les différents pays membres des JAA de reprendre chacune des règles JAR dans leur droit national. Les dispositions du code JAR-FCL n'auront donc force légale qu'une fois transposées dans le droit national. A titre d'information il convient de noter que sur les 36 pays membres des JAA, seuls 15 ont entre-temps transposé les règles harmonisées JAR FCL.

A l'horizon où le Luxembourg se sera conformé aux exigences JAR FCL, c.-à-d. au moment où le projet de règlement grand-ducal précité sera entré en vigueur, et que l'agrément JAA aura été établi pour compte du Luxembourg, suite à un audit prévu à cet effet, la situation pour le personnel navigant sera la suivante:

Si le pilote est titulaire d'une licence établie conformément aux conditions JAR FCL, il pourra voler sans autre formalité supplémentaire sur tout avion immatriculé dans un quelconque des pays membres des JAA appliquant le code JAR FCL.

Si le pilote est titulaire d'une licence établie par un pays membre des JAA, en conformité avec l'Annexe 1 de l'OACI, la validation de cette licence continuera à se faire selon les dispositions de l'OACI et de la directive 91/670/CEE précitée.

Si le pilote est titulaire d'une licence établie par l'autorité d'un pays non membre des JAA, et qu'aucun accord de reconnaissance réciproque n'existe ou que cette licence ne répond pas aux critères de délivrance prévus par le code JAR FCL, il devra en obtenir la validation JAR FCL qui est accordée sur base de son expérience professionnelle, d'une vérification de ses connaissances des réglementations JAR OPS et JAR FCL ainsi que d'un contrôle de ses compétences.

Dans le cadre du troisième cas de figure évoqué le règlement grand-ducal en projet prévoit en outre qu'à titre exceptionnel les compagnies aériennes luxembourgeoises disposeront d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions pour faire convertir en licences luxembourgeoises les licences étrangères dont sont titulaires certains de leurs pilotes. Les licences délivrées dans ce contexte ne permettront pourtant que le pilotage d'avions immatriculés au Luxembourg.

J'ajouterais en fin de compte que les explications qui précèdent valent pour les pilotes professionnels travaillant dans l'aviation commerciale. Pour les pilotes privés qui n'effectuent que des vols non rémunérés le régime du règlement grand-ducal du 13 janvier 1993 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite des aéronefs - qui est une copie conforme de l'annexe I de l'OACI - restera en application, exception faite de la qualification de vol aux instruments et de la qualification d'instructeur afférente, ceci sans préjudice de la faculté pour cette catégorie de pilotes d'opter pour la nouvelle filière JAR FCL précitée.

En conclusion et contrairement à ce qui a été avancé dans le quotidien luxembourgeois, la légalité des validations effectuées par les autorités luxembourgeoises qui se basent respectivement sur une convention internationale ou sur une directive européenne, transpo-

sée en droit national, n'est donc nullement remise en cause par l'adhésion prochaine du Luxembourg aux règles JAR FCL.

Question 2274 (16.7.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les concours d'architectes:

A l'occasion des récents concours restreints d'architectes avec présélection - par exemple l'implantation des Archives Nationales sur le site des friches industrielles à Belval-Ouest, «Nonnewisen» à Esch/Alzette, la Cité Policière à Luxembourg, ou la Bibliothèque Nationale à Luxembourg-Kirchberg - une large majorité, sinon la totalité des candidats retenus sont issus des bureaux non établis au Grand-Duché. Une situation similaire se pose pour les bureaux d'ingénieurs-conseils. Il est inutile de préciser que le secteur entier de la construction est également gravement touché par cette problématique.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame le Ministre des Travaux publics:

- Cette forte proportion de bureaux non implantés au Luxembourg dans les concours d'architectes ne comporte-t-elle pas des répercussions néfastes tant pour les professions directement concernées que pour toutes les PME du secteur de la construction?

- Quelle est dès lors la motivation des instances publiques de faire fréquemment le choix en faveur des bureaux étrangers, alors que ce processus ne contribuera guère à développer notre identité architecturale, voire culturelle?

- Ne faudrait-il pas plutôt offrir aux bureaux implantés au Luxembourg les opportunités de valoriser leur savoir-faire et d'acquérir les expériences ainsi que les références nécessaires pour rester compétitifs avec les bureaux développant leurs activités dans des pays limitrophes, et pouvoir ainsi également participer à des appels d'offres à l'étranger?

Réponse (12.8.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

La législation sur les marchés publics contient plusieurs dispositions quant aux concours. Ainsi l'article 3 de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics donne une définition du concours:

«les concours sont les procédures nationales qui permettent au pouvoir adjudicateur d'acquérir principalement dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'architecture et de l'ingénierie ou des traitements de données, un plan ou un projet qui est choisi par un jury après mise en concurrence avec ou sans attribution de primes.»

Le Titre VII du Livre II du règlement du 7 juin 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics est intitulé «Concours en matière de prestations de services» et contient notamment les dispositions relatives à la non-discrimination suivantes:

«Art. 244. L'accès à la participation aux concours ne peut être limité:

- au territoire ou à une partie du territoire d'un Etat membre.

- par le fait que les participants seraient tenus, en vertu de la législation nationale, d'être soit des personnes physiques, soit des personnes morales.

Art. 245. Lorsque les concours réunissent un nombre limité de participants, les pouvoirs adjudicateurs établissent des critères de sélection clairs et non discriminatoires.

Art. 246. Dans tous les cas, le nombre des candidats invités à participer aux concours doit tenir compte du besoin d'assurer une concurrence réelle.»

Les dispositions quant au jury sont les suivantes:

«Art. 247. Le jury est composé exclusivement de personnes physiques indépendantes des participants au concours.

Art. 248. Lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres doivent avoir la même qualification ou une qualification équivalente.

Art. 249. Le jury dispose d'une autonomie de décision ou d'avis.

Art. 250. Les décisions ou avis du jury sont pris sur la base de projets qui lui sont présentés de manière anonyme et en se fondant exclusivement sur les critères indiqués dans l'avis au sens de l'article 175.»

Pour les concours ne tombant pas sous l'application des dispositions ci-dessus une discrimination sur base de la nationalité du prestataire ne peut être faite en vertu du Traité CE.

En ce qui concerne les 3 questions posées, il y a lieu de retenir:

ad question N° 1: Les chiffres exacts en ce qui concerne la participation aux concours d'architectes pour trois projets actuels d'envergure sont les suivants:

	Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg-		Extension de l'immeuble Konrad Adenauer (pour les besoins du Parlement européen)		Construction de la cité policière à Luxembourg- Verlorenkost	
	Candidats	Candidats retenus	Candidats	Candidats retenus	Candidats	Candidats retenus
Luxembourgeois	14	1	14	3	18	4
Lux-étrangers	18	4	22	5	18	4
Etrangers	32	5	28	6	7	2
Total	64	10	63	14	43	10

Les candidats ont été répartis en trois catégories dans ce tableau, à savoir les bureaux luxembourgeois (bureaux implantés au Luxembourg), les équipes mixtes (Lux-étrangers), qui se composent de plusieurs bureaux, locaux et étrangers, et finalement les bureaux étrangers. Les «candidats» retenus sont les candidats qui sont effectivement autorisés à participer au concours. On constate qu'il y a un certain nombre de bureaux locaux qui y sont admis, de même que des équipes mixtes. Il y a par conséquent une répartition équilibrée entre les bureaux locaux et étrangers.

Parmi candidats retenus pour le projet des nouvelles archives nationales au site Belval-Ouest, il y avait quatre bureaux locaux, cinq bureaux étrangers et trois équipes mixtes, un bureau local ayant été proclamé lauréat de ce concours.

Malgré l'identité du bureau d'architecte finalement retenu il ne peut y avoir de répercussions néfastes sur les PME, car le bureau lauréat du concours devra appliquer les dispositions luxembourgeoises en matière de marchés publics pour le lancement des soumissions. Aucune règle technique du pays d'origine du bureau ne sera appliquée. Si tel est le cas une saisine de la Commission des Soumissions ou du juge administratif en qualité de juge de référé est possible. Ce dernier a le droit d'imposer au pouvoir adjudicateur de corriger les dispositions discriminatoires du cahier spécial des charges.

Ad question N° 2: Le choix du lauréat par le jury se fera en toute indépendance et objectivité. Les plans de conception de l'ouvrage se font de façon anonyme par les candidats-architectes. Si le choix est fait, l'identité du lauréat sera communiquée par le secrétaire du jury du concours, qui n'est pas membre du jury. Il ne peut dès lors pas être question «d'une motiva-

tion des instances publiques de faire fréquemment le choix en faveur des bureaux étrangers».

L'identité architecturale, voire culturelle, est liée à l'implantation de l'ouvrage. Ainsi les remparts de Vauban de l'ancienne forteresse de la Ville de Luxembourg sont pour ainsi dire un élément culturel national.

Ad question N° 3: Il est loisible aux bureaux d'architectes implantés au Luxembourg de s'associer avec des bureaux étrangers pour présenter leur candidature au niveau national ou étranger.

Il serait par ailleurs erroné de croire que les lauréats des concours soient uniquement des bureaux étrangers.

Il convient encore de mentionner le récent concours d'idées du Fonds Belval pour le Centre d'Information de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation à Belval-Ouest (Skip) qui vise à inciter les jeunes architectes à s'engager davantage dans les concours. Il s'agit en effet d'un concours qui s'adresse aux jeunes architectes et étudiants alors que la limite d'âge pour les participants est fixée à 35 ans. 46 dossiers ont été remis et sont en train d'être étudiés.

Question 2278 (17.7.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail:

Pour le Luxembourg, le délai pour la transposition en droit national de la directive européenne 2000/78/CE portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail expirera le 2 décembre 2003.

M. le Ministre peut-il me faire savoir par quels moyens et dans quels délais le Gouvernement entend répondre aux exigences de cette directive?

Réponse (4.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

La directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail sera transposée par une loi dont le projet sera présenté lors d'une des premières réunions du Gouvernement en Conseil après la rentrée parlementaire.

Sans préjudice d'éventuelles modifications ultérieures, le projet de loi en question portera le titre suivant:

Projet de loi portant

- transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

- modification des articles 3 et 7 de la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés;

- abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum.

Question 2280 (14.7.2003) de M. Claude Wiseler (CSV) concernant le Service Rééducatif Ambulatoire (SREA):

L'organisation du Service Rééducatif Ambulatoire (SREA), qui s'occupe depuis de très nombreuses années d'enfants à besoins spécifiques dont la scolarisation requiert une assistance pédagogique spécifique, a été précisée par règlement grand-ducal du 9 janvier 1998 portant organisation du Service Rééducatif Ambulatoire.

Or, la plupart du personnel du SREA ne bénéficie de d'un contrat à durée déterminée.

En réponse à une question parlementaire que le soussigné lui avait adressée à ce propos en date du 16 décembre 1999, Madame le Ministre avait répondu à l'époque qu'elle: «avait chargé la direction de l'éducation différenciée de procéder à un inventaire détaillé des ressources humaines mises à disposition du Service Rééducatif Ambulatoire ainsi qu'à une analyse approfondie des besoins et des problèmes que cette prise en charge suscite.

Le dépouillement des données sera achevé vers la fin du mois de janvier et les propositions budgétaires afférentes pour l'an 2001 tiendront compte des résultats de cette enquête.

Suite à l'évaluation des besoins en personnel spécialisé chargé d'assurer le suivi d'élèves handicapés et à besoins éducatifs spécifiques, les démarches administratives en faveur d'un engagement à durée indéterminée des professionnels concernés seront entamées.»

J'aimerais dès lors savoir de Madame le Ministre:

1) Quelles sont les conclusions qui ont été tirées de l'inventaire des ressources humaines et de l'analyse approfondie des besoins établis en 2000?

2) Pourquoi un certain nombre de professionnels qui parfois travaillent au SREA depuis parfois plus de dix années et qui disposent des diplômes nécessaires à l'exercice de leur fonction ne bénéficient-ils pas d'un contrat à durée indéterminée, alors que, dans l'enseignement primaire, une situation similaire a été clarifiée par la loi du 25 juillet 2002 permettant aux communes d'engager comme employé privé à durée indéterminée le personnel en place, même si celui-ci ne disposait pas des diplômes requis? Madame le Ministre n'estime-t-elle pas que le personnel du SREA bénéficie, de fait, d'un engagement indéterminé?

3) Pour ce qui est du personnel en place et disposant d'un contrat à durée déterminée conforme à l'article 17 de la loi du 5 juillet 1991 (dérogation à la durée maximale de 24 mois du contrat à durée déterminée), quelle est la raison du grand nombre de ce type de contrats?

4) Madame le Ministre n'estime-t-elle pas qu'un engagement à titre définitif de ces professionnels améliorerait considérablement le climat de travail et permettrait de garantir la continuité du service tout au long des années?

Réponse (21.8.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:*

Tout d'abord, il importe de préciser que la réorganisation du Service Rééducatif Ambulatoire et la redistribution des ressources qui s'inscrit dans ce contexte se font dans l'intérêt des enfants handicapés, qui bénéficieront d'une prise en charge et d'un appui d'une efficacité accrue.

1) Afin de définir le contexte des explications suivantes, je tiens à rappeler que les moyens mis à disposition du Service Rééducatif Ambulatoire, créé pour accompagner les enfants handicapés intégrés dans l'enseignement ordinaire, ont augmenté considérablement de 1994 à 2000, à savoir de 135 à 2.377 heures autorisées par la Commission d'Economies et de Rationalisation, c'est-à-dire une augmentation de 1.760%.

Tandis que les heures d'assistance correspondaient à trois tâches et demie en 1994, elles ont atteint l'envergure de 60 postes à plein temps en 2000.

Il a donc paru nécessaire de procéder à un inventaire de ces ressources et à une analyse de leur emploi.

L'équipe spécialisée du Service Rééducatif Ambulatoire compte parmi ses membres: des instituteurs, des éducateurs (gradués), des psychologues et des pédagogues diplômés, des professionnels de santé, une minorité est sans qualification particulière dont certains sont en voie de formation (éducateur gradué).

L'enquête menée a révélé en 2000 que la qualification des intervenants n'était pas forcément définie par les besoins des enfants à prendre en charge, mais qu'elle dépendait de la formation des agents intéressés à assumer une fonction au sein du Service Rééducatif Ambulatoire.

Apparemment l'augmentation foudroyante d'année en année de demandes d'appui n'avait pas permis l'élaboration parallèle d'un concept cohérent en matière d'assistance en classe en faveur d'enfants handicapés et à besoins éducatifs spéciaux.

L'enquête menée en 2000 auprès des membres du personnel du Service Rééducatif Ambulatoire a montré que la majorité des moyens disponibles fut effectivement attribuée aux enfants handicapés, mais qu'une partie importante en revenait aux élèves à difficultés d'apprentissage.

Je suis consciente que les élèves à difficultés d'apprentissage nécessitent également un encadrement approprié, mais il n'incombe pas à l'Education différenciée d'assumer cette mission qui revient à l'enseignement primaire.

Je tiens à rappeler que les classes d'intégration, le team-teaching, la prise en charge en dehors des heures de classe par des services spécialisés, l'adaptation des programmes et des méthodes et la formation continue des enseignants m'ont paru des moyens appropriés à remédier aux difficultés d'apprentissage.

Par ailleurs l'enquête a montré que le Service Rééducatif Ambulatoire intervenait selon une logique plutôt distributive sans projet individuel d'aide en faveur des enfants accompagnés.

Pour cette raison les moyens mis à disposition du Service Rééducatif Ambulatoire ont été maintenus au niveau actuel, et il sera procédé à une distribution plus équitable et transparente des ressources octroyées, revenant prioritairement aux enfants handicapés.

2) Cette réorganisation fut prémisée indispensable d'un changement de la situation de travail des agents concernés. A partir de la rentrée scolaire 2003/2004, des équipes pluridisciplinaires stables sont instaurées sur la base de l'organisation des arrondissements d'inspec-

tion, tenant compte de la densité de la population d'une région.

Afin d'assurer une prise en charge efficace des enfants handicapés il a été veillé à la complémentarité des formations des spécialistes travaillant au sein d'une même équipe.

Suite à cette restructuration, l'avis d'autres ministères sera entendu sur la proposition d'une conversion des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée.

3) D'année en année, les moyens budgétaires investis ont tenu compte de l'augmentation importante des demandes d'appui en faveur d'élèves à problèmes, émanant de l'enseignement primaire.

Suite aux autorisations afférentes de la part de la Commission d'Economies et de Rationalisation, adaptant l'envergure des heures d'assistance aux besoins déclarés, l'augmentation du nombre des contrats octroyés aux personnes d'assistance en a découlé.

En effet le renforcement en personnel accordé par numerus clausus n'aurait pas permis de répondre à la demande en question.

4) Il paraît justifié d'admettre «qu'un engagement à titre définitif de ces professionnels améliorerait considérablement le climat de travail et permettrait de garantir la continuité du service tout au long des années».

Il me semble primordial de veiller aux intérêts des enfants concernés en leur offrant une prise en charge de la qualité.

Question 2290 (21.7.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant l'agrandissement du Lycée Technique d'Ettelbruck:

Dans une réponse à ma question parlementaire n° 1761 sur les conclusions du plan sectoriel «Lycées», Madame la Ministre a confirmé que le groupe interministériel du plan directeur sectoriel «Lycées» aurait retenu en concertation avec le collège échevinal un terrain d'une superficie de 8 ha dans la commune d'Erpeldange. Ce terrain permettrait entre autres l'agrandissement du Lycée Technique d'Ettelbruck. Le service des constructions et équipements scolaires du Ministère élaborerait en collaboration avec la direction du Lycée Technique d'Ettelbruck un programme de construction. Les travaux de programmation auraient pris leur terme en automne 2002. Le dossier serait ensuite transmis à Madame la Ministre des Travaux publics qui ferait élaborer les plans de construction pour engager ensuite la procédure législative.

Or, force est de constater que le dossier ne semble pas avancer, du fait que les travaux ne sont pas encore entamés. D'après les informations de la direction de l'école, l'avancement du dossier se heurte avant tout aux problèmes d'acquisition du terrain projeté pour l'agrandissement du Lycée Technique, du fait que les propriétaires refusent de vendre leur terrain au prix proposé par l'Etat. Face à ces questions bureaucratiques, la direction, le corps enseignant ainsi que les élèves continuent à se plaindre des inconvénients causés par cette situation provisoire et insupportable dans le moyen terme.

Dans ce contexte, je désire poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

- Est-ce que le plan de construction relatif à l'agrandissement du Lycée Technique d'Ettelbruck est déjà élaboré par le ministère?

- Quel est l'état actuel des négociations entre l'Etat et les propriétaires du terrain prévu pour l'agrandissement du Lycée Technique d'Ettelbruck?

- Quelles sont les raisons qui entraînent un dépôt sous peu d'un projet de loi portant sur l'agrandissement du Lycée Technique d'Ettelbruck, qui garantirait une organisation raisonnable et optimisée de la vie lycéenne?

Réponse (12.8.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

Le groupe interministériel du plan directeur sectoriel «Lycées» a identifié un terrain d'une superficie de 8 ha dans la commune d'Erpeldange. Ce terrain, pour lequel le collège échevinal a donné son accord de principe, permettra de recevoir entre autres l'agrandissement du Lycée Technique d'Ettelbruck.

Le Comité d'acquisition du Ministère des Finances en collaboration avec l'Administration communale d'Erpeldange a informé les propriétaires des terrains sur le projet d'implantation d'infrastructures scolaires. A ce stade, les propriétaires refusent de vendre leurs terrains, à l'exception de la société LUXLAIT qui se déclare prête à échanger ses terrains contre des terrains situés au nouveau lieu d'implantation.

Un projet de programme de construction provisoire a été élaboré en collaboration avec le Lycée Technique d'Ettelbruck. Étant donné que le choix du site n'est pas définitif des changements peuvent intervenir notamment en ce qui concerne la répartition des formations sur les deux sites.

Question 2298 (25.7.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le plan directeur sectoriel stations de base pour réseaux publics de communications mobiles:

D'Gemenge sinn an de vergaangene Wochen ëm hir Meenung zum „plan directeur sectoriel stations de base pour réseaux publics de communications mobiles" gebiede ginn. Dëse Plang krut vu ville Gemengen eng zimlech negativ „Zensur" ausgestellt.

An dësem Kontext stelle sech dës Froen:

1. Wéi vill a wellech Gemengen hunn en negativen Avis ofginn?
2. Wéi vill a wellech Gemengen hunn en absolut positiven Avis ofginn?
3. Wat fir eng Suite kréien d'Avis vun de Gemengen; gétt de Plang vun der Regierung elo ofgeannert, a falls jo, a wéi enge Punkten?

Réponse (12.8.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

D'Landesplanungsgesetz vum 21. Mee 1999 gesäit a sengem Artikel 9 eng Frist vun drai Méint vir, an där d'Gemengen hiren Avis iwwert de «plan directeur sectoriel» gi mussen.

Dës Frist leeft eréischt Mëtt August of, an déi meescht Gemengen hunn hiren Avis nach net ofginn, esou datt et zur Zäit net méiglech ass, op dem Här Jaerling seng Froen ze äntwerten.

Question 2304 (28.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'implantation d'une concession de pharmacie dans la commune de Roeser:

En réponse à une question parlementaire concernant l'importation d'une pharmacie dans la commune de Roeser, Monsieur le Ministre avait répondu en date du 13 mars 2003 qu'une telle implantation à Roeser n'était pas prioritaire.

Entre-temps un changement d'avis semble être intervenu, étant donné que Monsieur le Ministre a lancé la procédure en vue de l'implantation d'une officine à Roeser. Le conseil communal de Roeser vient de donner un avis positif en date du 16 juin dernier.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quels sont les éléments qui ont fait avancer le projet de Roeser sur la liste des priorités?

Dans quels délais la nouvelle pharmacie sera-t-elle opérationnelle?

Réponse (6.8.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Dans ma réponse du 13 mars 2003 à la question parlementaire précédente de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo ayant trait à la création de nouvelles concessions de pharmacies en général, j'ai fait état de trois projets de création en cours dans les cantons d'Echternach, de Wiltz/Redange et de Capellen. Ces trois projets ont depuis lors bien progressé, état de choses qui a fait avancer le projet de création d'une pharmacie à Roeser sur la liste des priorités.

Il vient s'y ajouter que le projet du centre médical, à l'intérieur duquel est prévu un local pour la pharmacie que la commune de Roeser projette de mettre à la disposition du futur concessionnaire, avance bien à son tour.

Ces deux considérations m'ont amené à procéder dès maintenant à la création d'une concession dans la commune de Roeser. La publication au Mémorial ainsi que l'appel aux candidatures sont imminents.

Compte tenu du délai laissé aux candidats ainsi que de celui nécessaire à l'administration et au Collège médical pour faire le choix du concessionnaire sur base des critères réglementaires, l'on peut escompter que la désignation du concessionnaire interviendra au mois d'octobre.

Quant à savoir à quelle date la nouvelle pharmacie sera opérationnelle, il est difficile de se prononcer, alors qu'il s'agit en l'occurrence d'une nouvelle création. Il appartiendra au concessionnaire de faire le nécessaire tant pour le local et pour son équipement que pour l'achat des stocks et l'engagement du personnel.

Question 2305 (28.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les armes à feu en propriété privée:

Les Nations Unies viennent de publier une étude sur les armes à feu détenues par des personnes privées dans les différents pays membres des Nations Unies. Selon cette étude dans les pays de l'Union européenne 17 personnes sur cent détiennent une arme à feu légère.

Dans cette étude, les données pour le Grand-Duché de Luxembourg font défaut.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre combien d'armes à feu en propriété privée sont enregistrées au Luxembourg?

Combien de permis pour port d'armes et combien de permis pour détention d'armes sont actuellement en vigueur?

Quels sont les principaux motifs déclarés pour justifier la détention d'armes?

Réponse (22.8.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Au 1^{er} août 2003, 74.302 armes à feu étaient enregistrées au Luxembourg au nom de personnes privées.

Au même jour, les différentes autorisations en vigueur en matière d'armes à feu étaient réparties comme suit:

- 7.626 autorisations de détention d'armes pour 29.789 armes;
- 9.329 permis de port d'armes pour 44.513 armes à feu, dont:

15.985 armes à feu figurent sur un port d'armes de chasse,

26.524 armes à feu figurent sur un port d'armes de sport, et

2.004 armes à feu figurent sur un port d'armes spécial.

Les principaux motifs invoqués à l'appui d'une demande en obtention d'une autorisation de détention d'armes sont de nature familiale (héritage, souvenir de famille, etc.), la collection d'armes, le souhait de rester en possession des armes lors de la cessation de la chasse ou du tir sportif et la régularisation de la situation d'anciennes armes de guerre découvertes fortuitement.

Question 2309 (31.7.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'examen théorique pour le permis de conduire:

Kierzlech huet eng Ukrainerin, déi hei an d'Land komm ass an eis Sprooch innerhalb kierzester Zäit geléiert huet (liesen, schreien a schwätzen), an ausser eiser Sprooch nach just russesch kann, wëllen de Führerschäin maachen.

Et huet sech erausgestallt, datt et bei de schréfftlechen theoretischen Examensprogrammer just Tester op däitsch, franséisch, englesch a portugiesesch ginn, awer keen op lëtzebuergesch.

Deem zur Folleg konnt dës Persoun, déi versicht huet sech iwwert de Wee vun eiser Sprooch ze integréieren, den theoretische schréfftlechen Examen net an eiser Sprooch maachen.

Et duerf jo awer net sinn, datt déi virzitéiert Persoun, déi sech d'Méi ginn huet sech iwwert de Wee vun eiser Sprooch ze integréieren, elo nach eng vun deene véier Sprooch muss léieren, an deenen d'Examensprogrammer ugebuede ginn.

Fir Lëtzebuurger ze gi muss ee lëtzebuergesch kënnen, a vill Leit déi sech hei wëllen integréieren schwätzen ausser hirer Sprooch deemno just lëtzebuergesch, an d'Chancëgläichheet ass net ginn, wann d'Examen oder zum Beispill och Publikatiounen respektiv Informatiounen net a lëtzebuurger Sprooch ugebuede ginn.

Stellt lech emol vir, an engem aneren EU-Stat géif keng Méiglechkeet bestoen, e schréfftleche Führerschäinexamen a senger Landesprooch ze maachen.

Duerfir meng Fro un den zoustännegen Här Minister:

1. Wéiso gëtt et kee Programm fir déi schréfftlechen theoretischen Führerschäinexamen op lëtzebuergesch kënnen ofzehalen?

2. Gedenkt den Här Minister an Zukunft esou e Programm resp. Test enbibidden?

Réponse (13.8.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

Déi parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierten Aly Jaerling dréit sech ëm d'Sprooch vum schréfftlechen theoretischen Examen, dee virgesinn ass beim Führerschäin.

Fir de Moment ginn déi theoretische Führerschäinexamen op däitsch, franséisch, englesch a portugiesesch ofgehal.

Am Fall wou eng Persoun keng vun dëse Sprooch beherrscht besteet d'Méiglechkeet e méndlechen Examen ze maachen, deen dann natierlech och op lëtzebuergesch ofgehal ka ginn.

Bis ewell ass dovunner ofgesi ginn, eng lëtzebuergesch Versioun vum theoretische Führerschäinexamen ze proposéieren, well déi spezifesche technesch Begrëffer schwéier op lëtzebuergesch ze iwwersetze sinn.

Eng Upassung vum bestehende Programm wär mat vill Opwand verboun a géif sech nëmme rentéiere wann och wierklech eng No-fro dofir géif bestoen.